

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 1^{ER} CYCLE

Université Paris-Est Créteil

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 11/03/2026

Au nom du comité d'experts :

Vincent Cocquempot, président du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente du Hcéres

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues.....	4
Domaine Droit, économie, gestion.....	4
Domaine Santé	5
Domaine Sciences humaines et sociales.....	5
Domaine Sciences, technologies, santé.....	5
Organisation de l'évaluation	7
Rapport du 1^{er} cycle	8
Présentation de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle.....	9
Analyse globale de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	9
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1 ^{er} cycle	10
L'accompagnement des étudiants du 1 ^{er} cycle à la réussite.....	11
L'adossement des formations du 1 ^{er} cycle à la recherche	13
La professionnalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	14
L'internationalisation des formations du 1 ^{er} cycle.....	15
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1 ^{er} cycle	16
Conclusion	17
Points forts.....	17
Points faibles.....	17
Recommandations.....	18
Points d'attention transversaux	18
Points d'attention sur les formations du 1 ^{er} cycle	19
Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle	22
Rapports des formations du 1^{er} cycle	32
Observations de l'établissement	232

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la Covid-19, ainsi que par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 1^{er} cycle (loi ORE, accès aux études de santé, bachelors universitaires de technologie, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement. Dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la réforme des BUT, seules les deux premières années des BUT (BUT 1 et BUT 2) sont évaluées en vague E et dans ce rapport.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 1^{er} cycle de l'UPEC, et d'autre part, sur des auditions menées en visio-conférence, comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'établissement.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 1^{er} cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 1^{er} cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues :

- Licence *Langues étrangères appliquées*
- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales*
- Licence *Lettres*

Domaine Droit, économie, gestion :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations* de l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations* de l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau
- Licence *Administration et échanges internationaux*
- Licence *Administration publique*
- Licence *Droit*
- Licence *Économie et gestion*
- Licence *Science politique*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport*
- Licence professionnelle *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*

- Licence professionnelle *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*
- Licence professionnelle *Commerce et distribution*
- Licence professionnelle *E-commerce et marketing numérique*
- Licence professionnelle *Management des processus logistiques*
- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations*
- Licence professionnelle *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion*
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : assistant*
- Licence professionnelle *Métiers de l'entrepreneuriat*
- Licence professionnelle *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers*
- Licence professionnelle *Métiers du commerce international*
- Licence professionnelle *Technico-commercial*

Domaine Santé :

- Diplôme de formation générale (DFG) en *Sciences médicales*

Domaine Sciences humaines et sociales :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Carrières sociales*
- Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Bureautique et multimédia*
- Licence *Géographie et aménagement*
- Licence *Histoire*
- Licence *Philosophie*
- Licence *Sciences de l'éducation et de la formation* (intitulé national de la mention jusqu'à la rentrée 2024 : *Sciences de l'éducation*)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité*
- Licence professionnelle *Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques*
- Licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication*
- Licence professionnelle *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme*

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique* de l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique* de l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable*

- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle* de l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle* de l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie industriel et maintenance*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Mesures physiques*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet*
- Bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications*
- Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Métiers de la forme*
- Licence *Chimie*
- Licence *Chimie, sciences de la vie*
- Licence *Informatique*
- Licence *Mathématiques*
- Licence *Physique*
- Licence *Sciences de la vie et de la Terre*
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* (co-accréditation avec l'université Gustave Eiffel)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif*
- Licence *Sciences pour la santé*
- Licence *Sciences pour l'ingénieur*
- Licence professionnelle *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique*
- Licence professionnelle *Chimie et physique des matériaux*
- Licence professionnelle *Domotique*
- Licence professionnelle *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques*
- Licence professionnelle *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable*
- Licence professionnelle *Métiers de l'électricité et de l'énergie*
- Licence professionnelle *Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique*
- Licence professionnelle *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction*
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : travaux publics*
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*
- Licence professionnelle *Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle*

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 1^{er} cycle de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par M. Vincent Cocquempot, professeur des universités en génie informatique, automatique et traitement du signal à l'université de Lille. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Béatrice Siadou-Martin, professeure des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Montpellier.

Ont également participé à cette évaluation :

- Mme Lucia Allegretti, professeure des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Franche-Comté ;
- M. Matthieu Casteran, maître de conférences en sciences et techniques des activités physiques et sportives à l'université de Lorraine ;
- M. Frédéric Drouhin, maître de conférences en informatique à l'université de Haute-Alsace ;
- M. Éric Henry, maître de conférences en génie civil à l'université Polytechnique Hauts-de-France ;
- M. Pierre Kamdem, professeur des universités en géographie à l'université de Poitiers ;
- M. Jannik Laval, maître de conférences en informatique à l'université Lumière – Lyon 2 ;
- Mme Émilie Le Guen, maîtresse de conférences en énergétique et génie des procédés à l'université de Bordeaux ;
- M. François Lorans, président de l'association Double Face – Formation et Conseil ;
- Mme Émilie Lumière, maîtresse de conférences en études romanes à l'université Toulouse – Jean Jaurès ;
- Mme Gaëlle Méry, professeure en sciences économiques et de gestion à Aix-Marseille Université ;
- Mme Hélène Muscat, maîtresse de conférences en droit public à l'université de Rennes ;
- Mme Ève Péré, maîtresse de conférences en chimie théorique, physique, analytique à l'université de Pau et des Pays de l'Adour ;
- Mme Amal Gobaa, étudiante en management public à l'université de Montpellier ;
- Mme Corinne Rochette, professeure des universités en sciences de gestion et du management à l'université Clermont Auvergne ;
- Mme Sandrine Travier, maîtresse de conférences en biologie des populations et écologie à l'université d'Angers.

M. Gilles Jacoud, conseiller scientifique, et Mme Charlotte Grès, chargée de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 1^{er} cycle

Présentation de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) compte 71 formations, dont 17 bachelors universitaires de technologie (BUT), 2 diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST), 1 diplôme de formation générale (DFG), 24 licences et 27 licences professionnelles (LP). Cette offre de formation, qui est proposée à près de 23 000 étudiants (dont près de 21 000 en BUT et licence, 1 200 en LP, 568 en DFG et 94 en DEUST) en 2022-2023, couvre l'ensemble des domaines disciplinaires : 3 formations en Arts, lettres, langues (ALL), 22 en Droit, économie, gestion (DEG), 1 en Santé, 10 en Sciences humaines et sociales (SHS) et 35 en Sciences, technologies, santé (STS).

Une formation est co-accréditée avec l'université Gustave Eiffel (UGE) : la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : activité physique adaptée et santé*. La licence *Science politique*, co-accréditée avec l'UGE en début de contrat, n'a pas été ouverte à l'UGE pendant la période évaluée.

Cette offre de formation est portée par 10 composantes de l'UPEC. Les BUT sont portés par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry (8) et par celui de Sénart-Fontainebleau (9), 10 de ces BUT correspondant à 5 spécialités accréditées dans chacun des deux IUT. Les LP sont portées par les IUT également (6 par celui de Créteil-Vitry, 15 par celui de Sénart-Fontainebleau et 3 conjointement par les deux IUT) et par les unités de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences sociales (LLSH - 2) et Droit (1). Les DEUST sont portés pour l'un (*Bureautique et multimédia*) par l'UFR LLSH et pour l'autre (*Métiers de la forme*) par l'UFR Sciences de l'éducation, sciences sociales (SESS) et STAPS. Le DFG *Sciences médicales* est porté par l'UFR Santé. Quant aux licences, elles sont portées par la composante Administration et échanges internationaux (AEI) *International School* (1), l'institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est et l'UFR de Sciences économiques et de gestion qui co-portent une licence (1), l'institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau (2), l'UFR LLSH (6), l'UFR Sciences et technologie (ST - 7), l'UFR Droit (1), l'UFR Santé (1) et l'UFR SESS-STAPS (5).

L'UPEC bénéficie durant la période de référence de financements par des programmes d'investissements d'avenir (PIA) pour améliorer ses formations ; il s'agit notamment, pour le 1^{er} cycle, du Projet de parcours en licence au service des étudiants (Pulse), labellisé dans le cadre de l'appel à projets Nouveaux cursus à l'université (NCU) en 2019 et arrêté en 2023, qui était centré sur l'approche par compétences et sur l'individualisation des parcours, et visait à améliorer la réussite des étudiants, ainsi que le projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus), obtenu dans le cadre de l'appel à projets Excellences sous toutes ses formes en 2021, pour impliquer divers acteurs et partenaires dans une co-conception de l'offre de formation. Elle bénéficie aussi de deux campus des métiers et des qualifications (CMQ) d'excellence : Santé, autonomie, bien vieillir et Transition numérique et écologique de la construction. Elle est membre depuis mai 2022 de l'alliance européenne Aurora.

Propos liminaire

Les dossiers d'autoévaluation (DAE) de nombreuses formations sont incomplets en matière de données quantitatives (notamment concernant le suivi du parcours des étudiants et des diplômés) et lacunaires en matière de données qualitatives et d'analyses (absence de commentaires et de justifications des chiffres fournis et de leurs évolutions au cours des trois années).

Analyse globale de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle de l'UPEC couvre un très large spectre disciplinaire et permet globalement de répondre aux trois grands objectifs de l'établissement en matière de formation, à savoir Adapter la pédagogie pour sécuriser les trajectoires de réussite étudiante, Développer la professionnalisation à tous les niveaux de formation et Promouvoir la pluridisciplinarité en formation. Très peu de formations évoquent néanmoins dans leurs DAE les axes stratégiques de l'UPEC : Santé, société, environnement ; Transformations sociales, inégalités, résistances ; Francophonies et plurilinguismes ; Savoirs et pratiques en éducation et en formation et Numérique : sciences et pratiques. On peut regretter le manque d'appropriation de ces axes par les formations, car ceux-ci auraient contribué notamment à mieux mettre en exergue les spécificités et les éléments de différenciation de l'offre de formation de l'UPEC, à mettre en place des partenariats structurants impliquant des ensembles de formations et à renforcer le continuum entre le 1^{er} cycle et le 2^e cycle. Cette offre a été profondément modifiée au cours de la période d'évaluation avec la mise en place des BUT et des licences accès santé (L.AS). La mise en œuvre des BUT respecte le cadrage national, mais les possibilités d'adaptation locale du programme national ne sont pas encore pleinement utilisées pour intégrer davantage de LP dans les BUT. Ceci entraîne des

problèmes de lisibilité et de soutenabilité de l'offre de formation. Quant aux L.AS, leur pertinence et leur efficacité ne sont pas analysées dans les DAE.

Cette offre de formation s'adresse en priorité aux étudiants originaires de la région parisienne. Elle prépare les étudiants à la poursuite d'études en 2^e cycle ou à l'insertion professionnelle immédiate, en particulier dans les entreprises et les collectivités locales avec lesquelles des relations partenariales sont bien développées. Par ailleurs, elle met l'accent sur la professionnalisation en proposant des stages obligatoires ou de l'alternance, principalement en apprentissage. On peut cependant regretter le très faible nombre de stagiaires de la formation continue dans ces formations.

L'incomplétude des données quantitatives et le manque d'analyses qualitatives dans l'autoévaluation de nombreuses formations, que le comité déplore, ne permettent pas au comité d'appréhender totalement les spécificités du contexte dans lequel sont mises en œuvre les formations et de porter une appréciation éclairée sur la pertinence et sur la qualité des formations, en particulier en termes d'insertion professionnelle et de poursuite d'études des diplômés. Par ailleurs, les dispositifs d'amélioration continue doivent être renforcés, de nombreuses formations ne disposant pas de conseils de perfectionnement dont la composition et le fonctionnement sont pertinents pour favoriser cette amélioration continue, et les taux de réponse des étudiants aux évaluations des formations et des enseignements étant trop faibles pour être exploités.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 1^{er} cycle

L'offre de formation du 1^{er} cycle est déployée sur un vaste territoire régional, en partenariat avec d'autres établissements d'enseignement supérieur de la région. De nombreux partenariats sont ainsi noués avec d'autres établissements d'enseignement supérieur de la région parisienne. À titre d'illustration, on peut citer les trois Parcours préparatoires au professorat des écoles (PPPE) qui sont mis en place dès 2021 avec trois lycées, la LP *Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle* réalisée en partenariat avec les lycées La Mare Carrée (de Moissy-Cramayel) et Pierre de Coubertin (de Meaux), ou encore la LP *Chimie et physique des matériaux* réalisée en partenariat avec le lycée Diderot (dans le XIX^e arrondissement de Paris). Des partenariats stratégiques, voire structurants, existent, tels que ceux mis en place dans le cadre des CMQ, en particulier avec les deux CMQ d'excellence portés par l'UPEC, à savoir le CMQ Santé, autonomie, bien-vieillir (BUT *Génie biologique parcours Diététique et nutrition* ; licence *Sciences de l'éducation et de la formation parcours Coordination d'établissements et de services pour personnes âgées* ; LP *Management des structures sanitaires et médico-sociales*) et le CMQ Transition numérique et écologique de la construction (BUT *Génie civil* et les LP autour des métiers du bâtiment et travaux publics (BTP)). L'implication dans ces CMQ est à souligner et à encourager, car elle permet de développer des réseaux de partenaires. De plus, elle contribue à faire évoluer et à restructurer l'offre de formation, comme c'est le cas pour les parcours de la licence *Lettres* dans le cadre du CMQ Artisan de l'image, en cours de création. D'autres partenariats sont mis en place avec des structures publiques ou privées pour développer des formations spécifiques, sans que cela reflète une réelle stratégie coordonnée de l'établissement en la matière. On peut citer à titre d'exemples les partenariats entre la LP *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique* et l'École spéciale des travaux publics (ESTP), entre le BUT *Génie civil - construction durable*, l'Institut catholique d'arts et métiers (ICAM) Grand Paris Sud et l'ESTP, ou encore les partenariats avec le groupement d'établissements (GRETA) Métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (METEHOR), *Paris School of Technology and Business* et le groupe Institut de gestion sociale (IGS) pour la LP *Commerce et distribution*. Même si les DAE évoquent ces partenariats, les modalités de fonctionnement, de coordination et de pilotage ne sont pas précisées.

L'offre de formation du 1^{er} cycle a été marquée par deux réformes récentes qui modifient largement son organisation. Ainsi, la réforme du BUT a été mise en place selon le calendrier et les programmes définis nationalement. À ce jour, ce déploiement, bien qu'encore en cours, permet d'établir un premier bilan. À ce stade se pose la question de l'articulation entre les LP et les BUT. Certaines LP dites suspendues, organisées en une année, sont maintenues alors qu'elles auraient pu être « intégrées » à un BUT relativement facilement, en utilisant les 30 % d'adaptation locale du programme national, et leur maintien crée des redondances qui nuisent à la lisibilité de l'offre de formation. À titre d'illustration, on peut citer la LP *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion*, qui est très proche du parcours *Contrôle de gestion et pilotage de la performance* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* (GEA), la LP *Métiers du commerce international* et le parcours *Business International* du BUT *Techniques de commercialisation* qui se superposent, ou encore les LP *Maîtrise de l'énergie, de l'électricité, développement durable* et *Métiers de l'électricité et de l'énergie* portées par l'IUT Sénart-Fontainebleau, très proches du parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie* du BUT *Génie électrique et informatique industrielle* (GEII). Le maintien de ces LP suspendues interroge la lisibilité de l'offre de formation, et occasionne subséquemment des difficultés à remplir ces LP ou possiblement à maintenir les effectifs en troisième année de BUT (BUT 3), à l'instar de la LP *Technico-commercial*. Ces points ne sont néanmoins que très peu abordés dans les DAE des formations. Quant à la réforme de l'accès aux études de santé (R1C), elle a été mise en œuvre en 2020-2021 sous la forme exclusive de L.AS. L'offre de formation

comporte une L.AS à dominante (majeure) santé dans la licence *Sciences pour la santé* et 11 L.AS disciplinaires avec option (mineure) santé. Les 11 L.AS disciplinaires couvrent un large spectre : 4 en DEG, 3 en STS, 2 en ALL et 2 en SHS. La licence *Sciences pour la santé* est au cœur du dispositif, en coordonnant les enseignements des mineures santé des autres L.AS de l'UPEC, mais aussi des L.AS de l'UGE. La L.AS *Sciences pour la santé* offre par ailleurs des passerelles entrantes et sortantes à chaque année de formation, ce qui permet des parcours étudiants très variés pour accéder aux études médicales, paramédicales et d'ingénieur, en particulier à l'École publique d'ingénieurs de la santé et du numérique (EPISN), école interne à l'UPEC. Les L.AS disciplinaires avec mineure santé ne sont, de manière regrettable, pas présentées ni évaluées dans les DAE des licences porteuses. Aucune analyse n'est fournie sur les accès aux études de santé, qui restent marginaux depuis la plupart des licences, sauf depuis les licences *Sciences de la vie et de la Terre* et *Sciences pour l'ingénieur*. On peut donc s'interroger sur l'efficacité de ce dispositif complexe dans sa mise en œuvre. Il est probablement trop tôt pour en faire un bilan complet, mais celui-ci devra nécessairement être réalisé à court terme en utilisant des critères de performance intégrés au système d'information de l'UPEC.

Les enjeux de développement durable sont pris en compte explicitement dans quelques formations via des enseignements et des activités spécifiques, mais cela ne correspond pas encore à une démarche générale et partagée par toutes. Certaines formations mettent en place des parcours spécifiques pour traiter ces enjeux de développement durable, comme le parcours *Sciences de l'environnement et écotechnologie* du BUT *Génie biologique* de l'IUT Sénart-Fontainebleau, ou le parcours *Green Business* de la licence *Administration et échanges internationaux* (AEI). D'autres formations comportent des unités d'enseignement (UE) spécifiques pour aborder ces aspects. Il s'agit généralement de formations dont le cœur de métier porte sur ces enjeux, telles que le BUT *Génie civil - construction durable* ou la LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable*, mais aussi d'autres formations telles que le BUT *Informatique* de l'IUT de Créteil-Vitry, qui propose au cours des deux semestres de la deuxième année (BUT 2) une ressource « Numérique et transition écologique », ou la licence *Sciences pour l'ingénieur*, qui propose une UE dédiée à l'éco-responsabilité de l'ingénieur. Parfois, la maquette ne possède pas d'enseignement dédié au développement durable, mais ces enjeux sont traités au sein de différents enseignements, comme dans la licence *Géographie et aménagement*, la LP *Management et gestion des organisations* ou la LP *Métiers de l'entrepreneuriat*, qui utilise la matrice du modèle d'affaires responsable. Les étudiants sont également sensibilisés à ces enjeux dans le cadre des projets tutorés et des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) en BUT. Plusieurs formations, BUT et LP portées par les IUT ou les formations d'autres composantes, telles que la licence *Science politique*, participent à la Fresque du climat. En licence, des UE d'ouverture optionnelles abordent les éléments liés à la transition écologique et sociétale. Ces enseignements et ces initiatives multiples et variées ne sont pour l'instant pas coordonnés, ce qui restreint leur impact et limite leur généralisation à toute l'offre de formation. L'établissement prévoit toutefois la mise en place progressive d'enseignements en lien avec la transition écologique pour un développement soutenable (TEDS), prévus dans le cadre du Plan Climat-biodiversité et transition écologique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, à partir de la rentrée 2024.

Des passerelles entre formations du 1^{er} cycle sont possibles, mais elles ne sont pas formalisées ni accompagnées. Les passerelles entre les formations du 1^{er} cycle doivent permettre aux étudiants de construire leur propre parcours de formation, de se spécialiser dans un domaine ou de viser plus facilement une insertion professionnelle immédiate ou une poursuite d'études en 2^e cycle. Des passerelles évoquées dans les DAE répondent à ces objectifs, par exemple les passerelles entre le BUT *GEA* et la licence *Économie et gestion* portée par l'IAE Paris-Est, entre la licence *Droit* et la LP *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier*, ou encore entre la licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* (LLCER) et la LP *Métiers de la communication : chargé de communication*, et des passerelles entrantes et sortantes à chaque semestre du BUT *Mesures physiques*. Les formations ne font toutefois pas état d'enseignements spécifiques, d'aménagements ou de dispositifs d'accompagnement proposés à ces étudiants pour préparer et réussir leur changement d'orientation.

L'accompagnement des étudiants du 1^{er} cycle à la réussite

Les effectifs étudiants ont fortement progressé au cours de la période, ce qui montre le dynamisme de l'établissement, une bonne attractivité des formations et une pertinence de l'offre de formation accueillant les bacheliers. Le nombre d'étudiants inscrits en 1^{er} cycle augmente de plus de 21 % entre 2020-2021 et 2022-2023, ce qui est considérable. Cette augmentation est en partie due à la création de cinq nouveaux départements d'IUT dans le cadre du plan IUT Île-de-France et à la mise en place des L.AS. Mais elle résulte aussi d'augmentations importantes d'effectifs dans certaines licences, telles que *Sciences de l'éducation et de la formation* (+ 46 %), *Science politique* (+ 22 %) ou *Sciences pour la santé* (+ 82 %).

Les BUT reçoivent tous un nombre de candidatures dans Parcoursup très important au regard des capacités d'accueil. Ces BUT accueillent presque tous une proportion équilibrée de titulaires d'un baccalauréat général et technologique. On note cependant un fort déséquilibre pour les BUT *Chimie* et surtout *Mesures physiques*, qui

accueillent majoritairement des néobacheliers généraux. Les licences reçoivent aussi de nombreuses candidatures. Les DAE analysent peu les candidatures et les profils des entrants en formation ; plusieurs mentionnent toutefois les répercussions entraînées par la désectorisation de l'Île-de-France (regroupement des trois académies de Créteil, Paris et Versailles dans la région académique) en termes de typologie de bacheliers choisissant les formations de l'UPEC, ceux ayant les meilleurs niveaux privilégiant les établissements de Paris intra-muros. La licence *Administration publique* subit une perte d'attractivité qui fait chuter ses effectifs de 22 étudiants en 2020-2021 à 8 en 2022-2023.

Plusieurs LP observent des baisses parfois importantes du nombre de candidatures sans que les raisons soient précisément évoquées dans les DAE. C'est le cas par exemple des LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle ; Chimie et physique des matériaux ; Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques ; Management des processus logistiques ; Métiers de l'énergie, électricité, développement durable ; Métiers de l'électricité et de l'énergie ou Commerce et distribution*. Même si, pour de nombreuses LP, les effectifs sont sensiblement stables au cours de la période, les DAE analysent peu l'évolution des flux et la typologie des entrants, ce qui apparaît surprenant au regard de la disparition du diplôme universitaire de technologie (DUT). En effet, le vivier de candidatures de nombreuses LP est dorénavant composé essentiellement d'étudiants ayant un brevet de technicien commercial (BTS) et plus marginalement d'étudiants ayant validé une deuxième année de licence (L2), sans que des données quantitatives soient fournies. Il est probablement trop tôt pour évaluer les conséquences de cette évolution des flux d'entrants sur la réussite et sur l'insertion professionnelle ou les poursuites d'études, mais des éléments de réflexion auraient cependant pu être apportés dans les DAE des formations concernées.

Les taux de réussite moyens des étudiants sont relativement bons, mais cachent de grosses disparités, en particulier en première année. La plupart des LP affichent des taux de réussite très élevés, certaines atteignant 100 % de réussite, comme les LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement ; Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique ; Domotique ou E-commerce et marketing numérique*. Certaines formations affichent un taux de réussite en première année élevé, à l'instar des licences *Science politique ; Chimie, sciences de la vie ; Sciences pour la santé ; Sciences de l'éducation et de la formation ou Économie et gestion*, et des BUT GEA de l'IUT de Créteil-Vitry ; *Chimie ; Génie civil : construction durable ; Métiers du multimédia et de l'internet*. Cependant, pour de nombreuses autres formations, la réussite en première année de BUT (BUT 1) ou de licence (L1) est faible, voire très faible, avec de nombreux abandons en cours d'année. Ces taux de réussite faibles interrogent en particulier pour les BUT, qui sont des formations sélectives. Dans les licences *Géographie et aménagement, Langues étrangères appliquées, Lettres, LLCER ou Philosophie*, pour lesquelles les DAE font état de données de caractérisation « inexactes » et de chiffres « modifiés », et fournissent des informations incomplètes, celles qui sont fournies permettent néanmoins de constater que moins d'un tiers des inscrits de L1 valident tous les crédits ECTS. Les pourcentages d'étudiants n'ayant validé aucun crédit ECTS pendant les trois dernières années de la période d'évaluation sont parfois élevés, bien que souvent en baisse, comme en licence *Physique* (50 % en 2020-2021, 38 % en 2021-2022 et 34 % en 2022-2023), en licence *Mathématiques* (33 %, 31 % et 28 %) ou encore en BUT GELL de l'IUT de Créteil-Vitry (56 % en 2021-2022 et 51 % en 2022-2023). Outre le fait que les taux de réussite sont peu analysés dans les DAE, peu de solutions sont proposées pour tenter de remédier à leur faiblesse (la licence *Administration publique*, confrontée à un faible taux de réussite de 50 % en 2022-2023, ou la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport*, où le taux de réussite en L3 est du même ordre, ne proposent pas de dispositif de remédiation). Une quinzaine de formations ne transmettent pas de données relatives à la réussite des étudiants ou transmettent des données incomplètes, ce qui ne permet pas d'évaluer pleinement ce critère. Aucune donnée concernant la réussite suivant l'origine des bacheliers n'est fournie, ce qui ne permet pas d'analyser plus finement ce critère.

De nombreux dispositifs d'accompagnement, de tutorat, de renforcement disciplinaire ou de remédiation sont mis en place, mais ils sont peu décrits et leurs résultats sont peu analysés. Dans le cadre de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), des dispositifs « Apprendre autrement », de type « Oui si », proposés dans Parcoursup, sont mis en place. Un peu moins de 600 étudiants sont inscrits chaque année dans ces groupes « Oui si », sauf en 2021 où le nombre se réduit pour atteindre 446, sans que cela soit expliqué. Ces groupes, présents dans les domaines DEG, SHS et STS, consistent en des renforcements dans certaines matières, comme en licence *Sciences pour l'ingénieur*, ou un étalement des enseignements de L1 sur quatre semestres, comme dans les licences *Géographie et aménagement ou Économie et gestion*. D'autres dispositifs destinés à favoriser la réussite sont mis en œuvre à l'initiative des composantes et des équipes pédagogiques, par exemple en licence *Droit*, où près de 600 étudiants sont accompagnés. Le fonctionnement et le contenu de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement et de remédiation ne sont pas décrits dans les DAE des formations, ni leur efficacité, analysée. De même, bien que le projet PIA3-NCU Pulse ait été arrêté en 2023, un bilan des actions menées et de leur portée, en particulier sur la réussite, aurait pu être réalisé.

L'approche par compétences (APC) est mise en œuvre dans une partie seulement de l'offre de formation. Globalement, la réflexion relative à l'APC reste embryonnaire en se limitant au découpage en blocs de connaissances et de compétences (BCC) et à la correspondance entre ce découpage et la fiche du

Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Les IUT ont construit les BUT en suivant les cadrages nationaux fondés sur des référentiels de compétences. Leurs maquettes sont toutes découpées en BCC, faisant apparaître des ressources et des SAÉ. L'APC est également mise en œuvre dans quelques licences et LP, comme la licence *Sciences de l'éducation et de la formation* et les LP *Métiers de l'entrepreneuriat ; Domotique et Management des processus logistiques*. Pour toutes ces formations utilisant une APC, l'évaluation des compétences n'est en revanche pas évoquée dans les DAE. La quasi-totalité des BUT, plusieurs licences (par exemple, les licences *Sciences de la vie et de la Terre* ou *Sciences pour l'ingénieur*) demandent aux étudiants de compléter un portfolio, généralement en format numérique, en utilisant un outil tel que Karuta ou Mahara. Les étudiants complètent ce portfolio soit en autonomie, soit en étant accompagnés lors de temps dédiés (séances de projet personnel et professionnel - PPP). Nombre de formations indiquent que la réflexion est engagée et que cette APC sera mise en œuvre pendant la période de la future accréditation, sans en préciser les dispositifs d'appropriation ou la méthodologie envisagée. Pour mener cette réflexion et mettre en œuvre cette APC, les formations peuvent bénéficier de l'expertise du Centre d'ingénierie et de développement pédagogique (CIDP), créé dans le cadre du projet Pulse.

Au-delà de l'APC, les initiatives pédagogiques originales et innovantes sont nombreuses, mais leur impact sur l'attractivité et la réussite étudiante n'est pas évalué. De nombreuses équipes pédagogiques s'investissent afin de proposer des dispositifs originaux, dépassant le cadre des enseignements classiques, avec pour objectifs d'améliorer leur attractivité, de susciter l'intérêt des étudiants, d'accroître leur motivation et de favoriser ainsi leur réussite. L'impact de ces initiatives n'est cependant pas évalué. Sans recherche d'exhaustivité, quelques initiatives intéressantes peuvent être citées. La LP *Domotique* et les licences *Langues étrangères appliquées* et *Économie et gestion* appliquent une pédagogie par projet, voire une pédagogie inversée ; la LP *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique*, la licence *Géographie et aménagement* et le BUT *Génie biologique* organisent des sorties sur le terrain ; les licences *Philosophie* et *Lettres* organisent des sorties pédagogiques dans des musées ou d'autres lieux culturels ; les étudiants du BUT *Techniques de commercialisation* participent à des salons professionnels ; la LP *Métiers de la GRH : assistant* et la licence *AEI* mettent en œuvre des *serious games* ; les étudiants de la LP *Métiers de l'entrepreneuriat* participent à un *hackathon* autour de l'agriculture urbaine. Plusieurs formations, telles que la licence *STAPS : éducation et motricité* ou la LP *Management des processus logistiques*, proposent des jeux de rôles et des simulations d'interventions. Le DFG en *Sciences médicales* utilise les équipements du centre de simulation *Studiosim* à l'hôpital Henri-Mondor. Certains enseignements sont réalisés dans des salles spécialement équipées pour la pédagogie par projet ou pour le travail collaboratif, comme l'indiquent le BUT *GEII* de l'IUT Sénart-Fontainebleau, le BUT *GEA* de l'IUT de Créteil-Vitry, le BUT *Techniques de commercialisation* ou la LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement*.

L'adossement des formations du 1^{er} cycle à la recherche

L'adossement à la recherche, assuré principalement par la présence d'enseignants-chercheurs dans les équipes pédagogiques, est hétérogène suivant les formations. De manière globale, les BUT et les licences sont relativement bien adossés à la recherche. Des enseignants-chercheurs des sections du Conseil national des universités (CNU) correspondant aux disciplines majeures des formations sont présents dans toutes les équipes pédagogiques. Dans la plupart des licences, près des deux tiers des heures d'enseignement sont réalisées par des enseignants-chercheurs (seule la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* se démarque avec seulement 147 heures étudiant de la maquette assurées par des enseignants-chercheurs sur les 1 500 indiquées pour les trois années du cycle, soit à peine 10 %, mais comme le DAE n'indique par ailleurs que 177 heures assurées par des professionnels, il est possible que les deux nombres mentionnés dans le DAE ne portent pas sur les trois années d'études). Ce pourcentage est plus faible et disparate suivant les spécialités de BUT (200 heures étudiant de la maquette assurées par des enseignants-chercheurs en BUT *Carrières sociales*, alors qu'en BUT *Réseaux et télécommunications*, les 990 heures étudiant de la maquette assurées par les enseignants-chercheurs représentent une petite moitié du total). Certaines formations mettent en place des modules d'initiation à la recherche, à l'instar de la licence *Géographie et aménagement*, qui propose des enseignements directement en lien avec les activités de recherche développées au sein des deux unités de recherche auxquelles les masters sont adossés. Des projets et des stages effectués dans les unités de recherche de l'UPEC sont proposés aux étudiants (on peut citer à titre d'exemples les BUT *Chimie*, *Génie biologique* ou *GEII*, le DFG en *Sciences médicales*, les licences *Chimie*, *sciences de la vie* ou *Géographie et aménagement*), ce qui permet aux étudiants d'avoir une première expérience d'initiation à la recherche, d'être confrontés à des problématiques de recherche, de travailler sur des équipements innovants et de côtoyer des chercheurs. Des initiatives intéressantes des formations ou des composantes permettent de sensibiliser les étudiants à la recherche, comme *l'International Day* pour la licence *Économie et gestion*, ou encore la journée de la recherche organisée à l'IUT de Créteil-Vitry. Les étudiants du 1^{er} cycle sont par ailleurs globalement bien sensibilisés à l'éthique et à l'intégrité scientifique, à la vérification des sources documentaires et au plagiat. Il y a peu d'enseignements spécifiques sur ces aspects, mais ceux-ci sont travaillés et évalués dans le cadre des projets et des rapports de stages.

Les LP et les DEUST sont moins bien adossés à la recherche, même si certaines LP font figure d'exception, par exemple les LP *Métiers de la GRH : assistant* ou *Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique*. On note en particulier certaines formations dans lesquelles aucun ou un nombre très réduit d'enseignants-chercheurs intervient, comme les LP *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion* ; *Métiers de l'entrepreneuriat* ; *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* ; *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* ; *Métiers du BTP : bâtiment et construction* ; *Métiers du BTP : travaux publics* ; *Métiers du commerce international*, ou les DEUST *Bureautique et multimédia* et *Métiers de la forme*. Certaines licences, telles la licence *Langues étrangères appliquées*, et surtout de nombreuses LP et les DEUST, mettent en avant l'objectif fortement professionnalisant et/ou d'insertion professionnelle immédiate de leur formation pour justifier ainsi leur faible, voire inexistant, adossement à la recherche, ce qui est peu convaincant, ce faible adossement étant regrettable pour des formations universitaires.

Le comité suggère que les formations renforcent la sensibilisation à la recherche en cohérence avec les objectifs et les débouchés de leur formation, ainsi qu'avec ses spécificités disciplinaires. Par ailleurs, les DAE ne fournissent que très peu d'informations sur le devenir des étudiants du 1^{er} cycle, en particulier ceux qui poursuivent dans des masters de l'UPEC, et, au-delà, ceux qui se destinent aux métiers de la recherche. Une meilleure appropriation des cinq axes stratégiques de l'UPEC par les formations du 1^{er} cycle permettrait de renforcer la formation à et par la recherche, ainsi que le continuum vers le 2^e cycle.

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle

La professionnalisation des formations du 1^{er} cycle est très développée, grâce à la modalité de formation en alternance, aux projets tutorés, aux stages, et aux nombreux intervenants extérieurs. Les stages, les projets techniques tutorés ou en autonomie, l'alternance (essentiellement développée sous forme de contrats d'apprentissage), les visites d'entreprises, la participation à des salons professionnels ou à des événements ciblés comme le challenge entrepreneurial ou la « masterclass Séminégo » sur la négociation organisés à l'IUT de Créteil-Vitry, l'utilisation d'un portfolio de suivi des compétences et l'intervention de professionnels dans les formations sont autant d'atouts pour l'insertion professionnelle des étudiants. Ces modalités et ces dispositifs sont particulièrement présents dans les IUT, apportant cette professionnalisation indéniable aux étudiants de BUT et de LP, mais certaines licences ont aussi une démarche de professionnalisation forte. Plusieurs licences imposent ainsi des stages obligatoires dans leurs maquettes en L2 ou en troisième année (L3), comme les licences *Administration publique* ; *Chimie, sciences de la vie* ; *Informatique* ; *Langues étrangères appliquées* ; *Sciences de la vie et de la Terre* ou *STAPS : entraînement sportif*. Cette pratique pourrait être généralisée à d'autres formations qui proposent un stage optionnel ou obligatoire uniquement dans certains parcours, à l'instar des licences *Droit* ; *LLCER* ; *Philosophie* ; *Lettres* ; *Mathématiques* ; *AEI* ; *Géographie et aménagement*.

L'offre de formation proposée en alternance a été fortement développée ces dernières années. Au-delà de la volonté affichée de professionnaliser les formations, ce développement vise aussi à permettre à des étudiants de milieux sociaux modestes (39 % de boursiers à l'UPEC en 2022-2023) d'effectuer des études supérieures en étant rémunérés et de gommer les inégalités en termes de réseaux professionnels familiaux en vue de l'insertion professionnelle. Tous les BUT et toutes les LP sont proposés en apprentissage. En cohérence avec le développement de l'alternance au sein de l'UPEC, quelques licences proposées généralement en formation initiale classique sont aussi déployées, pour certains parcours spécifiques, en alternance, comme *AEI* ; *Économie et gestion* ; *Langues étrangères appliquées* ou *Sciences de l'éducation et de la formation*. Il est clair que les étudiants en alternance acquièrent par ce biais une première expérience professionnelle bénéfique pour leur insertion professionnelle immédiate ou différée. Les DAE ne donnent en revanche que très peu d'informations sur les modalités de l'alternance, sur la pédagogie spécifique mise en œuvre, sur les impacts organisationnels et pédagogiques, en particulier pour les formations accueillant à la fois des étudiants en formation initiale classique et des alternants. On peut toutefois mentionner, à titre d'exemple, le BUT GEA de l'IUT Sénart-Fontainebleau, qui applique une pédagogie inversée en utilisant les retours d'expérience des alternants.

Quelques formations proposent d'obtenir des certifications professionnelles complémentaires au diplôme, qui sont de nature à améliorer l'employabilité des diplômés, comme les LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*, qui prépare la certification Autorité des marchés financiers (AMF) ; *Domoique*, qui propose la certification KNX, ou *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux*, qui prépare à plusieurs certifications, dont la certification Cisco. Le BUT GElI et la LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* proposent l'habilitation électrique. On peut regretter que trop peu de formations proposent une certification des compétences numériques telle que Pix, pourtant utile pour la professionnalisation des étudiants.

Les partenariats socio-économiques développés dans de nombreuses formations pourraient être davantage structurés et coordonnés. L'ouverture en alternance de nombreuses formations et les stages obligatoires permettent de développer des liens avec les partenaires socio-économiques locaux. Ces partenariats se traduisent par des interventions de professionnels dans les formations, des propositions de projets tutorés en lien avec des problématiques d'entreprise, des participations aux conseils de perfectionnement, voire des collaborations pour proposer de nouvelles formations ou parcours. La LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* est ainsi construite en partenariat avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et une dizaine d'entreprises. Certaines formations développent leur réseau de partenaires par l'intermédiaire des *alumni*, comme le BUT GEA de l'IUT Sénart-Fontainebleau, le BUT *Carrières sociales*, la LP *Métiers de l'électricité et de l'énergie* ou la licence STAPS : *entraînement sportif*. Ces nombreux partenariats sont principalement établis en lien direct avec chaque formation, certains d'entre eux avec de grandes entreprises, des syndicats professionnels, des opérateurs de compétences (OPCO) ou des branches professionnelles, mais ils devraient être davantage pensés et coordonnés au niveau de l'établissement.

Le devenir des étudiants en poursuite d'études et en insertion professionnelle est insuffisamment suivi et analysé. Chaque année, l'UPEC réalise une enquête auprès des diplômés de LP, mais peu de formations présentent les résultats de ces enquêtes, qui révèlent parfois des poursuites d'études excessives, comme pour les deux LP *Métiers du BTP*. Quelques licences suivent le devenir de leurs diplômés, à l'instar des licences *Chimie, sciences de la vie et Sciences de la vie et de la Terre*, qui ont mis en place des enquêtes. La LP *Métiers de la communication : chargé de communication* utilise le réseau social professionnel LinkedIn à défaut d'une enquête de suivi efficace. Les données de poursuite d'études et d'insertion professionnelle présentes dans les DAE sont souvent quasi inexistantes ou n'ont que peu de pertinence au vu du nombre infime de répondants, ce qui est très dommageable car cela ne permet pas d'évaluer la pertinence des formations vis-à-vis de leurs objectifs de poursuite d'études et d'insertion professionnelle.

Malgré la volonté forte de l'établissement de développer la formation tout au long de la vie (FTLV), les formations du 1^{er} cycle n'accueillent que très peu de stagiaires de la formation professionnelle continue et très peu de validations des acquis de l'expérience (VAE) sont réalisées. Faisant figure d'exceptions, certaines licences (*Économie et gestion ; Philosophie ; Sciences de l'éducation et de la formation*) ou LP (*Assurance, banque, finance : chargé de clientèle*) accueillent quelques stagiaires en reprise d'études. Quelques LP ont des taux de stagiaires de la formation professionnelle continue qui peuvent aller jusqu'à 10 % des effectifs, comme *Management et gestion des organisations ; Métiers de la GRH ou Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques*. Ces formations mettent en place une ingénierie de formation adaptée, mènent une réflexion sur l'APC et bénéficient de soutiens, comme celui de la formation continue de l'IUT Sénart-Fontainebleau et de la Direction de la formation professionnelle de l'UPEC. Il est étonnant que certaines formations relativement courtes (DEUST, LP en un an), qui concernent des secteurs en forte évolution et qui insistent sur leurs objectifs très professionnalisants, n'accueillent en revanche pas plus de stagiaires de la formation professionnelle continue. Le DEUST *Bureautique et multimédia* serait par exemple très pertinent pour des salariés et des demandeurs d'emploi qui souhaiteraient monter en compétences et évoluer professionnellement, ou retrouver un emploi.

L'internationalisation des formations du 1^{er} cycle

Hormis pour quelques formations tournées résolument vers l'international, les mobilités entrantes et sortantes étudiantes sont marginales dans le 1^{er} cycle. Très peu d'étudiants du 1^{er} cycle bénéficient d'une mobilité au cours de leurs études. Seuls quelques licences et BUT se démarquent, sans que le nombre de mobilités soit très élevé (généralement moins de 10 % des effectifs). C'est par exemple le cas des BUT *Génie biologique* de l'IUT de Créteil-Vitry et *Métiers du multimédia et de l'internet*, des licences *AEI ; Économie et gestion*, plus spécifiquement son parcours *Management international ; Science politique* et des parcours internationaux des licences *Chimie, sciences de la vie et Sciences de la vie et de la Terre*. Le nombre de mobilités sortantes est très faible, voire nul, dans certaines formations pourtant résolument tournées vers l'international, à l'instar des licences *Langues étrangères appliquées* ou LLCER, ou encore de la LP *Métiers du commerce international*, ce qui est problématique et appelle à une analyse approfondie des raisons de ce constat. Les stages réalisés à l'étranger sont possibles, surtout en BUT, mais restent peu nombreux. Les mobilités entrantes sont quasi nulles dans les formations du 1^{er} cycle, ce qui devrait questionner l'attractivité de l'université en 1^{er} cycle. Par ailleurs, la mobilité enseignante et administrative est également marginale. Deux raisons sont invoquées pour justifier ce défaut général de mobilités internationales. La première raison est l'épidémie de la Covid-19, qui a stoppé la dynamique de mobilité, laquelle peine à redémarrer. La deuxième raison est le fait que de nombreuses formations sont en alternance. Cependant, de nombreuses formations (BUT et licences) ne proposent pas l'apprentissage sur l'intégralité du cursus et, par ailleurs, cela ne justifie pas la faible mobilité des étudiants en formation initiale classique. L'implication de l'UPEC dans l'alliance européenne Aurora à compter de 2023, comme les partenariats entre les IUT et les Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) au Canada, offre des opportunités de développement des mobilités internationales, mais on identifie encore mal

les formations réellement concernées et le type de mobilités offertes. Certaines formations indiquent proposer le *Test of English for International Communication* (TOEIC), sans présenter une analyse des résultats obtenus, en termes de candidats qui s'y présentent et la réussissent, ce qui ne permet pas d'apprécier l'efficacité de ce dispositif. Une véritable politique d'établissement, relayée par les composantes, devrait être mise en œuvre pour augmenter sensiblement et durablement les mobilités étudiantes entrantes et sortantes. Cela peut passer par des enseignements disciplinaires réalisés en langue étrangère qui sont actuellement quasi inexistantes, l'augmentation du nombre d'heures d'apprentissage des langues, en particulier en licence, et l'accompagnement plus proactif des étudiants à la mobilité.

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 1^{er} cycle

La décentralisation forte assumée par la direction de l'établissement conduit à une offre de formation organisée et pilotée par chaque composante, ce qui entraîne des disparités entre les formations. Ces disparités concernent en particulier la mise en œuvre des dispositifs et des outils d'amélioration continue, ou le développement de l'APC dans toutes les formations. Ce fonctionnement entraîne des difficultés à conduire une politique de formation globale de l'UPEC sur certains enjeux. On peut par exemple mentionner le manque d'appropriation par les formations des axes stratégiques de l'UPEC, les stratégies différentes des deux IUT concernant le maintien des LP suite à la mise en place des BUT, le faible nombre de formations pluridisciplinaires transversales à plusieurs domaines, ou encore le manque d'implication dans les projets PIA, tels que le projet Pulse par exemple. Ce défaut de pilotage central explique aussi probablement le manque de partenariats structurants et transversaux à l'établissement, avec des collectivités territoriales et de grands groupes, ou encore le manque d'outils performants pour assurer le suivi des diplômés en termes d'insertion professionnelle et de poursuite d'études, entraînant une faiblesse du pilotage des formations et de la démarche d'évaluation interne (qui se traduit notamment par l'incomplétude des DAE des formations).

La démultiplication des parcours dans certaines mentions et le manque de coordination entre ces parcours nuisent à la cohérence de ces mentions. Si certaines formations fonctionnent parfaitement au niveau de la mention, telles que la licence *Sciences de la vie et de la Terre* ou la licence *Chimie, sciences de la vie*, d'autres mentions correspondent à un agrégat de parcours. Leur fonctionnement est organisé au niveau des parcours, avec des interactions et un pilotage au niveau de la mention limités, à l'instar de la licence *Sciences de l'éducation et de la formation* (7 parcours), ce que la mise en place d'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention devrait permettre d'améliorer. Par ailleurs, il existe de grandes disparités entre les parcours de certaines mentions, tant en termes d'objectifs, de pédagogie ou de fonctionnement, ce qui interroge la cohérence de ces mentions.

Le développement de nouvelles formations, qui entraîne une forte augmentation du nombre d'étudiants en 1^{er} cycle, amène à une réflexion sur la soutenabilité de cette offre. L'augmentation rapide et importante sur la période d'évaluation, à la fois du nombre d'étudiants et du nombre de formations, interroge la soutenabilité de l'offre de formation. Plusieurs mentions, comme la licence *Économie et gestion*, avancent par exemple le manque de moyens humains conduisant à renoncer à proposer un stage obligatoire pour tous les étudiants. D'autres, telles que la licence *Chimie, sciences de la vie*, ont réduit le nombre d'apprentis en fonction de leur capacité d'encadrement. Par ailleurs, certaines formations, telles que les licences *Informatique, LLCER, Mathématiques* ou *Sciences pour l'ingénieur*, soulignent des difficultés de disponibilité de salles et d'infrastructures pour accueillir leurs enseignements ou de capacité de certaines salles au regard des effectifs étudiants.

Les dispositifs d'amélioration continue sont peu mis en place ou sont défaillants. Peu de conseils de perfectionnement sont constitués, respectent l'équilibre de leur composition et se réunissent régulièrement. Certaines formations, telles que les LP *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique* et *Chimie et physique des matériaux*, ne mentionnent pas leur conseil de perfectionnement ou ne fournissent aucun compte rendu de celui-ci. D'autres formations remplacent le conseil de perfectionnement par d'autres instances, à l'instar des formations portées par l'UFR LLSH qui mentionnent une commission pédagogique et moyens de l'UFR élargie au conseil de gestion de la composante. Cependant, ces instances ne peuvent se substituer aux conseils de perfectionnement car elles n'ont pas la même composition et les mêmes missions que ces conseils de perfectionnement. D'autres formations sont dotées d'un conseil de perfectionnement ne comportant pas de professionnels ou d'étudiants ou n'étant pas organisés au niveau de la mention, comme en licences *Lettres* ou *Sciences de l'éducation et de la formation*, ce qui ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle. Les conseils de perfectionnement mis en place sont rarement alimentés par des données quantitatives et qualitatives nécessaires à leurs travaux (attractivité de la formation, suivi du parcours des diplômés, évaluation des enseignements, etc.). Les quelques comptes rendus de réunions fournis sont généralement très succincts et ne contiennent que très peu d'analyses ou de préconisations d'évolution des contenus de formation.

L'évaluation des enseignements relève également de pratiques très empiriques propres à chaque formation. L'évaluation des enseignements n'est pas coordonnée au niveau de l'établissement. En pratique, ces évaluations ne sont pas non plus coordonnées par les composantes. Elles sont réalisées par les formations sous forme de simples retours informels oraux ou à l'aide d'enquêtes. Peu de formations obtiennent de très bons taux de réponse exploitables pour faire évoluer les enseignements, à l'exception notable des LP *Management des processus logistiques* et *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* ou de la licence *Géographie et aménagement*. Mais de manière globale, les taux de réponse, souvent très faibles, amènent à la plus grande prudence et ces enquêtes devraient être améliorées pour gagner en efficacité. Concernant l'évaluation des formations, après une interruption de quelques années, une enquête est à nouveau proposée par l'UPEC à l'ensemble des étudiants depuis l'année universitaire 2022-2023. Le taux de réponse est cependant également très faible. Une des raisons en est probablement le nombre très élevé de questions posées, à savoir 140.

Conclusion

Points forts

- Une grande diversité de l'offre de formation associant pluridisciplinarité et spécialisation disciplinaire ;
- Une offre de formation qui met plutôt l'accent sur l'insertion professionnelle immédiate tout en proposant des cursus privilégiant la poursuite d'études en 2^e cycle ;
- Des formations qui entretiennent localement des relations partenariales avec des entreprises, des collectivités, des lycées et des structures associatives ;
- Une forte professionnalisation de nombreuses formations du 1^{er} cycle, en particulier via le développement de l'apprentissage et des stages ;
- Des licences et des BUT généralement bien adossés à la recherche avec des équipes pédagogiques comportant une majorité d'enseignants-chercheurs, une sensibilisation à la recherche, à l'éthique et à l'intégrité scientifique ;
- Une réforme des BUT bien mise en place en respectant les programmes nationaux et en appliquant systématiquement une APC associant des ressources et des SAÉ ;
- Des initiatives intéressantes pour sensibiliser les étudiants aux enjeux du développement durable.

Points faibles

- Un manque de suivi et d'analyse des poursuites d'études et de l'insertion professionnelle à l'issue des licences, des LP et des DEUST ;
- Un maintien peu cohérent d'un nombre élevé de LP depuis la mise en place des BUT, qui nuit à la lisibilité de l'offre de formation et à la qualité des encadrements ;
- De nombreuses LP et des DEUST très peu connectés à la recherche avec trop peu d'enseignants-chercheurs participant à la formation et aucune sensibilisation à la recherche ;
- Des passerelles entre formations insuffisamment formalisées et accompagnées pour favoriser la construction de parcours pertinents des étudiants ;
- Un dispositif d'amélioration continue peu installé du fait d'un faible nombre de conseils de perfectionnement dont la composition est complète et jouant leur rôle pour analyser et faire évoluer les formations, ainsi que des taux de réponse aux questionnaires d'évaluation des enseignements et des formations trop faibles ;

- Un développement insuffisant de l'APC et de l'organisation des maquettes en BCC en licence et en LP ;
- Une ouverture à l'international très limitée qui se traduit par très peu de mobilités internationales entrantes et sortantes ;
- Une offre de formation continue professionnelle peu développée qui accueille très peu de stagiaires (reprise d'études, contrats de professionnalisation) et induit très peu de VAE réalisées.

Recommandations

- Mettre en place un suivi et une analyse efficaces du devenir des diplômés pour l'ensemble des formations du 1^{er} cycle.
- Clarifier l'offre de formation en évitant que des LP cohabitent avec des BUT qui visent les mêmes compétences dans des disciplines et des secteurs d'activité identiques.
- Renforcer l'adossement à la recherche, en accroissant notamment la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements, en particulier dans les LP et les DEUST.
- Améliorer et formaliser les passerelles entre les formations afin de permettre aux étudiants de construire leur propre parcours et de favoriser leur réussite.
- Consolider l'amélioration continue des formations en veillant à compléter la composition des conseils de perfectionnement et à leur fonctionnement effectif, en proposant un guide d'élaboration des comptes rendus, et en analysant et améliorant la méthodologie de recueil des données concernant l'évaluation des enseignements et des formations (structure du questionnaire, mode d'administration, etc.).
- Promouvoir l'APC en sensibilisant les personnels, pour une meilleure appropriation, et en organisant les maquettes en BCC dans l'ensemble des diplômes.
- Favoriser les mobilités internationales des étudiants et des enseignants en étudiant les dispositifs les plus pertinents (accompagnement, soutien financier, sensibilisation, etc.) pour le faire.
- Développer la formation continue via une ingénierie de formation adaptée, utilisant conjointement la VAE et des formations plus courtes.

Points d'attention transversaux

Le comité soulève les points d'attention transversaux suivants relatifs à plusieurs critères indispensables de l'accréditation défaillants dans une proportion importante des formations du cycle.

- Le suivi du devenir des diplômés (poursuite d'études et insertion professionnelle) n'est que partiellement réalisé et les éléments chiffrés lacunaires présentés amènent à repenser la méthodologie de collecte de ces données.
- L'offre de formation est peu lisible dans les domaines où existent de nombreuses LP, notamment à l'IUT Sénart-Fontainebleau, parallèlement aux BUT nouvellement créés dans les mêmes disciplines et secteurs d'activité, ou dans d'autres proches, ce qui nuit notamment à la qualité de l'encadrement et entraîne une dispersion des moyens humains ne permettant pas aux équipes pédagogiques de compter suffisamment d'enseignants et d'enseignants-chercheurs permanents.
- Les conseils de perfectionnement ont une composition incomplète, notamment lorsqu'ils ne comportent pas d'étudiants ou de membres extérieurs issus du monde socioprofessionnel, ou ne sont souvent pas mis en place au niveau de la mention pour permettre un bon pilotage du diplôme accrédité.

- Les dispositifs mis en œuvre dans les enquêtes d'évaluation des formations et/ou des enseignements conduisent à des taux de réponse beaucoup trop faibles pour permettre une analyse contribuant à la qualité du processus de l'amélioration continue.
- Le développement de l'approche par compétences n'est qu'embryonnaire.

Points d'attention sur les formations du 1^{er} cycle

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défaillants. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Droit, économie, gestion

- Licence *Administration publique* (perte d'attractivité ; faible réussite des étudiants ; processus d'amélioration continue défaillant)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport* (absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ; faible réussite étudiante non analysée ; processus d'amélioration continue non opérationnel)
- Licence professionnelle *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion* (qualité de l'adossement à la recherche insuffisante ; poursuites d'études trop nombreuses ; positionnement ambigu de la formation ; faiblesse des dispositifs de suivi et d'analyse du parcours des étudiants ; manque d'informations concernant le processus d'amélioration continue)
- Licence professionnelle *Métiers de l'entrepreneuriat* (trop faible part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs)
- Licence professionnelle *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* (positionnement peu clair ; manque d'adossement à la recherche ; qualité du processus d'amélioration continue mal assurée)
- Licence professionnelle *Métiers du commerce international* (positionnement qui n'est plus clairement identifiable ; perte d'attractivité et amoindrissement du vivier ; très faible adossement à la recherche ; manque de données relatives à l'insertion professionnelle)
- Licence professionnelle *Technico-commercial* (positionnement ambigu de la formation dans son environnement ; faible taux de réussite ; absence de suivi chiffré et d'analyse des poursuites d'études ; incertitudes sur la composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ; absence de participation des étudiants au processus d'évaluation de la formation et des enseignements)

Domaine Sciences humaines et sociales

- BUT *Carrières sociales* (trop faible part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs)
- DEUST *Bureautique et multimédia* (faible taux de réussite ; difficultés pour stabiliser l'encadrement par les enseignants ; faible adossement à la recherche ; absence de liens et d'articulation avec les autres formations ; méconnaissance des trajectoires des étudiants ; absence de conseil de perfectionnement)

Domaine Sciences, technologies, santé

- BUT *Génie électrique et informatique industrielle* - IUT de Créteil-Vitry (taux de réussite en BUT 1 très faible)
- DEUST *Métiers de la forme* (positionnement ambigu de la formation dans son environnement académique ; manque d'adossement à la recherche ; faible réussite et augmentation des abandons en première année ; absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ; évaluation de la formation et des enseignements aux résultats partiels)
- Licence *Physique* (faible réussite des étudiants ; absence de données chiffrées sur la poursuite d'études et l'insertion professionnelle ; absence d'interventions de professionnels ; processus d'évaluation de la formation et des enseignements déficient)

- Licence professionnelle *Métiers du BTP : bâtiment et construction* (très faible adossement à la recherche ; taux de poursuite d'études trop élevé et données d'insertion professionnelle insuffisantes ; absence de conseil de perfectionnement ; évaluation inefficace de la formation et des enseignements par les étudiants)
- Licence professionnelle *Métiers du BTP : travaux publics* (trop faible adossement à la recherche ; taux de poursuite d'études trop élevé et données d'insertion lacunaires ; absence de conseil de perfectionnement ; évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants inefficace)

Les formations suivantes présentent des dossiers d'autoévaluation dans lesquels l'absence ou le manque d'informations et/ou d'analyses relatives à un ou plusieurs critères d'accréditation ne permettent pas d'apprécier pleinement ces derniers. Les éléments manquants sont également précisés dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Arts, lettres, langues

- Licence *Langues étrangères appliquées* (besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'adossement à la recherche ; manque d'informations sur la participation effective des enseignants-chercheurs ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement dans la formation et de la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité du processus de l'amélioration continue)
- Licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales* (besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement et de la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur le devenir des diplômés ; besoin d'informations complémentaires sur le processus d'amélioration continue)
- Licence *Lettres* (besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement et de la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur le devenir des diplômés ; besoin d'informations complémentaires sur le processus d'amélioration continue)

Domaine Droit, économie, gestion

- Licence professionnelle *Management et gestion des organisations* (besoin de compléments d'information concernant la place de cette formation dans son environnement académique ; manque de précisions sur les dispositifs envisagés pour renforcer l'insertion professionnelle)
- Licence professionnelle *Métiers de la GRH : assistant* (manque d'informations concernant les éventuels dispositifs prévus pour améliorer l'insertion professionnelle ; besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP)

Domaine Sciences humaines et sociales

- Licence *Géographie et aménagement* (besoin d'informations complémentaires sur la qualité de la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité des poursuites d'études)
- Licence *Philosophie* (besoin d'informations complémentaires sur la qualité de la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'insertion professionnelle et la poursuite d'études ; besoin d'informations complémentaires sur la qualité du processus d'amélioration continue)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité* (manque d'informations sur l'attractivité de la formation ; manque d'informations sur la réussite des étudiants)
- Licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication* (besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la LP)
- Licence professionnelle *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* (manque d'informations relatives au positionnement de la formation ; manque d'informations concernant les dispositifs envisagés pour remédier à la faible attractivité de la formation ; manque d'informations concernant la baisse des taux de réussite ; besoin de compléments d'information concernant la

composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ; besoin de compléments d'information relatifs aux dispositifs prévus pour mieux assurer l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants)

Domaine Sciences, technologies, santé

- BUT *Génie biologique* - IUT Sénart-Fontainebleau (manque d'informations relatives à l'attractivité de la formation ; besoin de compléments d'information concernant la réussite)
- BUT *Génie civil - construction durable* (manque d'informations sur la qualité de l'adossement à la recherche ; besoin de compléments d'information sur la participation effective des professionnels à la formation ; manque d'informations sur l'analyse de la qualité de la réussite et sur les défections d'étudiants à l'issue du BUT 2 ; manque d'informations sur les dispositifs susceptibles de contribuer efficacement à la qualité du processus d'amélioration continue ; besoin de compléments d'information sur la formation aux compétences linguistiques)
- BUT *Génie électrique et informatique industrielle* - IUT Sénart-Fontainebleau (manque d'informations et d'analyses sur l'organisation pédagogique ; manque d'informations et d'analyses sur la réussite ; manque d'informations et d'analyses sur l'attractivité de la formation)
- BUT *Informatique* - IUT Sénart-Fontainebleau (manque d'informations concernant l'analyse de la réussite ; manque d'informations relatives au conseil de perfectionnement ; besoin de compléments d'information concernant l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants)
- Licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé* (besoin d'informations complémentaires sur l'adossement à la recherche ; besoin d'informations complémentaires sur l'attractivité et la réussite ; besoin d'informations complémentaires sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études)
- Licence professionnelle *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique* (manque d'informations relatives au positionnement de la formation au sein de son environnement académique et à l'implication effective de l'UPEC dans son pilotage ; manque d'informations concernant le suivi et l'analyse du parcours des étudiants ; besoin de compléments d'information concernant le conseil de perfectionnement)
- Licence professionnelle *Chimie et physique des matériaux* (besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la formation dans son environnement académique ; besoin de compléments d'information relatifs au processus d'amélioration continue ; besoin de compléments d'information concernant la réussite étudiante)
- Licence professionnelle *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* (besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP ; manque d'informations concernant la réussite des étudiants, l'attractivité de la formation et l'évaluation des enseignements par les étudiants ; besoin de compléments d'information relatifs au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement)
- Licence professionnelle *Métiers de l'électricité et de l'énergie* (besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP ; manque d'informations sur l'attractivité ; manque d'informations sur la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement)
- Licence professionnelle *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* (manque d'informations relatives au devenir des diplômés ; manque d'informations concernant l'attractivité de la formation ; besoin de compléments d'information concernant le bassin de recrutement pour l'alternance et le potentiel d'employabilité des diplômés à la suite de leur formation)
- Licence professionnelle *Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle* (besoin d'informations complémentaires sur le positionnement de la LP dans son environnement académique ; manque de précisions sur le processus d'amélioration continue)

Avis d'accréditation des formations du 1^{er} cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 1^{er} cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations accréditées très récemment) ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan ;
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 1^{er} cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Établissement co-accrédité	Avis d'accréditation
ALL	ALL	Licence	Langues étrangères appliquées		Favorable avec recommandation : - Veiller à une amélioration effective du suivi et de l'analyse des données relatives à l'attractivité de la formation, à la réussite des étudiants et au devenir des diplômés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre par l'établissement.
ALL	ALL	Licence	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales		Favorable avec recommandations : - S'assurer du renforcement de la professionnalisation au sein de la formation en cohérence avec ses objectifs et sa finalité, notamment par une collaboration plus forte avec les secteurs d'activité visés. - Veiller à une amélioration effective du suivi et de l'analyse des données relatives à l'attractivité de la formation, à la réussite des étudiants et au devenir des diplômés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre par l'établissement. - S'assurer de la consolidation du processus d'amélioration continue (participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement, analyse des résultats de l'évaluation des enseignements, prise en compte de ceux-ci dans l'évolution de la formation).

ALL	ALL	Licence	Lettres		Favorable avec recommandations : - S'assurer de la consolidation du suivi et de l'analyse des données sur l'attractivité de la formation, la réussite - notamment en L1 - et le devenir des diplômés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre par l'établissement. - S'assurer de la consolidation du processus d'amélioration continue (participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement, analyse des résultats de l'évaluation des enseignements, prise en compte de ceux-ci dans l'évolution de la formation). - S'assurer du renforcement des dispositifs de professionnalisation de l'ensemble des parcours de la licence, y compris ceux préparant à une poursuite d'études en master.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations - IUT de Créteil-Vitry		Favorable avec recommandations : - Veiller à mettre en place un véritable conseil de perfectionnement, qui ne se limite pas au conseil de département. - Veiller à renforcer le suivi des étudiants en difficulté dès le BUT 1 et à mettre en place un suivi de cohorte précis.
DEG		BUT	Gestion des entreprises et des administrations - IUT Sénart-Fontainebleau		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la part des enseignants permanents au sein de l'équipe pédagogique, en particulier sur le site de Fontainebleau. - Veiller à améliorer l'adossement à la recherche sur le site de Fontainebleau, par exemple en renforçant le volume d'enseignements dispensés par des enseignants-chercheurs. - Mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue complète (analyse des résultats de l'évaluation des enseignements par les étudiants, mise en place d'un conseil de perfectionnement pour permettre une analyse qui aille au-delà de celle de l'équipe pédagogique).
DEG		BUT	Techniques de commercialisation - IUT de Créteil-Vitry		Favorable.
DEG		BUT	Techniques de commercialisation - IUT Sénart-Fontainebleau		Favorable.
DEG	DEG	DEUST	Assistant juridique		Formation déjà accréditée pour une ouverture à la rentrée 2025
DEG	DEG	Licence	Administration et échanges internationaux		Favorable.

DEG	DEG	Licence	Droit		Favorable.
DEG	DEG	Licence	Économie et gestion		Favorable.
DEG	DEG	Licence	Gestion		<i>Création</i> Favorable.
DEG	DEG	Licence	Science politique		Favorable.
DEG	DEG	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport		Favorable avec recommandations : - Veiller à la qualité de la réussite étudiante, notamment en L2, par la mise en œuvre de dispositifs de remédiation appropriés. - Veiller à la qualité du processus d'amélioration continue dans le cadre des dispositifs mis en place par l'établissement.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier		Favorable.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		Favorable avec recommandations : - Veiller à ce que la formation assure effectivement une insertion professionnelle immédiate après l'obtention du diplôme. - Veiller à engager une réflexion sur la baisse de l'attractivité et de la réussite pour mettre en place les dispositifs de remédiation appropriés. - Améliorer le processus d'amélioration continue en incitant les étudiants à répondre au questionnaire d'évaluation des enseignements et en veillant à ce que leurs représentants participent au conseil de perfectionnement.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Commerce et distribution		Favorable avec recommandations : - Veiller au suivi et à l'analyse de l'attractivité de la formation. - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche.
DEG	DEG	Licence professionnelle	E-commerce et marketing numérique		Favorable.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Management des processus logistiques		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la qualité de la réussite. - Veiller à assurer l'attractivité de la formation. - Veiller à analyser les raisons des difficultés rencontrées par cette formation pour assurer une insertion professionnelle immédiate.

DEG	DEG	Licence professionnelle	Management et gestion des organisations		Favorable avec recommandations : - S'assurer d'un positionnement pertinent de la formation par rapport au BUT <i>Gestion des entreprises et des administrations</i> . - Veiller à l'insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion		Défavorable : - Une formation redondante avec le BUT <i>Gestion des entreprises et des administrations</i> , dont le parcours <i>Contrôle de gestion et pilotage de la performance</i> propose le même programme.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de la GRH : assistant		Favorable avec recommandations : - S'assurer d'un positionnement pertinent de la formation par rapport au parcours <i>Gestion et pilotage des ressources humaines</i> du BUT <i>Gestion des entreprises et des administrations</i> . - Veiller à l'insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de l'entrepreneuriat		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer de manière effective la part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs. - Veiller à consolider le processus de l'amélioration continue en mettant les actions envisagées en place.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Métiers du commerce international		Défavorable : - Une formation redondante avec le parcours <i>Business International</i> du BUT <i>Techniques de commercialisation</i> . - Un très faible adossement à la recherche, avec notamment un manque de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
DEG	DEG	Licence professionnelle	Technico-commercial		Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation, amoindrie depuis la mise en place des BUT, en visant notamment un public en formation continue. - Veiller à la qualité de la réussite des étudiants. - S'assurer d'une insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme et mieux formaliser le suivi de cette insertion professionnelle.
Santé		DFG	Diplôme de formation générale en Sciences médicales		Favorable.

SHS		BUT	Carrières sociales		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs.
SHS	SHS	DEUST	Animation et gestion des activités physiques, sportives et culturelles		Formation déjà accréditée pour une ouverture à la rentrée 2025
SHS	SHS	DEUST	Communication multimédia et outils numériques ¹		Favorable avec recommandation : - Veiller à consolider l'insertion professionnelle des diplômés. - Veiller à assurer un accueil effectif des étudiants de l'établissement qui choisissent de se réorienter dans la formation.
SHS	SHS	Licence	Géographie et aménagement		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la qualité du suivi et de l'analyse de la réussite des étudiants. - Veiller au suivi et à l'analyse du devenir des diplômés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre par l'établissement et la composante.
SHS	SHS	Licence	Histoire		Favorable avec recommandation : - Veiller à poursuivre l'articulation entre la spécialisation disciplinaire, la professionnalisation et la formation à et par la recherche.
SHS	SHS	Licence	Humanités		<i>Création</i> Favorable.
SHS	SHS	Licence	Philosophie		Favorable avec recommandations : - Veiller à consolider le suivi et l'analyse de la qualité de la réussite, notamment en L1. - S'assurer de la consolidation des dispositifs de professionnalisation de la formation, ainsi que du suivi et de l'analyse du devenir des diplômés. - S'assurer du renforcement de l'articulation entre la spécialisation disciplinaire, l'initiation à la recherche et les objectifs de professionnalisation. - Veiller à la qualité du processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement, évaluation des enseignements par les étudiants).
SHS	SHS	Licence	Sciences de l'éducation et de la formation		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la coordination entre les parcours de la mention.

¹ Intitulé subordonné à la décision d'accréditation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont relève la compétence de création des mentions spécifiques dérogatoires.

SHS	SHS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : éducation et motricité		Favorable avec recommandation : - Veiller à la qualité de la réussite des étudiants par la mise en œuvre de dispositifs de remédiation appropriés et en élargissant les différents débouchés de la formation.
SHS	SHS	Licence professionnelle	Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques		Favorable avec recommandations : - Veiller à engager une réflexion sur les raisons pour lesquelles la formation peine à assurer une insertion professionnelle immédiate et sur les dispositifs à mettre en œuvre pour la conforter. - Veiller à la qualité de la réussite étudiante.
SHS	SHS	Licence professionnelle	Métiers de la communication : chargé de communication		Favorable avec recommandation : - S'assurer d'un vivier de recrutement différencié des étudiants par rapport au <i>BUT Techniques de commercialisation</i> porté par l'IUT Sénart-Fontainebleau.
SHS	SHS	Licence professionnelle	Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	Université Gustave Eiffel	Favorable avec recommandations : - Veiller au suivi et à l'analyse du devenir des diplômés. - Veiller à élargir les partenariats socio-économiques.
STS		BUT	Chimie		Favorable avec recommandations : - Veiller à impliquer davantage les professionnels dans les enseignements. - Veiller à réviser les stratégies de recrutement et adapter la formation aux attentes et aux profils des étudiants issus de baccalauréats technologiques. - Envisager un accompagnement spécifique des étudiants issus de baccalauréats technologiques et une réorganisation des contenus d'enseignement en BUT 2.
STS		BUT	Génie biologique - IUT de Créteil-Vitry		Favorable avec recommandations : - Analyser la faiblesse de la réussite, notamment en BUT 1, afin de proposer des dispositifs de remédiation adaptés. - Veiller à la participation effective des étudiants à l'évaluation des enseignements et de la formation.
STS		BUT	Génie biologique - IUT Sénart-Fontainebleau		Favorable avec recommandations : - Veiller à conforter l'attractivité de la formation pour les étudiants issus des séries technologiques du baccalauréat à travers la mise en œuvre des dispositifs envisagés. - Veiller à consolider le suivi et l'analyse de la réussite en BUT 1 et à mettre en place un accompagnement spécifique pour les étudiants issus des séries technologiques du baccalauréat.

STS		BUT	Génie civil - construction durable		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la part des enseignements confiée à des enseignants-chercheurs. - Veiller à la qualité de la réussite des étudiants, notamment en BUT 2.
STS		BUT	Génie électrique et informatique industrielle - IUT de Créteil-Vitry		Favorable avec recommandation : - Veiller à l'amélioration effective de la réussite étudiante à travers la mise en œuvre des actions envisagées.
STS		BUT	Génie électrique et informatique industrielle - IUT Sénart- Fontainebleau		Favorable avec recommandations : - Veiller à l'amélioration de la réussite étudiante, notamment en BUT 1, à travers la mise en œuvre des actions envisagées. - Veiller à améliorer l'attractivité de la formation en poursuivant les actions engagées pour attirer des candidatures plus cohérentes avec le contenu de la formation.
STS		BUT	Génie industriel et maintenance		Favorable avec recommandations : - Veiller à assurer la qualité de la réussite. - Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement. - Veiller à la mise en œuvre d'une évaluation plus complète des enseignements.
STS		BUT	Informatique - IUT de Créteil-Vitry		Favorable avec recommandations : - Veiller à la qualité de la réussite des étudiants. - Veiller à assurer une implication suffisante et pertinente des enseignants-chercheurs dans la formation.
STS		BUT	Informatique - IUT Sénart-Fontainebleau		Favorable avec recommandations : - Veiller à conforter la qualité de la réussite étudiante, ainsi que son suivi et son analyse. - Veiller à la mise en place effective d'un conseil de perfectionnement opérationnel.
STS		BUT	Mesures physiques		Favorable avec recommandations : - Veiller à respecter un équilibre entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques lors du recrutement. - Veiller à renforcer la part d'intervention des professionnels dans les enseignements. - Veiller à analyser les causes de la réussite moyenne des étudiants. - S'assurer de mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus efficace.

STS		BUT	Métiers du multimédia et de l'internet		Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique pour améliorer la qualité de l'adossement à la recherche.
STS		BUT	Réseaux et télécommunications		Favorable.
STS	STS	DEUST	Métiers de la forme		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'adossement à la recherche par une participation effective des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à renforcer les dispositifs visant à améliorer la réussite des étudiants en première année.
STS	STS	DEUST	Sciences et techniques pour l'ingénieur		<i>Création</i> Favorable avec recommandation : - S'assurer d'un positionnement pertinent de la formation par rapport aux BUT <i>Génie électrique et informatique industrielle</i> et <i>Génie industriel et maintenance</i> , et à la licence <i>Sciences pour l'ingénieur</i> .
STS	STS	Licence	Chimie		Favorable avec recommandations : - Veiller à mener une réflexion sur la faiblesse de la réussite étudiante et sur les dispositifs de remédiation à mettre en place. - Veiller à renforcer les interventions des professionnels au sein de la formation. - Veiller à mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus efficient.
STS	STS	Licence	Chimie, sciences de la vie		Favorable.
STS	STS	Licence	Informatique		Favorable.
STS	STS	Licence	Mathématiques		Favorable avec recommandations : - Veiller à analyser et comprendre le taux d'échec en L1 afin de proposer les dispositifs de remédiation appropriés. - Veiller à constituer et à réunir un conseil de perfectionnement afin de contribuer à l'amélioration continue de la formation. - S'assurer de mettre en place les blocs de compétences au sein de la formation.
STS	STS	Licence	Physique		Favorable avec recommandation : - Veiller à la qualité de la réussite des étudiants, notamment par la mise en œuvre des dispositifs de remédiation prévus en L1.
STS	STS	Licence	Sciences de la vie et de la Terre		Favorable.

STS	STS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : activité physique adaptée et santé	Université Gustave Eiffel	Favorable avec recommandation : - Veiller à renforcer la part des enseignements confiée à des enseignants-chercheurs.
STS	STS	Licence	Sciences et techniques des activités physiques et sportives : entraînement sportif		Favorable avec recommandations : - Mettre en place un suivi et une analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études. - Veiller à améliorer la mesure de l'attractivité. - Veiller à analyser la réussite des étudiants pour proposer des dispositifs de remédiation aux déperditions d'étudiants et aux échecs en fin d'année. - Veiller à renforcer l'évaluation des enseignements.
STS	STS	Licence	Sciences pour la santé		Favorable.
STS	STS	Licence	Sciences pour l'ingénieur		Favorable avec recommandation : - Veiller à mettre en œuvre des actions pour améliorer la réussite en L1, en particulier pour réduire le taux d'abandon en cours de L1.
STS	STS	Licence professionnelle	Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique		Défavorable : - Un manque de pilotage par l'UPEC de la formation, intégralement dispensée à l'ESTP par des enseignants de l'ESTP.
STS	STS	Licence professionnelle	Domotique		Favorable.
STS	STS	Licence professionnelle	Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques		Favorable avec recommandations : - Veiller à mettre en place un suivi et une analyse du recrutement et de la réussite. - Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ainsi qu'à la mise en place d'une évaluation des enseignements par les étudiants. - Élaborer une maquette de formation structurée en blocs de connaissances et de compétences.
STS	STS	Licence professionnelle	Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable		Favorable avec recommandation : - S'assurer du positionnement pertinent de la LP par rapport au BUT <i>Génie électrique et informatique industrielle</i> .

STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'électricité et de l'énergie		Favorable avec recommandations : - Veiller au renforcement de l'attractivité de la formation à travers le déploiement des mesures envisagées. - Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique		Favorable avec recommandations : - Veiller à assurer un suivi efficace et une analyse de l'insertion professionnelle et des poursuites d'études. - Mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants. - Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement. - Élaborer une maquette de formation structurée en blocs de connaissances et de compétences.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à améliorer le suivi et l'analyse du parcours des étudiants.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers du BTP : bâtiment et construction		Favorable avec recommandations : - Veiller à ce que la formation assure une insertion professionnelle immédiate après l'obtention du diplôme. - Veiller à la participation des enseignants-chercheurs à la formation.
STS	STS	Licence professionnelle	Métiers du BTP : travaux publics		Favorable avec recommandations : - Veiller à ce que la formation assure une insertion professionnelle immédiate après l'obtention du diplôme. - Veiller à la participation des enseignants-chercheurs à la formation.
STS	STS	Licence professionnelle	Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement		Favorable avec recommandations : - S'assurer du maintien de l'attractivité de la formation. - S'assurer du suivi et de l'analyse effectifs du devenir des diplômés, et notamment de leur insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme.
STS	STS	Licence professionnelle	Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle		Favorable avec recommandation : - Veiller à mettre en œuvre une évaluation effective des enseignements par les étudiants.

Rapports des formations du 1^{er} cycle

LICENCE LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Langues étrangères appliquées (LEA)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant deux parcours : *Anglais - allemand* et *Anglais - espagnol*, ce dernier étant ouvert en alternance en troisième année (L3). La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH). Elle compte 1 027 étudiants et 24 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

En adéquation avec les orientations de l'établissement, la licence *LEA* se distingue par sa dimension professionnalisante. En revanche, elle ne dispose pas d'un véritable adossement à la recherche et les taux de réussite sont faibles en première année (L1). Le dossier d'autoévaluation fournit peu d'informations concernant le suivi et l'analyse de l'attractivité de la formation, de la réussite des étudiants et du devenir des diplômés. L'ouverture à l'international est freinée par un nombre limité de mobilités.

La licence *LEA* possède une dimension professionnalisante forte, qui pourrait être encore accrue. Ouverte à l'alternance en troisième année (L3), la formation inclut pour les étudiants en formation initiale classique un stage obligatoire en L3, et un stage optionnel en deuxième année (L2). Elle n'est pas ouverte à la formation continue, et la préparation à l'entrepreneuriat est restreinte. La licence offre des enseignements à contenus professionnels préparant à l'insertion professionnelle, et entretient de nombreux liens avec les secteurs économiques, notamment par le biais d'un forum annuel, d'un partenariat avec l'association des Conseillers du commerce extérieur de France (CCEF) et d'interventions de professionnels. Cependant, la formation possède peu de données lui permettant d'analyser le devenir des diplômés, notamment en matière d'insertion professionnelle. Par ailleurs, il est regrettable que la mention ne puisse s'appuyer sur un conseil de perfectionnement spécifique comprenant des représentants des secteurs professionnels visés et des étudiants. Le dossier d'autoévaluation mentionne le projet d'établissement Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus) qui faciliterait une co-construction de la formation associant enseignants, étudiants et partenaires extérieurs, mais sans préciser les modalités de cette co-construction.

L'adossement à la recherche est très peu développé. Si les étudiants sont encouragés à participer à des conférences, et malgré le projet de mise en place d'un cours de méthodologie universitaire, la licence n'intègre actuellement pas d'initiation à la recherche. Par ailleurs, les informations fournies dans le dossier d'autoévaluation ne permettent pas de s'assurer de l'intervention effective d'enseignants-chercheurs dans la formation. Il fournit des informations contradictoires à ce sujet : il comptabilise « 0 » enseignant-chercheur intervenant dans la formation et « 0 » heure étudiant dans la maquette assurée par des enseignants-chercheurs, alors qu'il mentionne par ailleurs la présence d'enseignants-chercheurs (on peut également supposer que certains des enseignants permanents sont enseignants-chercheurs).

La licence, soucieuse de s'adapter à ses différents publics, n'obtient pourtant que de faibles taux de réussite en L1. Alors que le dossier d'autoévaluation mentionne plusieurs dispositifs d'information autour de la formation et une diversification des pratiques pédagogiques dans une démarche inclusive, les taux de réussite en L1 demeurent faibles (en 2022-2023, 23 % des étudiants valident tous les crédits ECTS). Cette faiblesse n'est pas analysée dans le dossier d'autoévaluation, et on ne connaît pas les dispositifs de remédiation mis en place, s'ils existent. Une consolidation du suivi et de l'analyse des données relatives à l'attractivité de la formation, à la réussite des étudiants, au devenir des diplômés et à la soutenabilité, ainsi que le développement et l'essaimage de projets pédagogiques soutenus par l'université (congrès pour projet pédagogique (CPP), par exemple), pourraient permettre d'améliorer le taux de réussite en L1.

Si la licence LEA s'inscrit dans les ambitions de l'UPEC, son lien avec les axes stratégiques de l'établissement est restreint. La formation possède un ancrage territorial lié à sa présence sur deux sites, Créteil et Sénart, et inclut des enseignements abordant des enjeux sociétaux, économiques et environnementaux. La réflexion actuellement menée autour d'un renforcement dans la formation des questions de développement durable, de responsabilité sociétale des entreprises, du numérique ou de la gestion de projets humanitaires, pourrait accentuer la cohérence du diplôme avec les axes stratégiques de l'université.

La formation accorde une large place à l'enseignement des langues étrangères, mais le nombre de mobilités étudiantes reste faible. La licence combine l'enseignement de deux langues étrangères obligatoires, voire d'une troisième langue en option, à des matières appliquées au commerce international. Elle incite également les étudiants à se certifier en langue via le passage de plusieurs certifications (*Test of English for International Communication* (TOEIC), *Test of English as a Foreign Language* (TOEFL), *Diplomas de Español como Lengua Extranjera* (DELE)) et les encourage à réaliser leur stage à l'étranger. Toutefois, le nombre de mobilités internationales étudiantes demeure faible au regard de la spécialité du diplôme, des possibilités d'échange et des dispositifs de soutien existants : 14 mobilités sortantes en 2020-2021 pour 1 088 inscrits ; 39 en 2021-2022 pour 1 151 inscrits, 26 en 2022-2023 pour 1 027 inscrits. Aucune mobilité entrante n'est déclarée au cours de la période. Le dossier d'autoévaluation présente des pistes d'amélioration, en particulier le développement de partenariats académiques avec des pays anglophones et l'Espagne, au travers notamment de l'alliance européenne Aurora.

Conclusion

Points forts

- Une forte dimension professionnalisante de la formation ;
- De nombreux liens avec les secteurs économiques ;
- Des enseignements de langue étrangère et à portée internationale développés ;
- Une formation à caractère pluridisciplinaire ;
- Une démarche inclusive de diversification des pratiques pédagogiques.

Points faibles

- Un dossier d'autoévaluation dans lequel des données sont manquantes et qui laisse de côté l'analyse de plusieurs critères ;
- Un très faible adossement à la recherche et un manque d'informations sur la participation effective d'enseignants-chercheurs à la formation ;
- Une faible réussite étudiante, notamment en L1, et un manque d'informations sur l'analyse de celle-ci et les dispositifs de remédiation mis en place ;
- Un manque de données quantitatives et qualitatives concernant l'attractivité du diplôme, la réussite des étudiants, le devenir des diplômés et la soutenabilité de la formation ;
- Une faible participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement de l'UFR, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation ;
- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la mention ;
- Un nombre de mobilités internationales étudiantes très limité au regard de la spécialité du diplôme.

Recommandations

- Mettre en œuvre une autoévaluation sur l'ensemble des critères.
- Développer l'adossement à la recherche, notamment en l'articulant aux objectifs du diplôme en matière de professionnalisation, et en assurant l'intervention effective d'enseignants-chercheurs.
- Veiller à la qualité de la réussite étudiante, particulièrement en L1, et mettre en place des dispositifs de remédiation adaptés le cas échéant.
- Consolider le suivi et l'analyse des données relatives à l'attractivité de la formation, à la réussite des étudiants, au devenir des diplômés et à la soutenabilité.
- Renforcer la participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Accroître le nombre de mobilités internationales étudiantes.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'adossement à la recherche ;
- Manque d'informations sur la participation effective des enseignants-chercheurs ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement dans la formation et sur celle de la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité du processus de l'amélioration continue.

LICENCE LANGUES, LITTÉRATURES ET CIVILISATIONS ÉTRANGÈRES ET RÉGIONALES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant six parcours : *Allemand* ; *Allemand - communication* ; *Anglais* ; *Anglais - communication* ; *Espagnol* et *Espagnol - communication*. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient entre 1 287 et 1 526 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 678 étudiants et 26 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *LLCER*, pluridisciplinaire et internationale par nature, possède un adossement à la recherche certain et plusieurs dispositifs de professionnalisation, qui gagneraient à être développés et davantage articulés aux objectifs du diplôme. En revanche, le nombre de mobilités étudiantes reste limité. Les taux de réussite sont faibles, notamment en première année (L1), et cette faiblesse n'est guère analysée. Le suivi et l'analyse des données relatives à l'attractivité et au devenir des diplômés sont peu développés.

La formation présente un adossement à la recherche certain, mais variable selon les enseignements. La méthodologie du travail universitaire en L1 comprend une initiation à la recherche. Les enseignements de civilisation et de littérature intègrent la lecture d'articles scientifiques et les étudiants de troisième année (L3) peuvent être conviés aux séminaires du laboratoire des enseignants-chercheurs intervenant dans la formation. Toutefois, certains enseignements, notamment ceux qualifiés de « non disciplinaires » dans le dossier d'autoévaluation, sont peu assurés par les enseignants-chercheurs.

La formation est cohérente avec les orientations de l'université et pourrait accroître son adéquation avec les axes stratégiques de l'établissement. La licence compte six parcours, dont trois parcours pluridisciplinaires qui associent une formation en lettres, langues, littératures et civilisations étrangères en anglais, espagnol ou allemand à une initiation progressive aux sciences de l'information et de la communication. Sont par ailleurs proposées quatre doubles licences pluridisciplinaires : *Allemand - anglais*, *Allemand - histoire*, *Espagnol - histoire* et *Anglais - histoire*. La licence propose une spécialisation disciplinaire progressive au cours des trois années et prépare à la poursuite d'études en master, notamment vers les masters *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* et les masters de traduction et de communication. Les parcours comportant une spécialisation en communication permettent par ailleurs de rejoindre la licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication*. Les liens évoqués dans le dossier d'autoévaluation entre le contenu de la formation et les axes stratégiques de l'UPEC, en particulier « Savoirs et pratiques en éducation et en formation » restent flous.

La licence *LLCER* comporte des dispositifs de professionnalisation peu diversifiés et articulés aux objectifs du diplôme. Plusieurs unités d'enseignement (UE) préparent à l'insertion professionnelle, aux compétences entrepreneuriales ou à la gestion de projet collectif. Les professionnels des métiers de l'enseignement interviennent dans certains enseignements, et des écrivains et des artistes sont ponctuellement associés lors d'événements organisés au sein de l'UFR ou avec des partenaires culturels. En L3, un stage non obligatoire est possible en entreprise, dans une association ou une institution publique. La formation mène actuellement une réflexion pour étendre son caractère professionnalisant, essentiellement centré sur l'enseignement, aux domaines du patrimoine et de la culture. Cette orientation devrait s'appuyer sur une plus grande implication des professionnels de ces secteurs dans les enseignements, et sur des relations plus étroites avec les acteurs sociaux, économiques et culturels, du territoire notamment. La licence n'est pas ouverte à l'alternance et

l'accueil de stagiaires de la formation continue demeure très limité (un seul au cours de la période, en 2021-2022). Si le dossier d'autoévaluation évoque le projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus) pour favoriser une co-construction de la formation entre enseignants, étudiants et partenaires extérieurs, les modalités de cette co-construction ne sont pas précisées.

Alors que la formation suit ses taux de réussite, elle dispose de peu de données relatives à son attractivité et au devenir des diplômés, ce qui entrave sa démarche d'amélioration continue. Le dossier d'autoévaluation ne comporte pas d'analyse précise de l'attractivité de la formation et associe la baisse des effectifs à une inflexion démographique, tout en soulignant l'intérêt d'étudier plus finement ces données. Les taux de réussite en L1, deuxième année (L2) et L3 demeurent faibles (en 2022-2023, 27 % des étudiants valident tous les crédits ECTS en L1, 48 % en L2 et 50 % en L3). La formation ne possède pas d'informations relatives au devenir des diplômés. Les effectifs des trois parcours offrant une spécialisation en communication sont très faibles sur l'ensemble du cycle (en 2022-2023, le parcours *Anglais - communication* compte 9 inscrits en L2 et 9 en L3 ; le parcours *Espagnol - communication*, 5 inscrits en L2 et 2 en L3 ; aucun inscrit dans le parcours *Allemand - communication*). La formation devrait pouvoir consolider sa capacité de pilotage et s'engager davantage dans un processus d'amélioration continue, notamment en s'appuyant sur un conseil de perfectionnement spécifique à la mention comprenant des représentants des secteurs professionnels visés et des étudiants.

Si la formation diversifie ses pratiques pédagogiques, elle ne dispose que d'un alignement pédagogique limité. Bien que la licence propose une approche par projet, en L3 en particulier, elle n'est actuellement pas engagée dans la mise en œuvre d'une approche programme ou par compétences (sujet décrit comme étudié au niveau de l'UFR). Les membres de l'équipe pédagogique suivent des formations proposées par le Centre d'ingénierie et de développement pédagogique de l'UPEC afin de créer et de partager des contenus pédagogiques numériques, bien qu'aucun projet pédagogique soutenu par l'établissement (congé pour projet pédagogique (CPP), notamment) ne soit mentionné dans le dossier d'autoévaluation. Les enseignants-chercheurs participaient à la journée pédagogique de l'UFR, suspendue au moment de la pandémie : cette initiative mériterait d'être relancée.

La nature internationale de la formation gagnerait à être renforcée. Malgré une spécialisation disciplinaire tournée vers les langues, les littératures et les civilisations étrangères, et la présence de professeurs invités, le nombre de mobilités étudiantes demeure faible (entre 6 et 10 mobilités sortantes et aucune mobilité entrante au cours de la période) au regard des nombreuses possibilités d'échange et des dispositifs de soutien existants.

Conclusion

Points forts

- Une initiation à la recherche développée tout au long du cursus ;
- Des parcours variés pour préparer la poursuite d'études en 2^e cycle ;
- Une spécialisation progressive et une diversification des pratiques pédagogiques ;
- Des initiatives pour ouvrir davantage la formation à l'interculturalité et à l'international ;
- Une formation à caractère pluridisciplinaire.

Points faibles

- Un dossier d'autoévaluation dans lequel des données sont manquantes ou non analysées ;
- Une dimension professionnalisante faible et peu en lien avec les objectifs du diplôme ;
- Des taux de réussite faibles et peu analysés et un manque de données quantitatives et qualitatives ou d'analyse sur l'attractivité de la licence, la réussite des étudiants et le devenir des diplômés ;
- Une faible participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement de l'UFR, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation ;

- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la mention ;
- Une absence d'approche par compétences ;
- Un faible nombre de mobilités internationales étudiantes.

Recommandations

- Veiller à renforcer le dispositif d'autoévaluation.
- Articuler davantage les objectifs de la formation et sa dimension professionnalisante, notamment en associant plus fortement les secteurs d'activité visés.
- Améliorer le suivi et l'analyse des données relatives à l'attractivité de la formation, à la réussite des étudiants et au devenir des diplômés.
- Consolider le processus d'amélioration continue en renforçant la participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Mettre en œuvre une approche par compétences.
- Accroître le nombre de mobilités internationales étudiantes.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement et celle de la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur le devenir des diplômés ;
- Besoin d'informations complémentaires sur le processus de l'amélioration continue.

LICENCE LETTRES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Lettres* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant cinq parcours : *Lettres modernes* ; *Lettres – accès santé* ; *Lettres – communication* ; *Médiation culturelle* ; *Rédaction professionnelle et communication multimédia*. Les deux derniers parcours sont ouverts uniquement en troisième année (L3). La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH). Elle compte 285 étudiants et 20 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Si la licence *Lettres* est dotée d'un adossement à la recherche de qualité et est soucieuse du continuum avec le secondaire et le 2^e cycle, sa dimension professionnalisante est limitée. Une amélioration du suivi et de l'analyse des données relatives à son attractivité, la réussite des étudiants et le devenir des diplômés, pour lesquelles le dossier d'autoévaluation fournit trop peu de données, est susceptible de lui permettre d'accroître ses faibles taux de réussite, notamment en première année (L1).

La licence possède un fort adossement à la recherche. La formation à la recherche est progressive au cours de la licence : enseignements de méthodologie du travail universitaire en L1, initiation aux résultats récents de la recherche lors des cours magistraux et des travaux dirigés assurés dans leur majorité par des enseignants-chercheurs, invitation des étudiants aux manifestations scientifiques organisées par les équipes de recherche, réalisation d'un « mini-mémoire » de recherche en troisième année (L3). On peut regretter que le volume horaire d'initiation à la recherche indiqué dans le dossier d'autoévaluation (cinq heures) ne reflète pas la richesse des dispositifs évoqués.

La formation entretient de nombreuses relations avec le secteur culturel notamment, et intègre des dispositifs de professionnalisation susceptibles d'être étendus à l'ensemble des parcours. Si la licence associe les acteurs culturels à certaines activités pédagogiques et offre une possibilité de stage, par exemple dans les parcours *Rédaction professionnelle et communication multimédia* et *Médiation culturelle*, les dispositifs de professionnalisation ne concernent pas l'ensemble des parcours, notamment ceux visant une poursuite d'études en master. La licence n'est pas ouverte à l'alternance et accueille très peu de stagiaires de la formation continue (au maximum un chaque année). La qualité de la professionnalisation tirerait profit d'une plus forte participation des personnalités extérieures et des étudiants à un conseil de perfectionnement, et à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation. Le dossier fait état du projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus), visant à promouvoir une co-construction de la formation entre enseignants, étudiants et partenaires extérieurs, mais les modalités précises de cette démarche ne sont pas fournies.

La licence est engagée dans une réflexion sur la pédagogie universitaire, dont le renforcement, accompagné d'un pilotage plus soutenu, pourrait permettre d'améliorer les faibles taux de réussite en L1 et L2. Bien que la licence *Lettres* n'ait pas encore développé une approche par compétences, elle a mis en œuvre une approche programme. Elle diversifie ses méthodes pédagogiques, notamment dans une démarche inclusive, et elle a déployé plusieurs dispositifs d'information autour de la formation. Malgré cela, même si le dossier d'autoévaluation ne fournit pas d'informations complètes concernant la réussite des étudiants, il s'avère que les taux de réussite en L1 et en deuxième année (L2) demeurent faibles (en 2022-2023, 26 % des étudiants valident tous les crédits ECTS en L1, 33 % en L2), de même que les effectifs de certains parcours, comme *Lettres - communication* (5 inscrits en L2 et 7 en L3 en 2022-2023). Le dossier d'autoévaluation ne fournit pas de données sur le nombre d'étudiants ayant validé moins de 30 crédits ECTS. La licence possède peu de données sur lesquelles s'appuyer pour analyser son attractivité, sa soutenabilité, la réussite et le devenir des étudiants. La

consolidation de ce suivi, comme le développement de projets pédagogiques soutenus par l'établissement, sont susceptibles d'accentuer la capacité de pilotage de la formation et de diversifier les leviers à mobiliser pour accroître son attractivité et ses taux de réussite.

La formation, qui s'inscrit dans les orientations de l'UPEC, pourrait affiner son adéquation avec les axes stratégiques de l'établissement. La licence possède une forte dimension pluridisciplinaire dès la L1 et propose des parcours co-portés avec le département Communication de l'UFR LLSH ou la faculté de médecine de l'université. La formation entretient par ailleurs de nombreux partenariats institutionnels et culturels locaux, et adapte ses contenus pédagogiques pour favoriser un continuum avec le secondaire et le 2^e cycle. Les liens avec les axes stratégiques de l'établissement sont à resserrer, notamment autour des questions environnementales, dont la formation envisage de renforcer la présence.

Le processus d'amélioration continue de la formation est peu développé. Le dossier d'autoévaluation détaille peu le processus d'évaluation interne. Il en ressort que la formation ne dispose pas d'un conseil de perfectionnement propre à la mention (le conseil mentionné se tient à l'échelle de l'UFR), ce qui empêche notamment les personnalités extérieures et les étudiants de participer à l'évolution de la formation, et nuit à la qualité de l'amélioration continue de la formation. Les professionnels sont également peu mobilisés lors de l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ce qui entrave la prise en compte des résultats de ces évaluations dans l'évolution de l'offre de formation.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche soutenu et progressif ;
- Un bon continuum avec le secondaire et le 2^e cycle ;
- Un ancrage fort sur le territoire au travers de riches partenariats institutionnels et culturels locaux ;
- Des parcours variés à dimension pluridisciplinaire ;
- Des méthodes pédagogiques diversifiées et une inscription dans une démarche inclusive.

Points faibles

- Un manque de données quantitatives et qualitatives relatives à l'attractivité de la formation, à sa soutenabilité et au devenir des diplômés ;
- Une faible réussite, notamment en L1 ;
- Une faible participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement de l'UFR, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation ;
- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la mention ;
- Une faible dimension professionnalisante de certains parcours ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Consolider le suivi et l'analyse des données quantitatives et qualitatives relatives à l'attractivité de la formation, à sa soutenabilité et au devenir des diplômés.

- Suivre la qualité de la réussite, notamment en L1, et, le cas échéant, mettre en place des dispositifs de remédiation adaptés.
- Accroître la participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement, à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Renforcer la dimension professionnalisante de l'ensemble des parcours de la licence, y compris ceux préparant à une poursuite d'études en master, par exemple en étendant les dispositifs professionnalisants en place à tous les parcours.
- Mettre en place une approche par compétences.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité du recrutement et celle de la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur le devenir des diplômés ;
- Besoins d'informations complémentaires sur le processus de l'amélioration continue.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS - IUT DE CRÉTEIL-VITRY

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry, comporte quatre parcours : un parcours commun de première année (BUT 1) reprenant l'intitulé GEA et trois parcours à partir de la deuxième année (BUT 2) : *Gestion comptable, fiscale et financière* ; *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités* ; *Gestion et pilotage des ressources humaines*. Il compte 166 étudiants et 44 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Depuis son ouverture à la rentrée universitaire 2021, le BUT GEA complète l'offre de formation de l'IUT de Créteil-Vitry. La formation s'inscrit dans le plan IUT Île-de-France 2019, qui vise à créer des places supplémentaires en région parisienne dans une formation professionnalisante dont la spécialité est en tension, tant au niveau des candidats que des besoins en emploi. Bien que la formation soit très attractive, la perte d'un tiers de ses effectifs entre la première année et la troisième année (BUT 3) est trop importante. La formation dispose d'un bon adossement à la recherche. Les éléments de professionnalisation sont nombreux et les relations avec le monde socio-économique sont solides. La formation s'appuie sur un programme national fondé sur une approche par compétences. L'internationalisation est encore peu développée.

Avec un taux de pression supérieur à 60 (5 731 candidats confirmés pour 92 places) et un taux d'admission d'environ 13 %, la formation bénéficie d'une excellente attractivité. De nombreuses actions de communication ont été menées par l'équipe pédagogique. La présence dans les forums et les salons, les journées portes ouvertes et les journées d'immersion avec un lycée partenaire ont certainement contribué à ce résultat. Les effectifs se ventilent de manière équilibrée entre les bacheliers issus de filières technologiques et ceux issus de filières générales.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Les enseignants-chercheurs représentent plus d'un tiers de l'équipe pédagogique. Intervenant dans des disciplines cœur de métier, ils peuvent ainsi mettre en relation étroite les travaux de recherche menés et les enseignements dispensés. Par ailleurs, les étudiants sont également sensibilisés à la recherche à travers leur participation à la journée de la recherche organisée au sein de l'IUT. La mise en place d'un dispositif de formation à la recherche documentaire et au respect des règles éthiques garantit l'intégrité scientifique. Les étudiants réalisent un mémoire dans lequel une problématique de recherche doit être présentée en BUT 3.

La formation entretient de très bonnes relations avec son environnement économique et contribue ainsi à la professionnalisation des étudiants. De nombreux professionnels s'impliquent dans la formation à différents niveaux : l'accueil de stagiaires et d'apprentis, la participation aux réunions et au forum des métiers organisés au sein de la formation, la conclusion de plusieurs partenariats, la prise en charge d'enseignements (23 professionnels experts-comptables, contrôleurs de gestion, directeurs juridiques, directeurs des ressources humaines, etc., réalisant près de 23 % du volume horaire). La formation a su par ailleurs s'adapter à son environnement local. Conformément à l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, l'adaptation locale attendue pour un BUT se traduit par l'introduction de ressources répondant spécifiquement aux compétences attendues dans les administrations publiques en réponse à un besoin en

emplois du territoire. Tous les étudiants inscrits en BUT 3 suivent la formation en alternance. Les étudiants inscrits dans le parcours *Gestion comptable, fiscale et financière* peuvent choisir l'apprentissage dès le BUT 2. La dimension entrepreneuriale est également bien intégrée dans la formation : les étudiants participent à un challenge entrepreneurial autour d'une thématique de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La formation a su intégrer l'approche par compétences dans ses pratiques pédagogiques. Le BUT se décline en blocs de compétences (trois blocs communs auxquels s'ajoutent deux blocs par parcours). La formation se construit autour de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité à travers les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), les périodes de stage ou d'apprentissage, sans oublier les ressources transversales. L'équipe pédagogique a mené une approche par projet, ce qui permet aux étudiants d'être confrontés à des situations professionnelles concrètes et de pouvoir mobiliser les compétences acquises au cours de la formation. Par ailleurs, les concepts et les enjeux de la durabilité sont également abordés dans de nombreuses activités pédagogiques, telles que la participation à la Fresque du climat et les SAÉ.

Le pilotage et l'amélioration continue de la formation sont perfectibles. L'équipe pédagogique se compose de 11 enseignants permanents, dont 4 enseignants-chercheurs. Elle est renforcée par 23 vacataires professionnels et 10 vacataires enseignants, dont le profil n'est pas indiqué. Au vu du nombre important d'étudiants et afin d'améliorer le taux d'encadrement pour permettre d'assurer l'ensemble des activités pédagogiques du BUT au cours des trois années, l'équipe pédagogique mériterait d'être confortée, et cela pour les trois parcours, en privilégiant le recrutement d'enseignants-chercheurs dont les thématiques de recherche sont en lien avec la spécialité. Un dispositif d'évaluation des enseignements a bien été mis en place pour la formation. Les étudiants sont invités à répondre à un questionnaire de satisfaction. Le taux de réponse reste toutefois insuffisant, ce qui interpelle à propos de la méthodologie mise en œuvre. En revanche, le BUT GEA ne dispose pas d'un conseil de perfectionnement, même si un conseil de département comprenant toutes les parties prenantes (notamment des étudiants et des personnalités extérieures à la formation) se réunit deux fois par an pour analyser les résultats, identifier les axes d'amélioration et proposer des évolutions de contenus et de modalités d'enseignement.

La formation est confrontée à un taux d'abandon et d'échec particulièrement élevé en BUT 1 et à un nombre trop important de passerelles sortantes en fin de BUT 2. Malgré la mise en place de dispositifs d'aide à la réussite (stage de réussite en début de BUT 1, cours de méthodologie et heures de soutien, tutorat, etc.), la formation perd environ un tiers de ses effectifs entre la première et la troisième année. Ainsi, la première promotion comprend 91 étudiants en BUT 1 et seulement 59 en BUT 3, même si elle a accueilli des étudiants en passerelle entrante aux troisième et cinquième semestres. Afin d'éviter le décrochage, l'équipe pédagogique doit veiller à mettre en place un accompagnement individualisé des étudiants en difficulté. Par ailleurs, plusieurs étudiants ayant validé le BUT 2 (14 étudiants sur 65, soit près de 22 %) ont choisi de quitter la formation afin d'intégrer une autre formation de niveau bac + 3. Ces passerelles sortantes relèvent d'une collaboration avec l'institut d'administration des entreprises (IAE) de l'UPEC. Cette donnée quantitative devra être suivie et analysée à l'avenir pour mieux comprendre ces déperditions d'effectif.

L'ouverture à l'international de la formation est en cours. Grâce à un partenariat avec les Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) du Canada, des mobilités sortantes peuvent être envisagées lors d'un semestre du cursus. Quelques étudiants ont pu déjà bénéficier de cette opportunité. En revanche, la formation n'a intégré aucun étudiant en mobilité entrante. Par ailleurs, elle a désigné parmi les membres de son équipe un enseignant chargé des relations internationales, interlocuteur privilégié des étudiants et des partenaires étrangers. Un livret de la mobilité est en cours de rédaction. L'enseignement de l'anglais et d'une autre langue étrangère au choix (espagnol ou allemand) permet aux étudiants d'acquérir les compétences linguistiques utiles à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études.

Conclusion

Points forts

- Une formation attractive ;
- Un adossement à la recherche appréciable ;
- Une formation professionnalisante et bien en lien avec les milieux professionnels.

Points faibles

- Une absence de véritable conseil de perfectionnement ;
- Un taux d'abandon trop élevé ;
- Une internationalisation encore peu développée.

Recommandations

- Mettre en place un véritable conseil de perfectionnement, qui ne se limite pas au conseil de département.
- Renforcer le suivi des étudiants en difficulté dès le BUT 1 et mettre en place un suivi de cohorte précis.
- Développer des partenariats avec des universités européennes afin de diversifier les échanges internationaux.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS - IUT SÉNART-FONTAINEBLEAU

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations (GEA)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, comporte cinq parcours, dont un tronc commun du même nom que la mention en première année (BUT 1) et quatre parcours à partir de la deuxième année (BUT 2) : *Gestion comptable, fiscale et financière* ; *Gestion et pilotage des ressources humaines* ; *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités* ; *Contrôle de gestion et pilotage de la performance*. Il compte 551 étudiants et 111 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT GEA occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. La formation est déployée sur les deux sites de l'IUT Sénart-Fontainebleau. Sa capacité à susciter l'intérêt de nombreux candidats démontre son attractivité. Les éléments de professionnalisation sont nombreux et les relations avec le monde socio-économique sont solides, comme en témoigne le développement de l'apprentissage. Son ouverture à l'international est matérialisée par plusieurs partenariats avec des établissements étrangers. La formation s'appuie sur un programme national fondé sur une approche par compétences et elle déploie une pédagogie innovante. Son adossement à la recherche est convenable pour une formation professionnalisante de type BUT. En revanche, son pilotage mérite d'être amélioré au niveau du taux d'encadrement et de la démarche d'amélioration continue.

La formation a une très bonne attractivité et affiche de bons résultats de réussite des étudiants. Grâce aux nombreuses actions de communication menées auprès des futurs bacheliers (journées portes ouvertes, présentation de la formation dans plusieurs lycées, présence au salon de l'étudiant, journées d'immersion), la formation est très demandée. Le nombre de candidatures est très important : 2 774 candidats pour 110 places en formation initiale classique et 1 228 candidats pour 30 places en formation en apprentissage pour le site de Sénart ; 1 244 candidats pour 108 places en formation initiale classique et 524 candidats pour 24 places en formation en apprentissage pour le site de Fontainebleau (d'après les données de 2023 issues de Parcoursup). Le bassin de recrutement reste principalement local. Les effectifs s'équilibrent entre les bacheliers issus de filières technologiques et ceux issus de filières générales. En raison de la qualité du recrutement et du suivi des étudiants assuré par l'équipe pédagogique, la formation connaît peu de démissions et un taux de passage élevé de BUT 1 en BUT 2.

La formation, tournée vers la professionnalisation, entretient des liens étroits avec son environnement économique. 84 professionnels aux profils très diversifiés (inspecteur des finances, gestionnaire de paie, chef de projets, etc.), dont d'anciens étudiants, interviennent dans la formation, soit pour animer des conférences, soit pour transmettre leurs connaissances et leurs compétences. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas le volume horaire assuré par les chargés d'enseignement exerçant une activité professionnelle. La formation est ouverte à l'apprentissage dès le BUT 1 sur les deux sites. Compte tenu du nombre très élevé d'apprentis (192 en 2022-2023), un enseignant responsable de l'apprentissage par site a été désigné parmi les membres de l'équipe. Pour les étudiants en formation initiale classique, un stage de quatre semaines en BUT 1 et de huit semaines en BUT 2 doit obligatoirement être effectué. Les entreprises et les organismes d'accueil se situent à proximité géographique de l'IUT. Le suivi des stages et de l'apprentissage est très rigoureux. Les étudiants sont également confrontés à des situations professionnelles dans le cadre des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ).

Par ailleurs, une demi-journée en BUT 1 est consacrée à la découverte des métiers pour faciliter le choix du parcours en BUT 2.

La formation est ouverte à l'international grâce à des dispositifs variés, même si cette ouverture reste modeste.

La formation a noué plusieurs accords de partenariat avec des établissements européens et canadiens. Les étudiants peuvent ainsi suivre un semestre de leur cursus ou réaliser un stage à l'étranger. Quelques étudiants (6) ont pu saisir cette opportunité en 2022-2023. En revanche, aucune mobilité entrante n'est répertoriée. Le projet de développer la mobilité internationale en apprentissage (Erasmus de l'apprentissage) est envisagé afin d'accroître la mobilité des alternants. Pour assurer l'accompagnement des étudiants, la formation a désigné un responsable de la mobilité internationale et un responsable des stages à l'étranger. La formation propose aussi aux étudiants en formation initiale classique de BUT 1 et de BUT 2 de participer à un voyage d'études dans un pays anglophone. Enfin, l'enseignement de l'anglais et d'une autre langue étrangère (espagnol ou allemand) permet aux étudiants d'acquérir les compétences linguistiques utiles à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études. En BUT 2, les étudiants préparent et passent la certification en langue anglaise *Test of English for International Communication* (TOEIC), sans que les résultats obtenus fassent l'objet d'une analyse par la formation. Sur le site de Fontainebleau, les étudiants en formation initiale classique peuvent, de manière facultative, suivre un cours de chinois débutant.

La formation a su intégrer l'approche par compétences dans ses pratiques pédagogiques et proposer des modalités d'enseignement innovantes.

Le BUT se décline en blocs de compétences (trois blocs communs auxquels s'ajoutent deux blocs par parcours). La formation se construit autour de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité à travers les SAÉ, les périodes de stage ou d'apprentissage, sans oublier les enseignements transversaux qui sont mobilisés dans l'ensemble des situations professionnelles. La formation a su diversifier ses méthodes pédagogiques (classe inversée, quiz, questionnaires à choix multiples (QCM) interactifs, jeux de rôles, réalisation d'une vidéo dans le cadre du portfolio, mise en place d'un atelier de prise de notes, etc.). Elles permettent aux étudiants de s'autoévaluer et de mesurer le degré d'acquisition des contenus étudiés. Par ailleurs, les concepts et les enjeux du développement durable sont également abordés dans le cadre de SAÉ.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche hétérogène selon les sites.

Les enseignants-chercheurs représentent 40 % des membres de l'équipe pédagogique sur le site de Sénart (6 sur 15 enseignants permanents). En revanche, le site de Fontainebleau ne compte qu'un seul enseignant-chercheur. Au total, pour les deux sites, ce sont 12 enseignants-chercheurs, dont 7 permanents, qui participent aux enseignements, pour un volume horaire non précisé. Intervenant pour la plupart dans des disciplines cœur de métier, ils peuvent ainsi mettre en relation étroite leurs travaux de recherche avec les enseignements dispensés. Les étudiants sont également sensibilisés à la recherche dans plusieurs cours et à travers plusieurs activités : séance consacrée à la méthodologie de la recherche documentaire, rappel des règles permettant de garantir l'intégrité scientifique et des normes de présentation d'un travail universitaire, présentation d'articles de recherche.

La formation n'a pas défini de processus d'évaluation interne et ne dispose pas de conseil de perfectionnement.

Les étudiants ont répondu à un questionnaire d'évaluation des enseignements en 2022-2023 (128 répondants). Cependant, aucune analyse des résultats n'a été présentée. Par ailleurs, la formation n'a pas mis en place de conseil de perfectionnement, ce qui ne lui permet pas de mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue. Même si l'équipe pédagogique se réunit plusieurs fois dans l'année, ces rencontres ne correspondent pas aux attendus d'un conseil de perfectionnement (composition, fonctionnement et rôle). Aucun compte rendu de réunion ne figure dans le dossier d'autoévaluation.

Compte tenu du nombre de groupes à gérer et des volumes horaires à assurer pour les trois années de BUT, la formation présente un faible taux d'encadrement, en particulier sur le site de Fontainebleau. Si le nombre d'enseignants permanents pour le site de Sénart est indiqué dans le dossier d'autoévaluation (15), ce n'est pas le cas pour l'équipe pédagogique de Fontainebleau. En s'appuyant sur des données figurant dans le dossier d'autoévaluation, on peut estimer à environ 12 le nombre d'enseignants permanents. 84 vacataires professionnels viennent renforcer les équipes.

Conclusion

Points forts

- Une formation attractive ;
- Une ouverture de la formation au monde socio-économique ;

- Des dispositifs pédagogiques innovants ;
- Un effectif important en apprentissage.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement en enseignants permanents, en particulier sur le site de Fontainebleau ;
- Un faible adossement à la recherche sur le site de Fontainebleau ;
- Une absence de conseil de perfectionnement et un processus d'évaluation de la formation très imparfait.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignants permanents au sein de l'équipe pédagogique, en particulier sur le site de Fontainebleau.
- Améliorer l'adossement à la recherche sur le site de Fontainebleau, par exemple en renforçant le volume d'enseignements dispensés par des enseignants-chercheurs.
- Mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue complète (analyse des résultats de l'évaluation des enseignements par les étudiants, mise en place d'un conseil de perfectionnement pour permettre une analyse qui aille au-delà de celle de l'équipe pédagogique).

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION - IUT DE CRÉTEIL-VITRY

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry, comporte quatre parcours : un tronc commun en première année (BUT 1) reprenant le nom du diplôme, puis un parcours *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat*, un parcours *Business développement et management de la relation client*, et un parcours *Marketing et management du point de vente*. Il contient 1 800 heures étudiant. Il compte 208 étudiants et 62 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Techniques de commercialisation* de l'IUT de Créteil-Vitry occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. Il est articulé autour des trois objectifs de la politique de formation de l'établissement : adapter la pédagogie pour sécuriser les trajectoires de réussite étudiante, développer la professionnalisation à tous les niveaux de formation et promouvoir la pluridisciplinarité en formation. La formation s'appuie sur le programme national et sur une approche par compétences, et déploie des dispositifs pédagogiques innovants en ayant un adossement à la recherche appréciable. Les éléments de professionnalisation sont nombreux et les liens avec le monde socio-économique solides. L'attractivité au regard du taux de pression est élevée, mais le taux de réussite en BUT 1 demeure bas. En revanche, le pilotage peut être amélioré, particulièrement les outils d'amélioration continue. L'internationalisation est assez peu développée.

L'adaptation et la variété des dispositifs pédagogiques sont à souligner. L'équipe applique rigoureusement le programme national et a intégré l'approche par compétences dans ses pratiques pédagogiques. De plus, elle s'interroge et cherche à diversifier sa pédagogie au moyen de dispositifs innovants afin de s'adapter à des étudiants qui ont des difficultés de concentration : cycles de conférences, témoignages de professionnels dans le parcours *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat*, plaidoiries (en droit), jeux d'entreprise, concept store, mégastore, magasin pédagogique (merchandising, situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ)), ateliers d'écriture créative, clubs de lecture (expression), écriture fictionnelle pour managers de service centrée sur la capacité à restituer la dimension expérientielle et émotionnelle des activités de services après une visite de site (marketing des services).

L'adossement à la recherche est bon. Les enseignants-chercheurs partagent les avancées dans leur discipline (six d'entre eux sont maîtres de conférence en sciences de gestion) et présentent leurs travaux lors de la journée de la recherche de l'IUT, ce qui permet de sensibiliser les étudiants à la recherche. Cette sensibilisation est renforcée par une formation à la propriété intellectuelle dès le BUT 1. Ils assurent 450 heures en moyenne dans les différents parcours et sont investis dans les SAÉ.

La formation met en œuvre de nombreux éléments de professionnalisation pour les étudiants. Elle a mis en place tous les éléments le permettant. Une période de stage par année de BUT est encadrée par des tuteurs, la possibilité d'alternance est proposée dès la deuxième année (BUT 2) dans le parcours *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat* (sur les 27 étudiants de ce parcours, on compte 21 apprentis en 2022-2023) et est largement préconisée par les équipes pédagogiques en troisième année (BUT 3). Il est indiqué que l'alternance devient obligatoire en BUT 3, mais il convient de rappeler que ceci est légalement impossible.

Les liens avec le monde social et économique sont importants. De nombreux vacataires professionnels interviennent dans les ressources spécifiques de parcours, permettant un échange et un lien avec les professionnels. La participation de quatre maîtres de conférences associés à mi-temps (MAST) permet de renforcer ce lien. L'accompagnement des étudiants dans leur projet personnel durant les trois années, assuré en grande partie par des professionnels (directeurs des ressources humaines en entreprise), ainsi que des simulations d'entretien de recrutement préparent l'insertion professionnelle des étudiants.

La formation est très attractive, mais le taux de réussite demeure inférieur aux niveaux nationaux. En effet, 6 000 candidatures sont enregistrées via Parcoursup pour 112 places en BUT 1. Le remplissage n'est cependant pas optimal (seulement 98 étudiants en BUT 1 en 2021-2022 et 102 en 2022-2023), ce que la formation explique par le fait que des étudiants ayant annoncé intégrer la formation ne se présentent pas. De plus, l'objectif du cadrage ministériel n'est pas atteint concernant les bacheliers technologiques : la cohorte de BUT 1 en compte moins de 50 %. Le taux de réussite n'est pas très élevé en première année (67 % en 2021-2022 et 60 % en 2022-2023). L'équipe enseignante met en place un processus d'amélioration continue avec des dispositifs d'alerte précoce (par exemple, un jury de mi-semester) pour repérer rapidement les étudiants décrocheurs, et un tutorat en calculs sur la base du volontariat.

Les outils de pilotage et l'amélioration continue existent, mais ils pourraient être davantage développés et exploités. En effet, seul un tiers des étudiants répondent aux évaluations des enseignements, ce qui ne permet ni de les analyser ni de les exploiter efficacement. Le conseil de perfectionnement a lieu une fois par an. Il fait apparaître beaucoup de membres « excusés » (aucun vacataire professionnel n'était présent), de même qu'il y a peu de retours des étudiants. La formation déplore que les étudiants ne soient pas impliqués dans ce temps fort.

La formation ne permet une ouverture à l'international que de manière très modérée. Très peu d'étudiants (8) partent en mobilité pour un semestre, même si les efforts de l'équipe pédagogique et de la responsable des relations internationales sont à noter (organisation de réunions d'information). Aucun enseignement n'est dispensé en anglais, ce qui ne permet peut-être pas aux étudiants de prendre confiance pour partir suivre des cours dans des universités étrangères. Le dossier d'autoévaluation indique seulement une introduction en anglais dans les SAÉ, sans beaucoup de précision. Un *Blended Intensive Program* (BIP Allemagne/Irlande) a été créé : il accueille 16 étudiants et 3 enseignants étrangers. Ce projet repose sur une approche mixte avec une première partie de cours en ligne, suivie d'un travail de groupe multiculturel à distance en anglais avec les étudiants étrangers, puis une seconde partie en présentiel où les étudiants finalisent leur proposition et la présentent ensemble. Il est dommage que le dossier d'autoévaluation ne précise pas la durée de cet échange, ni n'indique quand la réciprocité a lieu.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité sur Parcoursup ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- De nombreux dispositifs pédagogiques innovants ;
- Une bonne appropriation du programme pédagogique national de la formation et de l'approche par compétences.

Points faibles

- Un taux de réussite bas en BUT 1 ;
- Des dispositifs d'amélioration continue de la formation insuffisamment mobilisés ;
- Une mobilité internationale peu investie par les étudiants.

Recommandations

- S'appuyer sur les moyens permis par la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) pour mettre en place des séances de soutien obligatoires en fonction des notes afin d'améliorer le taux de réussite en BUT 1.
- Mettre en place les conditions nécessaires pour que les étudiants s'emparent des outils de pilotage à leur disposition, par exemple intégrer les évaluations des enseignements dans les emplois du temps ou instaurer des moments d'échange entre les directeurs des études et les délégués étudiants afin de préparer les conseils de perfectionnement.
- Introduire une ressource dispensée en langue anglaise afin de déclencher des motivations à la mobilité.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION - IUT SÉNART- FONTAINEBLEAU

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, comporte six parcours : un parcours commun du même nom que la mention en première année (BUT 1) puis cinq parcours en deuxième année (BUT 2) et en troisième année (BUT 3) : *Marketing et management du point de vente* ; *Business développement et management de la relation client* ; *Marketing digital, e-business et entrepreneuriat* ; *Business international : achat et vente* ; *Stratégie de marque et événementiel*. La formation compte 289 étudiants et 39 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Techniques de commercialisation* de l'IUT Sénart-Fontainebleau occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. Il est articulé autour des trois objectifs de la politique de formation de l'établissement : adapter la pédagogie pour sécuriser les trajectoires de réussite étudiante, développer la professionnalisation à tous les niveaux de formation et promouvoir la pluridisciplinarité en formation. La formation s'appuie sur le programme national et sur une approche par compétences en déployant des dispositifs pédagogiques innovants. Les éléments de professionnalisation sont nombreux et les relations avec le monde socio-économique sont solides. L'attractivité de la formation au regard de son taux de remplissage est optimale, mais le parcours *Business développement et management de la relation client* n'a pas été ouvert en 2022-2023. En revanche, les processus d'amélioration continue sont soit insuffisamment explicités, soit seulement partiellement mis en œuvre.

La formation a intégré l'approche par compétences et a su adapter et diversifier ses dispositifs pédagogiques.

L'équipe pédagogique applique rigoureusement le programme national et a intégré l'approche par compétences dans ses pratiques. L'IUT dispose de salles de *coworking* dont peuvent bénéficier les étudiants du BUT. La formation dispose de deux salles informatiques équipées, permettant aux étudiants de se former aux outils logiciels et de mobiliser ces compétences dans le cadre d'ateliers, de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) et de projets transverses.

La formation entretient des liens solides avec le monde social et économique, et contribue efficacement à la professionnalisation pour les étudiants.

De nombreux professionnels et entreprises s'impliquent : projets transverses, temps de rencontres, conférences, accueil de stagiaires ou d'alternants. L'alternance en contrat d'apprentissage est possible dès le BUT 1 dans les différents parcours. Les apprentis sont suivis par un directeur ou une directrice des études ou par des bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé (BIATSS) chargés du lien avec les entreprises. Le nombre d'alternants augmente largement au cours de la période évaluée (31 apprentis en 2021-2022 contre 81 en 2022-2023).

La formation est attractive en proposant cinq parcours à partir du BUT 1, mais le taux de réussite demeure bas.

Le remplissage est optimal (171 étudiants en BUT 1 en 2021-2022 et 178 en 2022-2023) pour une capacité d'accueil de 160 places. L'objectif du cadrage ministériel concernant les bacheliers technologiques est un peu en dessous de l'objectif des 50 % : la cohorte d'étudiants en BUT 1 en compte 46 %. Le taux de réussite n'est pas très élevé (non communiqué en 2021-2022, 62 % en 2022-2023). Le dossier d'autoévaluation ne précise pas quels sont les dispositifs d'alerte précoce en place pour repérer rapidement les étudiants décrocheurs. Le parcours

Business développement et management de la relation client ne comporte aucun étudiant en 2022-2023, ce qui interroge quant à son positionnement.

L'adossement de la formation à la recherche est faible. On compte 3 enseignants-chercheurs dans la formation pour un total de 39 enseignants. Aucune heure dédiée à l'initiation à la recherche n'est prévue dans la formation. Néanmoins, les enseignants-chercheurs interviennent dans les disciplines cœur de métier, pour un volume d'heures non précisé. La formation à et par la recherche est initiée par une intervention des personnels de bibliothèque dans le cadre de la ressource projet personnel professionnel (PPP).

Les outils de pilotage et l'amélioration continue existent très partiellement et pourraient être davantage développés et exploités. En effet, seuls 61 étudiants sur 285 répondent aux évaluations des enseignements, ce qui ne permet ni de les analyser ni de les exploiter efficacement. Une commission prépare les travaux du jury final et un compte rendu est établi, mais il n'a pas été communiqué. L'existence d'un conseil de perfectionnement n'est pas mentionnée. L'équipe de direction du département (chef de département et directeur des études) a décidé de mettre en place des évaluations pour sonder les étudiants sur la réalisation des SAÉ. À la suite de ces résultats, des correctifs ont pu être apportés, tant au niveau de l'organisation générale qu'à propos des contenus et des modalités des ateliers pédagogiques proposés aux étudiants, mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas en quoi ont consisté ces correctifs.

La formation permet une ouverture à l'international et dispose d'une richesse de partenariats internationaux, mais cette richesse n'est pas exploitée par les étudiants. Certains cours sont dispensés en langue anglaise et de nombreux accords sont présentés dans le dossier d'autoévaluation. Ces accords permettent de proposer de nombreuses mobilités sortantes, mais seulement six étudiants en bénéficient, ce qui est trop faible.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité de la formation ;
- Une formation professionnalisante qui entretient des liens forts avec le monde socio-économique ;
- De nombreux dispositifs pédagogiques proposés aux étudiants ;
- Une bonne appropriation du programme national de la formation et de l'approche par compétences.

Points faibles

- Un adossement à la recherche fragile ;
- Un pilotage peu structuré et un conseil de perfectionnement dont l'existence reste incertaine ;
- Des résultats aux évaluations des enseignements peu exploitables en raison du faible nombre de réponses aux enquêtes de la part des étudiants ;
- Un faible nombre d'étudiants bénéficiant de mobilités.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche, notamment en mettant en place une initiation à la recherche dispensée par les enseignants-chercheurs de la formation.
- Formaliser le conseil de perfectionnement pour en faire une instance comprenant des étudiants et des personnalités extérieures à la formation, en analysant les résultats de celle-ci et en procédant à son évaluation interne pour assurer la qualité du processus d'amélioration continue.

- Mettre en place les conditions nécessaires pour que les étudiants s'emparent des outils de pilotage à leur disposition, par exemple intégrer les évaluations des enseignements dans les emplois du temps ou instaurer des moments d'échange entre les directeurs des études et les délégués étudiants afin de préparer les conseils de perfectionnement.
- Engager une réflexion pour que les partenariats en place puissent donner lieu à des mobilités effectives.

LICENCE ADMINISTRATION ET ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Administration et échanges internationaux (AEI)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend 11 parcours : *Administration et gestion des entreprises ; Amérique du Nord ; Commerce international ; Europe ; International Business ; Ressources humaines ; Shanghai ; Amérique latine ; Administration et échanges internationaux + option accès santé ; Green Business ; Parcours préparatoire au professorat des écoles*. Elle est portée par l'*AEI International School* et contient environ 1 500 heures étudiant, ce nombre variant en fonction des parcours. Elle compte 3 117 étudiants et 111 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *AEI* est unique sur le territoire national. Cette formation attractive bénéficie d'un taux de réussite élevé ainsi que d'une ouverture à l'international forte. Elle se caractérise par une démarche de professionnalisation progressive à poursuivre. L'adossé à la recherche doit être renforcé. Le processus d'évaluation interne est perfectible. Si les poursuites d'études sont fréquentes, l'insertion professionnelle à la suite de la licence est incertaine. Enfin, si la diversification des pratiques pédagogiques est bien intégrée, l'approche par compétences n'est pas mise en œuvre de manière suffisamment claire.

La formation est attractive et bénéficie d'un taux de réussite élevé. Avec une moyenne de 15 postulants pour une place sur Parcoursup, la formation est particulièrement attractive. Les données transmises dans le dossier d'autoévaluation n'apportent néanmoins pas d'informations concernant l'attractivité de la formation au niveau national. Les publics accueillis sont assez diversifiés, tant au regard de leur spécialité que du type de baccalauréat, la formation accueillant des titulaires de baccalauréats technologiques (1 étudiant sur 7 en première année). Le taux de réussite est particulièrement élevé puisqu'il est de plus de 82 % en fin de première année et de près de 99 % en fin de deuxième année. Le pourcentage de diplômés est pour sa part de plus de 82 % en 2022-2023. Cette réussite s'explique par les dispositifs d'accompagnement (parcours « Oui si » avec doublement des travaux dirigés, évaluation en travaux dirigés, accompagnement à la réorientation au sein de la mention) mis en place au sein des différents parcours. Par ailleurs, les étudiants qui n'ont pas été retenus dans une filière sélective se spécialisent de manière progressive dans les parcours.

La licence *AEI* est caractérisée par une ouverture internationale forte. Le nombre d'heures d'enseignement en langue étrangère est particulièrement élevé (235 heures en enseignement disciplinaire et 604 heures en enseignement non disciplinaire). Il pourrait être intéressant de rendre le passage d'au moins une certification obligatoire pour chaque étudiant au regard des finalités de la formation. L'ouverture à l'international est également marquée par le fait que la formation propose cinq doubles diplômes qui font l'objet d'un suivi approfondi, des mobilités sortantes au bénéfice de plus d'un tiers des étudiants, des mobilités entrantes, ainsi qu'une *summer school* dans le cadre de l'alliance européenne Aurora. Si l'accompagnement à la mobilité est bien organisé, il pourrait être renforcé en s'appuyant sur les étudiants ayant bénéficié d'une mobilité sortante à leur retour ou sur les *alumni*.

La formation est construite dans une démarche de professionnalisation progressive à poursuivre. Cette professionnalisation se traduit par la mise en place de l'apprentissage dans trois parcours et la possibilité d'un stage de trois ou quatre mois en troisième année. Elle se matérialise également dans l'accompagnement à la recherche d'un projet de stage *via* des *block-weeks* ou des *job-datings*, qui sont pertinents et à développer, mais aussi à travers l'intervention de professionnels dans la formation. La logique de professionnalisation pourrait être renforcée en élargissant l'apprentissage aux deux premières années de licence et en réfléchissant à son

ouverture dans d'autres parcours. L'ouverture en formation continue pour développer la formation tout au long de la vie gagnerait à être développée. Si la licence AEI s'appuie sur des partenariats pertinents (Chambre de commerce et d'industrie, conseillers du commerce extérieur, etc.), la réalité de l'implication des professionnels ne peut être évaluée en raison de l'insuffisance des informations qualitatives et quantitatives fournies. Ainsi, le dossier d'autoévaluation met en avant le rôle prégnant des enseignants associés sans que leur nombre ou leur répartition par parcours soient précisés. Est également indiquée l'intervention de 45 professionnels assurant un total de cours en licence de 80 heures (en dehors du suivi des stages et des projets), ce qui est particulièrement faible, et un positionnement de leurs interventions en première année alors que la troisième année serait plus pertinente.

L'adossement de la formation à la recherche est effectif mais peut encore être consolidé. Le taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs est acceptable : 24 enseignants-chercheurs interviennent dans la formation, soit 22 % de l'effectif enseignant, et ils assurent 1 030 heures étudiant de la maquette. Outre les éléments de méthodologie intégrés dans des cours, des séminaires de recherche sont ouverts à tous les étudiants et un mémoire correspondant à un travail préparatoire de recherche est possible en troisième année. On peut regretter que cette initiation à la recherche ne soit pas systématisée, mais la formation prévoit de la généraliser dans sa prochaine offre.

La formation bénéficie d'un processus d'évaluation interne institutionnalisé qui doit être poursuivi. Si les éléments qui ressortent du dossier d'autoévaluation font état de données relatives à l'insertion professionnelle, qui ne sont pas transmises, l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants n'est pas mentionnée. Il est donc nécessaire que la formation mette en place un dispositif d'évaluation qui intègre ces éléments. Tel n'est actuellement pas le cas, faute de conseil de perfectionnement, ce qui est particulièrement regrettable pour une formation qui compte plus de 3 000 étudiants.

Le suivi des étudiants n'est pas suffisamment précis. Si les éléments transmis indiquent que les deux tiers des étudiants de la licence poursuivent leurs études en master, des statistiques et une analyse par parcours font défaut. Il est par ailleurs nécessaire de connaître le devenir du tiers des étudiants qui ne poursuivent pas en 2^e cycle.

Les pratiques pédagogiques sont diversifiées, mais l'approche par compétences n'est pas explicitement mise en œuvre. L'effort de diversification des méthodes pédagogiques au sein de la formation doit être souligné (classes inversées, *serious games*, mises en situation : jeux de rôle, projets collectifs, enseignements à distance, etc.). Cette diversification doit être fonction des objectifs d'apprentissage. Ainsi, l'usage de l'enseignement à distance doit-il être lié à un contexte ou un projet spécifique, ce qui n'apparaît pas clairement à la lecture du dossier d'autoévaluation. Par ailleurs, la maquette ne décline pas l'approche par compétences. Cette situation est paradoxale au regard de la mobilisation des responsables de la formation dans la constitution du registre de compétences liées au diplôme. Elle nuit à la reconnaissance du diplôme en limitant son attractivité pour le public relevant de la formation continue. Il est par ailleurs regrettable que l'approche par compétences n'ait pas été développée, alors qu'elle faisait partie d'un engagement de la composante lors de la précédente évaluation, en réponse aux observations du comité d'experts. L'opérationnalité de l'approche par compétences est nécessaire, en formalisant la mise en œuvre des neuf blocs inscrits dans la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) de la formation.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite élevé ;
- Une démarche de professionnalisation marquée ;
- Une forte ouverture à l'international.

Points faibles

- Des lacunes dans le processus d'évaluation interne en raison de l'absence de conseil de perfectionnement ;

- Une connaissance trop vague du devenir des diplômés après la licence ;
- Une absence de formalisation de l'approche par compétences.

Recommandations

- Développer le processus d'amélioration continue en mettant en place un conseil de perfectionnement et en le dotant notamment des moyens d'obtenir des données complètes, afin de les mobiliser au service de cette amélioration continue.
- Améliorer le suivi du devenir des diplômés après la licence, au besoin en se dotant d'une cellule d'enquête.
- S'appuyer sur le référentiel de compétences de la formation pour les traduire dans la maquette.

LICENCE ADMINISTRATION PUBLIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Administration publique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation dite suspendue, correspondant à une troisième année de licence (L3), comprenant un parcours unique : *Préparation aux concours de la fonction publique*. Elle est portée par l'institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau et contient 391 heures étudiant. Elle compte huit étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Administration publique* constitue un dispositif unique de réorientation des étudiants dont l'objectif à plus ou moins court terme est d'intégrer une activité en rapport avec l'intérêt général. Elle est caractérisée par une forte pluridisciplinarité et par une dynamique professionnalisante. L'approche par compétences est à renforcer afin de permettre une ouverture à la formation continue et à l'alternance. Le processus d'évaluation interne doit s'appuyer sur des données plus complètes, la méthodologie de l'évaluation n'ayant pas été respectée dans le dossier d'autoévaluation. Ces données doivent par ailleurs être plus précises afin d'améliorer la réussite et d'accroître l'attractivité de la formation. Les lacunes du dossier d'autoévaluation ne permettent pas d'apprécier la réalité de l'adossement à la recherche. Enfin, l'ouverture à l'international n'est pas développée.

La formation est marquée par une forte pluridisciplinarité et par la diversité des publics accueillis. Elle offre des enseignements de droit public, de science politique, de sciences économiques et de culture générale lors des deux semestres. Cette pluridisciplinarité est bien intégrée dans le contenu de la formation. Sur les 60 crédits ECTS de la licence, 26 sont dévolus à la science politique, 17 sont attribués à des enseignements de droit public, 3 aux sciences économiques, 5 à l'anglais et 3 à la culture générale. Le volume horaire des enseignements (391 heures) est néanmoins faible. La formation est ouverte à un public d'horizons divers (titulaires d'au moins deux années de formation au sein d'un institut universitaire de technologie (IUT), d'un brevet de technicien supérieur (BTS), d'une deuxième année de licence (quelle que soit la mention) ou de deux années de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)). Les données transmises n'apportent pas d'informations concernant l'attractivité de la formation auprès de ces différents publics.

La formation est une filière pertinente dans l'offre de formation de l'établissement. Elle est construite en cohérence avec les autres formations du même cycle, notamment avec la licence *Science politique*. Elle se singularise par sa finalité et ses contenus, qui sont pour partie centrés autour des concours de catégorie A du ministère de l'Économie et des finances, d'attaché territorial et des instituts régionaux d'administration. Même si le public concerné diffère, l'articulation par rapport à la licence *Science politique* n'est pas claire. D'éventuelles mutualisations entre les deux formations ne sont pas indiquées.

La formation s'inscrit dans une démarche de professionnalisation. Elle vise l'insertion des étudiants dans les structures administratives et associatives publiques et privées, que ce soit par concours ou dans le cadre d'un recrutement par voie contractuelle. Un stage de professionnalisation, auquel correspondent 6 crédits ECTS, est ainsi prévu au sixième semestre. La durée du stage n'est néanmoins pas précisée. Par ailleurs, les liens avec les acteurs locaux et nationaux du monde social, économique ou culturel ne sont pas formalisés. Il est regrettable que les étudiants ne bénéficient pas d'une présentation des différents métiers de la fonction publique, notamment à travers l'intervention de personnes y travaillant.

Les lacunes du dossier d'autoévaluation ne permettent pas d'apprécier la réalité de l'adossement à la recherche. Un tel adossement est néanmoins nécessaire au regard de l'adaptation des sujets à l'évolution de l'actualité administrative. La réalisation de brefs mémoires, sur des questions d'administration comparée par

exemple, serait tout à fait pertinente au regard des objectifs de la formation. Par ailleurs, les évolutions en cours au sein de l'administration publique, notamment le développement de thèses convention de formation par la recherche en administration (COFRA) et la possibilité d'effectuer des thèses convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) seraient de nature à justifier cet adossement.

Le processus d'évaluation interne est déficient. Certaines données quantitatives essentielles, telles que le nombre d'enseignants et de professionnels intervenant dans la formation ou l'origine scolaire des inscrits, ne sont pas fournies dans le dossier d'autoévaluation. Les analyses qualitatives et quantitatives d'auto-positionnement font également défaut. L'inscription du pilotage de la licence *Administration publique* au sein de l'ensemble des formations de même niveau gagnerait par ailleurs à être explicitée. Enfin, la formation n'analyse pas la qualité de l'insertion professionnelle après la licence. Elle doit se donner les moyens (par exemple en menant des enquêtes) d'obtenir des statistiques sur l'origine scolaire des étudiants, leur insertion professionnelle et leur poursuite d'études, afin que leur analyse permette d'évaluer la pertinence de la formation.

Le processus de l'amélioration continue est défaillant. Un seul étudiant a participé à l'évaluation des enseignements. Il n'y a pas de conseil de perfectionnement propre à la formation (le compte rendu fourni dans le dossier est celui de l'IEP).

La formation subit une forte perte d'attractivité, qui donne lieu à un effondrement des recrutements, et les taux de réussite sont faibles. L'effectif est en effet passé de 22 étudiants en 2020-2021 à 8 étudiants en 2022-2023, sans que ces données donnent lieu à une analyse en fonction de l'origine scolaire des publics ou du devenir des étudiants (poursuites d'études ou insertion professionnelle). En ce qui concerne le taux de réussite, il est passé de 59 % en 2020-2021 à 50 % en 2022-2023, sans que soient mis en place des dispositifs d'aide à la réussite ou d'aménagement des études. Il paraît nécessaire que ces dispositifs soient développés au niveau de la formation.

L'approche par compétences n'est pas suffisamment mise en œuvre. Elle n'est pas transcrite dans les dispositifs de formation, sous réserve des enseignements méthodologiques et de pratique de la note de synthèse ou de déontologie des agents, qui correspondent à des compétences professionnelles. Cette insuffisance de formalisation nuit à la lisibilité des objectifs de la formation. En outre, les compétences acquises par les étudiants dans le cursus ou en dehors de celui-ci, qui sont fondamentales pour intégrer les métiers publics, ne sont pas valorisées dans le cadre d'un dispositif de type engagement étudiant.

L'ouverture à la formation continue est faible. Le public relevant de la formation continue, qui représentait 18 % de l'effectif de la licence en 2020-2021, a disparu en 2022-2023. La formation s'est détachée de cette cible, malgré l'intérêt qu'elle peut présenter pour des agents publics de catégorie B. Par ailleurs, l'absence d'ouverture à l'alternance est en décalage avec la recherche d'alternants, y compris au niveau de la licence, par les employeurs publics. Afin de renforcer son attractivité et dans une logique de fertilisation croisée, il serait tout à fait utile d'investir ou de réinvestir ces champs.

La formation n'est pas ouverte à l'international. Les éléments transmis ne font pas apparaître de mise en place de dispositifs de préparation à la mobilité entrante ou sortante des étudiants en licence, alors qu'une mobilité sortante constitue un véritable atout pour les étudiants souhaitant intégrer la fonction publique, tandis que l'accueil d'étudiants internationaux permet une ouverture interculturelle utile.

Conclusion

Points forts

- Un dispositif de réorientation unique dans l'écosystème de l'UPEC ;
- Une formation à la pluridisciplinarité marquée.

Points faibles

- Une perte d'attractivité qui se traduit par un effondrement du nombre d'inscrits dans la formation et nuit à la qualité du recrutement ;

- Une faible réussite des étudiants ;
- Un processus d'amélioration continue défaillant ;
- Un processus d'évaluation interne lacunaire et des informations manquantes dans le dossier d'autoévaluation ;
- Des incertitudes sur la réalité de l'adossement à la recherche ;
- Un volume horaire insuffisant ;
- Une mise en œuvre insuffisante de l'approche par compétences ;
- Une absence d'étudiants en formation continue ou en alternance.

Recommandations

- Poursuivre la réflexion déjà engagée sur la faible attractivité de la formation.
- Analyser les raisons de la faible réussite étudiante pour proposer des dispositifs de remédiation appropriés.
- Assurer la qualité du processus de l'amélioration continue par une évaluation effective de la formation et des enseignements et par la mise en place d'un conseil de perfectionnement propre à la formation.
- Procéder à une autoévaluation complète de la formation.
- Garantir l'adossement de la formation à la recherche, par exemple en développant la rédaction de brefs mémoires sur des sujets d'administration comparée.
- Augmenter le volume horaire de la formation.
- Opérationnaliser l'approche par compétences en y associant un référentiel d'évaluation des compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue et à l'alternance.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une perte d'attractivité qui nuit à la qualité du recrutement et se traduit par un effondrement du nombre d'inscrits dans la formation ;
- Une faible réussite des étudiants ;
- Un processus d'amélioration continue défaillant.

LICENCE DROIT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Droit* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend cinq parcours : *Carrières publiques* ; *Droit - parcours général* ; *Filière européenne Jean Monnet* ; *Juriste international* et *Droit et santé - accès santé*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et contient entre 1 594 et 1 766 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 2 582 étudiants et 154 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Droit* est une formation fortement adossée à la recherche. La démarche de professionnalisation est instaurée de manière progressive et adaptée, malgré l'importance des effectifs. Le suivi des poursuites d'études et de l'insertion professionnelle est limité. La formation ne dispose pas de tous les outils permettant la mise en œuvre d'un processus d'amélioration continue fiable. L'ouverture à l'international est faible. L'approche par compétences n'est pas développée, ce qui empêche de mener une réflexion complète sur l'ouverture à la formation continue et à l'alternance.

La licence *Droit* bénéficie d'un bon adossement à la recherche, malgré un encadrement faible en enseignants-chercheurs. La formation à et par la recherche est mise en pratique tout au long du cursus. Le suivi du cours de méthodologie documentaire et universitaire d'une durée de 12 heures est obligatoire. Il s'appuie pour partie sur le service commun de documentation et place les étudiants dans la démarche de recherche dès le début de la formation.

La formation est orientée vers la réussite des étudiants. Malgré le contexte lié à la concurrence des universités parisiennes voisines, la filière est relativement attractive (7,6 candidatures pour une place en 2022-2023). La qualité de l'accompagnement des néo-bacheliers l'intégrant doit être soulignée puisque près de 80 % d'entre eux bénéficient d'un allongement d'études. La mise en place d'un tutorat dès la première année (L1) et d'un cours de méthodologie documentaire et universitaire au premier semestre de la L1 viennent compléter la démarche d'accompagnement de la réussite étudiante. Les taux de réussite obtenus en L1 (35 %), deuxième année (L2 - 57 %) et troisième année (L3 - 75 %) constituent des indicateurs d'une pédagogie de qualité, même si les dispositifs d'innovation pédagogique ne sont pas mentionnés. La valorisation de l'engagement étudiant gagnerait à être harmonisée dans les différents parcours et prise en compte dans les unités d'enseignement (UE).

La licence intègre des éléments de professionnalisation qui doivent être renforcés. Les démarches pertinentes en ce sens sont multiples : échanges avec les acteurs locaux ou nationaux (institutions judiciaires et administratives, barreau, entreprises, etc.), conférences, visites d'institutions, UE de professionnalisation dès la L1, stages optionnels ou obligatoires selon les parcours qui permettent d'associer des professionnels des secteurs visés, mise en place d'un mentorat en L3. Ces initiatives, qui résultent d'une mobilisation forte de l'équipe pédagogique et de la gouvernance, doivent être encouragées. La présence de professionnels parmi les intervenants de la formation doit également être soulignée. L'intervention d'enseignants associés (maîtres de conférences et professeurs associés à temps partiel) serait de nature à renforcer cette logique de professionnalisation. La formation gagnerait également à s'ouvrir à l'apprentissage au regard des nombreuses structures en relation avec le droit qui pourraient être intéressées par le recrutement d'étudiants-apprentis.

Les données permettant le suivi des poursuites d'études et de l'insertion professionnelle des étudiants manquent de précision. Si les éléments transmis dans le dossier d'autoévaluation indiquent des poursuites d'études en master, il manque des éléments quantitatifs ainsi qu'une appréciation qualitative du continuum licence-master. Les données sur l'insertion professionnelle à la suite de la licence font également défaut. La licence doit se

donner les moyens (notamment en mettant en place des enquêtes) d'obtenir des statistiques sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études, afin que leur analyse permette d'évaluer la pertinence de la formation et de ses différents parcours.

Le processus de l'amélioration continue est incomplet. Si l'évaluation interne est mise en place, elle n'est pas réalisée de manière homogène. Elle est soutenue dans le cadre de certains parcours (*Juriste international* notamment) et doit être généralisée. Afin de répondre à cette démarche, il est nécessaire qu'un conseil de perfectionnement, qui existe d'ores et déjà dans certains parcours, soit mis en place au niveau de la licence. Ce point fait partie des perspectives d'amélioration proposées par l'établissement pour l'offre de formation 2025-2030.

L'approche par compétences n'est, pour le moment, pas développée. Elle est néanmoins projetée dans le cadre de la prochaine offre de formation. Sa mise en place permettra de satisfaire à la fois les professionnels et les alternants ou le public de la formation continue dans l'attente d'une réorientation par une validation des acquis de l'expérience (VAE).

L'ouverture à l'international est faible. Certes, l'enseignement d'une langue étrangère est obligatoire dès la L1. Deux langues sont même proposées pour les parcours *Juriste international* et *Filière européenne Jean Monnet*, qui sont orientés vers l'international. L'obligation de passer une certification en langue pour ces deux parcours est nécessaire au regard de leur visée. Néanmoins, aucun double diplôme ou partenariat international n'est en place. Le nombre de mobilités étudiantes est par ailleurs très faible, notamment au regard de l'existence de parcours tournés vers l'international.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche marqué ;
- Une formation orientée vers la bonne réussite des étudiants ;
- Une démarche de professionnalisation progressive dès la L1.

Points faibles

- Une faiblesse du processus d'amélioration continue et une absence de conseil de perfectionnement au niveau de la mention ;
- Une imprécision des données relatives aux poursuites d'études et à l'insertion professionnelle ;
- Une absence de développement de l'approche par compétences ;
- Une insuffisante ouverture à l'international.

Recommandations

- Veiller à la qualité du processus de l'amélioration continue en étendant l'évaluation des enseignements par les étudiants à l'ensemble de la licence et en prévoyant un conseil de perfectionnement propre à celle-ci.
- Se donner les moyens (*via* des enquêtes notamment) d'obtenir des données précises sur les poursuites d'études et l'insertion professionnelle des étudiants.
- Prévoir un référentiel de compétences adapté à la formation de manière à mettre en œuvre l'approche par compétences.
- Développer des partenariats internationaux.

LICENCE ÉCONOMIE ET GESTION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Économie et gestion* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant sept parcours : *Économie et gestion* ; *Économie et management de la santé - accès santé* ; *International Economics and Management* ; *Comptabilité, contrôle, audit* ; *Gestion des entreprises* ; *Informatique et management* ; *Management international*. La formation est co-portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et gestion (SEG) et l'institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est et contient 1 569 heures étudiant, avec des variantes selon les parcours. Elle compte 1 739 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Économie et gestion* est une formation pluridisciplinaire. Elle prépare les étudiants à intégrer des masters. Elle s'appuie sur des méthodes pédagogiques adaptées et un adossement à la recherche de qualité. De plus, elle a su développer des dispositifs d'accompagnement vers l'international, même si les fruits de ses efforts restent encore modestes. Le dispositif « Oui si » et le suivi de l'attractivité de la formation sont également développés pour favoriser l'adaptation au public accueilli issu de diverses filières de baccalauréat. En revanche, les dispositifs de pilotage de la formation sont défaillants et ne lui permettent pas de bénéficier entièrement des effets d'une démarche d'amélioration continue. Bien que cela ne soit pas une priorité de la formation, la professionnalisation est à ce stade peu développée.

L'adossement à la recherche est de qualité, même si le volume d'heures assurées par des enseignants-chercheurs pose question. L'adossement à la recherche est assuré par l'intervention d'enseignants-chercheurs, mais des contradictions dans les informations présentées dans le dossier d'autoévaluation ne permettent pas d'apprécier véritablement leur nombre, leur qualité et le volume des enseignements assurés. La transposition des résultats de leurs recherches dans les enseignements et l'évolution de la maquette de formation ainsi que la réalisation d'un mémoire assurent le lien avec la recherche. Plus particulièrement, la mention consacre une demi-journée de sensibilisation à la recherche (*International day*) et implique les étudiants, notamment à travers la réalisation de supports vidéos pour la WebTV.

La formation, uniquement délivrée en modalité initiale classique, conçoit et met en œuvre des méthodes et un format pédagogiques adaptés aux compétences visées. Les enseignements sont dispensés essentiellement en présentiel et comprennent des cours magistraux, des travaux dirigés, ainsi que des pédagogies plus innovantes (*business game*, projet, classe inversée, etc.). De même, la formation a mis en place des dispositifs cohérents et à même d'assurer le développement à l'international. Le parcours *Management international* est par essence celui qui est le plus concerné : les enseignements en langue anglaise sont progressivement dispensés au cours de la formation. Malgré la mise en place de dispositifs d'information et d'accompagnement des étudiants, la mobilité entrante reste très marginale, alors que la mobilité sortante a progressé de manière significative (de 30 étudiants en 2020-2021 à 50 étudiants en 2022-2023). Ce résultat est encourageant.

L'attractivité de la formation est importante. La formation met en œuvre un dispositif « Oui si » et des innovations pédagogiques pour améliorer la réussite étudiante. Il est cependant regrettable que ces dispositifs ne fassent pas l'objet d'une analyse plus approfondie.

Les dispositifs de pilotage de la formation sont mis en place mais sont peu efficaces. Le conseil de perfectionnement est mené au niveau des différents parcours et non de la mention, sans que ce choix soit justifié. De prime abord, cette configuration ne permet pas d'explorer pleinement les synergies possibles entre les parcours dans une perspective d'amélioration continue. De plus, les comptes rendus fournis interrogent sur la composition exacte des conseils de perfectionnement et sur leur fonctionnement. Les conseils de

perfectionnement des parcours *Comptabilité, contrôle, audit* ou *Gestion des entreprises* ne respectent par exemple pas l'équilibre de composition. Le parcours *Informatique et management* présente le compte rendu du conseil de perfectionnement du master *Management des systèmes d'information*. De plus, les études sur le devenir des étudiants sont trop lacunaires pour établir des conclusions fiables sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. L'évaluation des enseignements n'est pas systématique et les moyens déployés ne permettent pas de disposer de taux de réponse représentatifs.

La professionnalisation, et plus largement l'employabilité de la formation, ne sont pas au cœur des dispositifs pédagogiques. Peu de professionnels assurent des enseignements et sont associés à la vie de la formation. Ils sont peu représentés dans le conseil de perfectionnement. Les stages sont facultatifs. L'apprentissage, essentiellement en troisième année, concerne un faible pourcentage d'étudiants et seulement deux parcours (*Gestion des entreprises* et *Comptabilité, contrôle, audit*), alors que d'autres parcours apparaissent adaptés à cette modalité pédagogique (*Informatique et management* par exemple). Le nombre de contrats d'apprentissage connaît une contraction (71 en 2020-2021, 57 en 2022-2023), notamment pour le parcours *Gestion des entreprises*, sans que celle-ci soit analysée ou expliquée dans le dossier d'autoévaluation. Ce constat est à nuancer selon les parcours : le parcours *Comptabilité, contrôle, audit*, développé en apprentissage, s'appuie sur un partenariat avec l'ordre régional des experts comptables, assurant un lien privilégié avec le monde de l'entreprise.

La formation évoque le manque de moyens humains pour atteindre pleinement ses objectifs. Le manque de moyens humains est notamment mis en avant dans le dossier d'autoévaluation pour justifier l'absence de dispositifs de professionnalisation, tels des stages obligatoires. Cependant, l'absence d'informations quantitatives (nombre des enseignants et répartition des enseignants, enseignants-chercheurs et professionnels) et qualitatives (section du Conseil national des universités (CNU), profession, etc.) ne permet pas d'apprécier cette inadéquation. Le dossier d'autoévaluation indique que les enseignants-chercheurs de l'UFR s'investissent dans la formation et qu'elle autoévalue positivement cet élément mais, de façon contradictoire, les données fournies font état d'une absence d'enseignant-chercheur intervenant dans la formation et d'aucune heure d'enseignement assurée par des enseignants-chercheurs.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche fondé sur des dispositifs variés ;
- Des méthodes pédagogiques innovantes et adaptées ;
- Des dispositifs adaptés au développement de la formation à l'international.

Points faibles

- Des dispositifs de pilotage partiellement défaillants ;
- Une professionnalisation et une employabilité peu documentées.

Recommandations

- Mettre en place des éléments de pilotage et d'amélioration continue de la formation tels que le conseil de perfectionnement, l'évaluation des enseignements et le suivi du devenir des diplômés.
- Améliorer la professionnalisation en renforçant l'apprentissage, les expériences en milieu professionnel, les ateliers de professionnalisation ou les conférences professionnelles.

LICENCE SCIENCE POLITIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Science politique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant quatre parcours, un parcours du même nom que la mention et trois autres parcours : *Science politique à l'international* ; *Science politique - accès santé* et *Parcours préparatoire au professorat des écoles*. Elle est portée par l'institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau et contient 1 353 heures étudiant. Elle compte 502 étudiants et 60 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Science politique* se caractérise par sa forte ouverture à l'international et son adossement à la recherche affirmé. Elle s'inscrit dans une démarche de professionnalisation marquée. L'approche par compétences est en revanche insuffisamment développée. L'ouverture à la formation continue ou à l'alternance est inexistante. Le processus d'évaluation interne, dans une démarche d'amélioration continue, mérite d'être approfondi. L'innovation pédagogique n'est pas organisée.

La formation bénéficie d'une forte ouverture à l'international. Outre l'enseignement proposé de deux à trois langues vivantes selon les parcours, cette ouverture est logiquement très marquée pour le parcours *Science politique à l'international*, qui propose deux doubles licences dans le cadre de dispositifs solides : une licence franco-allemande (avec l'université allemande Leuphana de Lüneburg) et une licence franco-italienne (avec l'université Tor Vergata de Rome). Plus largement, quel que soit le parcours, la formation encourage les mobilités puisque le nombre de mobilités entrantes encadrées a été multiplié par 18 entre 2020 et 2023 et les mobilités sortantes ont plus que doublé au cours de la même période. Pour l'année 2022-2023, c'est plus de la moitié des étudiants inscrits dans ce parcours qui bénéficie d'une mobilité entrante ou sortante (68 mobilités entrantes et 36 sortantes sur 195 inscrits). Ces données témoignent à la fois de l'attractivité internationale de la formation et du dynamisme de la gouvernance pour accompagner les mobilités en mobilisant des dispositifs dédiés. Les éléments transmis ne permettent toutefois pas de connaître les mobilités entrantes et sortantes des enseignants ou des personnels administratifs.

La licence *Science politique* est caractérisée par un adossement à la recherche affirmé. Il se matérialise dans la composition de l'équipe pédagogique, mais aussi dans la réalisation d'un mémoire de recherche en deuxième année (L2) et/ou en troisième année (L3), obligatoire dans certains parcours (*Science politique* et *Science politique - accès santé*). La méthodologie de la recherche constitue un enseignement en tant que tel. Y adjoindre une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie de la recherche serait de nature à compléter le dispositif.

La formation s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation soutenue. Les stages, d'une durée comprise entre 2 et 4 mois, interviennent en L2 et/ou en L3 selon le parcours, et sont obligatoires en L3. Ils peuvent par ailleurs être réalisés en France comme à l'étranger. 30 professionnels interviennent en assurant quelques enseignements dès la L2 (pour un total de 45 heures), mais surtout en encadrant le suivi des stages et des projets. L'intégration des acteurs du monde social, économique et culturel peut être renforcée par le biais de conférences thématiques en relation avec l'actualité des collectivités publiques, ou plus largement de la vie publique. Elle doit reposer sur des interventions en volume horaire plus important en ciblant les modules professionnalisants selon les parcours.

La licence *Science politique* s'inscrit en cohérence dans l'offre de formation de l'UPEC. La formation est construite en complémentarité des autres formations du même cycle, même si son articulation par rapport à la licence *Administration publique* aurait mérité d'être précisée. Il est regrettable qu'aucun des étudiants inscrits

en licence *Science politique* ne soit inscrit administrativement dans un portail commun à plusieurs mentions, dans la mesure où cela limite les possibilités de réorientation en cours de licence. L'individualisation des parcours se matérialise par un choix d'options. Enfin, il serait intéressant de généraliser l'unité d'enseignement d'ouverture qui permet de prendre en compte l'engagement associatif des étudiants à l'ensemble des années de licence.

Le processus d'évaluation interne est limité. De nombreuses données stratégiques ne font pas l'objet d'une analyse qualitative au service de l'amélioration continue. Ainsi, l'analyse de l'attractivité à travers l'évolution des candidatures et des inscriptions des différents types de public n'est pas réalisée. L'impact des taux de réussite sur les dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des études n'est pas davantage analysé. Il en est de même pour l'insertion professionnelle et la nature des poursuites d'études. Le niveau de positionnement et la composition des conseils de perfectionnement doivent être améliorés. Il est en effet nécessaire que les étudiants soient représentés au sein du conseil de perfectionnement de la licence. Par ailleurs, la formation doit disposer de son propre conseil de perfectionnement, ce qui n'est pas le cas.

L'approche par compétences est insuffisamment formalisée. La formation n'est pas encore structurée autour des compétences identifiées dans la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Même si, à travers l'ensemble des parcours, ce sont bien des connaissances et des compétences qui sont acquises par les apprenants, il est particulièrement nécessaire de les formaliser de manière à permettre une meilleure compréhension du contenu de la formation, ainsi que l'ouverture de la formation au public de la formation continue.

L'ouverture à la formation continue est absente. La formation ne permet pas l'accès effectif des publics de la formation continue ou en alternance. Une telle ouverture serait néanmoins de nature à répondre à une demande du public en reprise d'études comme d'employeurs, qu'ils relèvent du secteur public ou du secteur privé. Une réflexion autour de l'ouverture à la formation continue et à l'alternance doit être menée.

L'innovation pédagogique n'est pas organisée. Si les pratiques pédagogiques sont multiples (cours magistraux, projets que doivent réaliser les étudiants, participation à la conférence citoyenne, etc.), leur diversification gagnerait à être davantage formalisée à travers des modules projet dans le cadre des unités d'enseignement. Par ailleurs, s'il est fait état d'innovations pédagogiques assurées par certains enseignants à titre individuel, l'organisation d'un dispositif d'essaimage serait de nature à accélérer et à généraliser leur développement.

Conclusion

Points forts

- Une forte ouverture à l'international ;
- Un adossement à la recherche affirmé ;
- Une dynamique de professionnalisation soutenue.

Points faibles

- Une absence de conseil de perfectionnement au niveau de la mention qui affaiblit l'évaluation interne de la formation ;
- Une approche par compétences insuffisamment formalisée ;
- Des innovations pédagogiques insuffisamment structurées.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention afin de pratiquer systématiquement une analyse qualitative des données dans le cadre de l'évaluation interne de la formation.

- Identifier les compétences développées dans le cadre de la formation, les formaliser dans un référentiel et organiser leur mise en œuvre dans les situations d'apprentissage.
- Mettre en place un dispositif d'essaimage des innovations pédagogiques.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : MANAGEMENT DU SPORT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : management du sport* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation qui ne comporte pas de parcours spécifique. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation et sciences sociales (SESS) - STAPS et contient 1 257 heures étudiant. Elle compte 124 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

Le dossier d'autoévaluation de la licence *STAPS : management du sport* est très lacunaire et les informations disponibles font apparaître de graves faiblesses. L'évaluation de la formation, le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études et l'ouverture à l'international sont trois thématiques peu développées, voire absentes. Le peu d'informations fournies permet de déceler une faible réussite. L'adossement à la recherche est effectif, mais reste à consolider, tout comme l'officialisation de partenariats avec le monde socio-économique et la mise en place de l'approche par compétences.

L'attractivité n'est pas analysée. Le nombre d'étudiants de troisième année (L3) baisse chaque année et passe en deçà de la capacité d'accueil maximale de recrutement en 2022-2023. L'analyse de l'attractivité de la formation n'est cependant pas menée. La capacité d'accueil en deuxième année (L2, 75 étudiants) est supérieure à celle de L3 (60 étudiants), ce qui peut s'expliquer par les prévisions de redoublements. En 2022-2023, 68 étudiants étaient inscrits en L2 et 56 étudiants en L3. Enfin, aucune information ni analyse ne sont disponibles quant à la provenance de ces étudiants et au nombre de personnes réalisant une validation des acquis de l'expérience (VAE) ou s'inscrivant en formation continue. Le nombre d'étudiantes présentes dans la formation a augmenté au cours des trois années, alors que le nombre total d'inscrits dans la formation a stagné.

La réussite est faible, mais aucun dispositif de remédiation n'est proposé. Le dossier d'autoévaluation fait état de 29 diplômés sur les 56 inscrits de L3 pour l'année 2022-2023. Il ne donne pas de précisions sur les résultats obtenus et, en dépit de cette faiblesse de résultats pour 2022-2023, ne propose pas de dispositif de remédiation.

La formation ne bénéficie que d'un faible adossement à la recherche. Cinq enseignants-chercheurs et deux docteurs en sciences humaines et sociales interviennent au sein de la formation, sans que soit précisé le nombre d'heures assurées par ces personnels. Des enseignements intégrant des méthodologies d'enquêtes sont dispensés en L3. Cependant, il n'est fait mention d'aucune unité de recherche pouvant accompagner les étudiants dans la démarche de formation à la recherche.

La formation peine à mettre en place une évaluation des enseignements et de la formation effective. Elle propose deux questionnaires permettant d'évaluer la formation, mais la démarche ne semble pas être finalisée : le dossier d'autoévaluation ne fournit aucune donnée chiffrée autour des résultats des enquêtes d'évaluation de la formation et des enseignements. Aucune information n'est disponible concernant la composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement, et aucun compte rendu de celui-ci, s'il existe, n'est fourni.

La formation ne présente aucun suivi de l'insertion professionnelle et des poursuites d'études des étudiants. Aucune possibilité de poursuite d'études n'est présentée en lien avec l'analyse des forces de la formation sur son territoire. De même, aucune donnée n'est disponible quant à l'insertion professionnelle des diplômés.

La formation propose seulement une correspondance des enseignements de la maquette en lien avec des compétences, sans aborder l'opérationnalisation de l'approche par compétences. Aucune information n'est disponible concernant l'opérationnalisation de l'approche par compétences et l'évaluation de ces compétences. La formation ne présente aucun travail pratique dans sa maquette permettant de mettre les étudiants en situation.

La formation ne s'appuie pas sur des partenariats ou des échanges conventionnés. La formation met en avant différents acteurs du territoire avec qui elle collabore, mais elle n'en présente aucun spécifiquement, ni aucune convention de partenariat, et ne fait pas de lien avec la professionnalisation des étudiants. Elle permet aux étudiants de bénéficier d'expériences professionnelles au cours de l'ensemble de la licence (stage préprofessionnel en première année (L1), régulation et accompagnement de stage en L2, stage et rapport de stage en L3). Le nombre d'heures du stage de L3 n'est pas spécifié.

La formation ne présente aucune ouverture à l'international. Les étudiants suivent des enseignements d'anglais lors des six semestres de la licence (18 heures par semestre en L1 et en L2, puis 20 heures par semestre en L3), mais aucune donnée de mobilité entrante ou sortante d'étudiants et d'enseignants-chercheurs n'est disponible dans le dossier d'autoévaluation.

Conclusion

Point fort

- Des stages et des accompagnements de stages présents chaque année.

Points faibles

- Une absence de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une réussite étudiante faible et non analysée ;
- Un processus d'amélioration continue non opérationnel, avec une absence manifeste de fonctionnement du conseil de perfectionnement et de dispositif efficace d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences qui n'est pas déployée jusque dans l'évaluation des compétences ;
- Une absence d'étudiants de la formation continue ;
- Un manque d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Analyser les causes de la faible réussite et proposer des dispositifs de remédiation.
- Assurer la qualité du processus d'amélioration continue, en mettant en place un conseil de perfectionnement opérationnel et une évaluation effective de la formation et des enseignements par les étudiants couplée à une analyse de la réussite étudiante.
- Opérationnaliser l'approche par compétences et l'associer à un référentiel d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue par la mise en place de l'approche par compétences.
- S'appuyer sur les moyens disponibles afin de dynamiser l'ouverture à l'international.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une absence de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une réussite étudiante faible et non analysée ;
- Un processus d'amélioration continue non opérationnel, avec une absence manifeste de fonctionnement du conseil de perfectionnement et de dispositif efficace d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

LICENCE PROFESSIONNELLE ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DE L'IMMOBILIER

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant trois parcours : *Administration de biens ; Métiers de l'immobilier et éco-construction ; Montage et gestion du logement locatif social*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Droit et contient entre 530 et 606 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 28 étudiants et 33 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier* est très professionnalisante et s'appuie sur des partenariats institutionnels solides impliquant des acteurs de premier plan. La formation, ouverte à un public diversifié visant un projet professionnel relativement précis, est caractérisée par un taux de réussite élevé. L'insertion professionnelle des étudiants est tout à fait bonne, mais elle doit toutefois s'appuyer sur des données plus complètes. L'approche par compétences est néanmoins insuffisamment formalisée. Le dispositif d'évaluation interne doit par ailleurs être renforcé.

La formation est marquée par une très forte professionnalisation qui s'appuie sur des partenariats solides. Ce sont plus particulièrement la fédération française du bâtiment et l'Union des syndicats de l'immobilier (UNIS), première organisation de professionnels de l'immobilier. Ces partenariats permettent l'adaptation des contenus de formation aux évolutions des différents métiers et garantissent l'adéquation entre l'offre de formation et les attentes des secteurs d'activité employeurs. La formation, pluridisciplinaire, comprend un enseignement de l'anglais qui permet de répondre opportunément à l'internationalisation de l'activité. Les intervenants professionnels composent les trois quarts de l'équipe pédagogique et assurent les deux tiers des enseignements. Ils se répartissent dans les trois parcours. Le recours à l'alternance par contrats d'apprentissage et de professionnalisation renforce la professionnalisation. Il est facilité par les partenariats, qui permettent aux parcours *Administration de biens* et *Métiers de l'immobilier et éco-construction*, d'accueillir plusieurs apprentis en contrat d'alternance. Pour les étudiants qui ne suivent pas le cursus en alternance, un stage de quatre mois est obligatoire. La formation permet donc d'acquérir une solide expérience, de nature à faciliter l'insertion professionnelle. Elle gagnerait à intégrer davantage le public relevant de la formation continue et à accueillir de manière effective la validation des acquis de l'expérience (VAE).

La LP est caractérisée par un taux de réussite important. Sur la période évaluée, il varie entre 82 % et 92 %. Ce taux s'explique par un taux d'encadrement élevé, mais également par la spécialisation de la formation, qui attire un public motivé. Les échecs sont expliqués par une inadéquation entre la finalité de la formation et le projet de l'étudiant.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche solide et adapté à ses finalités. Outre l'intervention de sept enseignants-chercheurs spécialistes du droit de l'immobilier, en charge de 161 heures d'enseignement, la formation intègre 45 heures d'initiation à la recherche, ainsi qu'une formation spécifique à la recherche documentaire qui est dispensée par les personnels du service commun de documentation de l'université.

L'attractivité, peu suivie et analysée, tend à baisser. L'information sur la formation s'appuie à la fois sur les vecteurs de communication de l'UPEC et de la composante, et sur les partenariats avec les professionnels du secteur. Si le public est majoritairement originaire de la région parisienne et titulaire d'un brevet de technicien supérieur (BTS) *Professions immobilières* ou *Notariat*, un quart des étudiants provient de bachelors universitaires

de technologie (BUT) *Carrières juridiques* ou de deuxième ou troisième année de licence en droit. Les données transmises dans le dossier d'autoévaluation ne permettent pas d'avoir une idée suffisamment précise du nombre de candidats pour les différents parcours de la formation. Des outils de suivi de l'attractivité doivent être mis en place afin de calculer un ratio candidats/inscrits par parcours. Le déclin de l'attractivité du parcours *Montage et gestion du logement locatif social* interroge. Il n'a pas ouvert en 2022-2023 faute de candidats, ce qui est surprenant au regard des besoins de ce secteur. Un rapprochement avec les composantes formant aux métiers du social, les bailleurs sociaux et les collectivités territoriales doit être envisagé.

La bonne insertion professionnelle est attestée par un dispositif de suivi limité. Une enquête d'insertion indique une insertion professionnelle supérieure à 80 % à 18 mois puis à 30 mois, mais le faible taux de répondants ne permet pas de fournir des données suffisamment fiables. La méthodologie de l'enquête doit donc être améliorée afin de mieux évaluer la qualité de l'insertion professionnelle. La constitution d'un réseau d'*alumni* serait de nature à faciliter ce suivi.

L'approche par compétences, si elle se traduit dans les enseignements, n'est pas complètement aboutie. La démarche de compétences qui est mise en œuvre dans les trois parcours de la formation, avec l'appui des nombreux intervenants professionnels, pourrait apparaître plus clairement. Elle doit se traduire dans la structuration de la formation par la mise en œuvre d'un référentiel de compétences évaluées à travers les situations d'apprentissage. Il est par ailleurs regrettable que les modalités d'accueil et l'ingénierie de la formation ne soient pas présentées et explicitées dans le dossier d'autoévaluation.

L'évaluation de la formation et des enseignements n'est pas formalisée. Malgré la présence d'un conseil de perfectionnement qui se réunit périodiquement et permet de faire évoluer la formation dans une logique d'amélioration continue, il ne ressort pas des éléments transmis que les enseignements ou la formation donnent lieu à une évaluation sous la forme de questionnaires. Ce point doit être amélioré de manière à doter la formation d'un processus d'évaluation interne plus efficace.

Conclusion

Points forts

- Une très forte professionnalisation ;
- Un taux de réussite important ;
- Un adossement effectif à la recherche.

Points faibles

- Une insuffisance des données de suivi de l'attractivité de la formation (en amont) et de l'insertion professionnelle (en aval) ;
- Un dispositif d'évaluation limité ;
- Une approche par compétences incomplète.

Recommandations

- Mettre en place des moyens de suivi, tant des candidatures en vue d'une analyse plus fine de l'attractivité de la formation, que de l'insertion professionnelle.
- Mettre en place des questionnaires d'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants en s'appuyant sur les outils de l'établissement.
- Affiner l'approche par compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE ASSURANCE, BANQUE, FINANCE : CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique, du même nom que la mention. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 27 étudiants et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Assurance, banque, finance : chargé de clientèle* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. À forte dimension professionnalisante, la formation est proposée uniquement en apprentissage et en formation continue. Grâce à un contenu adapté aux métiers visés et des professionnels très engagés, elle facilite l'insertion professionnelle de ses diplômés. Le dispositif d'évaluation interne de la formation est cependant restreint. La formation est également confrontée à une baisse du nombre de candidatures et de son taux de réussite. Son ouverture à l'international est faible et son adossement à la recherche limité.

La formation entretient des relations très solides avec le monde professionnel, en particulier avec le secteur bancaire, et contient de nombreux éléments de professionnalisation. Elle est ouverte en alternance (exclusivement en apprentissage depuis 2021-2022) et accueille également un groupe d'étudiants en formation continue composé de collaborateurs de la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) Banque populaire. Le contenu de la formation est adapté au public visé et permet d'acquérir les compétences professionnelles à la fois commerciales et techniques que doit détenir un chargé de clientèle. La formation conduit à une insertion professionnelle immédiate. Neuf professionnels, dont le profil n'est pas indiqué, sont très impliqués dans la formation en assurant 47 % du volume horaire. Ils sont régulièrement invités à participer à des réunions et à des rencontres professionnelles organisées par la formation. Le fait d'offrir la possibilité aux étudiants de préparer (formation suivie en e-learning financée par l'IUT) et de passer la certification Autorité des marchés financiers (AMF) constitue une réelle valeur ajoutée pour la formation. Elle a noué de nombreux partenariats avec des établissements bancaires et quelques compagnies d'assurance, sans que l'on sache si ceux-ci font l'objet d'une convention. Si le secteur bancaire est bien représenté, celui de l'assurance l'est beaucoup moins. Il pourrait être judicieux de se rapprocher de la fédération France assureurs afin de nouer un partenariat.

Le suivi des diplômés s'effectue uniquement à partir des enquêtes réalisées par l'université. Le taux de réponse est peu élevé (environ 50 %). Bien que la taille réduite de l'échantillon conduise à une prudence dans l'interprétation, on peut constater que la moitié des diplômés a choisi l'insertion professionnelle. Les emplois occupés correspondent bien aux métiers visés par la formation et la durée de recherche d'emploi est extrêmement courte (inférieure à deux semaines). De plus en plus d'étudiants s'orientent toutefois vers une poursuite d'études (50 % des diplômés) dans un master en apprentissage en lien avec la spécialité banque et assurance. La LP ayant une finalité professionnelle, une attention particulière doit être portée à l'analyse de ces résultats et un suivi plus approfondi du devenir des diplômés s'impose.

La qualité du processus d'évaluation interne doit être améliorée. Un conseil de perfectionnement se réunit chaque année, pour chaque groupe (apprentis et public de la formation continue). Sa composition n'est en revanche pas indiquée. Ses travaux ont toutefois permis de faire évoluer la formation (notamment en adaptant la maquette). Les étudiants ne sont pas associés au dispositif d'amélioration continue de la formation, puisque quasiment aucun n'a répondu au questionnaire d'évaluation des enseignements (deux répondants seulement en 2023) et leur participation n'est pas non plus mentionnée dans le compte rendu du conseil de

perfectionnement. Une démarche structurée d'évaluation des enseignements doit être organisée au moyen d'une enquête auprès des étudiants afin d'obtenir un taux de participation élevé, et dont les résultats pourront être présentés et débattus au sein du conseil de perfectionnement en présence de toutes les parties prenantes (membres de l'équipe pédagogique, professionnels et étudiants).

La formation rencontre une baisse d'attractivité et connaît un taux de réussite des étudiants faible. Pour se faire connaître, la formation participe uniquement aux deux journées portes ouvertes organisées par l'IUT. Le public accueilli en formation en apprentissage se compose principalement d'étudiants titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) tertiaire. Le nombre de candidatures a été divisé par deux entre 2020 et 2022. Compte tenu de la réforme du bachelor universitaire de technologie (BUT) qui va raréfier le vivier de candidatures des étudiants des IUT, il s'avère nécessaire de renforcer le dispositif d'information auprès des publics visés. Malgré tout, les candidats sont suffisamment nombreux pour être sélectionnés et constituer un groupe d'étudiants. La capacité d'accueil n'est pas précisée. Quant au taux de réussite au diplôme, il s'élève à 76 % en 2020-2021, 73 % en 2021-2022 et 65 % en 2022-2023. Ni cette baisse progressive, ni ces résultats inférieurs aux taux de réussite observés au plan national ne font l'objet d'une analyse plus approfondie. Aucun accompagnement particulier n'a été mis en place afin de remédier aux difficultés rencontrées par les étudiants.

L'implication des enseignants-chercheurs dans la formation est limitée. L'adossement à la recherche est principalement réalisé grâce à la présence de trois enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique. Ces derniers interviennent dans les enseignements à hauteur de 12 % (56 heures sur 450) et participent à l'encadrement des projets tutorés (150 heures) au cours desquels un cours de méthodologie est assuré. Les règles de déontologie sont également abordées au cours des enseignements. Enfin, une formation à la recherche documentaire est dispensée par les personnels du service de documentation de l'université.

La formation ne présente aucune ouverture à l'international en raison de son objet et de son organisation en alternance. La formation n'a développé aucun partenariat international compte tenu de sa finalité : former des professionnels de la banque et de l'assurance pour le marché local. Elle n'inclut donc aucune mobilité entrante ou sortante. Les étudiants suivent toutefois un cours d'anglais de 30 heures. Ils ont aussi la possibilité de passer le *Test of English for International Communication* (TOEIC), sans que les résultats obtenus fassent l'objet d'une analyse par la formation.

Conclusion

Points forts

- Un programme de formation adapté aux métiers visés ;
- Une forte professionnalisation de la formation ;
- Une bonne insertion professionnelle des diplômés.

Points faibles

- Une hausse du nombre de poursuites d'études ;
- Une attractivité de la formation en baisse ;
- Une faible réussite des étudiants ;
- Un dispositif d'évaluation interne de la formation non abouti.

Recommandations

- Assurer effectivement une insertion professionnelle immédiate après l'obtention du diplôme.
- Engager une réflexion sur la baisse de l'attractivité pour mettre en place les dispositifs de remédiation appropriés.

- Analyser les causes de la faible réussite des étudiants pour mettre en place les dispositifs de remédiation appropriés.
- Améliorer le processus d'amélioration continue en incitant les étudiants à répondre au questionnaire d'évaluation des enseignements et en veillant à ce que leurs représentants participent au conseil de perfectionnement.

LICENCE PROFESSIONNELLE COMMERCE ET DISTRIBUTION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Commerce et distribution* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend deux parcours : *Management du point de vente (MPV)* et *Management de rayon (MR) DistriSup*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 600 heures étudiant dans le premier parcours et 750 dans le second. Elle compte 127 étudiants et 14 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Commerce et distribution* forme des étudiants aux métiers de la distribution. Pour ce faire, elle s'appuie sur des relations riches et diverses avec le monde socio-économique, et pour l'un des parcours, avec le réseau DistriSup. Même si l'approche par compétences reste encore à une forme balbutiante et demande une meilleure appropriation par les équipes, la formation propose des dispositifs de formation adaptés au public visé : les étudiants en apprentissage. Le manque ou la défaillance de dispositifs de suivi et d'analyse de l'attractivité, des enseignements, des étudiants et des diplômés nuit à la mise à la place d'une véritable démarche d'amélioration continue. L'adossement à la recherche reste fragile, bien que la finalité de la formation soit davantage orientée vers la professionnalisation et pourrait bénéficier plus grandement des travaux de l'axe « Performances et responsabilités » de l'Institut de recherche en gestion (IRG). En raison des modalités pédagogiques orientées vers l'apprentissage, la formation est peu ouverte à l'international.

La formation bénéficie de relations nombreuses et solides avec le monde socio-économique. Pour assurer le maillage territorial du parcours MPV, trois partenariats ont été signés avec le groupement d'établissements (GRETA) Métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (METEHOR) Paris 17^e, *Paris School of Technology and Business* et le groupe Institut de gestion sociale (IGS) Paris 10^e. Quant au parcours MR DistriSup, il bénéficie de l'appui du réseau DistriSup, qui regroupe 17 établissements de l'enseignement supérieur et permet une forte proximité avec le monde socio-économique, notamment la Fédération du commerce et de la distribution (FCD). Bien qu'ils soient effectifs de longue date et qu'ils soient très dynamiques, ces partenariats professionnels ne font pas l'objet de formalisations, ce qui est dommage. Les professionnels réalisent 32 % des enseignements cœur de métier.

La formation conçoit et met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées et au format pédagogique approprié pour l'alternance, malgré une appropriation partielle de l'approche par compétences et une absence de déclinaison pour d'autres publics. La maquette pédagogique est structurée en cinq unités d'enseignement (UE) : « Gestion », « Commerce », « Management » et deux UE professionnalisantes. Bien que ces UE puissent faire écho à des compétences et que des dispositifs pédagogiques tels que des *business games* soient déployés dans la formation, l'approche par compétences n'est que très partiellement déclinée dans les modalités pédagogiques et les évaluations. À l'exception des contrats de professionnalisation, qui suivent le même rythme que les contrats d'apprentissage, la formation n'est pas développée à l'attention de la formation continue. Aucune démarche de valorisation d'engagement étudiant ou de portfolio n'est mentionnée. Les compétences informatiques des étudiants sont valorisées au travers de la certification *Google Analytics*, qui s'ajuste davantage au cœur de compétences, sans que le dossier d'autoévaluation justifie ce choix par rapport à d'autres certifications, telles que Pix.

La formation s'inscrit dans les orientations stratégiques de l'établissement en tant que formation professionnalisante largement ancrée dans le territoire. S'inscrivant dans l'axe « Performances et responsabilités » de l'IRG, la LP présente un alignement intéressant entre les recherches menées au sein du laboratoire et le

contenu de la formation, même si cette synergie n'est pas totalement exploitée. Il est toutefois regrettable de ne pas pouvoir apprécier l'articulation avec d'autres formations, notamment le parcours *Marketing et management du point de vente* développé dans le cadre des bachelors universitaires de technologie (BUT) *Techniques de commercialisation*, portés au sein de l'UPEC par les IUT de Créteil-Vitry et Sénart-Fontainebleau.

La formation dispose des moyens humains et financiers pour atteindre ses objectifs, mais elle n'a pas mis en place d'outils de suivi et d'amélioration lui permettant d'assurer efficacement son pilotage. L'équipe pédagogique est composée de 14 personnes : 6 permanents (enseignants et enseignant-chercheur) et 8 professionnels, qui assurent respectivement 48 % et 52 % du volume des enseignements. Il est regrettable que des informations qualitatives ne permettent pas d'apprécier la qualification et l'expertise de l'équipe pédagogique. La formation organise une évaluation des enseignements à laquelle peu d'étudiants prennent part (13 pour l'année 2022-2023). Il est aussi regrettable que la méthodologie retenue pour cette évaluation ne soit pas explicitée et que seul soit indiqué un besoin d'amélioration du taux de réponse, sans mener une analyse détaillée des raisons de la faiblesse de ce taux. La composition du conseil de perfectionnement n'est pas indiquée de manière détaillée. Le compte rendu fourni, indiquant « conseil de perfectionnement DistriSup », laisse supposer que celui-ci n'est pas mené au niveau de la mention et se substitue à d'autres dispositifs ou instances de pilotage (conseil de département et jurys pédagogiques notamment). Par ailleurs, si les flux d'inscriptions sont sensiblement stables sur la période et indiquent une bonne attractivité de la formation, leur analyse n'a en revanche pas été menée, ce qui apparaît surprenant au regard de la disparition du diplôme universitaire de technologie (DUT). En effet, le vivier de candidatures est dorénavant composé essentiellement d'étudiants disposant d'un brevet de technicien supérieur (BTS), et plus marginalement d'étudiants ayant validé un bac + 2, sans que des données quantitatives soient indiquées. La mise en œuvre d'une CVthèque permet d'accompagner les potentiels étudiants dans la recherche de leur contrat d'apprentissage. La formation suit la réussite et le devenir des étudiants au cours des conseils pédagogiques. Les données, lacunaires concernant la réussite des étudiants, ne permettent pas d'en établir une appréciation. Des enquêtes sur le devenir des étudiants sont fournies, mais le taux de réponse appelle à la plus grande prudence quant à l'interprétation des résultats. L'insertion professionnelle est bonne (86 % des diplômés sont en emploi après 18 mois dans l'enquête de 2022, mais elle n'a reçu que 31 réponses) et répond au fort besoin d'emploi pour ces métiers.

Malgré l'inscription dans les problématiques d'un axe du laboratoire de recherche, la formation bénéficie d'un adossement fragile à la recherche. En effet, il est étonnant de noter l'intervention d'un seul enseignant-chercheur pour un volume horaire de 25 heures alors que le dossier d'autoévaluation indique par ailleurs que « l'équipe pédagogique compte plusieurs enseignants-chercheurs ». Conformément aux pratiques en 1^{er} cycle, l'adossement à la recherche se résume à des présentations de recherche dans des enseignements et à la réalisation d'un mémoire. Celui-ci exige un travail reposant sur des hypothèses de recherche qui sont étoffées par des études (recherche documentaire, *benchmarking*, études qualitatives et/ou quantitatives). La réalisation de ce mémoire est encadrée et s'appuie sur des ateliers d'accompagnement à la recherche documentaire.

La formation est peu ouverte à l'international. La dimension internationale se limite à l'enseignement d'une langue étrangère pour un volume de 20 heures en demi-groupe, sans cours disciplinaires dispensés en langue étrangère. Cela s'explique par les modalités retenues pour l'alternance, qui sont peu compatibles avec l'international.

Conclusion

Points forts

- Des relations étroites avec le mode socio-économique ;
- Des pédagogies adaptées à l'objectif de professionnalisation ;
- Un ancrage territorial fort.

Points faibles

- Des éléments de pilotage et d'amélioration continue de la formation (conseil de perfectionnement, évaluation des enseignements, suivi de l'attractivité, suivi des étudiants, etc.) absents ou défectueux ;

- Un adossement à la recherche fragile ;
- Une ouverture à l'international limitée.

Recommandations

- Mettre en place des éléments de pilotage et d'amélioration continue de la formation, notamment le conseil de perfectionnement, l'évaluation des enseignements, le suivi de l'attractivité et le suivi des diplômés.
- Renforcer l'adossement à la recherche.
- Développer la dimension internationale de l'enseignement.

LICENCE PROFESSIONNELLE E-COMMERCE ET MARKETING NUMÉRIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *E-commerce et marketing numérique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend un seul parcours, du même nom que la mention. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 585 heures étudiant. Elle compte 154 étudiants et 19 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *E-commerce et marketing numérique* forme des étudiants aux métiers du marketing digital. Cette formation à visée professionnalisante conjugue des enseignements théoriques, opérationnels et des mises en situation pratiques, notamment à travers les projets et l'alternance. Elle offre un bon taux de réussite et son attractivité est en hausse. Il est cependant regrettable que les dispositifs de pilotage ne soient pas pleinement efficaces pour bénéficier des effets positifs de l'amélioration continue. La formation est peu ouverte à l'international.

La formation s'inscrit dans la politique de l'établissement en répondant à un objectif de professionnalisation. Elle offre un maillage territorial important puisqu'elle est proposée sur quatre sites : à l'IUT sur les campus de Sénart et de Fontainebleau, à l'école *Paris School of Business* (PSB) et à l'institut de gestion sociale (IGS) Paris 10^e. Avec l'arrivée des bachelors universitaires de technologie (BUT), un groupe disparaît : les étudiants d'IUT poursuivant en troisième année du BUT *Techniques de commercialisation*, parcours *Marketing digital*. La formation qualifie les débouchés professionnels de « peu ou prou les mêmes », sans justifier l'intérêt de maintenir une LP sur un an.

La formation entretient des relations riches et solides avec des réseaux d'affaires locaux. Neuf professionnels, experts dans leur domaine de spécialisation, assurent des enseignements tels que le droit du numérique, l'affiliation et le référencement, ou la création de sites internet. Il est cependant dommage de ne pas lister clairement ces partenariats, ni d'en proposer une formalisation. La formation accueille ainsi 99 étudiants en 2020-2021, 104 étudiants en 2021-2022 et 151 étudiants en 2022-2023 en contrat d'apprentissage, et quelques étudiants en contrat de professionnalisation. La constitution d'une CVthèque des étudiants admissibles dans la formation permet de mettre en relation professionnels et étudiants. Les candidats admis sont accueillis en alternance dans des petites et moyennes entreprises (PME), des petites et moyennes industries (PMI), des start-ups, des agences de communication, ainsi que des grandes entreprises.

La formation dispose des moyens humains et des infrastructures pour atteindre ses objectifs. La maquette est structurée autour de cinq unités d'enseignement (UE) mêlant des aspects théoriques et opérationnels, complétées par deux UE pratiques. Les méthodes pédagogiques fondées sur l'usage du numérique sont orientées vers cet objectif de professionnalisation et incluent des projets ou des réalisations concrètes, telles que la réalisation d'un site internet. La certification Pix étant jugée mal adaptée aux étudiants de cette formation, la formation *Google Analytics* leur est proposée. Aucune démarche de portfolio n'est mentionnée. La formation dispose des salles informatiques et des logiciels nécessaires à ses enseignements.

L'adossement à la recherche est conforme aux attendus en la matière et reprend des dispositifs traditionnels. Quatre enseignants-chercheurs assurent 170 heures sur les 585 heures de la maquette. Ils mobilisent leurs recherches dans le cadre de leurs enseignements et s'inscrivent dans l'axe « Performances et responsabilité » de l'Institut de recherche en gestion (IRG). Un séminaire de recherche est proposé dans le cadre de l'UE « Les fondamentaux du marketing digital » et des ateliers méthodologiques sont réalisés par un maître de

conférences. Ceci concourt à accompagner les étudiants dans la réalisation d'un mémoire, qui constitue une première approche de la recherche. Compte tenu de l'objet de la LP, les étudiants sont sensibilisés à la question de la vie privée et de l'usage des données personnelles.

La formation a mis en place des dispositifs pour assurer son pilotage, mais ceux-ci sont dysfonctionnels. Ainsi, l'évaluation des enseignements a été déployée, mais quelques retours seulement sont collectés et ne permettent pas une véritable réflexion autour de l'évolution des méthodes et des contenus pédagogiques. Dans la même perspective, la formation dispose d'un outil de collecte du devenir des étudiants. Le trop faible taux de réponse ne permet pas d'en tirer quelque conclusion que ce soit. Il est dommage que la méthodologie employée n'ait pas été décrite ni analysée dans le dossier d'autoévaluation. La formation devrait engager une réflexion sur ces aspects méthodologiques. Le devenir des diplômés est également apprécié à travers des points *alumni* et des petits-déjeuners. La formation indique également un désir plus fort des étudiants de poursuivre vers des études en master, sans que soient fournies des informations quantitatives ou qualitatives. De même, le conseil de perfectionnement, dont la composition énoncée répond aux exigences en la matière (répartition des membres entre enseignants, enseignants-chercheurs, professionnels et étudiants) n'est pas mené au sein de la mention : le compte rendu laisse supposer qu'il est mis en place au niveau de la composante, ce qui ne permet pas d'assurer pleinement la qualité du processus d'amélioration continue.

La formation est peu ouverte à l'international. Elle offre à ses étudiants un enseignement d'anglais en demi-groupe de 20 heures par semestre. Une proposition de passage de la certification *Test of English for International Communication* (TOEIC) est faite, sans que l'analyse de la participation et des résultats de ce dispositif soit proposée. Ce choix se justifie par les modalités de mise en œuvre de l'alternance.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante ;
- Un bon taux de réussite ;
- Une attractivité en croissance.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement partiellement établi ;
- Une faible implication des étudiants dans l'évaluation des enseignements et le suivi du devenir des diplômés ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Organiser le conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Réfléchir aux aspects méthodologiques pour favoriser l'implication des étudiants dans les dispositifs de pilotage (évaluation des enseignements et suivi du devenir des diplômés).
- Améliorer l'ouverture à l'international de la formation, notamment en renforçant le passage de certifications.

LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT DES PROCESSUS LOGISTIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Management des processus logistiques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique : *Responsable exploitation*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 600 heures étudiant. Elle compte 18 étudiants et 14 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Située à Sénart au cœur d'un pôle d'excellence logistique, la LP *Management des processus logistiques* occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. La formation présente de nombreux éléments de professionnalisation et ses relations avec le monde socio-économique sont solides. Elle affiche un taux d'insertion professionnelle de ses étudiants convenable, de 60 % en 2023. Elle dispose par ailleurs d'un processus d'évaluation interne comprenant l'évaluation des enseignements par les étudiants et la tenue d'un conseil de perfectionnement. En revanche, le taux de réussite des étudiants demeure faible malgré l'accompagnement mis en place. La diminution des effectifs est le signe d'une baisse d'attractivité de la formation. Elle n'est pas ouverte à l'international. Son adossement à la recherche reste limité.

La formation est marquée par la forte implication des professionnels et par un degré de professionnalisation élevé des étudiants. Les professionnels du secteur du transport et de la logistique jouent un rôle essentiel dans la formation. Celle-ci a su développer un réseau solide de partenaires du monde socio-économique. Les professionnels sont associés à l'évolution de la formation pour mieux répondre aux besoins du secteur du transport et de la logistique, et ainsi favoriser l'insertion professionnelle des étudiants. Ils sont présents dans les réunions pédagogiques de la formation et proposent régulièrement des évolutions de contenus ou encore des sujets de projets tutorés. 10 professionnels interviennent dans des modules d'enseignement cœur de métier, pour un volume horaire de 300 heures sur 450 comprises dans ces modules. La formation est proposée en apprentissage. Cette formule a séduit 82 % des étudiants inscrits entre 2020-2021 et 2022-2023. Les étudiants en formation initiale classique doivent pour leur part réaliser un stage de 16 semaines. Par ailleurs, les thèmes abordés dans le cadre des projets tutorés permettent de diversifier l'expérience professionnelle des étudiants en mobilisant les connaissances et les compétences acquises au cours de la formation. En collaboration avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Évry Val d'Essonne, un module de préparation à l'insertion professionnelle est proposé aux étudiants. Bien que la formation ait déjà accueilli quelques inscrits en formation continue, l'accès de ce public à la LP devrait être facilité par le découpage de la formation en blocs de compétences, qui a été adopté.

La formation dispose d'un processus d'évaluation interne lui permettant d'évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Les étudiants sont sollicités à deux reprises afin de répondre à un questionnaire d'évaluation relatif à la formation (100 % de répondants en 2022-2023). La formation dispose par ailleurs d'un conseil de perfectionnement comprenant notamment des étudiants et des personnalités extérieures à la formation. Il se réunit chaque année pour analyser les résultats de la formation, identifier les axes d'amélioration, proposer des évolutions de contenus et des modalités d'enseignement, et ainsi contribuer à son évaluation interne.

Les résultats de l'enquête annuelle conduite en interne confirment la bonne insertion professionnelle des diplômés de la LP, mais ils montrent aussi une hausse du nombre de poursuites d'études. La plupart des diplômés occupent un emploi dans le secteur du transport et de la logistique, dans un métier visé par la formation. Les

compétences acquises en LP permettent donc une réelle adéquation entre la formation et l'emploi en répondant aux attentes et aux exigences du secteur d'activité. En revanche, l'équipe pédagogique n'a pas mené de réflexion afin de mieux comprendre l'augmentation du nombre de poursuites d'études, alors que l'objectif de la LP est de conduire les étudiants vers l'emploi immédiatement à l'issue de la formation.

La formation présente un taux de réussite faible. Le taux de réussite au diplôme s'élève à 74 % en 2021, 63 % en 2022 et 61 % en 2023. Ces données ne sont pas analysées dans le dossier d'autoévaluation. L'accompagnement des étudiants en difficulté est assuré par le responsable de formation tout au long de l'année, mais aussi par les intervenants en fonction des lacunes décelées. La baisse du taux de réussite au fil des années indique que cet accompagnement est insuffisant.

L'attractivité de la formation n'est pas réellement suivie et doit être renforcée. Pour se faire connaître, la formation dispose d'une plaquette accessible en ligne sur le site internet de l'UPEC. Ses représentants participent à la journée portes ouvertes de l'IUT. Une baisse des effectifs est constatée en 2023, certainement en raison de la mise en place du bachelor universitaire de technologie (BUT).

L'adossement de la formation à la recherche est relativement limité, mais il existe. La formation maintient un lien avec la recherche grâce à l'intervention de deux enseignants-chercheurs, qui participent aux enseignements de la LP à hauteur de 19 % du volume horaire total. Le pilotage de la formation est également assuré par un enseignant-chercheur. Par ailleurs, une sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie est réalisée dans le cadre des cours où la méthodologie du travail universitaire est abordée.

L'internationalisation de la formation est quasi inexistante. La formation ne fait état d'aucun partenariat international spécifique et ne compte aucune mobilité entrante ni sortante, difficilement conciliable avec le rythme de l'alternance. En revanche, l'enseignement de l'anglais et de deux autres langues étrangères (espagnol et allemand) à hauteur de 90 heures au total (20 % du volume horaire hors projets tutorés), permet aux étudiants d'acquérir les compétences linguistiques essentielles à leur insertion professionnelle pour faire carrière dans le secteur de la logistique et pour évoluer vers des postes à responsabilités. Les étudiants ont également la possibilité de passer le *Test of English for International Communication* (TOEIC), sans que les résultats obtenus fassent l'objet d'une analyse par la formation.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation des diplômés en adéquation avec les attentes du secteur du transport et de la logistique, avec une forte implication des professionnels ;
- Un bon processus d'évaluation par les étudiants.

Points faibles

- Des taux de réussite des étudiants faibles et en baisse, sans analyse de cette situation ni proposition de dispositifs de remédiation ;
- Une baisse de l'attractivité de la formation ;
- Des poursuites d'études en hausse.

Recommandations

- Mener une réflexion sur la faiblesse et la baisse des taux de réussite des étudiants afin de mettre en place un dispositif de remédiation approprié.
- Renforcer les actions d'information pour assurer l'attractivité et la pérennité de la formation.
- Analyser les raisons des difficultés rencontrées par la formation pour assurer une insertion professionnelle immédiate.

LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Management et gestion des organisations* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique : *Management opérationnel des entreprises*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 550 heures étudiant. Elle compte 68 étudiants et 38 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Management et gestion des organisations* forme des étudiants au management de proximité, hybride et agile. Elle complète adéquatement l'offre de formation de l'UPEC et est ouverte aux sportifs de haut niveau. Un groupe d'apprentis porté par le Groupement d'établissements (GRETA) Métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (METEHOR) vient compléter le groupe classique de l'IUT Sénart-Fontainebleau. La formation s'appuie sur l'approche par compétences et développe une pédagogie innovante tournée vers les enjeux sociétaux. Elle est dotée d'un solide réseau de partenaires associatifs et institutionnels, et d'entreprises. Elle dispose de toutes les ressources pour atteindre ses objectifs. Le positionnement de cette LP dans le nouvel environnement académique résultant de la mise en place des bachelors universitaires de technologie (BUT) est toutefois ambigu et le dossier d'autoévaluation n'indique pas comment est envisagé le renforcement de l'insertion professionnelle immédiate dans cette formation marquée par d'importantes poursuites d'études.

Un important réseau de partenaires impliqués dans la formation contribue à l'adaptation des contenus et à l'innovation pédagogique. La LP s'appuie sur une équipe pédagogique mixte comprenant 50 % d'enseignants-chercheurs et 50 % d'intervenants professionnels. Quatre enseignants-chercheurs assurent 200 heures de formation sur les 550 heures de la maquette. La LP dispose d'un important réseau de partenaires associatifs et institutionnels (Association nationale des directeurs de ressources humaines d'Île-de-France (ANDRH IDF), association Laboratoire ressources humaines (Lab RH), institut Érasme et managers intervenants dans le diplôme) et d'entreprises (Banque nationale de Paris (BNP) Paribas, Panhard, Total, Safran, Quick Burger King, La Poste, Orange, Vinci, etc.). Le référentiel de compétences a été construit dans le cadre du comité de pilotage avec les partenaires, ce qui devrait garantir une très bonne employabilité. Les principaux partenaires de la formation participent au conseil de perfectionnement : ils contribuent à la discussion sur les évolutions à opérer et prennent part aux jurys de projets et aux enseignements. Ceux-ci intègrent des thématiques très actuelles à propos desquelles les étudiants doivent disposer de connaissances (intelligence artificielle, enjeux environnementaux et climatiques) en mobilisant l'ensemble de l'équipe pédagogique et en recourant à des supports et des méthodes pédagogiques diversifiés (*masterclass, learning expedition, massive online open courses (MOOC), cas pratiques*). La maquette évolue régulièrement. 50 heures d'enseignement peuvent être suivies à distance. Les étudiants disposent d'un enseignement de méthodologie du projet tutoré de 40 heures.

L'approche par compétences est pensée pour accompagner un public étudiant diversifié vers la réussite. L'approche par compétences est largement développée par les deux co-directeurs de la formation, qui en sont spécialistes. Elle permet une bonne lisibilité de la formation. En 2020-2021, 60 étudiants étaient inscrits (dont 51 en contrat d'apprentissage, 4 en contrat de professionnalisation et 5 stagiaires de la formation continue), leur nombre a légèrement augmenté les années suivantes. La formation permet la validation des acquis de l'expérience (VAE, entre 2 et 6 chaque année) et la validation des acquis professionnels (VAP, entre 1 et 3 chaque année). Les candidatures proviennent d'étudiants internes (diplôme universitaire de technologie (DUT) *Gestion des entreprises et des administrations* de l'IUT Sénart-Fontainebleau) et de candidats extérieurs provenant d'autres DUT tertiaires, d'étudiants titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS), ainsi que d'étudiants ayant validé une deuxième année de licence (L2) dans une mention du domaine des sciences

humaines et sociales. La stratégie de communication de la formation est fortement axée sur l'approche par compétences, permettant aux étudiants d'apprécier l'adéquation de la formation proposée à leurs attentes. Elle est ouverte aux stagiaires de la formation continue en reconversion afin d'accroître leur employabilité. Le taux de réussite est élevé (95 % en 2021, 91 % en 2022).

La formation intègre les grands enjeux auxquels les managers sont confrontés et une dimension internationale.

Elle est organisée autour de cinq unités d'enseignement totalisant 450 heures de cours et 100 heures de projet, ainsi que 50 heures en autonomie. Elle complète le dispositif de formation au management (BUT, master) de l'UPEC. Elle accueille majoritairement des apprentis (90 %) et quelques stagiaires de la formation continue (10 %) en reconversion professionnelle. Elle dispose d'un très bon adossement à la recherche dans le champ disciplinaire des sciences de gestion. Les responsables de formation sont impliqués dans la vie scientifique et développent des recherches autour de l'innovation pédagogique. Les étudiants bénéficient d'un cours de méthodologie de la recherche de 12 heures. Ce cours permet d'aborder les bases de la démarche de recherche, d'amorcer une réflexion sur la qualité des ressources documentaires (en lien avec les personnels de documentation) et de sensibiliser les étudiants à l'éthique à travers le sujet des droits d'auteur. Il est prévu d'étendre le traitement de la thématique éthique aux ressources humaines, à travers le sujet de l'inclusion. La formation n'inclut pas de mobilité étudiante, bien que celle-ci soit possible. Les étudiants bénéficient d'une préparation au *Test of English for International Communication* (TOEIC) et disposent d'un accès à une plateforme digitale en ligne de l'UPEC pour travailler en autonomie une ou plusieurs autres langues vivantes (espagnol, italien, allemand, etc.).

La formation, pensée en complémentarité des autres formations de l'établissement au management, dispose d'un bon vivier de recrutement, mais l'insertion professionnelle des étudiants est différée.

L'UPEC propose plusieurs formations au management, en 1^{er} et en 2^e cycle (BUT *Gestion des entreprises et des administrations* parcours *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités*, licence *Économie et gestion* parcours *Management international*, masters en management). Cette LP complète le dispositif en proposant un diplôme qui permet d'améliorer l'employabilité des étudiants de niveau bac + 2, en particulier les titulaires d'un BTS tertiaire, afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail. Le nombre de dossiers s'est régulièrement accru jusqu'à 250 pour un peu plus de 60 places au total. 90 % des étudiants, en proportion à peu près égale, sont titulaires avant l'entrée en LP d'un DUT tertiaire (*Gestion des entreprises et des administrations* et *Techniques de commercialisation*) ou d'un BTS tertiaire. Les 10 % restants sont des étudiants de la formation continue ou issus d'une L2. La mise en place du BUT a conduit les responsables de formation à faire le choix de flécher les étudiants internes (DUT *Gestion des entreprises et des administrations*) vers la troisième année de BUT parcours *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités* et de réserver la LP *Management et gestion des organisations* aux candidatures externes. Cette décision questionne le positionnement de la formation et le choix de ses responsables. Les deux groupes d'étudiants présentent quelques écarts au niveau des taux de poursuite d'études et d'insertion professionnelle : pour les diplômés 2020 du groupe du centre de formation d'apprentis (CFA) METEHOR, le taux de réussite s'élève à 100 %, celui de poursuite d'études à 53 % et le taux d'insertion à 30 mois à 71 % ; pour l'autre groupe, le taux de réussite est de 96 %, avec 62 % de poursuite d'études et un taux d'insertion à 30 mois de 78 %. Le taux de poursuite d'études interroge pour une formation tournée vers l'insertion professionnelle, car il est anormalement élevé.

Le pilotage de la formation est concerté, mais les étudiants ne sont pas associés au conseil de perfectionnement.

Le pilotage de la formation est multi-niveau et associe les partenaires socio-professionnels de la formation, très représentés au conseil de perfectionnement, comme l'atteste son dernier compte rendu. En revanche, ce dernier ne mentionne pas la participation des étudiants, laquelle constitue pourtant une obligation.

Conclusion

Points forts

- Un réseau de partenaires institutionnels et d'entreprises important et engagé ;
- Une expertise des responsables de formation dans l'approche par compétences ;
- Un contenu régulièrement ajusté pour répondre au besoin permanent d'évolution des compétences.

Points faibles

- Un manque de clarté sur le positionnement de la formation par rapport au BUT *Gestion des entreprises et des administrations* ;
- Un taux anormalement élevé de poursuite d'études ;
- Une absence d'informations sur la nature des poursuites d'études ;
- Une absence d'étudiants au sein du conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Clarifier la place de la formation dans son environnement académique, rendue ambiguë par l'ouverture du BUT.
- Engager une réflexion sur le taux de poursuite d'études anormalement élevé pour cette formation à vocation immédiatement professionnalisante et sur les dispositifs à mettre en œuvre pour assurer l'insertion professionnelle directement à l'issue du diplôme.
- Documenter la nature des poursuites d'études.
- Mettre en conformité la composition du conseil de perfectionnement en y intégrant des étudiants.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information concernant la place de la formation dans son environnement académique, rendue ambiguë notamment en raison de l'ouverture du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* ;
- Manque de précisions sur les dispositifs envisagés pour renforcer l'insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ : CONTRÔLE DE GESTION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 600 heures étudiant, dont une cinquantaine d'heures en autonomie. Elle compte 85 étudiants et 19 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de la gestion et de la comptabilité : contrôle de gestion*, portée par l'IUT Sénart-Fontainebleau, se déroule non seulement à l'IUT sur le site de Fontainebleau, mais aussi, grâce à des partenariats, au Groupement d'établissements (GRETA) Métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (METEHOR), pour un public issu uniquement de la formation continue, et à l'École nationale d'organisation économique et sociale (ENOES), école de l'expertise comptable et de l'audit à Paris. Le groupe d'étudiants porté par l'IUT suit la formation uniquement en apprentissage et présente un taux de réussite élevé. La formation est toutefois fragilisée par le déploiement des bachelors universitaires de technologie (BUT). Son adossement à la recherche est très limité. Les diplômés sont de plus en plus nombreux à poursuivre leurs études après la LP. Le dispositif d'évaluation interne de la formation doit également être renforcé et amélioré.

La formation est marquée par une bonne implication des professionnels et par un degré de professionnalisation élevé des étudiants. Elle est uniquement ouverte en alternance, avec des effectifs étudiants importants, répartis en trois groupes sur trois sites différents. L'alternance partagée sur une semaine permet aux étudiants d'être en entreprise régulièrement et de ne pas connaître de coupure avec la formation. Les maîtres d'apprentissage sont invités à participer à la réunion de rentrée et à deux autres réunions pédagogiques pour faire le bilan de la formation. Les thèmes abordés dans le cadre des projets tutorés correspondent à de véritables situations professionnelles. 11 professionnels participent aux enseignements de la LP en assurant 30 % du volume horaire. La formation a obtenu par ailleurs le soutien du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

La formation affiche des taux de réussite élevés. Ils s'élèvent à 89 % en 2020-2021, 92 % en 2021-2022 et 89 % en 2022-2023. On peut en revanche regretter le manque de données et d'informations permettant d'analyser plus précisément ces taux. L'accompagnement personnalisé, assuré par un tuteur pédagogique et le maître d'apprentissage, peut avoir contribué à la réussite des étudiants.

L'adossement à la recherche de la formation est très insuffisant. Un seul enseignant-chercheur participe aux enseignements de la LP à hauteur de 38 heures, ce qui représente 7 % du volume horaire. Le pilotage de la formation est d'ailleurs assuré par ce même enseignant-chercheur, rattaché à l'Institut de recherche en gestion de l'UPEC. Aucune formation à l'initiation à la recherche n'est dispensée. La méthodologie du travail universitaire est abordée uniquement dans le cadre de la rédaction du mémoire de projet tutoré et du mémoire professionnel. Les règles qui permettent de garantir l'intégrité scientifique sont également rappelées. Enfin, une séance dédiée à la recherche documentaire est réalisée par les personnels du service de documentation de l'université.

La qualité du processus d'évaluation interne doit être améliorée. Le dossier d'autoévaluation fait référence à la mise en place d'un conseil de perfectionnement, dont la composition et les missions ne sont toutefois pas indiquées. 7 étudiants sur 85 inscrits dans la formation ont répondu à un questionnaire d'évaluation en 2023. Même si ce taux de réponse est très insuffisant, les résultats de cette évaluation ne sont pas analysés par le

conseil de perfectionnement, rien n'étant mentionné dans le dossier d'autoévaluation à ce sujet. De plus, le compte rendu de réunion fourni ne correspond pas à celui du conseil de perfectionnement.

Le taux de poursuite d'études est trop élevé pour une LP. Il s'élève à 75 % selon l'enquête 2022 sur l'insertion professionnelle des diplômés 2020 (11 répondants sur 83) et à près de 63 % selon l'enquête réalisée à 12 mois par la formation. Les poursuites d'études sont nombreuses. Ces données approximatives interrogent sur la réalité de l'insertion professionnelle à l'issue de la formation et témoignent de la nécessité de prévoir un dispositif d'analyse plus approfondi du devenir des diplômés.

L'attractivité de la formation ne peut pas être mesurée en raison du manque de données chiffrées. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas le nombre de candidatures reçues, ni la procédure de recrutement suivie. On ne sait pas non plus quel a été l'impact de l'ouverture du BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, et plus particulièrement de son parcours *Contrôle de gestion et pilotage de la performance*, dont l'existence devrait, selon le dossier d'autoévaluation, conduire à terme à la disparition de la LP. Pour se faire connaître, la formation dispose d'une plaquette de présentation accessible sur le site internet de l'établissement et sur la plateforme de dépôt des candidatures en ligne (CANEL). Elle participe aux journées portes ouvertes organisées par l'IUT. Elle est également représentée par des étudiants ambassadeurs dans de nombreux salons et forums de l'étudiant.

L'organisation et le pilotage de la formation ne sont pas clairement présentés. Le dossier d'autoévaluation n'indique pas la manière dont est organisée et pilotée la formation au niveau des trois sites : l'IUT à Fontainebleau, le GRETA METEHOR et l'ENOES à Paris.

La formation n'a pas développé de politique d'ouverture à l'international en raison de son organisation en alternance. Son rythme d'alternance (trois jours en entreprise et deux jours en formation chaque semaine) ne permet pas d'envisager de mobilité internationale. Les étudiants ont toutefois suivi un cours d'anglais de 70 heures au cours de l'année universitaire 2022-2023.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation développée grâce à l'alternance ;
- Des taux de réussite élevés.

Points faibles

- Un adossement à la recherche insuffisant ;
- Un taux de poursuite d'études élevé ;
- Un positionnement ambigu par rapport au BUT *Gestion des entreprises et des administrations*, et plus particulièrement son parcours *Contrôle de gestion et pilotage de la performance* ;
- Une faiblesse des dispositifs de suivi du parcours des étudiants, du suivi des candidatures à celui de l'insertion professionnelle ;
- Des ambiguïtés concernant le processus d'évaluation interne et l'existence, la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche en augmentant la participation des chercheurs et des enseignants-chercheurs.

- Engager une réflexion sur les poursuites d'études et les dispositifs à mettre en œuvre pour assurer une insertion professionnelle effective à l'issue de la formation.
- Clarifier le positionnement de la LP par rapport au BUT *Gestion des entreprises et des administrations*.
- Renforcer les dispositifs de suivi des étudiants.
- Organiser une évaluation efficace des enseignements et mettre en place un véritable conseil de perfectionnement.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité de l'adossement à la recherche insuffisante (part des enseignants-chercheurs et formation à et par la recherche) ;
- Des poursuites d'études trop nombreuses ;
- Un positionnement ambigu par rapport au BUT *Gestion des entreprises et des administrations* ;
- Une faiblesse des dispositifs de suivi et d'analyse du parcours des étudiants, depuis les candidatures à l'insertion professionnelle ;
- Un manque d'informations concernant le processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement, évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA GRH : ASSISTANT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la GRH : assistant* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation d'une durée d'un an et comportant deux parcours : *Assistant/manager RH* et *Gestionnaire paie et administration du personnel*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 550 heures d'étudiant. Elle compte 95 étudiants et 52 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de la GRH : assistant* complète le dispositif de formation à la gestion des ressources humaines de l'UPEC, même si sa cohabitation avec le parcours de troisième année *Gestion et pilotage des ressources humaines* du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Gestion des entreprises et des administrations*, porté par le même IUT, peut questionner dans la durée, d'autant plus que la formation est une LP suspendue (sans flux naturel entrant). Elle dispose d'un adossement à la recherche activé dans le cadre de la formation des étudiants, de toutes les ressources nécessaires, ainsi que d'une reconnaissance forte par la gouvernance de l'université des personnels impliqués. La formation se caractérise par une professionnalisation marquée, grâce à des relations solides avec le monde professionnel, mais qui ne débouchent pas sur une insertion professionnelle directe après l'obtention du diplôme. Le taux de poursuite d'études est en effet anormalement élevé (72 % en 2020 pour un des parcours) pour une LP. Malgré le point de vigilance noté lors de la précédente évaluation de la formation, ce taux a, depuis, augmenté.

Les enseignants sont fortement impliqués dans l'innovation pédagogique. Les équipes pédagogiques mettent en œuvre une diversité d'innovations pédagogiques en s'appuyant sur des pédagogies actives et multimodales et le dispositif Ed Tech, tout en mobilisant les partenaires économiques. Ceux-ci ne requièrent pas de recherche de financements. En revanche, la formation n'accueille pas de professeurs invités, démarche qui pourrait permettre une ouverture vers d'autres pratiques et d'autres thématiques, et apporter une dimension internationale à la formation.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche, qui pourrait être amélioré en alimentant une réflexion sur la valeur scientifique des informations et des données, ainsi qu'en s'ouvrant à la déontologie professionnelle. Quatre enseignants-chercheurs, par ailleurs impliqués dans diverses activités scientifiques, assurent 250 heures d'enseignement (50 % des heures pour chaque parcours). Les étudiants bénéficient d'une formation à et par la recherche via trois séances de quatre heures de méthodologie de la recherche, ce qui est rare pour une LP. Les étudiants sont amenés à rédiger un mémoire de recherche (18 crédits ECTS sur les 60 composant le diplôme), ce qui leur permet de se familiariser avec l'identification d'une problématique de recherche. La réalisation d'une revue de littérature et la mise en œuvre d'une méthode de collecte et de traitement des données favorisent le développement d'une approche scientifique. La formation intègre également un volet de sensibilisation à l'intégrité scientifique (respect des droits d'auteur) et pourrait être étendue à l'usage des outils d'intelligence artificielle, ainsi qu'à la déontologie professionnelle, en développant une réflexion sociétale du rapport à l'information. Le dossier d'autoévaluation ne précise pas la manière dont sont encadrés les mémoires de recherche, ni les modalités de leur évaluation.

La formation dispose d'un réseau de partenaires important qui assure l'adéquation de son contenu aux besoins du marché du travail, mais qui ne permet pas d'intégrer les étudiants dans un emploi à l'issue de la diplomation. Il n'est pas précisé si ces partenariats ont donné lieu à des conventions. La LP *Métiers de la GRH : assistant* a une vocation d'insertion professionnelle : elle est dispensée en formation en alternance (majoritairement en

apprentissage) et en formation continue. Elle dispose de partenariats professionnels de qualité (association professionnelle Lab RH, Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH) Île-de-France). Ceux-ci apportent une véritable valeur ajoutée et contribuent à l'alignement effectif des contenus de formation aux besoins du monde socio-économique. Les partenaires ont contribué à la construction des référentiels de compétences dans le cadre d'un comité de pilotage et les 48 professionnels assurent 250 heures de cours (soit 50 % des enseignements). Cependant, malgré une communication *via* des supports reprenant les compétences visées, les objectifs de la formation et les débouchés professionnels, le taux d'insertion professionnelle directement après la diplomation est faible. En effet, le taux de poursuite d'études est anormalement élevé pour une LP et a beaucoup augmenté depuis la dernière évaluation de la formation (qui l'avait déjà souligné comme un point d'attention). Le taux de poursuite d'études du parcours *Assistant/manager RH*, qui était de 55 % en 2019-2020, est passé à 72 % en 2020-2021. Le parcours *Gestionnaire paie et administration du personnel* compte quant à lui 30 % de poursuites d'études en 2020-2021. Ces données interrogent sur la capacité de la formation à préparer l'insertion professionnelle immédiate des étudiants (le dossier d'autoévaluation ne donne pas d'informations sur les éventuels dispositifs prévus pour améliorer l'insertion professionnelle à l'issue du diplôme) et sur la nature des liens avec les partenaires, dans la mesure où la formation se déroule en alternance (avec un objectif, atteint en 2022-2023, de 20 contrats d'alternance par groupe, soit 80 pour les quatre groupes). À titre d'exemple, en 2021-2022, 75 étudiants disposent d'un contrat d'apprentissage et 13 d'un contrat de professionnalisation, un choix destiné à faciliter l'employabilité des étudiants à l'issue de l'obtention du diplôme, sans que cela porte ses fruits.

La formation est attractive, mais son positionnement par rapport au BUT *Gestion des entreprises et des administrations* est ambigu. Elle reçoit en moyenne 400 candidatures par an pour une centaine de places. Le nombre de candidatures est relativement stable. Bien que le dispositif ne soit pas spécifiquement adapté à la formation continue, la formation accueille chaque année entre 9 et 23 stagiaires de la formation continue entre 2020-2021 et 2022-2023. Les étudiants proviennent très majoritairement du diplôme universitaire de technologie (DUT) *Gestion des entreprises et des administrations* de l'UPEC, alors que la majorité des candidats détient un brevet de technicien supérieur (BTS - 220 candidats, soit 65 %). Parmi les candidats restants, deux profils se dessinent : des détenteurs de DUT (30 % des candidatures) et de deuxième année de licence (5 % des candidatures). Seuls 10 % des étudiants en provenance d'un BTS intègrent finalement la formation. La réforme des BUT devrait redistribuer la nature de ces flux. Il n'en demeure pas moins qu'on voit mal comment la LP se positionne désormais par rapport au parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* que porte également l'IUT.

Le pilotage de la formation est attentif, mais il s'effectue sans l'implication des étudiants. La formation dispose de toutes les ressources nécessaires (recrutement d'un deuxième maître de conférences, fléchage de deux postes de professeurs associés et achat de matériel pédagogique) et d'un processus d'évaluation interne fondé sur des enquêtes, mais les taux de réponse sont très faibles. Ils ne permettent qu'une exploitation limitée des résultats. Le pilotage intègre une étude de la soutenabilité financière pour les prises de décision relatives aux modifications de maquettes et au nombre de groupes. Le conseil de perfectionnement, en faisant intervenir des professionnels du secteur des ressources humaines (également partenaires de la formation), permet de s'assurer de la bonne adéquation de la formation aux attentes des acteurs socio-économiques. Il débouche sur une évolution des contenus d'enseignement. Cependant, l'absence d'étudiants prenant part à ce conseil constitue une limite importante au pilotage éclairé de la formation.

La formation ne débouche pas sur une véritable ouverture internationale. Bien que la LP soit attractive, elle n'entraîne que peu de mobilités entrantes (6 sur 95 étudiants en 2022-2023) et ne donne lieu à aucune mobilité sortante. Les contraintes liées à l'alternance contribuent à expliquer cette très faible mobilité internationale. Les étudiants bénéficient cependant d'une sensibilisation à la gestion internationale grâce à un module d'enseignement de 16 heures de management interculturel. Elle pourrait être renforcée afin d'accroître l'ouverture internationale et d'affirmer la sensibilisation des étudiants aux problématiques de gestion des ressources humaines internationales.

Conclusion

Points forts

- Une participation des enseignants-chercheurs aux enseignements de qualité ;
- Un réseau développé de partenaires impliqués dans l'évolution et l'évaluation de la formation ;
- Une forte innovation pédagogique ;
- Une attention portée, dans le cadre du pilotage, à la soutenabilité financière, et une adéquation des ressources aux besoins.

Points faibles

- Un taux de poursuite d'études anormalement élevé et en accroissement ;
- Un positionnement ambigu par rapport au parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations* ;
- Une absence d'étudiants au sein du conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Maintenir un taux de poursuite d'études inférieur à 50 % afin de respecter la visée professionnalisante de la formation, en menant une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer l'insertion professionnelle immédiate à l'issue de la formation.
- Clarifier le positionnement de la LP par rapport au parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations*.
- Intégrer les étudiants au conseil de perfectionnement.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations concernant les éventuels dispositifs prévus pour améliorer l'insertion professionnelle immédiate après l'obtention du diplôme ;
- Besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP par rapport au parcours *Gestion et pilotage des ressources humaines* du BUT *Gestion des entreprises et des administrations*.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'ENTREPRENEURIAT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'entrepreneuriat* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 16 étudiants et 12 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'entrepreneuriat* forme des étudiants en alternance aux métiers de l'entrepreneuriat en intégrant fortement l'innovation pédagogique, grâce à des partenariats et à une approche contemporaine tenant compte des enjeux sociétaux. Malgré la diversité des parcours initiaux des étudiants, elle affiche un taux de réussite élevé, mais elle souffre d'un manque d'informations concernant les trajectoires professionnelles des diplômés. La formation offre un accompagnement étroit aux étudiants, mais avec seulement deux enseignants-chercheurs intervenant dans la formation, elle confie une trop faible part des enseignements aux enseignants-chercheurs. Elle adopte une démarche d'amélioration continue en révisant régulièrement ses contenus pour mieux s'adapter aux besoins des étudiants et du marché du travail.

La LP est bien intégrée dans l'offre de formation et articulée avec les autres formations de l'UPEC, ce qui lui confère stabilité et coopération. Elle a pour objectif de former aux métiers de l'entrepreneuriat, pour une insertion professionnelle immédiate. Elle est adossée au département Gestion des entreprises et des administrations et à la Maison de l'innovation et de l'entrepreneuriat étudiant. Elle vise les activités de dirigeant (créateur et repreneur) de structures de taille modeste, mais aussi le métier de chargé d'affaires dans des établissements consulaires, associatifs ou bancaires spécialisés, ou encore cadre dans des petites et moyennes entreprises (PME). Elle est proposée en apprentissage (12 à 15 contrats d'apprentissage par an, ce qui reste un petit groupe) et est ouverte à la formation continue, mais un seul étudiant en a bénéficié au cours de la période. Elle est marquée par une stabilité de ses effectifs. La formation est organisée autour de six unités d'enseignement (UE), dont une UE de projet tutoré et une UE d'activité en entreprise. Deux enseignants-chercheurs assurent 72 heures de formation, ce qui est peu et nécessiterait d'être accru.

Le pilotage de la formation est marqué par une démarche d'amélioration continue. Celle-ci s'appuie sur le conseil de perfectionnement (une réunion par an) auquel participe un représentant des étudiants. Il n'est pas précisé si des professionnels y participent également. Les propositions d'ajustement des contenus sont régulièrement mises en œuvre pour s'adapter au public visé et à ses difficultés. L'approche par compétences n'a pas été mise en œuvre au cours de la période évaluée, mais la maquette de formation a été revue pour l'intégrer en 2023-2024 et elle est en cours de discussion avec l'équipe pédagogique. Des échanges à plusieurs niveaux (équipe de direction et conseil du département) et avec les équipes pédagogiques enrichissent le pilotage de la formation. La mise en œuvre des propositions issues du conseil de perfectionnement pourrait être davantage formalisée pour permettre un suivi dans le temps et une application efficace des ajustements recommandés.

Des apprentissages professionnels soutenus par l'innovation pédagogique et des partenariats conduisant à une approche contemporaine de l'entrepreneuriat pourraient être mobilisés pour renforcer l'ouverture et l'esprit critique au sein de la formation. La LP dispose d'un ancrage solide dans l'univers de l'entrepreneuriat : partenariat avec la Maison de l'innovation et de l'entrepreneuriat étudiant, réseau de partenaires important (le réseau d'entreprises MatériauPôle, le Mouvement pour les jeunes et les étudiants entrepreneurs (MOOVJEE),

l'Économie sociale et solidaire (ESS) Club, etc.). La formation aborde les enjeux sociétaux contemporains de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de raréfaction des ressources dans le cadre de leur intégration au projet entrepreneurial. L'insertion professionnelle est facilitée par la participation à des concours, l'organisation de forums (forum des anciens, des métiers). L'innovation pédagogique est très présente dans la formation et particulièrement diversifiée : participation à un hackathon et à un jeu d'entreprise, réalisation d'une Fresque du climat, concours pitch, utilisation d'outils de créativité, etc. Elle contribue à développer chez les étudiants des qualités d'entrepreneurs. Les étudiants bénéficient d'un accompagnement étroit dans leurs projets par le responsable de formation et de tutorats. Les étudiants disposent de 32 heures par an d'enseignement de l'anglais et d'une formation au management interculturel, qui pourrait être étendue à la sensibilisation à l'entrepreneuriat international. La formation ne donne pas lieu à des mobilités.

La part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs est trop faible, ce qui nuit à l'adossement de la formation à la recherche. Il n'y a que deux enseignants-chercheurs dans la formation, aussi le nombre d'heures étudiant de la maquette assuré par des enseignants-chercheurs n'est-il que de 72 sur le total de 600 heures, soit seulement 12 %. Sept heures permettent d'initier les étudiants à la recherche (participation à des conférences de chercheurs et présentation des méthodes d'enquêtes par questionnaire et entretien). L'ajout d'un cours de méthodologie, envisagé par le responsable de formation, devrait renforcer la sensibilisation à la recherche. Il pourrait également constituer un support au développement de l'esprit critique et permettre d'accroître le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant.

La formation présente une hétérogénéité forte des parcours initiaux et un taux de réussite élevé, mais son dossier d'autoévaluation ne permet pas d'obtenir une connaissance fine des trajectoires professionnelles. La formation est destinée à des étudiants dont le parcours initial ne permet pas d'intégrer le parcours *Gestion, entrepreneuriat et management d'activités* du bachelier universitaire de technologie (BUT) GEA, par manque de fondamentaux ou de projet structuré de création d'entreprise. Les candidatures proviennent pour 90 % du bassin parisien avec une origine de formation très hétérogène : deuxième année de licence (L2) en institut d'administration des entreprises (IAE), en histoire ou en littérature ; diplôme universitaire de technologie (DUT) *Gestion des entreprises et des administrations, Techniques de commercialisation, Gestion logistique et transport* ou *Carrières sociales* ; brevet de technicien supérieur (BTS) *Gestion de la paie* ou *Gestion immobilière*. Le taux de réussite au diplôme au cours de la période est compris entre 71 % (en 2021-2022) et 100 % (en 2020-2021 et en 2022-2023). Lors de la précédente évaluation, il constituait un point de vigilance, sur lequel un travail a été réalisé. Le taux d'insertion professionnelle à 18 mois est de 75 % et de 80 % à 30 mois, avec un salaire moyen de 2 320 euros (enquête à 30 mois) pour les étudiants diplômés en 2019. Les données ne sont pas fournies pour les autres années. Celles sur la nature de l'insertion des étudiants gagneraient à être affinées (part de création d'entreprises, de reprise d'entreprises, métiers du conseil, etc.), comme cela avait été suggéré lors de la précédente évaluation.

Conclusion

Points forts

- Un ancrage fort dans le réseau socio-professionnel ;
- Une insertion professionnelle de qualité ;
- Un pilotage et un suivi des étudiants attentifs ;
- Une diversité des pratiques pédagogiques.

Points faibles

- Une trop faible part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs ;
- Un suivi limité du devenir des étudiants.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs.
- Suivre plus finement le devenir des étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une trop faible part des enseignements confiés à des enseignants-chercheurs.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'IMMOBILIER : TRANSACTION ET COMMERCIALISATION DE BIENS IMMOBILIERS

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend un seul parcours : *Activités immobilières*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 21 étudiants et 17 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'immobilier : transaction et commercialisation de biens immobiliers* s'intègre dans la stratégie de formation de l'UPEC, particulièrement dans son objectif de professionnalisation. La formation affiche de très bons taux de réussite. Ses liens avec le monde socio-économique sont solides et permettent une forte professionnalisation des étudiants grâce à l'alternance (majoritairement en apprentissage). Toutefois, la LP est fragilisée par la mise en place des bachelors universitaires de technologie (BUT) : il est difficile d'apprécier son attractivité et son objectif d'insertion professionnelle. La réalité de l'insertion professionnelle effective et des poursuites d'études est mal connue. De plus, l'adossement à la recherche est faible et la qualité du processus d'évaluation interne et d'amélioration continue est limitée.

La formation affiche de très bons taux de réussite. Ils s'élevaient à 96 % en 2020-2021, 90 % en 2021-2022 et 86 % en 2022-2023. Les étudiants non diplômés ont abandonné.

Le lien entre la formation et le monde social et économique est largement démontré, et le degré de professionnalisation des étudiants est très élevé. 10 professionnels interviennent dans la formation et assurent 210 heures équivalent travaux dirigés (30 % du volume de la maquette). Leurs profils, très diversifiés, correspondent au cœur de métier de la LP, et la responsable de la formation est une ancienne professionnelle du secteur. La formation est uniquement ouverte en alternance, ce qui renforce encore ses liens avec le monde socio-économique. Les maîtres d'apprentissage sont invités lors des réunions de rentrée. À l'issue de la formation, les diplômés bénéficient de la délivrance de la carte professionnelle d'agent immobilier et d'administrateur de biens et syndic.

L'attractivité pose question depuis la mise en place des BUT. Le dossier d'autoévaluation précise simplement que la formation s'adresse principalement à des étudiants ayant validé une deuxième année de licence (L2) en droit, en sciences économiques ou en administration économique et sociale qui souhaitent orienter leur parcours en professionnalisant leur cursus grâce à l'alternance, et ainsi faciliter leur insertion en entreprise. Aucune donnée n'est fournie concernant l'origine des étudiants entrants. Le dossier d'autoévaluation mentionne 200 dossiers de candidature (ce nombre est en baisse), sans que soient précisées les données exactes. En revanche, les effectifs sont stables au cours de la période : 23 étudiants en 2020-2021, 20 en 2021-2022 et 21 en 2022-2023.

L'adossement à la recherche de la formation est faible. Seul un professeur agrégé du secondaire (PRAG) ayant un doctorat en droit assure 15 heures équivalent travaux dirigés pour un total de 600 heures d'enseignement. La LP est dirigée par un professeur associé à temps partiel (PAST), sans que l'on sache quel est son cœur de compétences en recherche. Une maîtresse de conférences qui enseignait dans la formation a quitté celle-ci.

sans que son départ soit expliqué. L'adossement à la recherche de la formation se résume à des formations à la recherche documentaires et à de la sensibilisation à l'intelligence artificielle dans le cadre du projet tuteuré.

Les outils de pilotage et de suivi ne sont ni assez développés, ni exploités de manière formelle. Un conseil de perfectionnement se réunit chaque année, et le compte rendu indique les améliorations à prendre en compte. Cependant, le taux de réponse au questionnaire d'évaluation des enseignements par les étudiants reste faible et peu exploitable. Les outils de suivi indiquent qu'une petite moitié des diplômés s'insère sur le marché du travail dans le secteur de l'immobilier.

L'organisation pédagogique doit être retravaillée, tant concernant la diversification des dispositifs pédagogiques qu'à propos de l'approche par compétences. La formation est structurée en suivant une logique disciplinaire. Elle n'intègre pas l'approche par compétences. De plus, la certification Pix et l'utilisation du portfolio sont absentes. La diversité des pratiques pédagogiques est peu développée.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite très élevé ;
- Une ouverture exclusive à l'alternance ;
- Un lien solide entre la formation et le monde social et économique.

Points faibles

- Un positionnement peu clair, avec une concurrence créée par la mise en place des BUT, qui interroge sur le bien-fondé du maintien de cette LP et sur son objectif d'insertion professionnelle ;
- Un manque d'adossement à la recherche, avec notamment une quasi-absence d'enseignants-chercheurs dans la formation ;
- Une qualité du processus de l'amélioration continue mal assurée, avec des étudiants qui ne participent pas au processus d'évaluation de la formation et des enseignements via les outils mis à disposition.

Recommandations

- Engager une réflexion sur la place de cette LP dans un environnement marqué par la mise en place des BUT.
- Renforcer l'adossement à la recherche, notamment en octroyant une place plus conséquente aux enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique.
- S'inscrire dans le processus de l'amélioration continue en clarifiant le pilotage, les modalités de l'évaluation interne et la participation des étudiants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un positionnement peu clair, avec une concurrence créée par la mise en place des BUT, qui interroge sur le bien-fondé du maintien de cette LP et sur son objectif d'insertion professionnelle ;
- Un manque d'adossement à la recherche, avec notamment une quasi-absence d'enseignants-chercheurs dans la formation ;
- Une qualité du processus d'amélioration continue mal assurée, avec des étudiants qui ne participent pas au processus d'évaluation de la formation et des enseignements via les outils mis à disposition.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU COMMERCE INTERNATIONAL

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du commerce international* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant trois parcours : *Gestionnaire de flux internationaux, administration des ventes et achats ; Commercial export et e-commerce cross bordering ; Coordonnateur de flux internationaux et gestion douanière*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 550 heures étudiant. Elle compte 88 étudiants et 24 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers du commerce international* s'inscrit dans les orientations pédagogiques de l'UPEC, en proposant une formation spécifique à la douane. Pour ce faire, elle s'appuie sur des relations importantes avec le monde socio-économique et un dispositif pédagogique centré sur l'alternance. Suite à la mise en place du bachelor universitaire de technologie (BUT), son attractivité a baissé et la lisibilité de la formation dans l'offre de formation de l'UPEC a perdu en clarté. Le manque d'outils et de dispositifs de suivi et d'analyse des étudiants nuit à la mise en place d'une amélioration continue de la formation. Même si la LP a une vocation essentiellement professionnalisante, elle reste une formation universitaire, et à ce titre, son adossement à la recherche est trop faible. Tournée vers l'apprentissage essentiellement, la formation est peu ouverte à l'international.

Le lien entre la formation et le monde socio-économique est largement démontré en s'appuyant sur une organisation en alternance (à 90 % en apprentissage). L'ensemble de la formation est dispensé en alternance, ce qui est un point fort. De nombreux vacataires et professionnels (19 vacataires) interviennent dans les trois parcours. Ces vacataires sont accompagnés dans l'élaboration des contenus à enseigner et la posture professionnelle de l'enseignant à adopter par les enseignants permanents. Cela peut aller jusqu'à la co-construction de cours et l'animation conjointe des deux ou trois premières séances de cours.

La formation est pertinente, mais son positionnement a perdu en clarté suite à la mise en place du BUT. Les candidatures sont en baisse (une vingtaine à une quarantaine de dossiers reçus en moins selon les parcours en fin de période, pour un total de 100 à 200 dossiers reçus en début de période). Le recrutement est externalisé à un partenaire (le Groupement d'établissements (GRETA) Métiers du tertiaire, de l'hôtellerie et de la restauration (METEHOR)) qui ne dispose pas de statistiques relatives aux dossiers reçus. Le dossier d'autoévaluation indique que ce partenariat avec le GRETA METEHOR au lycée Honoré de Balzac dans le XVII^e arrondissement de Paris rencontre des difficultés. La nature de celles-ci n'est pas spécifiée. Elles ont entraîné la création d'un nouveau partenariat, signé en décembre 2023, avec l'École supérieure du commerce extérieur (ESCE) pour accueillir les étudiants du parcours *Coordonnateur de flux internationaux et gestion douanière*. La proposition d'ouvrir la possibilité de validation de la LP en deux ans pose un problème de lisibilité de la formation, et pose question au regard de l'existence du parcours *Business International* du BUT *Techniques de commercialisation* qui se déroule justement en deuxième et en troisième années. Les 30 % d'adaptation locale permettraient par exemple d'intégrer au programme pédagogique national des heures spécialisées en douane, et renforceraient ainsi la visibilité du BUT au détriment de la LP.

La formation mène les étudiants à la réussite, mais il n'est pas possible d'apprécier l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études des diplômés. Le taux de réussite des étudiants s'élève à 90 %, hormis en 2021-2022 où il a chuté à 73 % dans le parcours *Commercial export et e-commerce cross bordering*. Néanmoins, la dégradation du niveau des candidats, mise en avant dans le dossier d'autoévaluation, est préoccupante. Le taux d'insertion professionnelle n'est pas indiqué. Si des enquêtes à 6 mois sur le devenir des étudiants existent, sans qu'aucun

chiffre ne soit donné, aucune enquête formelle à 30 mois n'est effectuée pour la LP *Métiers du commerce international*.

L'approche pédagogique est un enjeu en transformation afin de suivre la logique de l'approche par compétences et de diversifier les dispositifs pédagogiques. En effet, la formation n'est pas organisée par compétences, mais à partir d'une évaluation des savoirs en approche programme. La formation ne propose aucune certification Pix ni de e-portfolio durant le parcours de l'étudiant.

L'adossment à la recherche demeure faible du fait de la présence réduite des enseignants-chercheurs. La LP *Métiers du commerce international* est pilotée par un responsable de formation (permanent), une directrice des études (permanente) et un responsable des projets tutorés (intervenant extérieur). On ne compte qu'un seul enseignant-chercheur (maître de conférences associé) intervenant au sein de la formation. Il assure 28 heures étudiant, ce qui est trop faible pour une formation universitaire.

Les outils de pilotage et de suivi sont peu développés ou insuffisamment explicités. Le suivi de l'insertion professionnelle par la formation ne permet guère de connaître cette insertion. En effet, l'enquête Eduniversal, sur laquelle se base essentiellement la formation pour obtenir des retours sur les résultats des enquêtes auprès des étudiants, indique que le nombre de réponses des étudiants est très faible : 17 étudiants sur 88. Le système d'écoute des étudiants n'est pas géré directement par la formation ou n'est pas clairement détaillé. Le conseil de perfectionnement se réunit une fois par an. Le dernier fait état de grandes difficultés financières ayant conduit à la fermeture du groupe en formation initiale classique et de dysfonctionnements entre la LP et le BUT *Techniques de commercialisation*, qui porte un parcours *Business International* depuis la réforme du BUT. Cette situation est préoccupante.

L'ouverture à l'international est peu développée, alors qu'elle devrait être centrale au vu des disciplines enseignées dans la LP. La formation répond aux exigences linguistiques (105 heures de langues par étudiant). L'enseignement de l'anglais est obligatoire, et la deuxième langue vivante peut être l'espagnol ou le chinois. Tous les étudiants passent le *Test of English for International Communication (TOEIC)*. Bien que les mobilités internationales soient difficiles à mettre en place dans une formation en alternance, il est possible de proposer des cours en langue étrangère ou des mobilités courtes, d'ailleurs encouragées par l'Union européenne pour les apprentis.

Conclusion

Points forts

- Un taux de réussite élevé ;
- Une LP ancienne, qui dispose d'une certaine reconnaissance dans le secteur du commerce international ;
- Une formation professionnalisante, en alternance et bénéficiant de l'implication de nombreux professionnels.

Points faibles

- Un positionnement qui n'est plus clairement identifiable avec la mise en place du BUT *Techniques de commercialisation* et son parcours *Business International* ;
- Une perte d'attractivité et un amoindrissement du vivier de recrutement suite à l'ouverture du BUT ;
- Un très faible adossment à la recherche ;
- Un manque de données relatives à l'insertion professionnelle fournies par une enquête interne ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Mener une réflexion sur le positionnement de la LP au sein de l'offre de formation existante.
- Prendre en charge les données relatives au recrutement et au suivi des étudiants, et analyser ces données.
- Assurer un adossement à la recherche en renforçant notamment la part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique.
- Mesurer et analyser l'insertion professionnelle.
- Structurer la formation en blocs de connaissances et de compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un positionnement qui n'est plus clairement identifiable avec la mise en place du BUT *Techniques de commercialisation* et son parcours *Business International* ;
- Une perte d'attractivité et un amoindrissement du vivier suite à l'ouverture du BUT *Techniques de commercialisation* ;
- Un très faible adossement à la recherche ;
- Un manque de données relatives à l'insertion professionnelle fournies par une enquête interne.

LICENCE PROFESSIONNELLE TECHNICO-COMMERCIAL

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Technico-commercial* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comporte un parcours unique : *Commercialisation des produits et services industriels*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 17 étudiants et 16 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Technico-commercial* propose une formation professionnalisante qui s'inscrit dans les orientations de l'UPEC relatives au développement de la professionnalisation et à la multidisciplinarité. La formation permet à des étudiants diplômés d'un bac + 2 scientifique de compléter leur profil en développant une compétence commerciale. La formation, entièrement dispensée en alternance (exclusivement en apprentissage durant les trois dernières années évaluées), atteste que ce profil d'étudiants répond à une attente des entreprises et renforce le lien avec les acteurs du monde socio-économique. Néanmoins, la formation est fragilisée par la mise en place du bachelor universitaire de technologie (BUT), le taux de réussite est faible et les outils de suivi et d'amélioration continue auraient gagné à être renforcés et améliorés.

Le lien entre la formation et le monde socio-économique est solide. Il est favorisé par l'alternance, puisque chaque étudiant est encadré par un maître d'apprentissage en entreprise. De plus, les entreprises partenaires participent à la définition des modalités d'évaluation (aucune information n'est cependant développée expressément dans le dossier d'autoévaluation). Au total, 33 semaines sont dédiées à l'expérience professionnelle, équivalant à 20 crédits ECTS.

L'attractivité de la formation pose question. Alors que la formation constituait jusqu'alors une poursuite d'études attractive pour les titulaires de diplômes universitaires de technologie (DUT) secondaires, la mise en place du BUT déstabilise le vivier de recrutement de cette formation. La baisse du nombre de dossiers de candidatures en témoigne (171 dossiers en 2020-2021, 189 en 2021-2022 et 137 en 2022-2023). La sélection prend en compte l'origine de baccalauréat des étudiants et le fait qu'ils aient validé un bac + 2 dans une filière scientifique. Cependant, le dossier d'autoévaluation ne comporte aucune donnée chiffrée relative à l'origine universitaire des étudiants admis dans cette LP depuis que le BUT a été ouvert. Le vivier est uniquement constitué d'étudiants titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) et de candidats au parcours atypique ayant un projet de réorientation professionnelle.

Les effectifs de la formation sont limités et le taux de réussite est relativement bas. La formation présente des effectifs réduits certaines années : 15 étudiants en 2020-2021, 29 en 2021-2022 et 19 en 2022-2023. La réussite est faible : 7 étudiants sur 15 (47 %) ont validé tous les crédits ECTS des enseignements auxquels ils sont inscrits en 2020-2021 ; 12 sur 29 (41 %) en 2021-2022 et 12 sur 19 (63 %) en 2022-2023. Il n'est pas fait mention de dispositifs d'accompagnement spécifiques pour remédier à ces échecs. En 2022-2023, quatre étudiants ont quitté la formation en cours d'année, ce qui pose question sur le projet des étudiants recrutés.

Les processus d'amélioration continue ne sont pas explicités. Les outils de pilotage ne sont pas utilisés de manière formelle car ils ne produisent aucune donnée chiffrée, aucun étudiant ne répondant aux évaluations des enseignements par exemple. Aucun compte rendu de conseil de perfectionnement n'a été fourni, un compte rendu de réunion de rentrée ne pouvant tenir lieu de conseil de perfectionnement, notamment en raison de la composition de ses participants. La communication informelle décrite est insuffisante pour mettre en place un véritable processus d'amélioration continue de la formation.

La formation ne dispose pas de données sur la poursuite d'études après la LP. Le dossier d'autoévaluation déclare, sans donnée à l'appui, qu'un des points forts de la LP est son adéquation avec l'offre professionnelle en Île-de-France. Les enquêtes à 18 mois indiquent une insertion professionnelle des diplômés très élevée, s'élevant à 100 %. Cependant, le dossier d'autoévaluation ne fournit pas d'éléments sur la situation professionnelle (type d'emploi, secteur d'activité, rémunération) 18 mois après la diplomation et le nombre de réponses à l'enquête d'insertion professionnelle portant sur les diplômés de l'année 2020 est inférieur à 5, ce qui pose un problème de fiabilité des données et empêche leur exploitation.

L'approche pédagogique est en transition pour suivre une approche par compétences et diversifier ses dispositifs pédagogiques. Les enseignements sont encore structurés en blocs de connaissances et n'intègrent pas l'approche par compétences. Aucun étudiant ne dispose d'un portfolio. Les collaborations et les mises en situation, telles que Séminégo (un séminaire de négociation), sont innovantes, mais elles sont limitées à une durée d'une semaine. La formation permet aux étudiants de passer les certifications Voltaire et *Test of English for International Communication* (TOEIC). La certification Pix est en revanche absente du parcours des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui répond aux objectifs de multidisciplinarité et de développement de la professionnalisation de l'offre de l'UPEC ;
- Une formation en alternance en adéquation avec les besoins des entreprises.

Points faibles

- Un positionnement ambigu de la formation dans son environnement depuis la mise en place des BUT, qui entraîne une déstabilisation du vivier de recrutement ;
- Un faible taux de réussite ;
- Une absence de suivi chiffré et d'analyse des poursuites d'études ;
- Des incertitudes sur la composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ;
- Une absence de participation des étudiants au processus d'évaluation de la formation et des enseignements via les outils mis à disposition ;
- Des pratiques pédagogiques peu variées.

Recommandations

- Mener une réflexion sur le positionnement de la LP dans l'offre de formation de l'établissement, et plus particulièrement celle des BUT.
- Réfléchir aux outils de remédiation à la faible réussite.
- Mettre en place un suivi chiffré et rigoureux des poursuites d'études et une analyse de celles-ci.
- Veiller à ce que la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement contribuent à la qualité du processus d'amélioration continue.

- Encourager la participation des étudiants aux évaluations des enseignements, en y consacrant des créneaux dans l'emploi du temps par exemple.
- Diversifier les pratiques pédagogiques pour s'adapter au nouveau public, en développant par exemple la gamification et les simulations de gestion.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un positionnement ambigu de la formation dans son environnement depuis la mise en place des BUT, qui entraîne une déstabilisation du vivier de recrutement ;
- Un faible taux de réussite ;
- Une absence de suivi chiffré et d'analyse des poursuites d'études ;
- Des incertitudes sur la composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ;
- Une absence de participation des étudiants au processus d'évaluation de la formation et des enseignements *via* les outils mis à disposition.

DIPLÔME DE FORMATION GÉNÉRALE (DFG) EN SCIENCES MÉDICALES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le diplôme de formation générale (DFG) en *Sciences médicales* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé. Il compte 568 étudiants et 79 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le DFG en *Sciences médicales* de l'UPEC occupe une place cohérente et importante dans les thématiques prioritaires de l'université. La formation s'appuie sur une équipe pédagogique principalement composée de praticiens hospitaliers qui assurent une préparation au 2^e cycle et une professionnalisation progressive des étudiants, ainsi que diverses opportunités d'appui à la recherche. Le dossier d'autoévaluation est bien construit, mais révèle cependant un manque d'éléments dans les dispositifs d'amélioration continue de la formation.

Les résultats sont excellents. Le nombre d'étudiants entrants est fixé par le *numerus apertus*, déterminé annuellement. Les étudiants viennent de cursus variés : première année commune aux études de santé (PACES) ou parcours d'accès spécifique santé (PASS), année de licence accès santé (L.AS), et à la marge (entre 6 et 10 étudiants au cours de la période évaluée), d'autres formations (infirmier ou master par exemple). Cependant, le taux de sélection n'est pas indiqué et l'attractivité de la formation en fonction des différentes voies d'accès n'est pas discutée. Le taux de réussite en troisième année est de 89 %, 93 % et 90 % respectivement pour les trois années 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. Il n'y a pas de tutorat en DFG en *Sciences médicales*, mais un suivi individuel est mis en place en cas de difficultés rencontrées par l'étudiant (contrat pédagogique, rendez-vous en cas d'échec de validation de stage ou d'un semestre). On peut regretter qu'il n'existe pas d'analyse de la typologie des étudiants en fonction de leur mode d'accès à la deuxième année de DFG en *Sciences médicales* (ni de la réussite en fonction de leur origine de première année).

Le DFG en *Sciences médicales* intègre de nombreux éléments de professionnalisation, bien qu'il n'y ait pas d'insertion professionnelle à l'issue du cycle. Les étudiants qui valident le DFG en *Sciences médicales* intègrent le 2^e cycle des études médicales, puis préparent l'entrée en 3^e cycle. Il n'y a donc pas d'insertion professionnelle à l'issue du cycle. La formation comprend 22 semaines de stage pour 9 crédits ECTS, dont 12 semaines de stage de sémiologie médicale et 4 semaines de stage infirmier. Les étudiants bénéficient d'un ancrage territorial fort en établissements de santé, qui peuvent les accueillir en stage : hôpitaux Henri Mondor et Begin, Centre hospitalier intercommunal de Créteil (CHIC), de Villeneuve-Saint-Georges (CHIV), Saint Camille. Les étudiants suivent également deux semaines de stage évalué de service sanitaire. Après une formation théorique de 30 heures de cours (renforcée par la participation à un *massive open online course* - MOOC), les étudiants préparent et réalisent un certain nombre d'actions d'interventions de prévention (jusqu'à 20 possibles), qu'ils mènent en partenariat avec diverses structures : associations, conseil départemental, etc. De plus, les étudiants peuvent suivre un double cursus en partenariat avec les autres composantes (par exemple, médecine-philosophie avec l'UFR Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) ou médecine-économie avec l'institut d'administration des entreprises - IAE). Enfin, des médecins généralistes interviennent dans certains enseignements, mais le dossier d'autoévaluation ne précise ni le nombre d'intervenants, ni le nombre d'heures, ni les thématiques traitées.

La formation s'inscrit pleinement dans l'axe stratégique « Santé, société, environnement » de l'établissement et s'articule bien avec les formations des autres cycles. Les étudiants intègrent la deuxième année à partir de la licence *Sciences pour la santé* ou d'une L.AS. Des enseignants sont communs entre les deux cycles (pour la

licence *Sciences pour la santé*), ce qui conforte la cohérence pédagogique de la formation. Des liens existent entre le DFG en *Sciences médicales* et les masters de santé, puisque les étudiants doivent valider 24 crédits ECTS en deuxième ou troisième année parmi ceux de la première année de master (M1) *Santé* ou du master *Biologie-santé*. Les étudiants qui valident le DFG en *Sciences médicales* intègrent le 2^e cycle des études médicales (diplôme de formation approfondie (DFA) en *Sciences médicales*) qui prépare à l'examen national et aux examens cliniques objectif structuré (ECOS). La quasi-totalité des enseignements est assurée par des hospitalo-universitaires qui appartiennent à une grande diversité de sections du Conseil national des universités (CNU) et dispensent une formation pluridisciplinaire nécessaire aux métiers médicaux.

L'adossement à la recherche est pertinent. Bien qu'aucun enseignant-chercheur n'intervienne dans la formation (ce sont quasi-exclusivement des praticiens hospitaliers), les étudiants sont sensibilisés à la recherche et ont l'opportunité de poursuivre dans cette voie. En effet, ils doivent suivre des unités d'enseignement (UE) de master et obtiennent le grade de master s'ils valident 24 crédits ECTS. Ces UE sont disciplinaires ; le dossier d'autoévaluation ne précise pas si elles incluent des séminaires de recherche, des projets bibliographiques, etc. Il y a cependant un cours dédié à la méthodologie de travail universitaire et de recherche (UE C2i de méthodologie) et une UE de master optionnelle en veille scientifique et en communication. De plus, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et l'UPEC proposent conjointement une formation à la recherche fondamentale pendant le DFG en *Sciences médicales*, puis une poursuite des activités de recherche clinique ou fondamentale pendant l'internat et le clinicat. Les étudiants intéressés ayant validé huit UE de M1 et réalisé un stage en laboratoire au semestre six effectuent une année de césure entre la troisième année du DFG et la première année du DFA en *Sciences médicales* pour faire une deuxième année de master (M2). Le dossier d'autoévaluation ne précise pas combien d'étudiants saisissent cette opportunité chaque année.

L'organisation pédagogique est classique. La formation suit le programme fixé par l'arrêté ministériel du 22 mars 2011 et le met en œuvre selon une approche programme et non par compétences, ce qui devrait pouvoir évoluer avec la réforme du 2^e cycle et le développement de l'approche par compétences en 1^{er} cycle. La formation est structurée en UE disciplinaires regroupées en tronc commun (80 % des enseignements) et en UE optionnelles. Les enseignements sont composés de cours magistraux en distanciel sous la forme de capsules (via la plateforme numérique Cristolink de l'UFR Santé), incluant du contrôle de connaissances, ainsi que des travaux dirigés et des travaux pratiques en présentiel. Une nouvelle plateforme de simulation a été récemment inaugurée à l'hôpital Henri Mondor, mais il n'est pas précisé si les étudiants y ont accès et, le cas échéant, selon quelles modalités. La formation ne se prête pas à une ouverture à l'alternance et la formation continue a lieu via des passerelles pour des diplômés d'un certain nombre de formations listées sur un arrêté du 24 mars 2017. Le nombre d'inscrits n'est pas significatif (9 en 2020-2021, 10 en 2021-2022 et 6 en 2022-2023). Les raisons de ce faible nombre ne sont pas indiquées.

Les dispositifs d'amélioration continue sont incomplets. L'équipe pédagogique demande aux étudiants un retour concernant les évaluations chaque semestre, mais l'analyse n'est pas présentée dans le dossier d'autoévaluation. En effet, peu d'étudiants ont répondu en 2023 à un questionnaire d'évaluation (84 sur 568, soit 15 % des inscrits dans le cycle). Il s'agit toutefois d'une évaluation des examens, notamment de leur adéquation avec les enseignements, et non pas d'une évaluation des enseignements eux-mêmes, dont la formation envisage la mise en place dans les prochaines années. Les demandes de modification de la maquette faites par l'équipe pédagogique sont validées par le conseil de gestion de l'UFR, présidé par le doyen, auquel participent des étudiants et des représentants extérieurs à la formation, mais il n'y a pas de procédure d'évaluation de la formation par les étudiants.

La formation est très peu ouverte à l'international. L'UPEC dispose du programme Erasmus + avec certaines universités (en Espagne, en Grèce, en Italie, au Portugal et en République tchèque). Les étudiants ont donc la possibilité de réaliser un stage à l'international, mais seulement six (en 2021-2022) et quatre (en 2022-2023) étudiants en ont bénéficié. Il n'est pas indiqué si les freins sont d'ordre organisationnel ou si les partenariats proposés sont insuffisants. Des cours d'anglais sont proposés au cours des quatre semestres de la deuxième et de la troisième année, pour un volume total de 82 heures. Il n'y a pas de cours disciplinaires dispensés en anglais.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation bien adaptée à la finalité de la formation ;
- Un fort taux de réussite.

Points faibles

- Des dispositifs d'amélioration continue insuffisants ;
- Une approche par compétences ni mise en place ni envisagée.

Recommandations

- Développer l'évaluation des enseignements par les étudiants et mettre en place un conseil de perfectionnement dûment constitué et effectif.
- Décliner la maquette en compétences.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) CARRIÈRES SOCIALES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Carrières sociales* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant deux parcours : *Animation sociale et socio-culturelle* et *Villes et territoires durables*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 1 600 heures étudiant. Elle compte 151 étudiants et 74 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Carrières sociales* occupe une place cohérente dans les ambitions, les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'UPEC. Il s'appuie sur une équipe pédagogique disciplinairement diversifiée et très investie, avec des enseignants-chercheurs qui n'assurent toutefois que 200 heures étudiant de la maquette, ce qui est trop peu, et un bon accompagnement dans la projection à l'international. Bien détaillé et pertinent, le dossier d'autoévaluation révèle cependant une absence d'informations concernant l'évaluation des enseignements ainsi qu'une absence de conseil de perfectionnement opérationnel, ce qui ne lui permet pas de bénéficier des apports d'une démarche d'amélioration continue.

Le BUT *Carrières sociales* contribue à la professionnalisation des formations de l'UPEC. Doté d'une longue expérience d'apprentissage depuis 2009, le département *Carrières sociales* fait profiter la formation de son expertise : elle est ouverte en alternance avec des contrats d'apprentissage et de professionnalisation. Du fait de son caractère récent, le BUT n'a pas dédoublé le cursus : le public de la formation continue suit la formation avec les apprentis. La formation mobilise 58 professionnels, qui assurent 1 061 heures équivalent travaux dirigés (TD) d'enseignements, et bénéficie de l'accroissement conséquent du nombre d'anciens étudiants garantissant une proximité plus immédiate avec le monde socio-économique. La formation ne propose pas de formation certifiante pour ces étudiants.

Si les méthodes pédagogiques s'organisent de manière très pertinente autour de l'approche par compétences, elles restent tout de même à renforcer. La formation est structurée en cinq blocs de compétences articulés de manière dynamique autour de cinq situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Ces blocs de compétences sont mobilisés de manière progressive tout au long du cursus, dans une perspective de pluridisciplinarité (cinq en première année, trois en deuxième année et deux en troisième année). Cette pluridisciplinarité est également chevillée au programme pédagogique national dont elle dépend. Bien qu'on puisse relever un accompagnement des étudiants au travers du projet personnel et professionnel (PPP), une préparation à la rédaction de *curriculum vitae* (CV) et de lettres de motivation, et un accompagnement non négligeable en langues avec 81 heures de langues diverses prévues dans le programme national, il reste néanmoins à regretter l'absence de mise en place de e-portfolio et de certification (Pix) au regard des ambitions de projection à l'international de la formation.

Un dispositif de partenariats professionnels à l'étranger offre à la formation une bonne ouverture à l'international, bien qu'elle reste à consolider. Ce dispositif est en partie appuyé par d'anciens étudiants travaillant à Montréal (5), Londres (2), Bruxelles (2) et Berlin (1) favorisant la mobilité en stage et le partage d'expériences. Cette stratégie est fondée tant sur les voyages d'études en troisième année, les mobilités en études au cinquième semestre, et/ou les mobilités en stages aux quatrième et sixième semestres. Elle est suivie et animée par un responsable des relations internationales interne au département en lien avec tous les candidats à la mobilité.

La formation confie peu d'heures étudiant à des enseignants-chercheurs. En dépit du fait que la formation n'ait pas vocation à mener vers la recherche, la commande de mémoires professionnels de fin d'études dans les champs disciplinaires de la formation explique la mobilisation de cinq enseignants-chercheurs. Ils n'assurent toutefois que 200 heures étudiant de la maquette, ce qui est peu au regard de l'ensemble des heures d'enseignement. L'adossement à la recherche est complété par un appui diversifié du personnel des services de documentation de l'UPEC à travers diverses formations aux outils de la recherche documentaire et à l'utilisation des bases de données.

La formation a à sa disposition un conseil de perfectionnement hérité du diplôme universitaire de technologie (DUT) éponyme, dont il émane. Étant encore dans ses premières années de fonctionnement, la formation évoque la composition de ce conseil hérité, comprenant la participation d'enseignants, d'étudiants et de professionnels, sans que des éléments factuels soient mis en éclairage dans le dossier d'autoévaluation. Le conseil ne s'est pas encore réuni dans le cadre du BUT. En outre, le dossier d'autoévaluation ne rend pas compte de l'évaluation des enseignements.

Le suivi de l'attractivité de la formation et de la réussite des apprenants mériterait d'être renforcé. En ce qui concerne son attractivité, une communication animée par l'équipe pédagogique s'appuie sur les liens développés avec les lycées du territoire, les salons divers et les journées portes ouvertes pour faire connaître la formation, en plus de sa présence sur le site de l'UPEC et la plateforme Parcoursup. Cette dernière reste la principale source de données quantitatives actuellement exploitées par l'équipe pédagogique dans le suivi et l'analyse des candidatures, sur la base de plusieurs indicateurs. Il en ressort un rétrécissement du bassin géographique de recrutement, passant progressivement de l'échelle nationale à l'échelle de trois départements du sud-est francilien à forte précarité sociale, avec des candidatures généralement très féminisées, en augmentation uniquement pour le parcours *Animation sociale et socio-culturelle*, de l'ordre de 17 % entre 2021-2022 et 2022-2023. Avec un total de 98 places offertes à chaque rentrée, la formation n'a finalement obtenu que 84 inscriptions en 2021-2022 et 2022-2023. 12 étudiants n'ont validé aucun crédit ECTS en 2021-2022, et 5 en 2022-2023. Avec seulement 67 inscrits en deuxième année en 2022-2023, la formation enregistre un recul des effectifs de l'ordre de près de 20 %, questionnant entre autres l'efficacité du recrutement *a priori* sélectif et son positionnement dans le processus de création des BUT en termes de viviers de recrutement, malgré les justifications apportées au regard des caractéristiques sociales fragiles du bassin géographique d'origine des candidatures.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation pertinente, avec ouverture à l'alternance en deuxième et troisième années ;
- Une bonne opérationnalisation de l'approche par compétences ;
- Une bonne ouverture à l'international.

Points faibles

- Une trop faible part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs ;
- Un conseil de perfectionnement qui ne s'est pas réuni et une absence d'informations concernant l'évaluation des enseignements ;
- Un taux élevé de déperdition (20 % dès la première année).

Recommandations

- Veiller à renforcer la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement et à l'évaluation des enseignements pour assurer la qualité du processus d'amélioration continue.
- Accroître la vigilance autour du taux de déperdition pour améliorer l'accompagnement à la réussite des étudiants.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une trop faible part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs.

DIPLÔME D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DEUST) BUREAUTIQUE ET MULTIMÉDIA

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Bureautique et multimédia* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même intitulé. Elle est portée par la faculté des Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient 927 heures étudiant. Elle compte 56 étudiants et 9 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le DEUST *Bureautique et multimédia* est positionné comme une formation passerelle qui vise à réorienter des étudiants en décrochage vers un cursus universitaire, afin de faciliter leur insertion professionnelle. La formation peine à trouver sa place par rapport aux besoins du marché du travail ainsi qu'au sein de l'UPEC, dans la mesure où les continuités de la formation sont peu développées. Un seul enseignant-chercheur intervient dans la formation, ce qui fragilise son adossement à la recherche. Destiné à la professionnalisation, ce DEUST accueille des étudiants en alternance, mais le nombre de contrats d'alternance est assez faible. Aucune donnée n'est fournie concernant l'origine des étudiants (origine scolaire et formation antérieure) et leur devenir. Les données et les informations fournies ne permettent pas de déterminer si la formation atteint les objectifs fixés.

La formation est conçue en blocs de compétences, mais les contenus de certains éléments constitutifs sont peu lisibles. La formation est conçue autour de trois grands blocs de compétences : un bloc informatique, un bloc de pratiques rédactionnelles et un bloc méthodologique, incluant des ateliers de recherche de stage et d'alternance, des ateliers de rédaction de *curriculum vitae* (CV) et de lettres de motivation, etc. Malgré un objectif d'acquisition de compétences développant l'autonomie, une partie des étudiants ne parvient pas à valoriser ses compétences à travers la recherche du stage ou d'un contrat d'alternance pour la deuxième année. Par ailleurs, les intitulés d'unités d'enseignement (UE) peu explicites (« Outils numériques et multimédia - niveau 1 », « Outils numériques et multimédia - niveau 2 », « Outils bureautiques et collaboratifs – niveau 1 », etc.) peuvent se traduire par une difficulté pour les étudiants à comprendre ce que recouvre chaque UE. La formation ne comporte aucune mobilité étudiante à l'international depuis son ouverture, même si le stage de première année peut être réalisé à l'étranger depuis 2023.

La formation a la volonté d'accompagner les étudiants vers l'acquisition de compétences professionnelles, mais l'équipe pédagogique est resserrée et instable. Un seul enseignant universitaire intervient dans la formation. Il est par ailleurs le responsable de la formation, ce qui interroge sur la qualité de l'adossement à la recherche. Il assure 143 heures de formation sur le total de 797 ou 927 heures (les chiffres divergent selon les documents composant le dossier d'autoévaluation). Afin de limiter le décrochage, la majorité des cours est réalisée en petits groupes, et le responsable de formation met en place des suivis individualisés pour les étudiants qui en font la demande. La possibilité de valider la première année en deux ans est également ouverte. Même si les cours sont essentiellement assurés par des intervenants extérieurs, il existe une difficulté à attirer des intervenants disposant de compétences ciblées (gestion de projet, par exemple), à les fidéliser et ainsi à couvrir certains enseignements techniques. Cette difficulté conduit à une importante rotation des intervenants, ne permettant pas d'assurer la continuité pédagogique et la stabilité d'encadrement nécessaires au suivi de publics exigeant un accompagnement attentif. Le nombre total d'enseignants et d'intervenants n'est pas indiqué pour les années 2020-2021 et 2021-2022. La diversité des pratiques pédagogiques est peu documentée dans le dossier d'autoévaluation, alors même que l'enseignement destiné à des publics en décrochage se prête particulièrement à la diversité et à l'expérimentation de nouvelles pratiques. De même, l'innovation pédagogique est peu prononcée. La formation dispose de moyens humains insuffisants, notamment en raison de l'instabilité de l'équipe pédagogique, ce qui pourrait s'atténuer avec le recrutement d'un professeur certifié

en 2023. Le partage de pratiques avec d'autres responsables de formation n'est pas mis en place. Ces points peuvent contribuer à expliquer la difficulté à atteindre les objectifs.

La formation poursuit un objectif de retour aux études pour des étudiants éloignés d'un cursus universitaire grâce à la professionnalisation, objectif qui n'est que très partiellement atteint. La visée de professionnalisation est clairement affichée. La formation comporte un stage de huit semaines en première année et la deuxième année se déroule en alternance. Le DEUST n'accueille pas de stagiaires de la formation continue. Tous les étudiants ne disposent pas d'une alternance en contrat d'apprentissage (11 sur 18 en 2021-2022 et 10 sur 15 en 2022-2023), et nombreux sont les étudiants en formation initiale classique qui peinent à trouver un stage. Ces constats soulèvent des questions sur la pertinence du ciblage du contenu de la formation. On ne sait pas si elle répond véritablement à un besoin du marché du travail et des étudiants. Néanmoins, le nombre de contrats d'apprentissage (11 en moyenne) permet d'atteindre l'équilibre budgétaire. Le réseau d'entreprises partenaires n'est ni présenté ni formalisé. Le taux de réussite des étudiants au diplôme est faible (17 diplômés en 2022 pour 41 admis en première année en 2020-2021, 15 diplômés en 2023 pour 51 admis en première année en 2021-2022). De même, le taux de passage entre la première et la deuxième année est faible (18 sur 41 étudiants en 2020-2022 et 15 sur 51 en 2021-2023), interrogeant le mode de recrutement et l'accompagnement des étudiants.

Un suivi de la satisfaction des étudiants existe, mais le suivi de leur trajectoire est insuffisant et la formation ne dispose pas de conseil de perfectionnement. La satisfaction des étudiants est recueillie lors de réunions pédagogiques et par l'intermédiaire de questionnaires. Les résultats ont permis de constater le manque de clarté des intitulés de cours et de mettre en évidence des volumes horaires inadaptés au contenu des enseignements. Ces éléments ont conduit l'équipe pédagogique à retravailler la maquette de la formation, qui a été approuvée récemment par le service de pilotage de l'offre de formation. Il n'existe pas de conseil de perfectionnement (ce qui est pourtant une obligation), mais une commission pédagogique à laquelle participent les enseignants, les personnels bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et santé (BIATSS) et les étudiants. Aucune donnée n'est disponible à propos de la trajectoire des étudiants (nombre de candidatures, insertion professionnelle et poursuite d'études). Le DEUST est une formation sélective qui accepte les néo-bacheliers issus de baccalauréats professionnels et technologiques disposant d'un très bon dossier, ce qui peut paraître contradictoire avec son positionnement, tourné vers un public en décrochage.

Le DEUST Bureautique et multimédia, ouvert en 2020, peine à trouver sa place au sein des autres formations de la faculté et de l'établissement. L'absence de liens avec les autres mentions constitue une faiblesse, d'autant plus qu'à l'issue du DEUST, des étudiants poursuivent leurs études, notamment à l'UPEC : en licence professionnelle (LP) *Métiers de la communication : chargé de communication*, en troisième année de licence *Lettres parcours Rédaction professionnelle et communication multimédia* ou encore en LP *E-commerce et marketing numérique*. Un dialogue avec les responsables de ces formations a été amorcé. Le DEUST souffre d'un déficit de communication. Il est peu ou pas connu des partenaires socio-économiques, mais également des étudiants potentiels. Le responsable de la formation est en train de nouer des partenariats avec les groupes La Poste et Paris-Orly pour l'accueil d'alternants. Il a également mis en place une communication sur LinkedIn à destination des entreprises et sur Instagram pour faire connaître la formation aux étudiants. Les effets de ces actions de communication ne sont pas mentionnés dans le dossier d'autoévaluation.

Conclusion

Points forts

- Un positionnement de formation passerelle de remédiation ;
- Une structuration des moyens en cours.

Points faibles

- Un faible taux de réussite ;
- Des difficultés pour stabiliser l'encadrement par les enseignants ;
- Un faible adossement à la recherche ;

- Une absence de liens et d'articulations avec les autres formations, en particulier post-DEUST ;
- Une méconnaissance des trajectoires des étudiants, tant en termes d'insertion professionnelle que de poursuite d'études ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- Une faible innovation pédagogique.

Recommandations

- Engager une réflexion sur les dispositifs d'accompagnement susceptibles d'améliorer le taux de réussite, notamment en première année.
- Renforcer l'équipe pédagogique afin de stabiliser l'encadrement.
- Assurer un adossement à la recherche pour préserver la dimension universitaire de la formation.
- Réfléchir au positionnement de la formation dans son environnement académique et à son articulation avec les autres formations de l'établissement.
- Effectuer un suivi précis de la trajectoire des étudiants.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement impliquant enseignants, professionnels et étudiants, et proposant des voies d'amélioration de la formation.
- Utiliser les ressources de l'innovation pédagogique pour mieux adapter l'enseignement aux caractéristiques du public visé.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un faible taux de réussite ;
- Des difficultés pour stabiliser l'encadrement par les enseignants ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Une absence de liens et d'articulations avec les autres formations, en particulier post-DEUST ;
- Une méconnaissance des trajectoires des étudiants, tant en termes d'insertion professionnelle que de poursuite d'études ;
- Une absence de conseil de perfectionnement.

LICENCE GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Géographie et aménagement* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant trois parcours : un parcours du même nom que la mention, un parcours *Géographie et aménagement - accès santé* et un parcours *Géographie et aménagement - communication*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient 1 467 heures étudiant. Elle compte 270 étudiants et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Géographie et aménagement* est en adéquation avec la stratégie de formation de l'UPEC. Elle entretient des liens avec les autres formations du cycle dans la composante. Elle est en cohérence et en continuum avec les différents masters de géographie et d'urbanisme de l'établissement, tout en bénéficiant d'un bon adossement à la recherche qui lui garantit une adéquation à la pluridisciplinarité et à l'interdisciplinarité, malgré les moyens limités qu'elle déplore. Cependant, elle n'a pas explicitement défini une méthode pédagogique afin de mettre en place une approche par compétences. La formation peine à mettre en place des partenariats, particulièrement avec le monde socio-économique, avec lequel elle entretient de très faibles liens. Elle gagnerait à intégrer davantage d'éléments de professionnalisation, au regard de la très faible adaptation des contenus et des dispositifs de formation aux demandes des publics de la formation continue et de l'alternance. Bien que la formation s'efforce de suivre la réussite de ses étudiants, elle ne l'analyse que partiellement, et sa communication, limitée, participe peu à garantir son attractivité. L'analyse des poursuites d'études est elle aussi peu développée dans le dossier d'autoévaluation. Par ailleurs, on peut regretter l'absence d'un conseil de perfectionnement susceptible de contribuer efficacement à une évolution interne de la formation dans une démarche d'amélioration continue, ainsi qu'une difficulté à s'ouvrir à l'international.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Elle est orientée vers la recherche en vue de permettre à ses étudiants d'intégrer l'un des masters de l'UFR LLSH de l'UPEC, grâce à l'intervention des membres de son équipe pédagogique, principalement rattachés à deux laboratoires de recherche : le laboratoire de Géographie physique (LGP) et le laboratoire d'urbanisme (Lab'Urba). Bien que 13 enseignants-chercheurs participent aux enseignements, leurs nombreux investissements dans diverses responsabilités à l'échelle de la composante et de l'établissement sont de nature à constituer un risque d'affaiblissement de leur contribution pédagogique dans la formation. Néanmoins, la formation envisage de mettre en place des cours au sein des laboratoires et des mécanismes de diffusion d'événements scientifiques des laboratoires au sein du département de géographie à l'attention des étudiants.

La formation ne dispose pas d'une démarche pédagogique explicitement définie, ce qui entrave la mise en place de l'approche par compétences. La mise en place d'une méthode de valorisation des compétences acquises par les étudiants s'avère urgente. Pour ce qui est de ses pratiques pédagogiques, la formation s'appuie principalement sur des méthodes classiques dans la discipline : sorties de terrain, projets tutorés, cours magistraux et travaux dirigés. En plus de certaines formations spécifiques qu'elle mobilise, tel l'usage du son, elle pourrait prospecter d'autres pratiques diversifiées offertes par les outils numériques, à l'instar du suivi individuel sur plateforme, de la classe inversée et des cours hors les murs. En outre, la formation ne propose pour l'essentiel que du présentiel.

La formation entretient de très faibles relations avec le monde social, économique et culturel, et n'intègre que très faiblement des éléments de professionnalisation et de formation continue. Elle revendique un caractère généraliste visant un public hétérogène. Bien que mobilisant très ponctuellement les acteurs socio-économiques et culturels pour des interventions isolées, ceux-ci ne sont pas associés à la construction de la

formation. Le dispositif de formation continue n'est pas clairement présenté dans le dossier d'autoévaluation, les contenus et dispositifs évoqués à cet effet ne semblant pas suffisamment adaptés aux publics de la formation continue et en alternance. Malgré le fait que la formation propose un accès à ces publics avec l'appui de la composante et du secrétariat du département, aucune validation ni des acquis professionnels (VAP) ni des acquis de l'expérience (VAE) ne vient conforter la pertinence de ce dispositif, car aucun étudiant n'est mentionné dans ce dispositif durant la période évaluée. Le dossier d'autoévaluation ne permet pas vraiment de savoir dans quelle mesure la formation a mis en place des dispositifs spécifiques encadrant les actions de contrat pédagogique mentionnées (suivi de niveau sur deux ans, contrat d'aménagement des études (CAE), modalités d'examens en régime dérogatoire, etc.), en plus d'une modalité de suivi individuel assuré par les responsables d'année. Néanmoins, elle envisage des perspectives d'amélioration grâce au projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus), sans toutefois décliner les modalités concrètes de cette mise en œuvre.

La formation peine à mettre en place un dispositif spécifique de suivi et de communication afin de garantir son attractivité. Elle en est consciente car, s'appuyant actuellement uniquement sur sa participation aux journées portes ouvertes de l'UPEC, elle envisage diverses solutions à cet effet (notamment une prise de contact avec les lycées et les classes préparatoires de son bassin). Cette attractivité limitée est attestée par la baisse des effectifs, passés de 299 en 2020-2021 à 292 en 2021-2022, puis à 270 en 2022-2023. Pour mesurer son attractivité, la formation ne s'appuie que sur le service central pour le suivi des primo-entrants, qu'elle complète par un recours à Apogée pour le suivi et l'analyse de l'évolution des candidatures et des inscriptions.

Le suivi et l'analyse de la réussite des étudiants, réalisés par le biais des responsables d'année, méritent d'être renforcés. Les taux de réussite restent très disparates du fait des origines scolaires très diversifiées des étudiants, avec un afflux de plus en plus massif de primo-entrants issus d'un baccalauréat professionnel et massivement sous dispositifs « Oui si ». Cela explique le fort taux d'échec en première année (L1 - 35 %, 37 % et 27 % d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023), contrairement au taux de réussite bien plus élevé en deuxième année (L2 - 72 %, 72 % et 71 % en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023) et en troisième année (L3 - 83 %, 96 % et 90 % en 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023). La formation est consciente du fait que le taux d'échec est important en L1 et le juge préoccupant, mais elle ne l'analyse guère, si ce n'est par l'évocation des caractéristiques de son bassin de recrutement. L'accompagnement est insuffisant au regard de la diversité du public primo-entrant, compte tenu du modeste effectif des ressources humaines dédiées. N'étant pas directement concernée par l'insertion professionnelle, la formation offre plutôt une poursuite d'études en master, dont le taux relativement modeste de 29 % en 2020-2021 a connu une baisse sensible en 2021-2022, s'établissant à 18 %. Ces données ne reposent pas sur un outil fiable de mesure mis en place par la formation ou l'établissement, bien qu'il soit mentionné, et des informations supplémentaires à ce sujet auraient été bienvenues.

La formation dispose de faibles moyens humains pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Au regard des besoins et des difficultés observées en L1, ainsi que des départs de personnels pas systématiquement remplacés ces dernières années, la formation affiche une fragilité liée non seulement à une très forte dépendance aux personnels non permanents (9) assurant 45 % du volume des enseignements, mais aussi aux très fortes sollicitations de sa modeste équipe pédagogique d'enseignants-chercheurs affichant un faible taux d'encadrement (13 enseignants permanents pour 270 étudiants), et assumant de nombreuses responsabilités collectives dans et hors de la formation. Cela contribue également à lester les mobilités des enseignants, dont la formation se résume bien souvent uniquement au dispositif conventionnel proposé aux maîtres de conférences nouvellement recrutés.

La formation ne dispose pas d'un processus d'évaluation interne à même d'accompagner pleinement son évolution dans une démarche d'amélioration continue. Bien qu'elle mette régulièrement en place un questionnaire complémentaire à celui des services centraux de l'établissement, un nombre limité d'étudiants s'en emparent (59 réponses). Cette démarche s'avère insuffisante pour contribuer efficacement à accompagner l'amélioration continue de la formation. L'absence de conseil de perfectionnement révèle cette fragilité, que la formation gagnerait à corriger par sa mise en place.

La formation peine à dynamiser les mobilités internationales, tant sortantes qu'entrantes. Elle dispose pourtant de sérieux atouts d'ouverture à l'international grâce à la double licence en cours de validation avec l'université du Québec à Chicoutimi et au double accord avec l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, le tout épaulé par la présence d'un référent à l'international au sein de l'équipe pédagogique. Aussi, bien que les contenus et les dispositifs de la formation soient adaptés pour permettre son ouverture à l'international, il est nécessaire de renforcer la communication autour du dispositif de soutien à l'international auprès des étudiants relevant majoritairement de conditions socio-économiques très modestes, afin de stimuler les demandes et les départs potentiels. Les mobilités entrantes restent également très insuffisantes, avec à peine deux mobilités entrantes et sortantes par an, malgré les efforts soutenus de l'équipe pédagogique. Par conséquent, l'alliance d'universités européennes Aurora, récemment rejointe par l'UPEC, pourrait très utilement être investie par la formation pour dynamiser son ouverture à l'international.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne mise en œuvre de la pluridisciplinarité ;
- Une diversité de formats et d'espaces pédagogiques.

Points faibles

- Une autoévaluation qui analyse insuffisamment le taux d'échec élevé en L1 et les poursuites d'études ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- De très faibles partenariats avec le monde socio-économique ;
- Une absence de définition claire d'une démarche pédagogique précise afin de mettre en place l'approche par compétences ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Renforcer l'autoévaluation pour proposer des dispositifs de remédiation appropriés au taux d'échec élevé en L1 et mieux connaître le devenir des diplômés.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement.
- Développer des partenariats avec le monde socio-économique.
- Définir une démarche pédagogique précise afin de mettre en place l'approche par compétences.
- Stimuler l'ouverture à l'international.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité de la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité des poursuites d'études.

LICENCE HISTOIRE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Histoire* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant deux parcours : un parcours *Histoire*, reprenant l'intitulé de la mention, et un parcours *Histoire - communication*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient 1 460 heures étudiant. Elle compte 442 étudiants et 30 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Histoire* présente une forte adéquation avec la stratégie de l'UPEC et un solide adossement à la recherche. Si elle possède une dimension professionnalisante significative, ses liens avec les secteurs professionnels non académiques et sa connaissance du devenir de ses diplômés restent limités.

La licence *Histoire* possède un fort adossement à la recherche. Elle propose, dès la première année (L1), une formation progressive à et par la recherche. Les dispositifs sont variés : travail sur les sources, formation aux sciences auxiliaires, informatique pour historiens, réalisation de mini-mémoires, synthèse d'articles scientifiques, visite d'archives, etc. La grande majorité des enseignements est assurée par des enseignants-chercheurs des disciplines de la formation. La participation des étudiants aux projets des équipes de recherche pourrait être dynamisée, notamment par des initiatives hors les murs susceptibles de pallier les limites des locaux évoquées dans le dossier d'autoévaluation.

L'adéquation de la formation avec la stratégie de l'établissement est forte. La licence *Histoire* se distingue par sa pluridisciplinarité et ses nombreux partenariats. La formation propose plusieurs parcours pédagogiques, dont trois en collaboration avec le rectorat de l'académie de Créteil, la faculté des Sciences et technologie ou un autre département de l'UFR LLSH, ainsi que sept doubles licences : six avec d'autres départements de l'UFR LLSH et une en partenariat avec l'institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau. Cette dernière, dispensée sur deux campus, accroît la présence de la formation sur le territoire. Le parcours *Histoire* articule l'histoire à des disciplines auxiliaires : historiographie, paléographie, informatique, etc. Si la formation veille à s'adapter à l'hétérogénéité de ses publics de L1 pour favoriser leur réussite (cours de remédiation en français notamment), le continuum avec le 2^e cycle est favorisé par des parcours pédagogiques et des fléchages orientés vers des masters spécifiques : *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* et *Histoire* (dont les parcours *Histoire publique* et *Histoire et métiers de l'image et du son* en particulier). Les liens que la formation entretient avec les axes stratégiques de l'UPEC auraient pu être explicités dans le dossier d'autoévaluation, par exemple autour des questions d'histoire environnementale et de développement durable (axe stratégique « Santé, société, environnement » de l'université). L'alliance d'universités européennes Aurora, récemment rejointe par l'UPEC, pourrait permettre à la formation d'accroître ses mobilités (entre 3 et 10 mobilités sortantes et entre 2 et 7 mobilités entrantes chaque année) et de développer des parcours diplômants internationaux.

Bien que la formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation, ses relations avec le monde social, économique et culturel demeurent ténues. La formation sensibilise aux débouchés professionnels dès la L1, propose des cours fléchés vers des secteurs d'activité variés et des stages dans certains parcours pédagogiques (qui pourraient être étendus à tous les étudiants de la licence). L'association des acteurs sociaux, économiques et culturels à la définition des débouchés de la formation, sa finalité et ses contenus reste faible. Le dossier d'autoévaluation mentionne à cet égard des perspectives d'amélioration grâce au projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement (Erasmus), mais ne précise pas d'actions concrètes.

La formation suit et analyse son attractivité et les faibles taux de réussite, mais sa connaissance du devenir des diplômés est restreinte. La diversification des supports de communication, que la formation a entreprise et se propose de poursuivre, est susceptible d'améliorer la qualité de l'orientation, et par là les taux de réussite en L1, actuellement faibles (en 2022-2023, 32 % des étudiants valident tous les crédits ECTS), mais aussi de contribuer à limiter la concurrence des universités parisiennes. L'absence de données spécifiques aux doubles licences ne permet pas d'apprécier leur attractivité. Les effectifs du parcours *Histoire - communication* sont très faibles : sept inscrits en 2022-2023, dont trois en deuxième année (L2) et quatre en troisième année (L3). Il est regrettable que la licence *Histoire* ne dispose pas d'indicateurs lui permettant d'analyser finement le devenir des diplômés.

L'organisation pédagogique est adaptée aux objectifs de la formation, qui pourrait s'ouvrir à l'alternance et à la formation continue. Suite aux recommandations de la dernière évaluation a été mené un travail d'alignement pédagogique, que la formation entend poursuivre avec l'introduction d'une approche par compétences. Bien que la priorité reste donnée aux exercices des concours de l'enseignement, la formation introduit des pratiques pédagogiques mobilisant des supports visuels et sonores, et s'appuyant sur des activités scientifiques et culturelles. La création de projets tutorés est envisagée pour la prochaine offre de formation. Le numérique est utilisé essentiellement pour enrichir les cours en présentiel, la modalité de cours en distanciel n'étant actuellement pas envisagée par l'UFR LLSH. La licence *Histoire* favorise l'acquisition de compétences linguistiques variées, les étudiants étant tenus de suivre un ou plusieurs cours de langue parmi un large choix : anglais, allemand, espagnol, italien, arabe, grec ancien, latin, ainsi que le mandarin pour la double licence *Histoire - Science politique*. L'anglais est particulièrement présent à travers les enseignements interdisciplinaires de L1 et les ressources textuelles mobilisées en L2 et en L3. Compte tenu de la dynamique professionnalisante mise en œuvre par la formation et du profil de certains de ses publics, il serait pertinent d'étudier la possibilité d'ouvrir la licence *Histoire* à l'apprentissage et à la formation continue.

Le solide pilotage de la formation laisse peu de place à la pédagogie universitaire et aux secteurs professionnels visés. Alors que le dossier d'autoévaluation rend compte d'un pilotage soucieux d'adapter ses dispositifs pédagogiques aux objectifs de la formation, ces préoccupations ne se traduisent pas dans des projets de pédagogie universitaire concrets, soutenus et valorisés par l'établissement. Enfin, si l'on peut souligner la mise en place, récente, d'un dispositif d'évaluation de la formation et d'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention, on peut regretter l'absence de représentants des milieux professionnels dans ce conseil, qui ne peuvent par conséquent contribuer à l'amélioration de la formation.

Conclusion

Points forts

- Un très bon adossement à la recherche ;
- Une dynamique de professionnalisation progressive ;
- Une formation à dimension pluridisciplinaire ;
- Une offre riche en doubles licences ;
- Un bon continuum avec le 2^e cycle ;
- Un pilotage soucieux d'adapter ses dispositifs pédagogiques aux objectifs de la formation.

Points faibles

- Une faible association des acteurs sociaux, économiques et culturels à la définition des débouchés de la formation, sa finalité et ses contenus, et une absence de représentant des milieux professionnels au sein du conseil de perfectionnement de la formation ;
- Un manque de données permettant à la formation d'analyser la qualité de l'insertion professionnelle et la nature des poursuites d'études ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Poursuivre l'articulation entre la spécialisation disciplinaire, la professionnalisation et la formation à et par la recherche, notamment en associant davantage les acteurs sociaux, économiques et culturels à la définition des débouchés de la formation, sa finalité et ses contenus, et en intégrant des représentants des milieux professionnels au conseil de perfectionnement de la formation.
- Consolider le suivi et l'analyse des données relatives au devenir des diplômés.
- Mettre en place une approche par compétences.

LICENCE PHILOSOPHIE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Philosophie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant trois parcours : un parcours du même nom que la mention, un parcours *Philosophie - accès santé* et un parcours *Philosophie - communication*. Elle est portée par la faculté des Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient 1 479 heures étudiant. Elle compte 138 étudiants et 13 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Philosophie* possède un adossement à la recherche soutenu et est soucieuse de préparer au 2^e cycle. La qualité de sa professionnalisation est toutefois ténue. Un engagement plus fort dans une démarche d'amélioration continue et le développement de liens avec le secondaire pourraient lui permettre d'accroître ses faibles taux de réussite en première année (L1) et l'attractivité de certains de ses parcours, que le dossier d'autoévaluation analyse trop peu.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche soutenu, qui gagnerait à s'articuler davantage aux objectifs de la formation, notamment en matière de spécialisation disciplinaire. La recherche fondamentale est introduite progressivement au cours de la licence. Les enseignements de méthodologie universitaire incluent une initiation à la recherche. Les étudiants sont conviés aux séminaires des équipes de recherche et la majorité des enseignements est dispensée par des enseignants-chercheurs de la discipline. Le dossier d'autoévaluation évoque l'idée d'accroître la place de la recherche dans la licence, avec la crainte que cela se fasse au détriment des contenus fondamentaux.

Si la formation s'inscrit dans les orientations de l'UPEC, sa cohérence avec les priorités de l'université est limitée. La licence se caractérise par une ouverture pluridisciplinaire à travers les parcours *Philosophie - accès santé* et *Philosophie - communication*, le choix d'options transversales à la faculté ou à l'établissement, et l'existence d'une double licence *Histoire-Philosophie*. Plusieurs cours et séminaires rejoignent les axes stratégiques de l'UPEC « Santé, société, environnement » et « Transformations sociales, inégalités, résistances ». La licence prépare à la poursuite d'études en master et au sein de la licence professionnelle *Métiers de la communication : chargé de communication*. Elle envisage de renforcer ses relations avec le secondaire, ce qui pourrait lui permettre de pallier l'inadéquation observée entre le profil de certains étudiants et la formation. Malgré des enseignements de langue et en langue étrangère, notamment en anglais, et en dépit de nombreux accords Erasmus+ et de dispositifs de soutien, les mobilités internationales étudiantes demeurent très faibles (entre 0 et 3 mobilités sortantes et entre 6 et 9 mobilités entrantes chaque année).

Les relations de la formation avec le monde social, économique et culturel sont ténues et sa dimension professionnalisante est faible. Si le dossier d'autoévaluation mentionne une collaboration avec le Centre hospitalier universitaire (CHU) Henri-Mondor de Créteil dans le cadre de la préparation aux métiers de la santé et du soin pour le parcours *Philosophie - accès santé*, le possible apport à la formation de ses partenariats sociaux, économiques ou culturels n'est pas précisé. La sensibilisation à l'insertion professionnelle est exclusivement dispensée à travers l'unité d'enseignement (UE) « Projet professionnel » pour la L1. La licence n'a pas de partenaire extérieur au domaine académique, ni de stage obligatoire. Elle n'est pas ouverte à l'alternance et n'accueille actuellement pas de stagiaire de la formation continue, bien que cette perspective soit envisagée. Le renforcement de la dimension professionnalisante de la formation pourrait s'appuyer sur une plus grande participation des personnalités extérieures et des étudiants au conseil de perfectionnement (qui n'est pas mis en place au niveau de la mention), à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation. Le projet Enseignement et recherche pour faire avancer les missions sociétales par l'engagement

(Erasmus), mentionné dans le dossier d'autoévaluation, vise à encourager une co-construction de la formation entre enseignants, étudiants et partenaires extérieurs, mais les détails concrets de cette démarche ne sont pas précisés.

La licence possède certaines données de pilotage, mais le processus de l'amélioration continue est peu développé. La formation est en mesure de suivre son attractivité et les taux de réussite des étudiants. En revanche, elle dispose de peu d'informations relatives au devenir des diplômés et aux évaluations des enseignements et de la formation par les étudiants. Celles-ci pourraient lui permettre de consolider sa démarche d'amélioration continue et d'augmenter ses taux de réussite en L1, actuellement bas. Le dossier d'autoévaluation analyse uniquement cette faiblesse au regard des effets du confinement et de la réforme du baccalauréat (28 % des étudiants valident tous les crédits ECTS en L1 en 2021-2022, 32 % en 2022-2023). Une meilleure collecte et analyse des données pourrait également apporter des pistes de compréhension de la faible attractivité de certains parcours, comme *Philosophie - communication* (2 inscrits en deuxième année (L2) et 2 en troisième année (L3) en 2022-2023).

Bien que la licence adapte son organisation aux compétences visées, l'alignement pédagogique est restreint.

La formation propose une spécialisation disciplinaire progressive, mène une réflexion sur la cohérence de ses enseignements disciplinaires et diversifie ses pratiques pédagogiques pour s'adapter à ses publics et à ses objectifs : pédagogie active, sorties culturelles, etc. L'alignement pédagogique pourrait être favorisé par la mise en œuvre d'une approche programme ou d'une approche par compétences, en veillant notamment à l'articulation entre spécialisation disciplinaire, initiation à la recherche et objectifs de professionnalisation, mais aussi concernant des projets pédagogiques soutenus par l'établissement et dont le dossier d'autoévaluation présente peu d'exemples.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche soutenu ;
- Un bon continuum avec le 2^e cycle ;
- Une spécialisation disciplinaire progressive ;
- Une ouverture pluridisciplinaire ;
- Des enseignements disciplinaires en langue étrangère, notamment en anglais ;
- Une adéquation avec plusieurs axes stratégiques de l'UPEC.

Points faibles

- Un manque d'informations sur le devenir des diplômés (insertion professionnelle et poursuite d'études) ;
- Une dimension professionnalisante réduite ;
- Un taux de réussite en L1 faible et non analysé ;
- Un alignement pédagogique restreint et une articulation limitée entre spécialisation disciplinaire, initiation à la recherche et objectifs de professionnalisation ;
- Une faible participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement (qui ne fonctionne pas au niveau de la mention), à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation ;
- Une absence d'approche par compétences ;
- Un parcours à très faibles effectifs.

Recommandations

- Renforcer le suivi et l'analyse du devenir des diplômés.
- Renforcer la dimension professionnalisante de la formation, par exemple en favorisant une plus grande participation des personnalités extérieures.
- Veiller à la qualité de la réussite, notamment en L1.
- Accentuer l'alignement pédagogique, notamment en veillant à l'articulation entre la spécialisation disciplinaire, l'initiation à la recherche et les objectifs de professionnalisation.
- Accroître la participation des étudiants et des personnalités extérieures au conseil de perfectionnement (qui n'est pas propre à la mention), à l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation, ainsi qu'à la prise en compte des résultats de cette évaluation dans l'évolution de l'offre de formation, en mettant en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Mettre en œuvre une approche par compétences.
- Veiller à ce que les parcours proposés aient un effectif suffisant pour assurer leur viabilité.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité de la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité de l'insertion professionnelle et la poursuite d'études ;
- Besoin d'informations complémentaires sur la qualité du processus d'amélioration continue.

LICENCE SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

L'intitulé national de la licence était jusqu'à la rentrée 2024 « Sciences de l'éducation ». Pour une plus grande lisibilité et cohérence avec le projet de la formation, le nouvel intitulé « Sciences de l'éducation et de la formation » est adopté dans ce rapport.

La licence *Sciences de l'éducation et de la formation* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant sept parcours : *Coordination d'établissements et de services pour personnes âgées ; Préparation au diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports ; Intervention sociale, insertion, formation ; Tourisme et événementiel ; Éducation et enseignement ; Travail social ; Parcours préparatoire au professorat des écoles*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation, sciences sociales (SESS) et Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Elle contient entre 1 348 et 1 751 heures étudiant en fonction des parcours. Elle compte 1 391 étudiants et 98 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Sciences de l'éducation et de la formation*, qui s'inscrit pleinement au sein des axes stratégiques de l'UPEC, regroupe des parcours ouverts en formation initiale classique, en apprentissage pour certains, et en formation continue. La formation présente le suivi et l'analyse de son attractivité, de la réussite étudiante et de l'insertion professionnelle pour certains de ses parcours. Le nombre de parcours et la diversité des thématiques rendent difficile la compréhension de leur articulation. La formation pourrait améliorer son ouverture à l'international à l'aide de l'harmonisation de l'enseignement des langues dans la mention et formaliser son évaluation au niveau de la mention et non des parcours.

La formation est une filière pertinente de l'offre de formation de l'établissement. Elle entre dans le grand axe stratégique « Formation ». Il est cependant difficile de comprendre les relations et les interconnexions entre les années et les parcours, même si le dossier d'autoévaluation partage certaines informations, comme l'existence de passerelles pour les étudiants des licences STAPS vers la licence *Sciences de l'éducation et de la formation*. En parallèle, la formation intègre au sein d'unités d'enseignement (UE) les enjeux de développement durable pour trois des sept parcours (*Intervention sociale, insertion, formation ; Tourisme et événementiel ; Préparation au diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports*).

La formation a adopté graduellement l'approche par compétences. La formation a réalisé un travail important en lien avec le programme d'investissements d'avenir « Nouveaux cursus universitaires » (NCU) Parcours universitaires en licence au service des étudiants (Pulse) pour développer une approche par compétences au sein de sa maquette. Ce processus a commencé par la première année (L1), puis par la deuxième (L2) et est en cours de finalisation pour la troisième (L3). La licence propose un parcours avec des enseignements hybrides grâce au développement de compétences numériques en L1. Cependant, aucune certification Pix n'est actuellement proposée. Dans le cadre de la mise en place de l'approche par compétences, les méthodes d'évaluation proposées sont dites « en concordance avec cette approche », mais ne sont pas explicitées dans le dossier d'autoévaluation. La formation a pour objectif de répondre aux attentes d'une approche par compétences pour la future accréditation.

La formation diversifie ses pratiques pédagogiques d'enseignement pour favoriser la réussite étudiante. Soixante-dix heures de formation sont dispensées partiellement ou entièrement à distance (hybride, co-modal,

synchrone ou asynchrone). Le conseil d'UFR a proposé qu'au maximum 25 % des heures de travaux dirigés (TD) puissent être réalisées en distanciel, à condition de déclarer les modalités pédagogiques mises en place. De plus, la formation a mis en place l'ouverture de groupes de TD en L1 sur des sites délocalisés pour certains étudiants éloignés du site principal.

La formation bénéficie, en fonction des parcours, d'un bon adossement à la recherche. Les parcours *Intervention sociale, insertion, formation, Éducation et enseignement* et *Travail social* intègrent durant les trois années de formation des enseignements d'initiation et de méthodologie à la recherche et de familiarisation aux techniques de recueil de données, représentant un total de 100 heures. Le *Parcours préparatoire au professorat des écoles* et le parcours *Tourisme et événementiel* intègrent ces contenus seulement à partir de la L3. La maquette du parcours *Coordination d'établissements et de services pour personnes âgées* n'apporte pas de détails sur cet adossement. Enfin, le parcours *Préparation au diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports* ne fait apparaître que succinctement le terme « recherche » au sein de sa maquette de formation. L'adossement à la recherche de la formation se déploie dans 13 % des enseignements et est assuré par 5 enseignants-chercheurs, représentant 360 heures de formation pour l'ensemble des trois années de licence.

La formation prépare les étudiants à intégrer le monde socio-économique. La formation intègre des professionnels de différents milieux professionnels au sein de son équipe de formation. Des échanges et des partenariats avec l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) de Créteil et l'Institut régional du travail social (IRTS) existent, mais peu d'informations sont disponibles concernant les éventuels partenariats avec des acteurs socio-économiques du territoire. Seule l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV) est citée pour des actions communes. Les intervenants professionnels représentent 40 % des intervenants pour le parcours *Éducation et enseignement* et 60 % pour le parcours *Intervention sociale, insertion, formation*. Le détail du pourcentage d'intervenants professionnels n'est pas communiqué pour les autres parcours. La formation a fait le choix d'ouvrir plusieurs parcours à la formation continue et à l'apprentissage à partir de la L3 afin d'attirer un public professionnel.

La formation est adaptée à l'accueil de publics de la formation continue et en apprentissage. Elle dispose de parcours en formation continue et en apprentissage, et le nombre d'étudiants accueillis est en augmentation constante. Cependant, le nombre de validations des acquis de l'expérience (VAE) est faible (5 en 2020-2021 et 1 en 2022-2023). Le dossier d'autoévaluation ne présente pas le détail du nombre d'étudiants de la formation continue et en apprentissage de la L1 à la L3 spécifiquement par parcours, ce qui ne permet pas d'apprécier l'accueil de ces publics hors des parcours ouverts exclusivement à la formation continue et/ou en apprentissage.

La formation suit et analyse la réussite élevée des étudiants, mais plus inégalement son attractivité. Les chiffres de réussite sont stables et cohérents entre les années. Le taux d'abandon en L1 s'établit entre 10 % et 15 %. Le taux de réussite est important et stable (en moyenne) : 78 % en L1, 91 % en L2 et 87 % en L3. La formation analyse les taux de pression à l'entrée de L1 pour les parcours *Éducation et enseignement, Intervention sociale, insertion, formation* et *Parcours préparatoire au professorat des écoles* en comparant le nombre de candidatures et la capacité d'accueil. La demande la plus importante concerne le parcours *Éducation et enseignement*, qui reçoit cinquante fois plus de candidatures que de places disponibles. La formation propose une refonte du parcours *Éducation et enseignement* afin de gagner en visibilité et en attractivité auprès des lycées. Le parcours *Tourisme et événementiel* ne présente que sept étudiants en moyenne lors des trois dernières années, et mériterait également de bénéficier d'une évaluation de son attractivité.

Le pilotage du processus d'évaluation de la formation est incomplet. Aucune donnée issue des services centraux de l'université n'est disponible dans le dossier d'autoévaluation quant au suivi de la poursuite d'études ou de l'insertion professionnelle pour l'ensemble des parcours. Seul le nombre d'étudiants poursuivant en master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* est disponible : il est en légère baisse (153 étudiants en 2020-2021, 172 en 2021-2022 et 133 en 2022-2023). L'analyse de la situation pour le parcours *Intervention sociale, insertion, formation* est beaucoup plus disparate. Un questionnaire d'évaluation a été mis en place en 2022-2023, mais il récolte trop peu de réponses (sur les 1 391 étudiants, seuls 230 y ont répondu). La démarche d'évaluation des enseignements n'est pas globale et le dossier d'autoévaluation ne permet pas d'établir qu'il n'existe un conseil de perfectionnement au niveau de la mention. Seuls des « pré-conseils » de perfectionnement des différents parcours existent et ils ne sont pas uniformisés.

L'ouverture à l'international de la formation est faiblement développée. Peu de mobilités sortantes ont été enregistrées lors des trois dernières années : un seul étudiant en 2020-2021, cinq en 2021-2022 et trois en 2022-2023 ont profité de cette possibilité. La formation propose des enseignements en langues anglaise et espagnole avec la possibilité de réaliser un stage à l'étranger afin d'observer le système éducatif d'un autre pays de l'Union européenne.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans l'un des axes stratégiques de l'UPEC ;
- Une forte attractivité de la formation ;
- Une forte participation des professionnels aux enseignements.

Points faibles

- Un processus d'évaluation de la formation trop disparate entre les parcours et le fonctionnement d'un conseil de perfectionnement de la mention non établi ;
- Une absence d'enquête de suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études pour l'ensemble de la mention ;
- Une trop faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Développer un processus d'évaluation coordonné pour l'ensemble des parcours et s'assurer de la mise en place d'un conseil de perfectionnement propre à la mention.
- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études pour l'ensemble de la mention.
- Favoriser les échanges internationaux d'étudiants (mobilité entrante et sortante).

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ÉDUCATION ET MOTRICITÉ

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : éducation et motricité (EM)* ne comporte pas de parcours spécifique en dehors du strict intitulé de la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation, sciences sociales (SESS) - STAPS. Elle compte 150 étudiants et 25 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *STAPS : EM* répond à une demande de territoire et s'inscrit de manière pertinente au sein de l'offre de formation de l'UPEC. L'approche par compétences nécessite une concrétisation en lien avec l'évaluation. Le dossier d'autoévaluation manque d'informations concernant l'attractivité de la formation et la qualité de la réussite des étudiants. L'adossement de la formation à la recherche est à consolider en lien avec les enseignants-chercheurs et son ouverture à l'international est à développer. Le processus d'évaluation interne de la formation n'est pas en mesure de s'appuyer sur des données d'insertion professionnelle et de poursuite d'études.

La formation est une filière pertinente dans l'offre de formation de l'UPEC. La licence *STAPS : EM* répond aux enjeux stratégiques de l'UPEC dans les domaines de l'éducation et de la formation. Elle s'appuie sur deux années communes de licence (L1 et L2) apportant un socle disciplinaire transversal, puis sur une année de spécialisation (L3) visant l'acquisition de connaissances et de compétences scientifiques. Les étudiants peuvent s'orienter vers le master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF)* à la suite de la licence. Ils peuvent faire le choix de suivre un parcours de formation pour le premier degré ou le second degré. Il n'existe cependant pas d'information à propos de ces parcours dans le dossier d'autoévaluation et ils ne sont pas identifiés dans la maquette de la licence.

L'approche par compétences est déployée, mais elle n'est pas concrétisée jusque dans l'évaluation. La formation présente son intérêt pour une approche par compétences, pour un alignement entre les pratiques de terrain et les pratiques pédagogiques, et pour la conception de situations en lien avec le référentiel de compétences. Le diplôme est complété par un supplément qui précise les connaissances et les compétences acquises par l'étudiant. Cependant, il n'est fait référence à aucune modalité d'évaluation permettant d'apprécier le niveau des compétences des étudiants et de faire évoluer ces approches, excepté un oral final devant permettre la mobilisation de l'ensemble des contenus de formation de la L3.

La formation est confrontée à une chute des effectifs en L3, mais elle n'analyse pas son attractivité. Très peu d'informations sont communiquées quant à l'attractivité de la formation. On observe une baisse notable des effectifs en L2 (baisse de 102 inscrits en 2020-2021 à 75 en 2022-2023) et en L3 (baisse de 120 à 75 étudiants pour les mêmes années), mais elle ne trouve pas d'explication dans le dossier d'autoévaluation. La formation n'a accueilli qu'un seul stagiaire de la formation continue en 2022-2023.

Les informations sur la réussite sont partielles et elle n'est pas analysée. Le pourcentage de réussite en L3 est en très légère augmentation suite à une diminution au cours de la période (68 % en 2020-2021, 63 % en 2021-2022 et 72 % en 2022-2023). Le dossier d'autoévaluation ne détaille pas la réussite par année d'études et ne l'analyse pas.

La formation bénéficie d'un faible adossement à la recherche. Seuls quatre enseignants-chercheurs interviennent en L3, pour un nombre d'heures non précisé. La formation ne présente pas d'heure spécifique à l'initiation à la recherche pour l'ensemble des années et aucune démarche à la recherche en L2. En L3, l'équipe de formation propose le développement d'une démarche réflexive en lien avec la manipulation d'outils méthodologiques de recueil de données et d'analyse de l'activité physique et/ou sportive. Aucun rattachement à des laboratoires n'est présenté de la L1 à la L3, malgré la présence d'enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique.

Le processus d'évaluation interne existe, mais il nécessite une attention plus importante. Un compte rendu du conseil de perfectionnement présente des constats et des prospectives. Il est fait mention d'un questionnaire d'évaluation des enseignements auquel 41 étudiants (sur 75 inscrits) ont répondu en 2022-2023, mais aucune information complémentaire n'est disponible.

Les poursuites d'études et l'insertion professionnelle ne font l'objet d'aucun suivi. La formation présente une insertion professionnelle exclusivement après le master *MEEF*, et seulement vers le professorat d'éducation physique et sportive (EPS). Les étudiants de L2 ont la possibilité de choisir entre deux parcours (premier degré ou second degré), mais la maquette ne présente qu'un parcours. Aucune information n'est disponible quant à l'insertion professionnelle des étudiants. Le travail de positionnement de la licence au sein du monde socio-économique doit pourtant s'appuyer sur l'analyse de cette insertion. Ces données permettraient de positionner la formation par rapport à des forces ou des manques identifiés en lien avec le conseil de perfectionnement.

La formation est très faiblement ouverte à l'international. Malgré plusieurs dispositifs et la présence d'une personne-ressource, seules deux mobilités sortantes étudiantes ont été réalisées en 2019-2020, et aucune mobilité étudiante entrante. La formation offre des enseignements de langue anglaise pour les trois années de licence (du semestre 1 au semestre 6, soit 108 heures). La place des langues étrangères dans la formation est à consolider par une certification de niveau : la formation propose à ce sujet une réflexion pour une certification du niveau de langue, le *Test of English for International Communication* (TOEIC).

Conclusion

Points forts

- Une formation inscrite dans les axes prioritaires de l'UPEC ;
- Une approche par compétences en cours de formalisation.

Points faibles

- Une autoévaluation qui contient des manques d'informations sur l'attractivité de la formation et la réussite des étudiants ;
- Une absence du suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une formation peu adossée à la recherche ;
- Une évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants peu développée ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences qui ne présente pas les évaluations ;
- Un faible nombre de stagiaires de la formation continue ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Analyser l'attractivité de la formation, en nette perte d'effectifs, et la réussite des étudiants.

- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Renforcer les enseignements d'initiation à la recherche et l'apport de la recherche dans les enseignements.
- Développer l'analyse de l'évaluation des enseignements et de la formation.
- Opérationnaliser l'approche par compétences associée à un référentiel d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture de la formation au public de la formation continue par la mise en place de l'approche par compétences.
- S'appuyer sur les moyens disponibles afin de dynamiser l'ouverture à l'international.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur l'attractivité de la formation, dont la perte d'effectifs n'est pas analysée ;
- Manque d'informations sur la réussite des étudiants.

LICENCE PROFESSIONNELLE INTERVENTION SOCIALE : ACCOMPAGNEMENT DE PUBLICS SPÉCIFIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique : *Coordination et développement de projets pour les territoires*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 635 heures étudiant. Elle compte 19 étudiants et 11 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques* est en cohérence avec la stratégie de formation de l'UPEC, fondée entre autres sur la conciliation entre savoir et action. Elle s'inscrit dans une logique de professionnalisation recommandée par l'établissement. Elle a mis en place une pédagogie fondée sur l'approche par compétences avec des dispositifs d'apprentissage variés. Elle intègre la pluridisciplinarité à travers la diversité de son équipe pédagogique, qui assure un bon adossement à la recherche. Cependant, la formation peine à développer un partenariat académique en mettant en avant son caractère professionnalisant. Elle s'arrime très bien aux choix de la composante en termes d'alignement pédagogique dans le continuum bac - 3 / bac + 3. L'ouverture à l'international est très faible dès lors que l'on s'intéresse aux mobilités sortantes et entrantes, quasi inexistantes pour les étudiants.

La formation jouit d'un bon adossement à la recherche. Elle bénéficie des retombées des travaux des cinq enseignants-chercheurs qui y interviennent. Ceux-ci constituent le noyau d'une équipe pédagogique disciplinairement variée comptant trois maîtres de conférences de la section 19 (Sociologie, démographie) du Conseil national des universités (CNU), un maître de conférences et un professeur des universités de la section 70 (Sciences de l'éducation) du CNU, qui assurent 265 heures équivalent travaux dirigés (TD), dont 60 heures consacrées à l'initiation à la recherche en vue de la réalisation de diagnostics territoriaux et de mémoires de stage.

La LP entretient de très bonnes relations avec le monde social, économique et culturel, tout en intégrant de nombreux éléments de professionnalisation. Ouverte en alternance sur la base de la formation en apprentissage et de la formation continue, la formation affirme s'appuyer sur un réseau de partenaires solide et très diversifié, sans que des éléments factuels de formalisation soient indiqués dans le dossier d'autoévaluation. À ce titre, il est fait mention d'anciens étudiants, dont certains font partie des cinq professionnels assurant 250 heures de formation. Ces partenaires sont également impliqués dans les dispositifs, autant de réflexion et d'évaluation croisées que d'enseignement et d'apprentissage heuristiques et innovants. La formation gagnerait à renforcer l'implication de ces partenaires.

En mobilisant l'approche par compétences, la formation a mis en œuvre des méthodes pédagogiques pertinentes et diversifiées. Ces méthodes pédagogiques sont fondées sur quatre dispositifs transverses que sont le diagnostic, le projet tuteuré, le voyage d'études et le mémoire. Parmi la panoplie des ressources mobilisées, les outils numériques sont utilisés, y compris en ligne dans la stimulation et l'optimisation du travail collaboratif. Toutefois, malgré l'équipement des salles en vidéoprojecteurs, aucun enseignement n'est conduit à distance, la pédagogie privilégiant le présentiel en mode classique (cours magistraux, travaux pratiques) associé à diverses autres modalités telles que la mise en situation professionnelle, les classes inversées, les travaux de groupes et les sorties pédagogiques de terrain. En outre, il est à regretter que le portfolio ne soit pas systématiquement intégré à la démarche de formation.

Bien que les contenus et les dispositifs de la formation soient adaptés aux publics de la formation continue, ils pourraient être davantage enrichis. Les publics de la formation continue sont généralement accueillis en tant que stagiaires et insérés avec le public de formation en alternance. Des remises à niveaux et un accompagnement individualisé leur sont proposés, ainsi que des aménagements spécifiques (si besoin). En outre, sont également régulièrement proposés aux candidats de la formation continue les dispositifs de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de validation des acquis professionnels (VAP). Au total, cinq étudiants en ont bénéficié en 2020-2021, quatre en 2021-2022 et quatre en 2022-2023. La formation pourrait très bien se prêter à la mise en place de modules certifiants tel que le diplôme d'université (DU) ou les certificats d'université (CU), notamment grâce à son organisation par blocs de compétences.

La formation jouit d'une bonne attractivité en mobilisant un faible nombre de leviers. En effet, elle se confine encore à une communication de l'équipe pédagogique via la journée portes ouvertes, les partenaires et les anciens étudiants, pour un résultat somme toute encourageant au regard du nombre de dossiers de candidatures reçus (50 à 60 par an) pour 20 places proposées.

L'équipe pédagogique suit le taux de réussite des étudiants et analyse l'impact des dispositifs d'accompagnement, d'aide à la réussite et d'aménagement des études. Une alerte peut être signalée en ce qui concerne les forts taux d'échec ces dernières années, même si la crise sanitaire peut appeler une réserve. La réussite s'améliore au cours de la période évaluée : le nombre et la proportion d'étudiants diplômés augmentent (13 étudiants sur 18 en 2020-2021, 18 sur 20 en 2021-2022 et 19 sur 19 en 2022-2023).

Le caractère lacunaire des données fournies entrave l'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés. Bien que la formation mentionne une bonne insertion des étudiants dans un marché adéquat, très peu de données viennent étayer cette affirmation. Aussi, les bons résultats indiqués dans le dossier d'autoévaluation en termes d'insertion professionnelle rapide dans des emplois stables entrent en contradiction avec un taux de poursuite d'études croissant, passé de 8 % en 2020-2021, à 17 % en 2021-2022. Le caractère lacunaire des données à cet égard ne permet pas d'apprécier plus finement ce critère.

La formation dispose des moyens suffisants pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est constituée de six enseignants permanents et de cinq enseignants non permanents. La soutenabilité financière de la formation est garantie par sa capacité à recruter des apprentis, couvrant intégralement les 685 heures équivalent TD nécessaires à cet effet. Le mode de gouvernance de la formation répond à la logique de l'établissement recommandant un pilotage à trois échelles, à savoir l'établissement, la composante et le département.

Le processus d'évaluation interne défini par la formation est peu mobilisé par les étudiants. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement dûment constitué qui se réunit une fois par an. L'évaluation des enseignements et de la formation est conduite sur la base d'un questionnaire partagé aux étudiants une fois par an. Cependant, le taux de réponse, mentionné uniquement pour 2022-2023 (21 %), demeure faible et nécessite que la formation révise la procédure en place. L'équipe pédagogique indique mener actuellement une réflexion en vue d'améliorer le taux de réponse.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont très faiblement adaptés pour permettre son ouverture à l'international. Par conséquent, la formation affiche une très faible ouverture à l'international, revendiquée uniquement par le truchement des activités des enseignants-chercheurs. Il est étonnant que les voyages d'études, généralement effectués à l'étranger en pays hispaniques, susceptibles de consolider l'ouverture de la formation à l'international et à l'interculturalité, ne soient pas assortis d'enseignements de langues étrangères dans la formation. La formation ne prend pas suffisamment en charge la préparation ni au voyage d'études ni à la mobilité internationale, alors même qu'elle estime et envisage une projection professionnelle de ses diplômés à l'international. À cet effet, elle pourrait très utilement investir les opportunités possiblement offertes par l'alliance d'universités européennes Aurora, récemment rejointe par l'UPEC, susceptible de lui permettre de dynamiser ses mobilités.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation très pertinente au regard du marché de l'emploi dans le secteur ;
- Un bon adossement à la recherche ;

- Une bonne mise en place de l'approche par compétences ;
- Une bonne soutenabilité de la formation.

Points faibles

- De nombreuses poursuites d'études ;
- Un faible taux de réussite ;
- Un faible dispositif interne dédié à l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Engager une réflexion sur les raisons pour lesquelles la LP peine à assurer une insertion professionnelle immédiate et sur les dispositifs à mettre en œuvre pour la conforter.
- Veiller à la qualité de la réussite étudiante et mettre en place des dispositifs de remédiation adaptés le cas échéant.
- Renforcer les dispositifs internes dédiés à l'évaluation des enseignements et de la formation.
- S'appuyer sur la stratégie de l'UPEC pour développer l'ouverture à l'international.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE LA COMMUNICATION : CHARGÉ DE COMMUNICATION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de la communication : chargé de communication* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient 469 heures étudiant. Elle compte 23 étudiants et 17 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de la communication : chargé de communication* est en adéquation avec la stratégie formation de l'UPEC visant à concilier savoir et action. Pour ce faire, elle contribue à la professionnalisation des étudiants en sciences humaines et sociales, tout en entretenant de très bons liens avec le monde socio-économique. Affichant un bon adossement à la recherche, elle développe une pédagogie active fondée en particulier sur la méthodologie de projet. Elle est ouverte aux étudiants de l'UFR LLSH ainsi qu'aux titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS), dans une perspective d'alignement pédagogique suivant la logique bac - 3 / bac + 3 requise par l'établissement. À cet effet, elle développe des outils et met en place des dispositifs de suivi et d'analyse, autant de son attractivité que de la réussite et de l'insertion professionnelle des apprenants. Toutefois, ces outils et dispositifs gagneraient à être renforcés en s'appuyant davantage sur le conseil de perfectionnement qui est déjà dûment constitué. Le positionnement de la LP face aux bachelors universitaires de technologie (BUT) nouvellement créés nécessite en outre un complément d'information.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. L'équipe pédagogique d'enseignants-chercheurs, dont les travaux irriguent les enseignements et l'exercice du mémoire professionnel, assure un volume de 21 heures de formation dédiées à l'initiation à la recherche. Différentes spécialités des sciences de l'information et de la communication et plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales (droit, histoire, sociologie, science politique) sont représentées parmi les sept enseignants-chercheurs qui assurent un volume de 235 heures de formation. Des liens existent également avec le Centre d'étude des discours, images, textes, écrits, communication (CEDITEC) et le Pôle d'appui à la recherche de l'UFR LLSH de l'UPEC. Les membres du service commun de documentation sont également mobilisés en début d'année pour aborder les techniques de recherche documentaire qui complètent les séances de méthodologie de projet tutoré et de mémoire, tout en sensibilisant les étudiants sur les questions d'éthique.

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel et intègre des éléments de professionnalisation, mais elle n'aborde pas spécifiquement l'entrepreneuriat. Les maîtres d'apprentissage participent activement au suivi des étudiants à partir d'un dialogue constant avec le tuteur pédagogique de chaque étudiant. Ils participent aux jurys de projet tutoré et de mémoire, ainsi qu'à l'évaluation de la formation via un questionnaire. Ils interviennent également en assurant des enseignements bien ciblés. L'équipe pédagogique compte sept professionnels, qui assurent 263 heures d'enseignements professionnalisants au sein de la formation. Il reste regrettable que la formation ne propose pas de module dédié à l'entrepreneuriat.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées en développant et en diversifiant ses pratiques pédagogiques, sans pour autant adopter l'approche par compétences. Davantage fondées sur une approche par blocs de connaissances et de compétences, les pratiques pédagogiques reposent sur un ensemble d'innovations pédagogiques et de dispositifs de professionnalisation adaptés aux objectifs de la formation et à ses effectifs. Aucun enseignement n'est conduit à distance, sauf conditions exceptionnelles (confinement, grèves des transports, etc.).

Le suivi des flux de candidatures et d'inscriptions permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics et questionne le positionnement de la LP vis-à-vis de son bassin de recrutement.

L'équipe pédagogique fait la promotion de la formation auprès des étudiants et des professionnels afin de garantir et de sécuriser un vivier conséquent d'environ 80 à 100 candidatures par an pour les 20 places proposées. Toutefois, on peut noter une baisse très importante du nombre d'inscrits en 2021-2022, qui tombe à 12, interrogeant fortement sur le positionnement de la LP face à la mise en place des BUT. L'un d'entre eux s'avère directement concurrentiel en termes de viviers de candidatures : le BUT *Techniques de commercialisation*, porté par l'IUT Sénart-Fontainebleau au sein de l'UPEC. Néanmoins, ces efforts de communication de la part de l'équipe pédagogique se traduisent dans le dépassement de capacité de places offertes en 2022-2023. Cela permet à la formation de garantir sa soutenabilité financière, dans la mesure où elle dispose d'un vivier d'employeurs partenaires fidèles et où tous les étudiants admis disposent d'un contrat d'apprentissage.

La formation suit et analyse la bonne réussite des étudiants, qui décroît néanmoins au cours de la période. Bien que le taux de validation de l'intégralité des crédits ECTS soit globalement très élevé, il requiert tout de même une réelle vigilance du fait de son recul continu, de l'ordre de sept points au total au cours des trois années de référence, passant de 94 % 2020-2021 à 92 % en 2021-2022 et à 87 % en 2022-2023.

La formation ne remplit que partiellement sa mission d'insertion professionnelle immédiate et de nombreux diplômés poursuivent des études. Elle a mis en place un dispositif d'enquête sur les réseaux sociaux (LinkedIn) en complément de l'enquête de l'établissement jugée très lacunaire. Ceci lui a permis de savoir qu'en ce qui concerne 16 des 17 diplômés de la promotion 2020-2021, 8 se sont insérés dans le monde de l'emploi et les 8 autres poursuivent leurs études dans le même domaine. C'est également le cas pour la promotion 2021-2022, pour laquelle l'enquête révèle que parmi les 10 répondants (sur 11 diplômés), 5 sont en emploi après le diplôme, 4 sont en poursuite d'études en alternance dans le même domaine, et 1 est en poursuite d'études après une réorientation vers un master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*. Ces nombreuses poursuites d'études ne suivent pas exactement la finalité de la LP, qui est d'assurer une insertion professionnelle immédiate à l'issue du diplôme.

La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique comprend 17 membres : 5 enseignants permanents (rattachés au département de communication et au CEDITEC) et 12 enseignants non permanents (des enseignants-chercheurs, des doctorants et des post-doctorants spécialisés dans un domaine et des professionnels de la communication). La soutenabilité de la formation est garantie par le nombre d'apprentis accueillis.

Les contenus et les dispositifs de la formation gagneraient à être repensés pour une améliorer l'adaptation aux publics de la formation continue et de la formation en alternance. La formation est ouverte à l'alternance et à la formation continue, et porte une attention à l'accompagnement de ce public. Cependant, le nombre de stagiaires de la formation continue inscrits dans la formation durant la période évaluée reste très faible, passant de 0 à 1, puis à 3. La très grande majorité de la promotion au cours de ces années de référence dispose d'un contrat d'apprentissage (entre 12 et 19 étudiants chaque année). Par ailleurs, la validation des acquis de l'expérience (VAE) décolle timidement, avec une seule délivrance au cours de toute la période. Ce dispositif mériterait d'être renforcé. L'alternance en contrat de professionnalisation peine à trouver son public, avec un seul candidat enregistré au cours de la période de référence.

Le processus d'évaluation interne repose sur un dispositif se limitant, pour l'évaluation des enseignements, à des rencontres entre la direction et les délégués de la promotion en cours, mais il peut s'appuyer sur un conseil de perfectionnement qui fonctionne. Le processus d'évaluation des enseignements est à renforcer pour permettre de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. La formation dispose néanmoins d'un conseil de perfectionnement dûment constitué, qui fonctionne régulièrement et est à même de contribuer efficacement à cette démarche.

Conclusion

Points forts

- Une bonne connexion au monde socio-économique et culturel ;
- Une bonne soutenabilité grâce à un accueil optimal d'apprentis ;
- Un fort adossement à la recherche ;

- Un suivi fin du devenir des diplômés ;
- Un conseil de perfectionnement dûment constitué et actif.

Points faibles

- Un positionnement concurrentiel fragile par rapport aux BUT nouvellement créés ;
- Un processus d'évaluation interne insuffisant ;
- De nombreuses poursuites d'études à l'issue du diplôme ;
- Une absence de mise en place de l'approche par compétences ;
- Des dispositifs de formation spécifiques peu attractifs pour le public de la formation continue.

Recommandations

- Clarifier le positionnement de la LP par rapport au BUT *Techniques de commercialisation* porté par l'IUT Sénart-Fontainebleau.
- Renforcer le processus d'évaluation interne de la formation en mettant davantage à profit le conseil de perfectionnement.
- Veiller à ce que la formation, caractérisée par de nombreuses poursuites d'études à l'issue du diplôme, assure une insertion professionnelle immédiate.
- S'engager résolument dans la mise en place de l'approche par compétences en prenant appui sur les blocs de connaissances et de compétences.
- Renforcer les dispositifs de formation spécifiques proposés au public de la formation continue en poursuivant le développement de la validation des acquis de l'expérience (VAE) et de la validation des acquis professionnels (VAP).

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la LP par rapport au BUT *Techniques de commercialisation* porté par l'IUT Sénart-Fontainebleau.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH). Elle compte 13 étudiants et 6 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme* est en adéquation avec la stratégie formation de l'UPEC. Ouverte à l'apprentissage, elle s'inscrit dans les ambitions, les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement, suivant ses axes stratégiques « Santé, société et environnement » et « Transformations sociales, inégalités, résistances ». Elle entretient des liens forts avec le monde socio-économique. Toutefois, la formation n'a pas clairement défini de méthode pédagogique orientée vers la mise en place de l'approche par compétences. Aussi, la diversité des spécialités présentes au sein de l'équipe pédagogique lui permet d'entretenir un lien avec les autres disciplines et composantes de l'établissement, tout en assurant un bon adossement à la recherche. Bien qu'elle suive et analyse de manière acceptable la réussite de ses étudiants, la formation peine encore à mettre en place un dispositif efficace à même de garantir son attractivité. Il en va de même pour le suivi et l'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés et de la poursuite éventuelle des études. Par ailleurs, le processus d'évaluation interne en place contribue peu à la démarche d'amélioration continue, expliquant entre autres le dysfonctionnement actuel du conseil de perfectionnement. Des informations complémentaires sont nécessaires sur le positionnement de la LP dans son environnement académique, sur les dispositifs de remédiation à sa faible attractivité et à la baisse des taux de réussite, et sur le processus d'amélioration continue.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche, bien qu'elle n'ait pas pour objectif de former à la poursuite d'études et à la recherche. Six enseignants-chercheurs interviennent dans la formation et assurent un lien avec la recherche grâce à 24 heures d'enseignement. Le rapport d'apprentissage que chaque étudiant doit rendre en fin d'année requiert une initiation à la recherche. À cette occasion, entre autres, les étudiants sont sensibilisés à l'intégrité scientifique et professionnelle : la formation ne propose pas de cours dédiés, mais aborde le sujet dans le cadre de plusieurs enseignements. Les membres du service commun de documentation n'interviennent pas directement dans la formation, alors même que la réalisation d'un rapport d'apprentissage exige une initiation à la méthodologie documentaire et aux instruments de recherche. Une telle intervention serait susceptible de donner à cette méthodologie une application très concrète.

La formation entretient des relations avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. Elle répond à un besoin clairement ciblé des collectivités territoriales et des bureaux d'études en aménagement, besoin recueilli par une enquête réalisée en 2019 auprès d'un panel de collectivités et d'entreprises du secteur de l'urbanisme. Une large place est donnée aux professionnels dans les enseignements, avec un objectif de répartition équilibrée entre enseignants-chercheurs et professionnels (50 % chacun), y compris en ce qui concerne la codirection opérationnelle de la formation. Entièrement dispensée en apprentissage, la formation peut également accueillir des contrats de professionnalisation en formation continue, bien que les effectifs de stagiaires de cette catégorie le reflètent peu. La formation propose un enseignement d'intégration professionnelle au regard des très bons taux d'insertion professionnelle de ses anciens étudiants. Cette démarche semble moins opérante du fait de la non mise en place de l'approche par compétences.

La formation ne met pas clairement en œuvre une méthode pédagogique adaptée aux compétences visées.

Une démarche pédagogique claire et explicitement définie est nécessaire afin de mettre en place l'approche par compétences, dans la mesure où la formation se veut être une formation en alternance qui s'appuie sur des compétences acquises en entreprise. La formation envisage de procéder à cette définition dans le cadre de la prochaine offre de formation. Toutefois, elle développe et diversifie ses pratiques pédagogiques, avec, en plus des méthodes classiques de cours magistraux et de travaux dirigés dispensés dans des salles dédiées, des enseignements prenant place sur le terrain et des mises en situation, notamment dans les cours « Diagnostics et projets de territoire » et « Concertation et démarche participative ». Une part importante est accordée à la démarche de projet à travers le diagnostic territorial et les visites de terrain. On peut regretter la non mobilisation du distanciel, qui n'est proposé que dans des circonstances très particulières.

Bien que les contenus et les dispositifs de la formation soient adaptés aux publics de la formation continue et en apprentissage, la formation est peu attractive pour les publics de la formation continue.

Entièrement dispensée en alternance, la formation peut également accueillir des étudiants en contrat de professionnalisation. Ceux-ci sont accueillis et accompagnés grâce à l'appui d'un personnel administratif au niveau de l'UFR en plus du secrétariat habituel de la formation. Le parcours peut être adapté par contrat pédagogique. Il est possible de valider tout ou partie de la formation via une validation des acquis de l'expérience (VAE) ou une validation des acquis professionnels (VAP), même si la formation reçoit très rarement des candidats en formation continue (un seul reçu au cours des trois années de référence). La non mise en place de l'approche par compétences contribue à la faible attractivité de cette voie.

Le dispositif de suivi des flux de candidatures et d'inscriptions manque d'efficacité. La formation peine à mesurer et à améliorer son attractivité auprès de ses différents publics. Elle reçoit un faible nombre de candidatures par rapport aux nombreuses offres d'apprentissage existant sur le territoire. La formation gagnerait à développer des actions correctives à cet effet.

Bien que la formation suive et analyse la réussite des étudiants, elle ne dispose pas d'un dispositif à même de lui permettre d'analyser l'insertion professionnelle et la poursuite d'études des diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi.

La réussite des étudiants suit une tendance de recul continu : le taux de validation de tous les crédits ECTS est passé de 100 % en 2020-2021 à 92 % en 2021-2022 et finalement à 77 % en 2022-2023. Cinq étudiants poursuivent leurs études en cycle supérieur durant la période de référence, dont un dans un autre établissement (promotion 2020-2021) et quatre au sein de l'UPEC (promotion 2021-2022), ce qui représente 33 % des diplômés.

La formation dispose de moyens limités pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Bien que 6 enseignants permanents et 14 enseignants non permanents assurent les 414 heures d'enseignement, l'équipe pédagogique s'avère restreinte, car elle est actuellement suspendue au recrutement d'un enseignant-chercheur permanent en géographie et aménagement, auquel s'ajoute le besoin d'un contractuel permanent pour assurer un lien fort avec le monde professionnel. La LP s'appuie sur l'établissement pour former les enseignants, via le Centre d'ingénierie et de développement pédagogique, qui propose des plans de formation professionnelle aux enseignants.

La formation a défini un processus d'évaluation interne peu susceptible de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue.

Elle s'appuie sur le questionnaire élaboré à l'échelle de l'établissement pour procéder chaque semestre à une évaluation des enseignements. À cette occasion, un questionnaire (auquel seulement trois réponses d'étudiants sont enregistrées) fait office d'outil de travail. La formation déclare disposer d'un conseil de perfectionnement tout en concédant que la période de crise sanitaire a contribué à entraver sa mise en œuvre effective. Cependant, le dossier d'évaluation ne présente pas d'informations relatives à la tenue ou aux décisions d'un conseil de perfectionnement.

Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas suffisamment adaptés pour permettre son ouverture à l'international.

Le cours d'anglais proposé par la LP, sur recommandation de la précédente évaluation, reste modeste. Aucune certification n'est proposée aux étudiants. La mobilité internationale est freinée par la durée de la formation en alternance et la projection d'ancrage professionnel dans le bassin francilien, où les besoins professionnels sont bien identifiés.

Conclusion

Points forts

- Une bonne adaptation au marché de l'emploi ;

- Une soutenabilité garantie par l'accueil d'apprentis ;
- Un fort adossement à la recherche.

Points faibles

- Un positionnement peu clair de la formation au sein de son environnement académique ;
- Une attractivité limitée et peu suivie ;
- Une baisse continue du taux de réussite ;
- Une absence de mise en place de l'approche par compétences ;
- Un manque d'informations concernant le conseil de perfectionnement ;
- Une ouverture à l'international insuffisante.

Recommandations

- Clarifier le positionnement de la formation au sein de son environnement académique.
- Mettre en place un dispositif de suivi des candidatures et d'amélioration de l'attractivité de la formation.
- Analyser les motifs de la baisse continue du taux de réussite afin de mettre en œuvre des dispositifs de remédiation adaptés.
- Définir une méthode pédagogique adaptée aux objectifs de la formation, notamment en mettant en place une approche par compétences.
- Mettre en place et s'assurer de la tenue correcte du conseil de perfectionnement.
- Stimuler et promouvoir l'ouverture à l'international, par exemple en dispensant des enseignements disciplinaires en anglais.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations relatives au positionnement de la formation au sein de son environnement académique ;
- Manque d'informations concernant les dispositifs envisagés pour remédier à la faible attractivité de la formation ;
- Manque d'informations concernant la baisse des taux de réussite ;
- Besoin de compléments d'information concernant la composition et le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ;
- Besoin de compléments d'information relatifs aux dispositifs prévus pour mieux assurer l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants afin de garantir la qualité du processus d'amélioration continue.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) CHIMIE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant trois parcours : un parcours du même nom que la mention correspondant au tronc commun de première année (BUT 1) et deux parcours en deuxième année (BUT 2) et troisième année (BUT 3) : *Analyse, contrôle-qualité, environnement* et *Matériaux et produits formulés*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 2 600 heures étudiant, dont 600 heures de projets en autonomie. Elle compte 145 étudiants et 42 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Chimie* complète la licence *Chimie* de l'UPEC et s'intègre bien dans sa politique globale de formation, ce qui souligne sa pertinence dans l'offre de formation de l'université. L'accent mis sur la professionnalisation, l'approche par compétences, l'utilisation de méthodes d'apprentissage basées sur des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), ainsi que l'engagement de l'équipe pédagogique dans le processus d'encadrement constituent des atouts majeurs de la formation. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mieux intégrer les bacheliers technologiques, améliorer leur réussite au sein du cursus et augmenter la participation des professionnels dans la formation.

La professionnalisation est très bien structurée et offre des expériences variées, dont de l'alternance et des stages. Le caractère professionnalisant s'appuie sur les nombreuses SAÉ mises en place et qui représentent à elles seules 50 % de l'évaluation globale. Les étudiants en formation initiale classique bénéficient de 24 semaines d'expérience professionnelle (8 semaines en BUT 2 et 16 semaines en BUT 3). La formation est proposée en alternance dès le BUT 2. Les alternants sont en entreprise 28 semaines en BUT 2 et 34 semaines en BUT 3. Pour chaque action, les étudiants doivent alimenter un e-portfolio, au remplissage duquel ils ont été formés. Les étudiants suivent également des unités d'enseignement (UE) spécifiques à la construction de leur projet personnel et professionnel (PPP). Ils sont accompagnés et préparés dans leur recherche de stage et d'alternance. L'entrepreneuriat est encouragé comme une voie d'insertion professionnelle, notamment grâce à une participation au challenge entrepreneurial organisé par l'IUT.

Le BUT *Chimie* dispose d'un bon adossement à la recherche. 12 enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 791 heures d'enseignement. Ils sont issus des sections du Conseil national des universités (CNU) associées à la chimie et à la physique, ce qui leur permet d'illustrer les cours à partir de leurs thématiques de recherche. La formation à la recherche est initiée à travers différentes actions, telles que la participation à la journée recherche de l'IUT, représentant un enseignement de huit heures hors maquette, et pour certains étudiants, un stage en laboratoire. L'approche informationnelle et documentaire se fait à travers une UE « Expression communication », mais elle pourrait être renforcée.

La formation bénéficie d'un processus d'amélioration continue bien structuré et inclusif. Il s'appuie sur des réunions pédagogiques organisées mensuellement, et de manière semestrielle pour les SAÉ. Cela permet un suivi constant et un ajustement réactif des méthodes pédagogiques. Un séminaire pédagogique est tenu à la fin de chaque année. Ce type de rencontre permet de dresser un bilan complet de l'année écoulée, d'identifier les points forts et les axes d'amélioration, et de planifier des actions pour l'année suivante. Le BUT *Chimie* ne possède pas de conseil de perfectionnement propre, ce qui est regrettable, mais un conseil de département qui fait office. Ce dernier inclut des étudiants, des enseignants et des professionnels, favorisant ainsi une

approche collaborative qui permet de prendre en compte les perspectives de toutes les parties prenantes dans les décisions concernant la formation.

L'ouverture à l'international est bien organisée pour privilégier les mobilités sortantes, mais elle doit être consolidée pour les mobilités entrantes. Pour renforcer leurs compétences linguistiques, les étudiants bénéficient d'un enseignement de 30 heures d'anglais par semestre, étalées sur cinq semestres, et disposent de deux laboratoires de langues et d'une plateforme d'entraînement aux certifications *Global Exam*. Une responsable relations internationales au niveau de la formation est en poste pour gérer et promouvoir les mobilités internationales. Des partenariats ont été établis avec deux universités étrangères : l'université du Québec à Chicoutimi (Canada) et la *Munster Technological University* de Cork (Irlande). La formation collabore également avec des unités de recherche via les équipes de recherche associées à la formation. Cette organisation a permis à 10 % des effectifs d'effectuer une mobilité sortante de type semestre d'échange (une en 2022-2023) et des stages (13 en 2022-2023). En revanche, le nombre de mobilités entrantes est faible (quatre en trois ans).

L'approche par compétences, fortement développée, apporte de la cohérence entre les objectifs de la formation et ses contenus. L'objectif de la formation est de former des techniciens supérieurs et des cadres intermédiaires autonomes maîtrisant les connaissances et les compétences propres au secteur de la chimie. Le contenu disciplinaire des trois années de la formation est en accord avec les attendus pluridisciplinaires. La formation s'appuie également sur une structuration en six blocs de compétences, définis non seulement à l'échelle nationale mais également en tenant compte des besoins économiques spécifiques du territoire. Quatre de ces blocs sont dédiés aux compétences en lien avec le cœur de métier et deux dédiés au développement de compétences plus transversales, telles que la gestion de projet et l'aspect hygiène, sécurité et environnement. L'équipe pédagogique dispose de l'interface Espaces de ressources en ligne (EPREL), qui permet de mettre à disposition des étudiants des cours en ligne pour de l'autoformation, de la transmission et une évaluation par les pairs. Les thèmes des SAÉ sont en parfaite cohérence avec les compétences professionnelles attendues dans les secteurs d'activité des parcours.

La formation bénéficie d'un bon encadrement académique, mais elle comporte peu d'interventions de professionnels. La formation repose sur 17 enseignants permanents (qui assurent 40 % des enseignements) et 24 enseignants non permanents. La soutenabilité de la formation est bien gérée en ajustant le nombre de groupes et de travaux pratiques, ce qui permet de maintenir une charge de travail équilibrée et une qualité d'enseignement adaptée aux ressources disponibles. La part des professionnels intervenant dans la formation est faible pour un BUT (cinq intervenants professionnels pour seulement 40 heures dispensées).

La formation est attractive, mais attire peu les bacheliers technologiques. La formation se fait connaître auprès des lycéens par le biais de divers événements, tels que des salons et des forums dans les lycées, ainsi que par l'organisation de deux journées portes ouvertes. Ces actions de promotion sont efficaces et attirent un grand nombre de candidats : pour l'année universitaire 2022-2023, la formation a reçu 1 351 demandes, ce qui démontre son attractivité, particulièrement auprès des candidats provenant de la région Île-de-France. Malgré cette forte demande, seuls 30 % des étudiants inscrits détiennent un baccalauréat technologique, ce qui est trop faible pour un BUT.

Le taux de réussite est globalement élevé, mais hétérogène suivant le type de baccalauréat. Le taux de réussite moyen en BUT 1 est élevé, atteignant 75 %. La majorité des étudiants parviennent donc à surmonter les défis du BUT 1. Toutefois, une différence notable est observée entre les bacheliers généraux et les bacheliers technologiques, ces derniers ayant un taux de réussite inférieur (81 % pour les bacheliers généralistes et 55 % pour les bacheliers technologiques). Les bacheliers technologiques rencontrent plus de difficultés à s'adapter et à réussir dans la formation. Pour remédier à cette disparité, une analyse a été effectuée et des propositions d'amélioration ont été formulées. Celles-ci incluent la mise en place d'un accompagnement plus spécifique et plus intensif pour les étudiants issus de baccalauréats technologiques. De plus, une réorganisation des contenus de la formation est envisagée pour mieux répondre aux besoins de ces étudiants. La réussite est faible en BUT 2 : seuls 17 étudiants sur 60 inscrits ont validé tous les crédits ECTS.

Conclusion

Points forts

- Un contenu de la formation très professionnalisant ;
- Un bon adossement à la recherche ;

- Un processus d'amélioration continue bien structuré et efficace ;
- Une mise en place de l'APC et de SAÉ en adéquation avec les objectifs de la formation.

Points faibles

- Un faible nombre d'intervenants du monde professionnel ;
- Une absence de conseil de perfectionnement au niveau du BUT ;
- Un nombre de bacheliers technologiques insuffisant ;
- Un taux de réussite des bacheliers technologiques inférieur à celui des bacheliers généraux, ainsi qu'une faible réussite en BUT 2 pour l'ensemble des étudiants.

Recommandations

- Impliquer davantage les professionnels dans les enseignements.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement propre au BUT.
- Réviser les stratégies de recrutement et mieux adapter la formation aux attentes et aux profils des étudiants issus de baccalauréats technologiques.
- Envisager un accompagnement spécifique des étudiants issus de baccalauréats technologiques et une réorganisation des contenus en BUT 2.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE BIOLOGIQUE - IUT DE CRÉTEIL-VITRY

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry, comprend trois parcours : *Biologie médicale et biotechnologie* ; *Diététique et nutrition* ; *Sciences de l'aliment et biotechnologie*. Il contient 2 600 heures étudiant. Il compte 191 étudiants et 134 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Génie biologique* répond aux orientations politiques de l'UPEC en matière de développement de la professionnalisation des formations et de la mise en place de pluridisciplinarité et d'interdisciplinarité (via les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ)). Les approches pédagogiques et la professionnalisation sont développées et adaptées aux objectifs de formation, mais malgré cela, le taux de réussite de la formation reste faible et peu analysé. Il est étonnant qu'aucune référence ne soit faite dans le dossier d'autoévaluation au parcours *Diététique et nutrition*, proposé également à l'IUT Sénart-Fontainebleau.

La professionnalisation est très marquée au sein de la formation. Le pourcentage de professionnels (professeurs associés, maîtres de conférences associés, vacataires) intervenant dans la formation est fort : il s'élève à 78 %. Au cours des trois années, les étudiants réalisent 47 semaines de stage cumulées, dans les laboratoires de l'UPEC ou dans d'autres structures, comme l'Agence nationale de sécurité sanitaire alimentaire nationale (ANSES), le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES), l'Institut Mondor de recherche biomédicale (IMRB) ou l'unité de recherche *Therapeutic Resistance in Prostate Cancer* (TREPAC). Ces structures peuvent également accueillir les étudiants pour des visites (sur les plateformes de l'IMRB) et des travaux pratiques (au CERTES). Les étudiants sont préparés à la recherche d'emploi (rédaction de *curriculum vitae*, présentations de métiers, simulations d'entretien) et doivent remplir un portfolio (l'outil Karuta, en cours d'implantation, n'est pas encore utilisé) évalué par les enseignants sur la réflexivité des SAÉ de deuxième année (BUT 2).

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. 18 % des intervenants sont des enseignants-chercheurs qui assurent 36 % des heures de formation. Les étudiants assistent à des conférences à l'occasion de la journée recherche de l'IUT de Créteil-Vitry, à des présentations des travaux de recherche des enseignants-chercheurs du département Génie biologique, et font des visites de laboratoire. 20 heures maquette sont consacrées à l'initiation à la recherche (recherche bibliographique, analyse et critique d'articles, statistiques, mise en forme des résultats, importance des protocoles expérimentaux, etc.) et une formation à la bibliographie scientifique est réalisée avec l'aide du service commun de documentation de l'UPEC.

Les méthodes pédagogiques sont bien adaptées aux compétences visées. Elles sont construites à partir du programme national et déployées grâce à l'approche par compétences. Les méthodes pédagogiques sont variées : mises en situations professionnelles, études de cas, jeux de rôle, stages, projets, sorties de terrain, visites, utilisation de salles de travaux pratiques (TP) spécifiques (par exemple, une cuisine pédagogique), *spin room*, boîtiers de vote ou racks d'ordinateur.

L'attractivité de la formation est forte. Avec au total plus de 5 000 candidatures déposées sur la plateforme Parcoursup et 723 candidats classés pour 86 inscrits en 2022-2023, le ratio entre les bacheliers généraux et les bacheliers technologiques souffre d'un certain déséquilibre (60 % de bacheliers généraux en 2021-2022 et 49 % en 2022-2023 contre 37 % de bacheliers technologiques en 2021-2022 et 36 % en 2022-2023). Le nombre de

candidatures est variable selon les parcours : il est plus élevé pour le parcours *Biologie médicale et biotechnologie* (3 400 dossiers) que pour les parcours *Diététique et nutrition* (1 200 dossiers) et *Sciences de l'aliment et biotechnologie* (800 dossiers), alors qu'aucun autre IUT ne propose ce parcours en Île-de-France.

La réussite des étudiants est faible particulièrement en première année (BUT 1). En 2022-2023, seuls 31 étudiants sur 114 inscrits valident le BUT 1, et 53 des 77 étudiants valident le BUT 2, malgré les dispositifs de suivi individuel des étudiants et le tutorat par les enseignants. Les faibles taux de réussite sont manifestement liés à des démissions mais la raison n'est pas explicitée, ce qui est dommage compte tenu de l'ampleur des échecs.

Le processus d'évaluation interne est limité. Le conseil de perfectionnement se réunit deux fois par an (il est composé d'enseignants, d'enseignants-chercheurs, d'étudiants des trois années de BUT et de professionnels) et donne lieu à un compte rendu. Cependant, une trop faible proportion d'étudiants s'empare des outils d'évaluation des formations : seuls 36 étudiants (soit 19 % du total) ont répondu aux questionnaires d'évaluation en 2022-2023.

L'ouverture à l'international s'appuie sur divers leviers. La formation à la langue anglaise est bien développée : 120 heures d'enseignement d'anglais sont dispensées au cours des trois années. Bien que 12 étudiants en 2021-2022 et 14 étudiants en 2022-2023 aient bénéficié d'une mobilité sortante (un semestre ou un stage à l'étranger), le dossier d'autoévaluation ne précise pas dans quels pays les mobilités ont été réalisées ou sont possibles.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation approfondie ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une mise en place effective de l'approche par compétences.

Points faibles

- Un faible taux de réussite ;
- Une démarche d'amélioration continue peu investie par les étudiants.

Recommandations

- Mettre en place une réflexion au sein de l'équipe pédagogique et via le conseil de perfectionnement pour proposer des axes d'amélioration de la réussite des étudiants.
- Favoriser le retour des étudiants sur l'évaluation des enseignements et de la formation en augmentant les dispositifs individuels et collectifs (sondage, échange avec la promotion, élection d'un délégué de promotion pour faciliter les échanges entre les étudiants et l'équipe pédagogique, etc.).

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE BIOLOGIQUE - IUT SÉNART-FONTAINEBLEAU

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie biologique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, comprend deux parcours : *Diététique et nutrition* et *Sciences de l'environnement et écotechnologie*. Il compte 141 étudiants et 68 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Génie biologique* a été mis en place suite à la réforme des diplômes universitaires de technologie (DUT) et à l'ouverture de nouvelles places en IUT, dans le cadre du plan IUT de 2019. Cela a conduit à la création de nouveaux départements d'IUT, dont celui de génie biologique sur le site Sénart-Fontainebleau. La formation est en adéquation avec les stratégies de formation de l'établissement pour les deux parcours proposés. Les dispositifs déployés sont pertinents, mais les données sont actuellement incomplètes pour évaluer si les objectifs sont atteints en termes de réussite des étudiants et de professionnalisation. Le processus d'évaluation interne est peu développé. Il est étonnant qu'aucune référence ne soit faite dans le dossier d'autoévaluation au parcours *Diététique et nutrition*, également proposé à l'IUT de Créteil-Vitry.

La professionnalisation est très présente et progressivement développée au cours des trois années. Pour le parcours *Sciences de l'environnement et écotechnologie*, 24 à 26 semaines de stage sont réparties au cours des trois ans, avec 2 semaines de stage optionnel durant les pauses pédagogiques en première année (BUT 1), 8 à 10 semaines de stage obligatoires en deuxième année (BUT 2) et 16 à 24 semaines de stage obligatoires en troisième année (BUT 3). Pour le parcours *Diététique et nutrition*, 24 semaines de stage sont réparties au cours des trois ans, avec 2 semaines en BUT 1 en restauration collective, 8 semaines en BUT 2 (dont 4 obligatoires en milieu thérapeutique) et 14 semaines en BUT 3 (dont 8 obligatoires en milieu thérapeutique). La formation a intégré la participation des acteurs du monde social et économique en plus des accueils en stage par la réalisation de projets avec les collectivités, les établissements d'enseignement du primaire et du secondaire, et des visites de sites d'entreprises. Le parcours *Sciences de l'environnement et écotechnologie* est ouvert à l'alternance à partir du BUT 2, tandis que le parcours *Diététique et nutrition* est ouvert à l'alternance en BUT 3 depuis la rentrée 2023. Le nombre d'alternants est pour l'instant relativement faible (9 %). Le pourcentage de professionnels (professeurs associés, maîtres de conférences associés, vacataires) intervenant dans la formation est conséquent (56 %). La professionnalisation opère également via une implication des étudiants dans le module de projet personnel professionnel étudiant (PPPE) et les accompagnements individuels par les enseignants dans la recherche de stage.

L'approche par compétences est effective dans la formation. L'engagement de l'équipe pédagogique dans la mise en œuvre de la maquette en approche par compétences et des mises en situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), ainsi que la participation du département Génie biologique au dispositif de nouveaux cursus à l'université (NCU) Parcours universitaires en licence au service des étudiants (Pulse), avec l'accompagnement des ingénieurs pédagogiques du centre d'ingénierie et de développement pédagogique (CIDP), renforcent l'alignement pédagogique de la formation. Diverses activités annexes, telles que la participation aux conventions citoyennes étudiantes en 2021-2022 et 2022-2023, viennent compléter la formation.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. On peut qualifier le BUT de formation par la recherche, mais pas de formation à la recherche, qui est plus minoritaire au regard des débouchés visés par les

diplômés (peu se destinent à être techniciens de laboratoire). Malgré cela, 12 % d'enseignants-chercheurs interviennent dans la formation. Ils assurent 1 478 heures d'enseignement pour un total de 2 000 heures en moyenne dans la maquette. Ils sont rattachés à sept sections du Conseil national des universités (CNU) différentes. Cinq enseignants-chercheurs sont issus du département Génie biologique et sont rattachés en particulier au Laboratoire eau, environnement et systèmes urbains (LEESU), dont les thèmes de recherche sont en adéquation avec les domaines du parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie*, ou à l'Institut Mondor de recherche biomédicale (IMRB) pour le parcours *Diététique et nutrition*. Les étudiants sont familiarisés à la recherche tout au long de leur cursus. En effet, plusieurs unités d'enseignement (UE) abordent la méthodologie de la recherche, en particulier « Méthodes d'analyse en biologie ». En BUT 1, les étudiants réalisent un magazine scientifique dont les articles sont rédigés à l'aide de sources scientifiques (articles et thèses). Cette vulgarisation scientifique est à destination des établissements des cordées de la réussite et les travaux des étudiants sont notamment utilisés lors du « quart d'heure lecture » impulsé par le ministère de l'Éducation nationale (une mobilisation en faveur du livre et de la lecture). Une partie des étudiants de BUT 2 réalisent leur stage en unité de recherche. Pour tous les étudiants, le rapport de stage doit suivre le plan des articles scientifiques. De plus, l'équipe pédagogique répond à des appels à projets « Axes stratégiques » bonus qualité enseignement-recherche (BQ-ER).

L'ouverture à l'international est encouragée et rendue possible via des partenariats. Les étudiants des deux parcours ont la possibilité de suivre le BUT 2 au Québec grâce à un partenariat universitaire avec quatre collèges d'enseignement général et professionnel (CEGP) au Canada. Six étudiants du parcours *Diététique et nutrition* ont réalisé un semestre à l'étranger et ont validé 30 crédits ECTS du diplôme d'études collégiales *Techniques de diététique*, et un étudiant du parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie* a effectué son stage de BUT 1 dans un laboratoire à l'international. Un nouveau partenariat pour le parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie*, avec un programme anglophone, est envisagé pour une mise en place à la rentrée 2024. L'enseignement de l'anglais est présent dans les maquettes, avec 110 heures pour le BUT 1 et le BUT 2, et quelques enseignements dispensés en anglais (de 8 à 12 heures) qui prennent diverses formes selon le parcours et l'année de formation : méthodologie de la recherche de stage et d'emploi avec un *curriculum vitae* en anglais, projets avec des entretiens d'enquête alimentaire et des travaux pratiques de technique culinaire en anglais (pour les étudiants du parcours *Diététique et nutrition*), Fresque du climat, poster ou oral de fin de projet en anglais (pour les étudiants du parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie*), lecture de publications scientifiques en anglais dès le quatrième semestre, rédaction de petits articles en anglais en BUT 3, etc. En revanche, aucune mobilité entrante n'est présentée.

La capacité d'accueil en BUT 1 est atteinte, mais l'attractivité ne peut être évaluée. Différentes actions (tutorat et projets pédagogiques) ont été réalisées en partenariat avec 11 établissements du secondaire. La formation est également impliquée dans le dispositif des cordées de la réussite, avec la cordée Mission cap sup avenir (MCSA). Le nombre de candidats issus d'établissements impliqués dans le dispositif a triplé en 2023. Cependant, il est difficile de maintenir le ratio entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques par manque de candidats bacheliers technologiques remplissant les prérequis (47 % de bacheliers généraux en 2021-2022 et 42 % en 2022-2023 contre 32 % de bacheliers technologiques en 2021-2022 et 35 % en 2022-2023). Les capacités d'accueil sont atteintes, avec deux fois plus d'inscrits en parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie* qu'en parcours *Diététique et nutrition*. Cependant, certaines données nécessaires à l'évaluation de l'attractivité de la formation sont absentes du dossier d'autoévaluation ou insuffisamment analysées : le nombre total de candidatures, le nombre de candidats classés, l'origine scolaire des étudiants inscrits, etc.

Le suivi de la réussite n'est pas mis en place. Bien que les directeurs des études effectuent des entretiens individuels au bout de 18 mois de formation et que des questionnaires pédagogiques réalisent le suivi individuel des étudiants, on s'étonne que les taux de réussite en BUT 1 et le taux de passage entre le BUT 1 et le BUT 2 ne soient ni fournis ni discutés. L'argument avancé dans le dossier d'autoévaluation, selon lequel il n'y aurait pas de données disponibles sous prétexte que seules les deux premières années du BUT ont été mises en place, n'est pas acceptable.

Le processus d'évaluation interne est encore peu développé. Des évaluations des enseignements sont réalisées à la fin des projets, puis à la fin des modules et à la fin de l'année, mais le taux de participation est globalement faible (dans le parcours *Diététique et nutrition*, 11 étudiants répondants sur 28 en BUT 1 et 18 répondants sur 20 en BUT 2 ; dans le parcours *Sciences de l'environnement et écotecnologie*, 14 répondants sur 55 étudiants en BUT 1 et seulement 9 sur 34 en BUT 2). Le dossier d'autoévaluation s'appuie curieusement sur le déploiement encore non effectif du BUT 3 pour justifier l'absence de conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation pertinente, avec un accompagnement important des étudiants ;
- Une mise en place complète de l'approche par compétences ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une quasi-absence de démarche d'amélioration continue et une absence de conseil de perfectionnement ;
- Un manque d'analyse de l'attractivité de la formation ;
- Une absence de suivi de la réussite étudiante.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement, en veillant à son fonctionnement effectif, et un processus d'évaluation interne, en particulier avec des évaluations des enseignements.
- Effectuer un suivi et une analyse de l'attractivité de la formation au niveau des parcours.
- Effectuer un suivi et une analyse de la réussite étudiante.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations relatives à l'attractivité de la formation ;
- Besoin de compléments d'information concernant la réussite.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE CIVIL - CONSTRUCTION DURABLE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie civil - construction durable* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours commun de première année (BUT 1) du même nom que la mention et quatre autres parcours : *Travaux bâtiments* ; *Travaux publics* ; *Réhabilitation et amélioration des performances environnementales des bâtiments* ; *Bureau d'étude conception*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 853 heures étudiant en BUT 1 et 583 en deuxième année (BUT 2). Elle compte 139 étudiants et 32 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Génie civil - construction durable* répond bien aux besoins en cadres intermédiaires techniques du secteur du bâtiment et de la construction. La formation, très professionnalisante, est proposée en alternance en contrat d'apprentissage à partir de la deuxième année (BUT 2), les apprentis représentant la majorité des étudiants. Elle bénéficie d'une très forte attractivité et d'un taux de réussite élevé en première année (BUT 1) avec un bon taux de passage en BUT 2. L'approche par compétences est bien amorcée. Cependant, plusieurs critères essentiels au bon fonctionnement de la formation ne sont pas suffisamment analysés, notamment le faible adossement à la recherche, la faible intervention des professionnels et le développement non efficient des dispositifs d'amélioration continue. Ainsi, l'évaluation de la formation et des enseignements est insuffisamment formalisée, la mise en œuvre d'un véritable conseil de perfectionnement n'est pas effective, et le manque de réussite en BUT 2 ainsi que les fuites d'étudiants à l'issue du BUT 2 ne sont pas précisément examinés.

La formation est très attractive. Elle reçoit plus de 1 600 candidatures en 2023 pour une soixantaine de places, et atteint donc aisément sa capacité d'accueil. Elle accueille en BUT 1, via Parcoursup, une proportion identique de bacheliers technologiques et de bacheliers généraux.

Le taux de réussite en BUT 1 est élevé, mais faible en BUT 2, sans que cela soit analysé dans le dossier d'autoévaluation. Moins de 10 % des étudiants de BUT 1 ne valident aucun crédit ECTS, ce qui correspond à quelques abandons en cours d'année. Entre 55 % et 65 % des étudiants valident l'ensemble des crédits ECTS du BUT 1, ce qui est élevé. En 2022-2023, le nombre d'inscrits en BUT 2 est de 67, pour 73 inscrits en BUT 1 l'année précédente. Même si quelques étudiants d'autres IUT (leur nombre n'est pas précisé) ont intégré le BUT 2, le taux de passage de BUT 1 à BUT 2 au sein de la formation est important. Cependant, uniquement 21 des 67 étudiants inscrits en BUT 2 en 2022-2023 ont validé l'ensemble des crédits ECTS, ce qui est très faible, sans être expliqué. 24 étudiants de BUT 2 ont quitté la formation pour intégrer soit une licence professionnelle dite suspendue, soit une école d'ingénieurs. Ce nombre très important questionne et aurait mérité d'être analysé, car il aura des répercussions sur le fonctionnement du BUT 3.

La formation est très axée autour de la professionnalisation, mais le volume d'intervention des professionnels est faible. Les échanges avec le monde socio-économique du secteur du bâtiment sont nombreux. Ils sont favorisés par le suivi annuel en entreprise des alternants et des stagiaires, par les soutenances de l'activité en entreprise et la proposition de sujets de projets par les entreprises. Le nombre de semaines d'expérience professionnelle en entreprise pour les étudiants en formation initiale classique au cours des trois ans s'élève à 21 semaines. Il est de 31 semaines en BUT 2 pour les étudiants en alternance, ce qui renforce leur professionnalisation. La formation compte 41 apprentis sur 67 étudiants en BUT 2, ce qui est important. Les professionnels du secteur du génie civil représentent 14 des 32 intervenants que compte la formation, soit 44 % de l'effectif d'enseignants, ce qui est un

fort pourcentage. Cependant, ces professionnels dispensent uniquement 330 heures d'enseignement, ce qui est peu au regard du volume total d'enseignements maquette de 3 185 heures, constitué pour l'instant du BUT 1 et du BUT 2.

Des actions sont entreprises pour diversifier les pratiques pédagogiques. La formation garde un fonctionnement classique (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques) mais accorde une place importante aux projets. Les étudiants participent à des hackathons avec d'autres établissements. Par ailleurs, les étudiants préparent l'habilitation électrique et participent à la Fresque du climat.

L'approche par compétences est bien amorcée en BUT 2, faisant écho au programme national. La maquette du BUT 2 est décrite assez précisément, mais celle du BUT 1 manque de précision. En effet, les intitulés des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) et des ressources ne sont pas précisés.

L'adossément à la recherche manque de précision et la participation des enseignants-chercheurs dans la formation est trop faible. Bien que les enseignants-chercheurs intervenant dans la formation appartiennent à deux laboratoires cohérents avec le secteur du génie civil (le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES) et le Laboratoire de l'action collective urbaine (Lab'Urba)), ils sont peu nombreux (4 enseignants-chercheurs pour 32 enseignants, soit 13 %). L'ampleur de la sensibilisation à la recherche est difficile à apprécier : le dossier d'autoévaluation indique que cet adossément à la recherche est intégré à divers enseignements sans préciser lesquels, ni de quelle manière. Le taux de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements est très faible : ils effectuent uniquement 180 heures étudiant sur les 3 185 heures de la maquette que comportent le BUT 1 et le BUT 2, soit une proportion inférieure à 6 %, ce qui est beaucoup trop faible.

Les dispositifs d'amélioration continue sont peu développés et peu formalisés. Le nombre de répondants aux enquêtes d'évaluation des enseignements est trop faible pour en tirer des conclusions probantes et devrait questionner la méthodologie mise en œuvre : on compte 20 répondants sur 139 étudiants en 2022-2023, soit 14 % d'entre eux. Le processus d'enquête de satisfaction, sa méthodologie et sa prise en charge ne sont pas précisés, ni même les grandes tendances issues des réponses. Les commissions préparatoires au jury font office de conseils de perfectionnement, mais le dossier d'autoévaluation ne fournit pas de compte rendu, la composition équilibrée entre enseignants, entreprises et étudiants n'est donc pas connue. Ces dispositifs d'amélioration continue, peu analysés dans le dossier d'autoévaluation, nécessitent des informations complémentaires.

Quelques actions permettent l'ouverture de la formation à l'international, mais le volume horaire d'enseignement de l'anglais n'est pas indiqué. Des mobilités sortantes sont possibles en BUT 2 : le troisième semestre peut être réalisé au sein d'universités partenaires au Canada. Grâce à cette collaboration, trois étudiants ont pu bénéficier d'une mobilité sortante en 2022-2023. Un voyage d'études est organisé chaque année pour découvrir le tissu industriel d'un pays étranger. Il est prévu que les étudiants présentent le *Test of English for International Communication* (TOEIC) en BUT 3. Ce test sera pris en charge par la formation, sans être obligatoire. La seule langue étrangère proposée est l'anglais, imposée par le programme pédagogique national des BUT. Le volume d'enseignements de l'anglais n'est pas précisé.

Conclusion

Points forts

- Une formation très attractive ;
- Un bon taux de réussite en BUT 1 avec un fort taux de passage en BUT 2 ;
- Une formation au contenu très professionnalisant ;
- Une approche par compétences bien amorcée.

Points faibles

- Une autoévaluation qui laisse de côté l'analyse de plusieurs critères essentiels au bon fonctionnement de la formation : adossement à la recherche, participation effective des professionnels, processus d'amélioration continue, qualité de la réussite, compétences linguistiques ;
- Un faible adossement à la recherche ;
- Une faible participation des professionnels dans la formation ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements non formalisée ;
- Une absence de conseil de perfectionnement formalisé ;
- Des échecs en BUT 2 et des fuites d'étudiants à l'issue du BUT 2 qui ne sont pas analysées dans le dossier d'autoévaluation.

Recommandations

- Affiner l'autoévaluation en analysant les difficultés rencontrées par la formation sur plusieurs critères que le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas : adossement à la recherche, participation effective des professionnels, processus d'amélioration continue, qualité de la réussite, compétences linguistiques.
- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
- Renforcer la part d'interventions des professionnels dans le volume d'enseignements de la maquette.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus efficace.
- Mettre en place un conseil de perfectionnement formalisé.
- Analyser les résultats du BUT 2 et les non-poursuites d'études en BUT 3 et mettre en place des dispositifs de remédiation le cas échéant.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur la qualité de l'adossement à la recherche ;
- Besoin de compléments d'information sur la participation effective des professionnels à la formation ;
- Manque d'informations sur l'analyse de la qualité de la réussite, plus particulièrement en BUT 2, et sur les défections d'étudiants à l'issue du BUT 2 ;
- Manque d'informations sur les dispositifs susceptibles de contribuer efficacement à la qualité du processus d'amélioration continue (conseil de perfectionnement et évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants) ;
- Besoin de compléments d'information sur la formation aux compétences linguistiques.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - IUT DE CRÉTEIL-VITRY

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry, comporte un tronc commun en première année (BUT 1) et deux parcours à partir de la deuxième année (BUT 2) : *Électricité et maîtrise de l'énergie (EME)* et *Électronique et systèmes embarqués (ESE)*. Cette formation de 2 600 heures étudiant compte 130 étudiants (92 en BUT 1 et 38 en BUT 2) et 24 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation dispose d'une maquette couvrant uniquement les deux premières années. Elle respecte le cadrage national des BUT *GEII*. La formation a mis l'accent sur la professionnalisation et l'approche par compétences (APC). Elle est très bien adossée à la recherche. L'attractivité est bonne, avec 1 500 candidatures sur Parcoursup, pour une capacité d'accueil de 75 étudiants. Le taux de réussite en BUT 1 est très faible et plus de la moitié des étudiants n'ont validé aucun crédit ECTS. Le processus d'amélioration continue doit être renforcé. L'ouverture à l'international est faible et est presque uniquement composée de stages effectués à l'étranger en BUT 2.

Le BUT *GEII* met l'accent sur la professionnalisation. Cette professionnalisation entre dans le cadre de la politique de formation de l'UPEC, dont l'un des objectifs est le développement de la professionnalisation à tous les niveaux de la formation, en développant entre autres l'offre de formation professionnelle (formation continue (FC) et formation en alternance (FA)). La formation est proposée en alternance à partir du BUT 2, dans les deux parcours. On dénombre 12 apprentis en BUT 2 en 2022-2023. Six professionnels interviennent dans la formation pour 327 heures d'enseignement, ce qui est très peu. Les étudiants de formation initiale (FI) classique doivent réaliser un stage de 8 semaines en BUT 2 et un stage de 14 semaines en BUT 3. Les alternants de BUT 2 effectuent 30 semaines en entreprise, ceux de BUT 3 effectueront 35 semaines. Par ailleurs, des *jobs dating*, des simulations d'entretiens, des ateliers et des présentations de métiers sont organisés par l'IUT ou le département *GEII*. Afin de professionnaliser davantage la formation et de répondre aux besoins des entreprises, certains enseignements ont été suggérés par les partenaires industriels (Linux et Linux embarqué, capteurs communicants sans fils, langage de programmation Python).

La formation est très bien adossée à la recherche. L'équipe pédagogique inclut 11 enseignants-chercheurs (EC), qui réalisent 39 % des heures étudiant. Au-delà des enseignements classiques (cours, travaux dirigés, travaux pratiques) réalisés par les EC, certains d'entre eux encadrent des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), ce qui permet de renforcer l'adossement à la recherche. L'IUT de Créteil-Vitry organise une fois par an une journée dédiée à la recherche, avec des conférences des EC, des posters et des démonstrateurs. Enfin, des stages sont proposés aux étudiants de BUT 2, notamment dans les deux unités de recherche portées par l'IUT de Créteil-Vitry, à savoir le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES) et le Laboratoire images, signaux et systèmes intelligents (LISSI).

L'équipe pédagogique s'est très bien approprié l'APC. Le BUT *GEII* est construit autour de l'APC. Les maquettes sont découpées en blocs de connaissances et de compétences. Quatre compétences sont évaluées tout au long du parcours. Les SAÉ permettent aux étudiants de mobiliser leurs connaissances et leurs compétences au travers de projets de groupes. Les étudiants complètent un e-portfolio tout au long de leur formation, soit lors

d'enseignements spécifiques, soit en autonomie. La mise en place de l'APC et des SAÉ a été particulièrement discutée lors des derniers colloques annuels et en assemblée des chefs de départements GEII pour accompagner les enseignants.

Le taux de réussite en BUT 1 est très faible. Le taux de réussite en BUT 1, de l'ordre de 45 %, est très faible. Plus de la moitié des étudiants de BUT 1 n'ont validé aucun crédit ECTS. La réussite n'est pas analysée suivant les types de baccalauréat. Les raisons évoquées expliquant ce mauvais taux de réussite sont le manque de motivation, en partie dû à une mauvaise orientation, et le manque de travail des étudiants. Des réflexions sont menées pour améliorer ces résultats (concours robotique, visite d'entreprises, etc.). Un suivi des résultats des étudiants est assuré par le directeur des études grâce à des rendez-vous individuels. Des dispositifs d'aide à la réussite (tutorat entre étudiants, séances de soutien, etc.) sont mis en place mais ne sont pas précisément décrits, et leur efficacité n'est pas analysée dans le dossier d'autoévaluation. Des bilans semestriels sont réalisés et une commission autour de la réussite est organisée au sein de l'IUT, tous BUT confondus, mais les actions qui en résultent ne sont pas décrites.

L'attractivité est très bonne en BUT 1 et des passerelles entrantes et sortantes existent, mais elles doivent être mieux formalisées en lien avec les autres formations du 1^{er} cycle. Le nombre de candidats sur Parcoursup avoisine 1 500 par an, pour une capacité d'accueil de l'ordre de 75 étudiants, soit un taux de pression de 20. Les candidats sont essentiellement originaires de la région parisienne, ce qui est bien en phase avec les objectifs territoriaux des IUT. La formation respecte les critères de recrutement demandés par le rectorat, à savoir 50 % de bacheliers généraux et 50 % de bacheliers technologiques. Elle reçoit par ailleurs en moyenne une vingtaine de candidatures internationales par an. Des passerelles existent pour entrer en BUT 2 ou en BUT 3. Les admissions sont décidées après étude de la qualité du dossier et selon le nombre de places disponibles. Les candidats retenus sont principalement issus d'une formation de brevet de technicien supérieur (BTS) ou de classes préparatoires. Pour le moment, seuls deux étudiants ont intégré le BUT 2 en 2022-2023. Il n'est pas indiqué dans le dossier d'autoévaluation si les entrants en BUT 2 et BUT 3 bénéficient d'un aménagement spécifique ou de compléments de formation pour les aider dans leur réorientation.

Le processus d'amélioration continue doit être conforté. Un conseil de perfectionnement se réunit, mais il concerne uniquement la formation en alternance. Le compte rendu fourni est celui d'un conseil de perfectionnement du BUT 3 en apprentissage de décembre 2023 (hors période d'évaluation). Étaient présents les maîtres d'apprentissage, des tuteurs pédagogiques et des apprentis. Le conseil de perfectionnement devrait concerner l'ensemble de la formation, y compris le BUT 1 qui n'est pas en alternance, et l'ensemble des publics de la formation (FI, FA, FC). Des questionnaires d'évaluation des enseignements sont envoyés aux étudiants mais très peu d'étudiants (11) ont répondu. Aucune précision n'est apportée, ni à propos des objectifs et du contenu de ces questionnaires, ni concernant l'exploitation des réponses.

Le BUT GEII est peu ouvert à l'international. Au cours des deux premières années de fonctionnement, les mobilités internationales sont peu nombreuses. Un étudiant a effectué son quatrième semestre au Collège d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de Sept-Îles au Canada. Les mobilités concernent essentiellement des stages de BUT 2 (sept stages au cours des deux années). Le service des relations internationales (RI) de l'IUT accompagne les étudiants dans les démarches. Un responsable RI au département GEII présente les possibilités de mobilité (semestres, stages).

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation ;
- Un très bon adossement à la recherche ;
- Une bonne appropriation de l'approche par compétences et un respect du programme national ;
- Une bonne attractivité.

Points faibles

- Un taux de réussite en BUT 1 très faible ;

- Un processus d'amélioration continue à conforter ;
- Une formation peu ouverte à l'international.

Recommandations

- Améliorer la qualité de la réussite en intensifiant les mesures d'accompagnement et de remédiation au plus tôt dans le BUT 1, et même en amont, dès le recrutement, en renforçant l'attention portée à la prise en compte des motivations.
- Mettre en place un réel conseil de perfectionnement qui ne se limite pas à la formation par apprentissage et organiser différemment l'évaluation des enseignements par les étudiants pour augmenter le taux de réponse.
- Développer les partenariats avec des établissements étrangers.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Un taux de réussite en BUT 1 très faible.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE ÉLECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - IUT SÉNART-FONTAINEBLEAU

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle (GEII)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, comporte un tronc commun en première année (BUT 1) et trois parcours à partir de la deuxième année (BUT 2) : *Automatisme et informatique industrielle (AII)* ; *Électricité et maîtrise de l'énergie (EME)* et *Électronique et systèmes embarqués (ESE)*. Cette formation de 2 600 heures étudiant compte 171 étudiants (103 en BUT 1, 68 en BUT 2) et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation dispose d'une maquette couvrant uniquement les deux premières années. Les données chiffrées fournies correspondent bien au BUT *GEII*, mais les commentaires et analyses de la plupart des critères d'évaluation concernent le diplôme universitaire de technologie (DUT) qui était porté par le département *GEII* avant la mise en place du BUT. Le comité regrette cette confusion qui ne correspond pas aux attendus de l'autoévaluation. Par ailleurs, plusieurs données chiffrées sont absentes du dossier d'autoévaluation, en particulier concernant l'attractivité et la réussite. Les maquettes de formation sont structurées en blocs de connaissances et de compétences mais la maquette de BUT 2 est très imprécise, puisqu'aucun intitulé de ressources n'apparaît. La confusion entre BUT et DUT et le manque de précision du dossier d'autoévaluation ne permettent pas au comité d'évaluer la formation sur de nombreux critères.

La formation est bien positionnée dans l'offre de formation et s'inscrit bien dans la politique de formation de l'UPEC. Le BUT *GEII* accueille 50 % d'étudiants de Seine-et-Marne et répond donc parfaitement aux objectifs d'ancrage territorial de l'UPEC. C'est une formation qui met l'accent sur la professionnalisation. Tout est mis en œuvre pour atteindre les 50 % d'insertion professionnelle immédiate des diplômés. La formation est ouverte en apprentissage à partir du BUT 2, et des stages en entreprise sont obligatoires en BUT 2 et en troisième année (BUT 3). Plusieurs projets ou situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) sont réalisés tout au long de la formation pour apporter des compétences techniques et professionnelles aux étudiants.

La formation est bien adossée à la recherche. Sept enseignants-chercheurs (EC), soit 35 % de l'équipe pédagogique, sont affectés du département *GEII*. Ils réalisent 670 heures étudiant, ce qui est peu au regard des services statutaires des EC. Le dossier d'autoévaluation ne précise pas si ce nombre d'heures concerne le DUT ou le BUT, ou s'il couvre en particulier les trois années de BUT. La formation entretient des liens forts avec le Laboratoire images, signaux et systèmes intelligents (LISSI), dont une équipe de recherche est localisée à l'IUT. Le LISSI met à disposition certains équipements, comme les robots mobiles, et accueille régulièrement des stagiaires de BUT. Une gestion technique de bâtiment a été mise en place en partenariat entre le LISSI et le département *GEII* pour assurer le contrôle et le suivi de la consommation de l'énergie électrique du bâtiment abritant le département. Cet équipement est utilisé par les étudiants dans le cadre de projets. Des doctorants et postdoctorants interviennent dans la formation en tant que vacataires ou attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER).

La formation a mis en place un processus d'autoévaluation et d'amélioration continue qui doit être conforté. Des réunions rassemblant l'équipe pédagogique sont organisées régulièrement pour évoquer les différents aspects de la formation (recrutement, réussite des étudiants, pratiques pédagogiques). Le conseil de

département joue un rôle important pour analyser la formation et la faire évoluer. Un conseil de perfectionnement réunissant les enseignants, les apprentis ou stagiaires et les professionnels en entreprise est mis en place, mais aucun compte rendu n'est fourni. La composition exacte de ce conseil, la fréquence des réunions, les points abordés ne sont pas décrits. Un questionnaire d'évaluation est proposé à une partie des étudiants (les délégués de groupes, certains autres étudiants). En 2022-2023, 27 étudiants ont répondu aux questionnaires (soit environ 15 % des étudiants). Il n'est pas précisé en quoi consistent ces questionnaires, ni comment est choisi le panel d'étudiants et pourquoi tous les étudiants ne sont pas sollicités. Les résultats des réponses aux questionnaires ne sont ni décrits ni analysés.

L'organisation pédagogique, la réussite et l'attractivité de la formation ne peuvent être évaluées par le comité.

Les données manquantes sur la réussite et l'attractivité, et les commentaires d'autoévaluation qui concernent le DUT et non le BUT, ne permettent pas au comité d'émettre un avis sur ces critères. L'organisation pédagogique du BUT, en particulier l'approche par compétences développée nationalement dans les BUT, n'est pas abordée dans le dossier d'autoévaluation. L'apprentissage par projet est bien évoqué dans le dossier d'autoévaluation, mais en faisant référence aux nouveaux programmes de DUT et à une unité d'enseignement (UE) spécifique mise en place dans ce cadre, et non en référence au BUT.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien positionnée dans l'offre de formation et qui s'inscrit bien dans la politique de formation de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche.

Point faible

- Un manque d'informations et d'analyses sur l'organisation pédagogique, la réussite et l'attractivité de la formation, qui ne sont ni décrites ni commentées dans le dossier d'autoévaluation.

Recommandation

- Clarifier l'organisation pédagogique, la réussite et l'attractivité de la formation en apportant des données.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations et d'analyses sur l'organisation pédagogique ;
- Manque d'informations et d'analyses sur la réussite ;
- Manque d'informations et d'analyses sur l'attractivité de la formation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) GÉNIE INDUSTRIEL ET MAINTENANCE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie industriel et maintenance* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comporte trois parcours : un parcours commun reprenant le nom de la mention en première année (BUT 1) et deux autres parcours en deuxième et troisième années (BUT 2 et BUT 3) : *Ingénierie et systèmes pluritechniques* et *Management, méthodes et maintenance innovante*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 1 500 heures étudiant pour les deux premières années. Elle compte 123 étudiants et 36 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Génie industriel et maintenance* est en cohérence avec le marché de l'emploi, qui est en manque critique de techniciens et de cadres intermédiaires dans le domaine industriel. Un des axes stratégiques de l'UPEC étant la professionnalisation, ce BUT s'intègre bien dans cette dynamique : la formation est proposée en alternance en BUT 2 et en BUT 3. La formation est dépendante du programme national, en développant une approche par compétences, mais elle aménage également une part d'adaptation locale pour répondre aux enjeux territoriaux. Elle dispose d'un cursus commun avec l'école d'ingénieurs Institut catholique d'arts et métiers (ICAM) et d'une équipe pédagogique commune avec le master *Génie industriel parcours Maintenance et maîtrise des risques industriels* de l'UPEC. La formation essaie de mettre en place des collaborations à l'international, notamment avec le Collège d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de Granby, au Canada. Elle bénéficie d'un adossement à la recherche à travers la présence de six enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique. Le processus d'amélioration continue demanderait davantage de précisions pour être analysé. L'autoévaluation est pertinente et bien détaillée.

Le BUT *Génie industriel et maintenance* contribue bien à la professionnalisation des formations de l'UPEC. La formation est ouverte en alternance mais n'accueille aucun stagiaire de la formation continue. Elle fait intervenir neuf professionnels, qui assurent 562 heures de formation. Ce fonctionnement permet de garantir des enseignements au plus proche des besoins des acteurs du domaine et de professionnaliser les enseignements. De plus, la formation intègre une formation professionnelle qualifiante complémentaire autour des problématiques spécifiques aux machines tournantes, en partenariat avec le groupe Safran.

Les pratiques de l'équipe pédagogique s'organisent autour de l'approche par compétences, qui permet de répondre pleinement aux exigences du métier. La formation suit le programme national décliné en blocs de compétences et a mis en place des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) qui permettent de mettre en œuvre une pédagogie à partir de l'approche par compétences. La pluridisciplinarité de la formation est assurée de fait par la pluridisciplinarité du programme et par la diversité de l'équipe pédagogique (enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels). L'équipe pédagogique dispose de l'interface Espace de ressources en ligne (EPREL) proposant des cours en ligne permettant l'autoformation, la transmission et l'évaluation par les pairs. Enfin, la totalité des étudiants remplit un e-portfolio et leur accompagnement est assuré au travers du projet personnel et professionnel et d'une préparation à la rédaction de *curriculum-vitae* et de lettres de motivation.

Le BUT *Génie industriel et maintenance* dispose d'un adossement à la recherche soutenu. Six enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 350 heures étudiant. Leurs thématiques de recherche (mécanique, énergétique et procédés) permettent d'illustrer leurs cours. La démarche scientifique est abordée

au travers des nombreux travaux pratiques de la formation et lors de l'élaboration des comptes rendus. L'approche documentaire est élaborée avec l'aide du personnel du service commun de documentation.

Le suivi de l'attractivité et de la réussite est bien réalisé, mais les nombreux échecs en BUT 1 ne sont pas analysés.

Concernant l'attractivité, Parcoursup permet d'avoir plusieurs indicateurs, dont l'origine (géographique et disciplinaire) des candidats. L'équipe pédagogique communique autour de la formation en organisant des journées portes ouvertes et en collaborant avec les lycées du territoire. On note une baisse de l'effectif entre la promotion 2021-2022 (65 étudiants) et la promotion 2022-2023 (seulement 40 étudiants), sans explication apparente. Le suivi du taux de réussite est réalisé annuellement. 18 étudiants de BUT 1 ne valident aucun crédit ECTS, sans que le dossier d'autoévaluation donne d'explications sur ces nombreux échecs ni ne précise quels sont les dispositifs de remédiation prévus.

Le processus d'amélioration continue est à peine amorcé. Un premier conseil de perfectionnement a été mis en place en juillet 2023. Le comité ne dispose pas d'éléments pour en apprécier le fonctionnement et la composition, puisqu'aucun compte rendu n'est fourni. Une enquête d'évaluation des enseignements a été réalisée et a reçu 25 réponses, sans que le dossier d'autoévaluation permette de savoir exactement à qui elle a été adressée.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation de la formation marquée par l'ouverture à l'apprentissage en 2^e et 3^e années ;
- Un programme élaboré à partir d'une approche par compétences qui répond aux exigences et aux besoins du secteur professionnel ;
- Un suivi effectif du recrutement et de la réussite, et un accompagnement soutenu des étudiants ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Des échecs en BUT 1 non analysés et ne donnant pas lieu à la proposition de dispositifs de remédiation pour améliorer la réussite ;
- Un manque d'informations concernant la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement ;
- Un manque d'informations relatif à l'évaluation des enseignements.

Recommandations

- Renforcer la qualité de la réussite, notamment en analysant les échecs en BUT 1 et en mettant en œuvre les dispositifs de remédiation appropriés.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.
- Mettre en œuvre une évaluation des enseignements qui permette de contribuer à la qualité du processus d'amélioration continue.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) INFORMATIQUE - IUT DE CRÉTEIL-VITRY

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry, comporte deux parcours : un tronc commun en première année (BUT 1) reprenant l'intitulé du diplôme, un parcours *Administration, gestion et exploitation des données* et un parcours *Réalisation d'applications : conception, développement, validation*. Il contient 2 600 heures étudiant. Il compte 93 étudiants et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Informatique* porté par l'IUT de Créteil-Vitry occupe une place cohérente dans l'offre de formation de l'UPEC. Il intègre de nombreux éléments de professionnalisation et bénéficie d'une équipe pédagogique investie dans la mise en place du BUT. Bien que la formation soit attractive, son taux de réussite est faible. Elle possède un adossement à la recherche diversifié mais est très peu ouverte à l'international.

La formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation, mais la participation d'intervenants extérieurs est insuffisante. La formation est ouverte à l'alternance dès la deuxième année (BUT 2) et des stages sont obligatoires en BUT 2 et en troisième année (BUT 3). Néanmoins, le volume horaire assuré par des chargés d'enseignement exerçant leur activité professionnelle principale dans un secteur correspondant à celui de la formation est faible (15 heures). L'arrêté du BUT stipule que 25 % du volume horaire doit être assuré par ces chargés d'enseignement : il convient donc de renforcer leur participation en BUT 2 et en BUT 3, notamment dans le cadre des ressources et des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). La formation propose de s'appuyer sur les entreprises ayant recruté des alternants ou des stagiaires pour ce faire.

L'organisation pédagogique de la formation constitue une de ses forces, avec la mise en place de l'approche par compétences et la mobilisation de modalités pédagogiques pertinentes. Des modalités autour de ressources et de SAÉ ont été mises en place, avec une adaptation locale comprenant une ressource spécifique autour de la transition écologique pour un développement durable. L'équipe pédagogique met en œuvre ces dispositifs dans le respect du programme national, ce qui nécessite un investissement important de sa part. Le portfolio intégré dans la formation permet aux étudiants de conserver des traces de leur parcours et de mettre en avant leurs compétences, même si cela reste perfectible du point de vue de la formation.

La formation jouit d'une très forte attractivité, avec un nombre de candidatures très important. Le taux de sélection est élevé : 482 étudiants sont admis pour 5 412 candidatures reçues et 93 étudiants intégrant effectivement la formation en BUT 1. La répartition de ces derniers indique 40 bacheliers technologiques et 35 bacheliers généraux, ce qui laisse de côté les 18 étudiants restants, dont les candidatures n'apparaissent pas dans les données du dossier d'autoévaluation.

La formation a mis en place un processus d'évaluation interne au travers d'un conseil de perfectionnement et de l'évaluation des enseignements et de la formation. Un conseil de perfectionnement a été organisé et a relevé la satisfaction des étudiants, ainsi qu'un axe d'amélioration centré sur l'accueil des étudiants en entreprise, notamment pour les alternants. L'évaluation des enseignements et de la formation est réalisée, ce qui est une initiative très positive pour la mise en place de la formation. Cependant, seulement neuf étudiants ont répondu à l'évaluation, ce qui est trop faible pour permettre une interprétation représentative des résultats. L'équipe pédagogique envisage de mettre en place un temps en présentiel pour effectuer l'évaluation et ainsi améliorer le taux de réponse.

La formation affiche des résultats de réussite faibles. 52 étudiants ont validé tous les crédits ECTS, mais 16 étudiants ont validé moins de 30 crédits ECTS et 13 n'en ont validé aucun. Le taux de réussite est ainsi très faible. Afin de l'améliorer, l'équipe pédagogique a mis en place un suivi individualisé des étudiants et une ressource de six heures autour de la méthodologie et de la réussite universitaire.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche diversifié, bien que le nombre d'enseignants-chercheurs et le nombre d'heures effectuées par ceux-ci restent faibles. Les enseignements sont assurés pour 650 heures par sept enseignants-chercheurs des sections 27 (Informatique) et 61 (Génie informatique, automatique et traitement du signal) du Conseil national des universités (CNU), ce qui correspond aux domaines liés à la formation. Toutefois, le nombre d'enseignants-chercheurs n'est pas clairement défini (sept sont mentionnés dans le dossier d'autoévaluation mais seulement quatre dans le compte rendu du conseil de perfectionnement). En complément, l'IUT organise une journée de la recherche avec des conférences et des posters de recherche.

La formation est très peu ouverte à l'international, malgré la volonté de l'UPEC de développer un axe fort à l'international. Compte tenu de la récente ouverture de la formation, la mise en place d'une telle stratégie nécessite un investissement important. La présence d'un responsable des relations internationales est louable. L'anglais est obligatoire dans la formation et représente 100 heures d'enseignement au cours des trois années de BUT. Les échanges internationaux sont en cours de développement, notamment avec des Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) au Canada. La formation pourrait également bénéficier d'un accord national entre les IUT et l'université du Québec à Chicoutimi. L'équipe pédagogique propose de s'appuyer sur les unités de recherche pour offrir aux étudiants des stages dans des laboratoires à l'étranger, ce qui ouvre des perspectives intéressantes.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité de la formation ;
- Une professionnalisation bien adaptée ;
- Une approche par compétences bien mise en place ;
- Une pédagogie adaptée et développée par l'équipe pédagogique avec des ressources et des SAÉ.

Points faibles

- Un faible taux de réussite ;
- Un faible taux de réponse à l'évaluation des enseignements et de la formation ;
- Un faible encadrement par les enseignants-chercheurs ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Analyser la faiblesse du taux de réussite afin de mettre en œuvre les mesures appropriées pour l'améliorer.
- S'appuyer sur les processus mis en place par l'UPEC pour l'évaluation de la formation et des enseignements.
- Renforcer l'implication des enseignants-chercheurs dans la formation pour favoriser un bon adossement à la recherche.
- S'appuyer sur la stratégie de l'UPEC pour développer l'ouverture à l'international.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) INFORMATIQUE - IUT SÉNART-FONTAINEBLEAU

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Informatique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, comporte un parcours ouvert au cours de la période : *Réalisation d'applications : conception, développement, validation*. Il compte 172 étudiants et 33 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Informatique* de l'IUT Sénart-Fontainebleau, réparti sur les sites des deux villes, s'intègre pleinement dans la stratégie de l'UPEC, notamment grâce aux collaborations avec le monde socio-économique, tout en s'appuyant sur la recherche, l'ouverture internationale et la mise en œuvre du programme national avec des pratiques pédagogiques innovantes. Le recrutement est stable depuis l'ouverture de la formation en 2021. L'évaluation des enseignements est effectuée, mais elle ne bénéficie que d'un faible taux de réponse. Le conseil de perfectionnement est intégré aux réunions pédagogiques. Les données et l'analyse relatives à la réussite ne sont pas fournies dans le dossier d'autoévaluation. Ce dernier est également trop succinct concernant d'autres éléments, comme l'évaluation des enseignements ou le conseil de perfectionnement, dont aucun compte rendu de réunion n'est fourni.

La formation entretient des liens importants avec le monde socio-économique. L'alternance sur le site de Fontainebleau, ouverte à partir de la deuxième année (BUT 2), ainsi que les stages en BUT 2 et en troisième année (BUT 3), favorisent le contact direct des étudiants avec les professionnels. Compte tenu de la distance séparant les deux sites, la situation est plus complexe à Sénart, qui ne bénéficie que d'une équipe restreinte, voire très limitée, et centrée sur l'informatique, ce qui ne permet pas l'ouverture à l'alternance. Des intervenants issus du monde professionnel participent également aux enseignements, bien que leur recrutement reste difficile sur les plans pédagogique et administratif. De plus, la formation a instauré des commissions préparatoires au jury, composées de professionnels, afin de contribuer à son amélioration continue.

L'adossé à la recherche est valorisé au sein de la formation grâce aux enseignements dispensés par des enseignants-chercheurs. Certains enseignements sont directement liés à des thématiques de recherche des enseignants-chercheurs, telles que les méthodes formelles, la cybersécurité et l'intelligence artificielle. De plus, quelques étudiants de BUT 2 effectuent leur stage dans le Laboratoire d'algorithmique, complexité et logique (LACL), auxquels sont affiliés les enseignants-chercheurs.

La mise en place du BUT a favorisé l'introduction de nouvelles pratiques pédagogiques avec la mise en place de l'approche par compétences. L'équipe pédagogique met en œuvre l'approche par compétences dans le respect du programme national, ce qui nécessite un investissement important de sa part. La formation repose sur l'utilisation de ressources variées et de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ). Elle a également mis en place des adaptations locales pour mieux préparer les étudiants à leurs stages. Elle explore l'utilisation de plateformes numériques et cherche à améliorer le travail sur le portfolio des étudiants.

L'ouverture à l'international de la formation est bien structurée. Cette structuration repose sur l'enseignement de l'anglais, la possibilité de passer la certification *Test of English for International Communication* (TOEIC), le soutien d'un responsable des relations internationales et la présence d'un service dédié au sein de l'IUT. Un groupe d'étudiants bénéficie également d'enseignements dispensés partiellement en anglais. Cependant, malgré ces efforts, les résultats restent modestes, avec seulement deux ou trois étudiants effectuant une mobilité

à l'étranger chaque année. Par ailleurs, un accord-cadre a permis d'accueillir des étudiants du Togo et du Cameroun.

L'attractivité de la formation est notable, mais elle reste entravée par le vivier restreint de candidats spécialisés dès le secondaire. La formation souligne sa difficulté à attirer des bacheliers technologiques en raison du faible nombre de lycées proposant ce type de baccalauréat, ce qui constitue un frein vis-à-vis des quotas fixés par le rectorat. Néanmoins, au vu du nombre d'étudiants dans la formation (43 bacheliers technologiques sur 104 étudiants), cette dernière bénéficie d'une bonne attractivité.

Les réunions préparatoires aux jurys contribuent au processus d'évaluation interne, mais le dossier d'autoévaluation ne rend pas compte d'un fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement. Il indique dans un premier temps que ces réunions et les conseils de département permettent d'envisager les éventuelles évolutions de la formation, sans faire référence à un conseil de perfectionnement. Il évoque dans un deuxième temps des réunions pédagogiques et un conseil de perfectionnement. Aucun compte rendu de réunion de celui-ci n'est toutefois fourni dans le dossier d'autoévaluation.

L'évaluation des enseignements est peu mobilisée par les étudiants. La formation a développé des questionnaires dédiés à cette évaluation à destination des étudiants. Le taux de réponse est faible : 21 réponses pour 172 étudiants contactés et le dossier d'autoévaluation ne donne guère d'informations à ce sujet.

La formation n'effectue aucune analyse des taux de réussite. L'absence d'analyse ou de données chiffrées concernant la réussite des étudiants constitue un obstacle majeur. Sur les 104 inscrits en BUT 1 en 2021-2022, on ne retrouve que 54 étudiants en BUT 2 l'année suivante, ce qui témoigne de difficultés dans la réussite des étudiants.

Conclusion

Points forts

- Des liens forts avec le monde socio-économique, notamment au travers de l'apprentissage ;
- Un adossement fort à la recherche ;
- Des efforts diversifiés pour favoriser l'ouverture internationale.

Points faibles

- Une évaluation des enseignements au faible taux de réponse ;
- Un accueil et un recrutement des étudiants hétérogènes selon les sites ;
- Un taux d'encadrement trop faible pour déployer certaines modalités de formation sur le site de Sénart (ouverture à l'international, pluridisciplinarité, apprentissage) ;
- Une absence de données relatives au taux de réussite et à l'interprétation des tendances, ne permettant pas de comprendre la réussite des étudiants ;
- Une autoévaluation qui laisse de côté le conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Améliorer le taux de réponse aux enquêtes d'évaluation des enseignements, par exemple en y consacrant un moment dédié ou en effectuant un suivi des réponses des étudiants.
- Homogénéiser les pratiques d'accueil et de recrutement des étudiants entre les deux sites.
- Renforcer l'encadrement de la formation sur le site de Sénart.

- Mettre en place un suivi du taux de réussite et effectuer l'analyse de ce taux.
- Clarifier la situation du conseil de perfectionnement.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations concernant l'analyse de la réussite ;
- Manque d'informations relatives au conseil de perfectionnement ;
- Besoin de compléments d'information concernant l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MESURES PHYSIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Mesures physiques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours commun de première année (BUT 1) du même nom que la mention et trois autres parcours : *Techniques d'instrumentation* ; *Matériaux et contrôles physico-chimiques* ; *Mesures et analyses environnementales*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 2 600 heures étudiant, dont 600 heures de projet tutoré. Elle compte 118 étudiants et 36 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Mesures physiques* répond bien aux besoins en cadres intermédiaires techniques du secteur de la mesure physique et a adapté ses parcours aux besoins socio-économiques du territoire de la région parisienne. La formation est proposée en alternance en contrat d'apprentissage à partir de la deuxième année (BUT 2). Elle bénéficie d'une très forte attractivité, même si elle accueille un taux de bacheliers technologiques trop faible. L'adossement à la recherche est très bon et l'approche par compétences est en place pour les trois années de la formation. Même si les éléments de professionnalisation sont développés, le volume d'enseignements des professionnels reste faible. Les taux de réussite en BUT 1 et en BUT 2 sont très moyens et ne sont pas analysés.

La formation est très attractive, mais le taux de bacheliers technologiques est faible. La capacité d'accueil de la formation est aisément atteinte, avec plus de 1 100 candidatures pour 78 places. Cependant, la proportion de bacheliers technologiques préconisée en BUT 1 (50 % des inscrits) n'est pas respectée, puisqu'elle n'est que de 15 %. Bien que le vivier de candidatures de ce public pour la mention *Mesures physiques* soit limité, la formation a cherché à améliorer son attractivité en organisant des journées d'immersion pour les lycéens. L'impact de cette action n'est pour l'instant pas appréciable. La non-ouverture du parcours *Techniques d'instrumentation* en BUT 2 n'a pas fait l'objet d'une analyse dans le dossier d'autoévaluation.

La formation est très axée autour de la professionnalisation. L'implication de l'équipe pédagogique dans le suivi des stagiaires et des alternants en entreprise, ainsi que dans la mise en place des situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), a conduit à la prise en compte des besoins socio-économiques du territoire de la région parisienne en orientant les parcours. Deux conventions de partenariat avec deux entreprises (Gen Hy à Orly et Eurodia à Pertuis) de sous-traitance d'activités d'analyse et de caractérisation ont vu le jour. Les actions de préparation à l'insertion professionnelle sont diversifiées avec des visites d'entreprise, des rencontres avec les anciens diplômés et l'intervention d'un professionnel au sein de module de projet personnel et professionnel (PPP). Elles sont organisées tout au long des trois années du BUT. Les étudiants participent également à un challenge entrepreneurial. Le BUT 2 et la troisième année (BUT 3) sont ouverts à l'alternance avec un rythme d'un mois en IUT et un mois en entreprise. La formation compte 15 apprentis sur 35 étudiants inscrits en BUT 2 en 2022-2023, soit 43 % de l'effectif. Le nombre de semaines obligatoires de stage en formation initiale classique est important : 26 semaines réparties sur deux ans (11 en BUT 2 et 15 en BUT 3).

L'adossement à la recherche de la formation est très bon. Le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant dans la formation est important : 13 sur 36 intervenants, soit 36 %. Les enseignants-chercheurs dispensent 535 heures sur les 2 600 heures étudiant de la maquette, soit 21 %, ce qui est élevé. Les sections du Conseil national des universités (CNU) des enseignants-chercheurs sont cohérentes avec le secteur de la mesure physique. Lors de leur formation, les étudiants sont amenés à assister à des conférences lors de journées scientifiques organisées par des unités de recherche. Certains travaux pratiques sont effectués en lien avec des recherches

menées par des enseignants-chercheurs de la formation. Huit heures sont consacrées à ce type d'enseignement spécifique de sensibilisation à la recherche. Les trois laboratoires en soutien de la formation (le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES), l'Institut de chimie et des matériaux Paris-Est (ICME) et le Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques (LISA)) proposent des projets et 10 % des stages sont réalisés en unité de recherche. Une sensibilisation à l'intégrité scientifique est réalisée dans le cadre de la rédaction des rapports de stage et des comptes rendus de travaux pratiques. La formation à la recherche documentaire est assurée lors des premières séances de travaux pratiques en BUT 1 et en BUT 2.

L'approche par compétences est en place dans la formation, qui diversifie ses pratiques pédagogiques.

L'approche par compétences est développée au cours des trois années du BUT et tous les étudiants disposent d'un compte e-portfolio, en lien avec l'approche par compétences. L'engagement étudiant est reconnu par un aménagement de l'emploi du temps et l'octroi de points bonus sur les moyennes. Les SAÉ offrent un terrain propice au travail en groupe et à la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques innovants en mode projet. Ainsi, la formation utilise, en plus des salles classiques, une salle multimédia de 16 places et une *spin-room* de 18 places pour réaliser des travaux pratiques. Elle a mis en place plusieurs dispositifs en faveur de la réussite étudiante, comme le tutorat intergénérationnel en mathématiques, en chimie et en électricité, et la concentration des enseignements de mathématiques à destination des étudiants du BUT 1 en début d'année. Ces dispositifs font l'objet d'évaluations et contribuent à l'augmentation nette du niveau scientifique.

Les préoccupations environnementales sont intégrées explicitement dans la formation au travers de deux parcours.

Pour répondre aux besoins socio-économiques du secteur et du territoire, les parcours *Mesures et analyses environnementales* et *Matériaux et contrôles physico-chimiques* ont été orientés vers les thématiques de la qualité de l'eau et de l'air, ainsi que des matériaux pour la santé. Les étudiants participent activement au projet *Think Water*, financé par l'UPEC, qui vise à former les étudiants sur les enjeux de qualité de l'eau : traitements, potabilisation, réutilisation.

Le volume d'intervention des professionnels est faible. Les professionnels représentent 16 des 36 intervenants que compte la formation, soit 44 % de l'effectif enseignant, ce qui est élevé. Cependant, ils ne réalisent que 120 heures d'enseignement, ce qui est faible.

Le taux de passage du BUT 1 au BUT 2 est de l'ordre de 50 %, ce qui est moyen. Il est dommage que ce taux ne soit pas analysé dans le dossier d'autoévaluation. Seulement 24 étudiants sur 72 inscrits en BUT 1 valident tous les crédits ECTS en 2021-2022, et 25 sur 83 en 2022-2023. En 2022-2023, le BUT 2 accueille 35 étudiants, pour 72 inscrits en BUT 1 l'année précédente. Seuls 19 étudiants sur 35 valident l'ensemble des crédits ECTS en BUT 2, ce qui reste moyen et aurait nécessité une analyse.

De nombreux dispositifs d'amélioration continue existent, mais l'enquête de satisfaction des enseignements et de la formation récolte un taux de réponse trop faible.

Quelques enseignants mettent en place des initiatives individuelles pour évaluer la satisfaction des étudiants. Les réunions pédagogiques en présence de représentants étudiants (deux par an) sont l'occasion d'apporter des réponses aux problèmes signalés par les étudiants. Les conseils du département Mesures physiques, biannuels sont des instances qui font office de conseils de perfectionnement. Les informations fournies à ce sujet relèvent bien des attendus d'un conseil de perfectionnement, tant concernant la composition des conseils que les points abordés. Cela étant, le conseil de perfectionnement doit être tenu au niveau de la mention et non du département. Compte tenu du nombre d'étudiants présents dans la formation, le nombre de répondants aux enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation est trop faible pour en tirer des conclusions probantes : 18 répondants sur 118 étudiants en 2022-2023, soit 15 %, sans informations concernant les autres années. Le processus d'enquête de satisfaction, sa méthodologie et sa prise en charge ne sont pas précisés, ni même les grandes tendances issues des réponses.

Conclusion

Points forts

- Une formation très attractive ;
- Un très bon adossement à la recherche ;
- Un contenu de la formation très professionnalisant ;

- Une approche par compétences bien en place ;
- Des préoccupations environnementales bien présentes dans la formation.

Points faibles

- Une faible proportion de bacheliers technologiques ;
- Une faible participation des professionnels dans la formation ;
- Une réussite moyenne en BUT 1 et en BUT 2 ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants peu efficace.

Recommandations

- Respecter un équilibre entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques, tout en veillant à la qualité du recrutement.
- Renforcer la part d'interventions des professionnels dans les enseignements.
- Analyser les causes de la réussite moyenne des étudiants et mettre en place des dispositifs de remédiation adaptés le cas échéant.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus efficace.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) MÉTIERES DU MULTIMÉDIA ET DE L'INTERNET

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Métiers du multimédia et de l'internet* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant trois parcours : un tronc commun en première année (BUT 1) reprenant le nom du diplôme, un parcours *Stratégie de communication numérique et design d'expérience* et un parcours *Création numérique*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 2 600 heures étudiant. Elle compte 207 étudiants (107 en BUT 1 et 100 en deuxième année) et 35 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Métiers du multimédia et de l'internet* a été ouvert en 2020 à la suite d'une fusion entre trois départements (Métiers du multimédia, Génie civil et Génie biologique). La formation est organisée en trois années d'études. Elle a un objectif de professionnalisation et adopte, pour ce faire, une pédagogie active. Elle bénéficie d'une visibilité forte et par conséquent d'un nombre de candidatures important. Son taux de réussite en fin de BUT 1 est élevé. Cependant, la maquette pour les étudiants en alternance est trop dense. La formation est peu ouverte à l'international. Elle manque d'enseignants et particulièrement d'enseignants-chercheurs pour bénéficier d'un taux d'encadrement raisonnable et d'un solide adossement à la recherche.

La formation tient son objectif de développement de la professionnalisation, un axe fort de la stratégie de l'UPEC.

La formation est proposée en formation initiale classique et en formation en apprentissage. Les métiers sont clairement identifiés, avec une coloration nette selon les parcours. Le nombre d'intervenants professionnels est important (21 personnes pour 1 418 heures dispensées) et permet de valoriser la pratique. L'organisation de deux stages de 8 et 16 semaines pour les étudiants en formation initiale classique correspond à l'application du BUT. Quant à la formation par alternance, elle ne concerne que 18 étudiants sur 100 en deuxième année (BUT 2). Le choix de démarrer l'alternance en BUT 2 pour que les étudiants aient le temps d'acquérir quelques compétences avant la mise en application est particulièrement judicieux dans le cadre d'un objectif d'insertion professionnelle. La formation ne compte pas d'étudiant en formation continue pour l'instant, mais son organisation par blocs de compétences permet cette possibilité.

La formation est construite de manière à adopter une pédagogie active.

Tout en étant national, le programme pédagogique du BUT ménage une possibilité d'adaptation locale à hauteur de 30 %. Le programme est organisé en cinq blocs de compétences et la pédagogie est réalisée par projet, par exemple les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), en diversifiant les modalités d'évaluation (évaluations individuelles ou en groupe). La formation repose sur une fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) par parcours. L'approche par compétences et la définition des apprentissages critiques permettent une définition claire des objectifs de la formation et une communication efficace avec les professionnels du secteur. Le conseil de perfectionnement et la veille technologique réalisée par les enseignants de la formation permettent également de s'aligner avec les besoins du bassin d'emploi. Le nombre de cours magistraux est réduit pour laisser plus de place aux travaux pratiques. Les cours en distanciel ou au format hybride ne sont pas possibles sauf en cas de situation médicale contraignante, permettant ainsi aux étudiants concernés de rester actifs dans leur formation et de profiter des salles spécifiques contenant du matériel dédié (informatique, réalité virtuelle, salle avec mobilier mobile, *learning lab*).

Le nombre de candidatures est important, la formation étant très visible. Sur Parcoursup, de nombreux candidats formulent un vœu pour intégrer la formation (2 500 dossiers pour 110 places). Les candidats proviennent

principalement de la région parisienne. Le nombre de bacheliers technologiques n'est pas consolidé dans le dossier d'autoévaluation, mais laisse penser qu'en BUT 1, 47 étudiants sur 107 sont issus de la filière technologique, soit un peu moins de 50 % de l'effectif. L'équipe de pilotage a des difficultés à recruter dans cette filière. Le nombre d'étudiants dans chacun des parcours est équilibré, même si l'assignation des parcours n'est pas expliquée.

La formation affiche un fort taux de réussite et un faible nombre de démissions. L'ouverture récente de la formation ne permet pas de généraliser les données avancées, mais il est notable que le taux de réussite en BUT 1 dépasse les 90 % et que le taux de démission soit particulièrement faible (moins de 10 %).

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche limité par le faible poids des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique. La formation est dispensée par 12 enseignants permanents dont seulement 4 enseignants-chercheurs, 4 professeurs agrégés du secondaire (PRAG), 2 demi-PRAG, 1 attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), 2 contractuels à mi-temps, et 23 non permanents. Le programme national encourage l'enseignement de la déontologie (droit à l'image, usage des données, référence des documents, bibliographie, recherche de problématique) plutôt qu'une ouverture à la recherche. C'est une bonne base, et il est difficile d'envisager plus de la part d'une équipe qui, malgré la forte cohésion essentielle pour mener le déploiement de cette formation, n'est composée que de quatre enseignants-chercheurs. Ceux-ci réalisent, selon le dossier d'autoévaluation, 1 056 heures d'enseignement (soit 264 heures pour chaque enseignant, ce qui est conséquent). Ils ne sont pas assez nombreux.

Le volume important d'heures de la maquette en formation en alternance pourrait mettre les étudiants en situation d'échec. Le dossier d'autoévaluation précise que les groupes d'étudiants sont composés de manière mixte avec des étudiants en formation initiale classique et en formation en alternance. Or, les étudiants en alternance doivent pouvoir bénéficier d'une réduction de 20 % du volume horaire par année. La formation n'applique pas cette réduction, sans que ce choix soit expliqué. Les alternants, compte tenu du temps important passé dans leur établissement d'accueil, pourraient légitimement prétendre à un volume d'enseignements moins contraignant.

La formation est peu ouverte à l'international, mais elle a la volonté d'établir des partenariats. Il n'est pas proposé de parcours spécifique international, mais quelques étudiants internationaux sont présents dans la formation (17 en 2022-2023). Le dossier d'autoévaluation ne spécifie pas d'élément à propos de leur intégration et de leur réussite. La formation met l'accent sur la mise en pratique de l'anglais, ainsi que sur la possibilité d'apprendre l'espagnol en deuxième langue vivante facultative. Un partenariat avec le Québec permet à quelques étudiants (entre 4 et 10 étudiants par an) de passer le troisième semestre au Canada, en considérant ensuite une remise à niveau durant le quatrième semestre. L'équipe de pilotage envisage d'ouvrir cette possibilité à des pays européens.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante ;
- Une excellente réussite ;
- Une formation centrée sur une pédagogie active ;
- Une grande visibilité et une attractivité remarquable de la formation.

Points faibles

- Une part d'enseignants-chercheurs trop faible ;
- Une maquette de la formation en alternance trop dense.

Recommandations

- Veiller à renforcer la part des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique pour améliorer la qualité de l'adossement à la recherche.
- Mettre en place une maquette de la formation en alternance adaptée, en modulant par exemple le volume de situations d'apprentissage et d'évaluation.

BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT) RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le bachelor universitaire de technologie (BUT) *Réseaux et télécommunications* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est porté par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et comporte trois parcours : un tronc commun en première année (BUT 1) reprenant le nom du diplôme, un parcours *Réseaux opérateurs et multimédia (ROM)* et un parcours *Cybersécurité*. Il contient 904 heures étudiant en BUT 1 et 1 096 en deuxième année (BUT 2). Il compte 146 étudiants (85 en BUT 1 et 61 en BUT 2) et 28 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le BUT *Réseaux et télécommunications* a été ouvert en 2021, prenant la suite du diplôme universitaire de technologie (DUT) du même nom. La formation est organisée en trois années d'études. À l'UPEC sont proposés deux parcours hors BUT 1 sur les cinq proposés au niveau national. Cette formation a un objectif de professionnalisation assumé. Elle bénéficie d'une visibilité forte et par conséquent d'un nombre de candidatures important. L'organisation de la formation est maîtrisée et le nombre d'enseignants-chercheurs permet un adossement à la recherche de bonne qualité. Le programme pédagogique bénéficie de la structuration nationale, mais ne montre pas une adaptation locale adaptée aux choix des étudiants. Le taux de démission en BUT 1 est élevé (près de 30 %) sans être expliqué dans le dossier d'autoévaluation. La formation est peu ouverte à l'international.

La formation a pour objectif de développer la professionnalisation, un axe fort de la stratégie de l'UPEC, tout en ayant peu d'alternants. La formation est proposée en formation initiale classique et en apprentissage. Les métiers sont clairement identifiés, avec une coloration nette selon le parcours. Deux stages de 8 et 16 semaines pour les étudiants en formation initiale classique permettent de répondre au cadrage national. Quant à la formation en alternance, elle ne concerne que 14 étudiants sur 61 en BUT 2. Pour autant, la formation montre une volonté d'augmenter le ratio d'alternance par l'ouverture aux passerelles entrantes, notamment aux détenteurs d'un brevet de technicien supérieur (BTS) pour l'accès en troisième année (BUT 3) en formation en alternance. Elle ne dispose pas d'étudiant en formation continue pour l'instant, mais l'organisation de la formation par blocs de compétences permet cette possibilité. Comme tout BUT, la formation a pour objectif 50 % d'insertion professionnelle. Cependant, en fin de BUT 2, 15 étudiants se sont déjà réorientés vers une école d'ingénieurs. L'insertion professionnelle n'est pas encore visible, mais un travail est réalisé par l'équipe de pilotage pour alimenter le diplôme par des labellisations, notamment le label Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) SecNumedu pour le parcours *Cybersécurité*.

La formation est très visible et le nombre de candidatures est important. Sur Parcoursup, de nombreux candidats formulent un vœu pour intégrer la formation (2 981 dossiers) et ce nombre est en augmentation (60 % entre la rentrée 2022 et la rentrée 2023). La communication est assurée par la participation à 2 salons de l'étudiant et 10 forums au sein de lycées locaux, ainsi que par les journées portes ouvertes. Les flux d'étudiants entrants sont également en augmentation (+ 12 % entre les rentrées 2021 et 2022), de manière maîtrisée pour maintenir la qualité de la formation. Les candidats proviennent principalement de la région parisienne. Pour autant, le choix du parcours des étudiants en BUT 2 est particulièrement déséquilibré (54 en parcours *Cybersécurité* et 7 en parcours ROM), peut-être du fait d'un manque de visibilité du parcours ROM.

La formation définit un processus d'amélioration continue au travers d'une organisation mature. Bien que les premiers étudiants ne soient pas encore diplômés, l'équipe de pilotage est attentive aux indicateurs permettant d'améliorer la formation. Au niveau du recrutement, elle est consciente qu'un objectif de 50 % de bacheliers

technologiques est fixé, malgré le manque de candidats. Au cours de la formation, les résultats des étudiants sont suivis par la direction des études, un bilan de mi-semester est réalisé avec les étudiants, et une commission de préparation au jury de semestre est animée avec les enseignants. Des enquêtes sont déployées auprès des étudiants pour évaluer les enseignements, mais le taux de répondants est insuffisant pour aider à l'amélioration de la formation. Deux conseils de département et le conseil de perfectionnement, dont trois membres sont issus de l'industrie, permettent de discuter de l'organisation pédagogique. Pour les alternants, une réunion entre les maîtres d'apprentissage, les étudiants et l'équipe pédagogique est organisée.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche de bonne qualité, bien que la tension relative au nombre d'heures effectuées reste importante. La formation est assurée par 28 enseignants, dont 10 enseignants-chercheurs et 5 enseignants du secondaire. Les enseignants-chercheurs proviennent d'une unique unité de recherche, le Laboratoire images, signaux et systèmes intelligents (LISSI), et réalisent 990 heures d'enseignement. Ce volume d'heures important et le rattachement à un unique laboratoire témoignent d'une volonté de garder une identité universitaire et permettent une dynamique importante du lien avec la recherche. L'équipe diversifie ses actions en organisant deux journées de la recherche en BUT 2, en proposant des stages au sein du LISSI et en réalisant une initiation à la recherche documentaire.

L'organisation pédagogique reposant sur le programme pédagogique national est une force, mais les choix de parcours et l'adaptation locale sont limités. Tout en étant national, le programme du BUT ménage une possibilité d'adaptation locale, à hauteur de 30 %. Le programme est organisé en trois blocs de compétences et la pédagogie se fait par projet, par exemple les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ), en diversifiant les modalités d'évaluation (évaluations individuelles ou en groupe). L'utilisation des compétences transverses dans les SAÉ (gestion de projet, anglais, autonomie, etc.) atteste de la maîtrise de cette pédagogie par l'équipe. La formation repose sur une fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) par parcours. L'approche par compétences et la définition des apprentissages critiques permettent une définition claire des objectifs de la formation et une communication efficace avec les professionnels du secteur. Concernant l'adaptation locale, le dossier d'autoévaluation ne précise pas dans quelle mesure la formation s'adapte aux besoins du bassin d'emploi. Seules 120 heures de la formation sont réalisées par des intervenants externes, 13 au total, portant sur des compétences techniques. Cela semble faible au regard des spécificités techniques du secteur. Cependant, plusieurs éléments sont à relever quant à cette adaptation locale : des certifications proposées (*Test of English for International Communication* (TOEIC), *Voltaire* et *Cisco Certified Network Associate - CCNA*), l'utilisation d'une plateforme spécifique (*Cisco Networking Academy*), des salles dédiées (amphithéâtre, 10 salles de travaux pratiques, salle serveur/cluster), ce qui laisse penser que l'adaptation locale existe mais n'est pas encore consolidée. Le choix de deux parcours post-BUT 1 sur les cinq, avec un déséquilibre marqué entre les deux, signale une divergence entre la formation proposée et les choix des étudiants.

La formation affiche un nombre important de démissions. La différence entre le nombre d'étudiants inscrits en BUT 1 et en BUT 2 est importante (23 à 34 étudiants en moins). L'analyse est bien réalisée par l'équipe de pilotage et devrait conduire à modifier le processus de recrutement. Les démissions sont principalement dues à des réorientations. L'équipe met en place des aides aux étudiants en difficulté et un tuteur pour les publics spécifiques. Les passerelles en fin de BUT 1 avec le BUT *Génie électrique et informatique industrielle* et le BUT *Informatique* permettent de combler la perte d'étudiants.

La formation est peu ouverte à l'international, malgré la volonté d'offrir des stages à l'étranger. Il n'est pas proposé de parcours spécifique international, mais quelques étudiants internationaux sont présents dans la formation (10 à 12 par an en BUT 1), en formation initiale classique. Le dossier d'autoévaluation ne spécifie pas d'éléments à propos de leur intégration et de leur réussite. La formation met l'accent sur la mise en pratique de l'anglais en proposant 150 heures au cours des trois années du BUT, et en mettant en application, via des documentations techniques en anglais, des soutenances partiellement effectuées en anglais. Un effort est fait pour proposer quelques stages à l'étranger, sans obtenir les résultats escomptés, les étudiants étant peu intéressés notamment pour des raisons financières.

Conclusion

Points forts

- Une formation professionnalisante proposée en initiale classique et en alternance, à un public local ;
- Une grande visibilité et une bonne attractivité de la formation ;

- Une maîtrise du pilotage de la formation ;
- Un bon encadrement par les enseignants-chercheurs.

Points faibles

- Un nombre de démissions important en BUT 1 ;
- Deux parcours déséquilibrés en nombre d'étudiants ;
- Une faible ouverture à l'international.

Recommandations

- Poursuivre l'analyse du faible taux de réussite en BUT 1 et des raisons de départs afin de mettre en œuvre des mesures d'aide à la réussite des étudiants.
- Réfléchir aux moyens de développer le parcours *Réseaux opérateurs et multimédia*, en profitant notamment des possibilités d'adaptation locale.
- S'appuyer sur la stratégie de l'UPEC pour développer l'ouverture à l'international.

DIPLÔME D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DEUST) MÉTIERS DE LA FORME

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) *Métiers de la forme* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation sans parcours spécifique, portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation, sciences sociales (SESS) et Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Elle contient 1 109 heures étudiant. Elle compte 38 étudiants et 15 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

Le DEUST *Métiers de la forme* est une formation en deux ans à visée d'insertion professionnelle. Cependant, elle ne présente aucune analyse de son positionnement académique, ne produit aucun suivi ni analyse de l'abandon, de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des étudiants. Les formations continue et en alternance sont très peu développées. La formation ne compte aucun enseignant-chercheur au sein de son équipe pédagogique.

La formation présente des liens forts avec le monde socio-professionnel. La part des enseignants provenant du monde socio-professionnel est importante (ils représentent les deux tiers de l'équipe pédagogique), avec une palette diverse permettant de couvrir les différents champs d'enseignement. Les étudiants réalisent des stages grâce auxquels les tuteurs professionnels valident les compétences professionnelles acquises sur le terrain.

La formation pourrait être pertinente dans l'offre de formation de l'établissement, mais son positionnement est ambigu. En tant que formation consacrée aux métiers de la forme, ce DEUST pourrait logiquement s'inscrire dans l'axe stratégique « Santé » de l'UPEC. La cohérence de cette formation dans son environnement académique n'est cependant pas claire. Le dossier d'autoévaluation ne l'explique guère et ne présente pas d'analyse de son positionnement au sein de l'offre de formation en STAPS, plus globalement au sein de l'UPEC et plus largement à l'échelle de la région.

La formation a mis en place un conseil de perfectionnement, mais elle doit améliorer les taux de réponse aux enquêtes. Un conseil de perfectionnement est mis en place et répond aux demandes de constitution. Cependant, peu d'étudiants répondent aux enquêtes internes (5 étudiants, soit 13 % de l'ensemble des étudiants).

La formation n'est pas adossée à la recherche. Aucun enseignant-chercheur n'intervient dans la formation. Le dossier d'autoévaluation ne fait état d'aucun enseignement d'initiation à la méthodologie scientifique et il n'est fait référence à aucun support de rattachement aux données scientifiques dans les enseignements, alors qu'elles sont pourtant disponibles et importantes dans le domaine de l'activité physique et de la santé. Le dossier d'autoévaluation met simplement en avant une réflexion de partenariat afin de former les étudiants à la recherche documentaire.

L'attractivité de la formation et la réussite étudiante ne sont pas analysées. La formation recrute à partir de Parcoursup, ce qui permet d'obtenir une visibilité de la formation post-bac (25 étudiants en première année en 2020-2021, 22 étudiants en 2021-2022 et 2022-2023). Même si des tests sont proposés aux néo-entrants afin de vérifier la bonne orientation des étudiants, on relève un taux d'abandon relativement important entre la première et la deuxième année. La formation rencontre une baisse du nombre d'étudiants entre la première et la deuxième année (15 % entre 2020-2021 et 2021-2022, puis 32 % entre 2021-2022 et 2022-2023). La formation

apporte une justification en lien avec la maturation du projet professionnel de l'étudiant visant une insertion à la fin de la deuxième année, mais aucune enquête n'est construite pour évaluer cette baisse.

Le suivi de la réussite, de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des étudiants est absent. Une proposition d'explication de la baisse de réussite à la fin de la première année (85 % en 2020-2021, 50 % en 2021-2022 et 57 % en 2022-2023) est proposée en lien avec l'importance de l'adéquation du projet de l'étudiant avec la réalité professionnelle, mais aucune enquête ou évaluation n'est réalisée concrètement par la formation pour appuyer son analyse. Le taux de réussite à l'issue de la deuxième année est plus important (83 % en 2020-2021, 73 % en 2021-2022 et 70 % en 2022-2023), mais lui aussi en baisse lors des trois dernières années. Enfin, l'évaluation de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études n'est pas réalisée.

Les effectifs de stagiaires de la formation continue et d'alternants sont trop faibles pour une formation à visée professionnelle. Lors des trois dernières années, seuls quatre alternants ont intégré la formation. Le dossier d'autoévaluation fait pourtant mention du fait que l'alternance est un élément important pour la construction de compétences professionnelles essentielles. Un nombre important d'étudiants relève de la formation continue en 2021-2022 (huit étudiants), mais aucun l'année précédente et un seul l'année suivante.

L'approche par compétences est faiblement initiée. Malgré une orientation professionnelle importante de la formation, le dossier d'autoévaluation ne présente qu'un tableau de mise en relation d'unités d'enseignement (UE) avec des compétences. Il n'existe pas de réelle mise en place de l'approche par compétences au sein de la formation et aucune information n'est disponible quant à l'évaluation des compétences. La formation fait état de l'utilisation d'espaces variés pour répondre à des interventions spécifiques et de propositions de situations authentiques d'interventions simulées.

L'ouverture à l'international est extrêmement faible, mais n'est pas un axe capital pour le développement et l'insertion professionnelle. La formation présente peu d'enseignements de langue étrangère. L'anglais n'est enseigné que pour 22 heures en première année et 16 heures en deuxième année.

Conclusion

Points forts

- Un milieu professionnel investi dans la formation et le suivi des étudiants ;
- Un conseil de perfectionnement effectif.

Points faibles

- Un positionnement ambigu de la formation dans son environnement académique ;
- Un manque d'adossement à la recherche, notamment lié à l'absence d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique ;
- Une faible réussite et une augmentation des abandons en première année, qui ne font pas l'objet d'une analyse ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements aux résultats trop partiels ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences non aboutie ;
- Des modalités d'apprentissage et de formation continue trop peu développées.

Recommandations

- Réaliser une analyse du positionnement de la formation au sein de son environnement académique.

- Favoriser l'intervention d'enseignants-chercheurs afin de diffuser l'apport de la recherche dans la formation.
- Analyser les causes de faible réussite et d'abandon en première année afin d'instaurer des mesures de remédiation.
- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Renforcer la démarche d'évaluation des enseignements et de la formation.
- Opérationnaliser l'approche par compétences associée à un référentiel et les méthodes d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue et à l'apprentissage par la mise en place de l'approche par compétences.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un positionnement ambigu de la formation dans son environnement académique ;
- Un manque d'adossement à la recherche (absence d'enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique) ;
- Une faible réussite et une augmentation des abandons en première année, qui ne font pas l'objet d'une analyse ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements aux résultats trop partiels pour permettre de contribuer efficacement au processus d'amélioration continue.

LICENCE CHIMIE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Chimie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un seul parcours, du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie (ST) et contient 1 508 heures étudiant. Elle compte 185 étudiants et 59 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Chimie* est construite en suivant une spécialisation progressive tout au long des trois années vers ses différents débouchés, permettant un important taux de poursuite d'études dans des domaines variés. La démarche professionnalisante existe, mais elle mobilise peu d'interventions de professionnels. La formation s'intègre parfaitement dans l'offre de formation de l'UFR ST, mais elle est uniquement adossée à la recherche par le biais des enseignants-chercheurs. Le processus d'évaluation interne est limité. L'afflux soutenu de candidatures confère une forte attractivité à la formation. En revanche, le taux de réussite des trois années reste faible. Il en est de même pour l'ouverture à l'international et l'approche par compétences, qui restent à ce stade embryonnaires, et mériteraient d'être davantage développées.

Le taux de poursuite d'études est important en raison d'une spécialisation progressive tout au long du parcours.

Même si la formation reste généraliste au cours des trois années, la possibilité offerte aux étudiants de colorer leur cursus en troisième année (L3) vers la chimie moléculaire ou la chimie des composés cristallisés, ou encore vers deux ouvertures scientifiques (physique ou biologie), constitue une force de la formation. Les étudiants peuvent ainsi commencer à acquérir des connaissances et des compétences en adéquation avec leur projet d'études post-licence et avec les débouchés de la formation. Ceci permet un très bon taux de poursuite d'études (de l'ordre de 85 %) au sein et en dehors de l'UPEC, en master et dans des parcours sélectifs. Les poursuites d'études sont suivies grâce à une enquête menée par le responsable de la mention auprès d'anciens étudiants (24 répondants sur 58 contacts).

La formation s'inscrit dans une démarche professionnalisante. L'objectif de la formation vise à préparer des techniciens supérieurs en chimie ou des cadres dans le domaine via une poursuite d'études en master. Le volume horaire important de travaux pratiques (TP, environ 300 heures au cours des trois ans), l'unité d'enseignement (UE) « Projet » et le stage obligatoire de huit semaines au sixième semestre, valorisé par six crédits ECTS, permettent aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires. En accord avec la politique de l'établissement et de l'UFR ST, tous les étudiants sont formés à la préparation à l'insertion professionnelle à travers deux UE spécifiques (« Projet professionnel de l'étudiant et communication » et « Culture professionnelle et insertion professionnelle »). Par ailleurs, la formation entretient des liens étroits avec les acteurs locaux du monde économique, par le biais des stages et du forum des entreprises organisé par le Bureau d'aide à l'insertion professionnelle. Cependant, l'intervention des professionnels des secteurs d'activité rattachés à la formation est quasi inexistante : elle ne représente que 2,5 % des heures étudiant.

La formation s'intègre parfaitement dans l'offre de formation de l'UFR ST. Elle est construite en cohérence avec les mentions *Physique* et *Chimie, sciences de la vie*, avec lesquelles elle présente une forte mutualisation des enseignements (50 %), chacune ayant des débouchés bien spécifiques. Son intégration dans les deux portails de l'UFR ST en première année de licence (L1) permet aux étudiants de se réorienter au plus tôt de leur cursus, s'ils le souhaitent.

L'adossement à la recherche est fort, mais la formation à la recherche est hétérogène. La formation s'appuie sur 45 enseignants-chercheurs, rattachés aux unités de recherche de l'UPEC dans les sections du Conseil national des universités (CNU) spécifiques à la chimie et à la physique. Ils assurent 76 % des enseignements. En

revanche, la formation à la recherche est accessible uniquement aux étudiants effectuant leur stage dans une unité de recherche. Afin de garantir l'équité entre les étudiants, cette formation à la recherche devrait être intégrée dans le contenu de la formation et être dispensée à tous.

Le processus d'évaluation interne repose principalement sur le conseil de perfectionnement. La formation dispose d'un conseil de perfectionnement dirigé par le responsable de la mention. Il est composé de représentants étudiants, de responsables de masters et des responsables des différentes années de la licence, mais aucun professionnel ou représentant de l'enseignement du secondaire n'est présent. Dans une démarche d'amélioration continue, les conclusions du conseil de perfectionnement et l'analyse de données quantitatives mises à disposition par la direction de l'UFR ST ont permis de mettre en place de premières améliorations, comme la mise en place d'une capacité d'accueil limitée à 60 néo-entrants et une réorganisation de la formation (regroupement d'UE, UE optionnelles et abandon de notes seuil). Le dossier d'autoévaluation fait état d'évaluations des enseignements auprès des étudiants, exploitées au niveau de l'UE ou de la formation, mais la procédure n'est pas explicitée. Peu d'étudiants répondent à l'enquête, ce qui limite l'utilisation en termes d'amélioration continue.

La formation présente une bonne attractivité, mais un taux de réussite faible. La formation présente une bonne attractivité, avec 1 100 candidatures par an en L1, mais également en deuxième année (L2) et en L3. Malgré la sélection opérée pour respecter une capacité d'accueil limitée à 60 étudiants en recentrant le profil des étudiants ayant les prérequis demandés avec un baccalauréat général et des spécialités de baccalauréat adaptées, le nombre d'étudiants validant tous les crédits ECTS est faible en L1 (45 % en moyenne pour les trois ans, 50 % en moyenne pour la L2 et la L3) avec 20 % d'abandons. Ce nombre augmente toutefois pour l'année 2022-2023.

L'approche par compétences et l'innovation pédagogique sont peu développées. Même si le lien a été fait entre les UE et les blocs de compétences référencés dans la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), l'approche par compétences n'est pas transcrite dans les dispositifs de la formation, à l'exception de quelques TP et de l'UE « Projet ». Très peu d'enseignants s'impliquent dans la mise en œuvre de pédagogies innovantes.

Les mobilités étudiantes sortantes et entrantes à l'international sont quasi inexistantes. Bien qu'une formation en anglais scientifique soit dispensée lors de tous les semestres par l'intermédiaire d'UE dédiées (114 heures), et malgré une communication importante auprès des étudiants autour des dispositifs d'ouverture à l'international, les mobilités sont très faibles (trois mobilités entrantes et cinq mobilités sortantes en trois ans). De plus, le peu d'enseignements dispensés en anglais dans les matières disciplinaires (30 heures) ne facilite pas les mobilités entrantes. La double diplomation avec la licence *Chimie* de l'université des Sciences et technologies de Hanoï (au Vietnam), mise en place en 2023, devrait augmenter le nombre de mobilités. La formation pourra également s'appuyer sur l'entrée de l'UPEC dans l'alliance européenne Aurora, concrétisée en 2022.

Conclusion

Points forts

- Une démarche de professionnalisation marquée ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une formation en adéquation avec les autres formations de l'UFR.

Points faibles

- Des taux de réussite faibles au cours des trois années ;
- Une très faible participation des professionnels aux enseignements ;

- Un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants non maîtrisé ;
- Une approche par compétences non opérationnalisée et une mise en œuvre de pédagogies innovantes faible ;
- Une mobilité à l'international quasi inexistante.

Recommandations

- Mener une réflexion sur la faiblesse de la réussite étudiante et sur les dispositifs de remédiation à mettre en place.
- Renforcer les interventions des professionnels au sein de la formation.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants plus robuste, en s'appuyant sur les outils de l'établissement.
- Développer l'approche par compétences et les innovations pédagogiques.
- Concrétiser les partenariats pour augmenter l'internationalisation de la formation.

LICENCE CHIMIE, SCIENCES DE LA VIE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Chimie, sciences de la vie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant, outre un portail de première année (L1) mutualisé avec la licence *Sciences de la vie et de la Terre*, deux parcours : *Chimie-biologie* et *Chimie-biologie à l'international*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 500 heures étudiant. Elle compte 554 étudiants et 65 enseignants.

Analyse globale

La licence *Chimie, sciences de la vie* s'intègre parfaitement dans l'offre de formation de l'UFR Sciences et technologie en étant construite en cohérence avec les mentions *Chimie* et *Sciences de la vie et de la Terre*. Elle garantit une spécialisation progressive à partir de la deuxième année (L2) vers la bidisciplinarité en lien avec les débouchés. La formation présente une démarche professionnalisante soutenue et un fort adossement à la recherche. Les taux de réussite sont bons, tout comme l'attractivité. Le contenu de la formation est cohérent : il entraîne une forte poursuite d'études et prépare à des débouchés professionnels faisant appel à la double compétence chimie-biologie. L'ouverture à l'international est mobilisée. En revanche, le processus d'amélioration continue de la formation est incomplet et l'approche par compétences a seulement été amorcée.

La formation est pluridisciplinaire, à l'interface de la physico-chimie et de la biologie, en cohérence avec les débouchés et les poursuites d'études nécessitant cette double compétence. L'objectif de la formation est de former des étudiants en chimie également compétents en biologie. Le contenu de la formation, en proposant une répartition des enseignements équilibrée en chimie et en biochimie, a été élaboré de sorte que les étudiants puissent effectivement acquérir les connaissances et les compétences en lien avec les débouchés de la formation. La formation s'inscrit en continuum avec les formations de master proposées à l'UPEC, mais également avec celles d'autres universités et d'écoles d'ingénieurs. Les débouchés dans la bio-industrie et la santé ont été clairement identifiés par l'équipe pédagogique.

La formation s'inscrit dans une démarche professionnalisante, en ouvrant la possibilité d'alternance en troisième année (L3). La professionnalisation se décline de façon progressive tout le long des trois années au travers d'unités d'enseignement (UE) comportant de nombreux travaux pratiques (TP, 300 heures au cours des trois ans), des UE spécifiques à la préparation à l'insertion professionnelle en L1 (« Techniques d'expression scientifique et projet professionnel »), en L2 (« Anglais et projet professionnel ») et en L3 (des ateliers d'aide à la recherche de stage), des temps de présentation des métiers par des professionnels (forum des entreprises organisé par le Bureau d'aide à l'insertion professionnelle), et surtout un stage obligatoire de huit semaines minimum au sixième semestre, valorisé par 6 crédits ECTS. Des professionnels des secteurs d'activité de la formation interviennent à hauteur de 7 % du total des enseignements. Depuis la rentrée 2021-2022, la formation offre aux étudiants la possibilité de suivre la L3 en alternance. Malgré sa forte attractivité (22 apprentis en 2022-2023) et le retour positif des apprentis, il est dommageable que la formation ait envisagé de réduire le nombre d'apprentis à 12 par manque de moyens logistiques et de suivi. Les stages et l'alternance permettent de créer des liens avec les acteurs locaux du monde économique.

La formation présente une forte attractivité au niveau local et de bons taux de réussite. La formation présente une forte attractivité, avec plus de 1 800 candidatures reçues en L1 pour le parcours *Chimie-biologie* et 800 pour le parcours *Chimie-biologie à l'international*, pour des capacités d'accueil limitées à 205 et 24 étudiants respectivement. Il en est de même en L2 et en L3, avec l'intégration d'étudiants venant d'instituts universitaires de technologie (IUT), de classes de brevets de technicien supérieur (BTS) ou de classes préparatoires. Les étudiants sont issus essentiellement des filières générales du secondaire. Le taux de réussite en L1 atteint 66 % et

augmente en L2 et en L3. La sélection en parcours *Chimie-biologie à l'international* accentue le taux de réussite dans ce parcours. Les étudiants peuvent bénéficier de contrats de réussite. Le nombre de contrats augmente continuellement, pour atteindre 20 % des étudiants en 2022-2023. L'impact sur la réussite n'a cependant pas été mesuré et le taux d'abandon reste fort (30 %).

La formation génère un très fort taux de poursuite d'études. Une enquête menée par le directeur de la mention indique qu'environ 88 % des diplômés poursuivent leur cursus en intégrant un master de l'UPEC ou d'un autre établissement, 6 % intègrent une école d'ingénieurs et seulement 6 % entrent directement dans la vie active.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. La formation s'appuie essentiellement sur des enseignants-chercheurs rattachés aux unités de recherche de l'UPEC dans les sections du Conseil national des universités (CNU) spécifiques à la chimie et la biologie. Ils assurent 66 % des heures maquette étudiant. Les intervenants non permanents disposent également d'une forte expérience en recherche. Même si aucune heure n'est spécifiquement dédiée à la formation à la recherche, les compétences propres à la recherche, à la documentation et à l'intégrité scientifique sont travaillées dans le cadre de plusieurs mini-projets. Les cours théoriques intègrent les résultats récents de la recherche. Les TP, ainsi que les travaux dirigés, sont élaborés de façon à mettre en application une démarche scientifique. Cet apprentissage est davantage développé lorsque les étudiants effectuent leur stage dans une unité de recherche. 50 % des étudiants de L3 réalisent leur stage dans un laboratoire de l'UPEC.

La formation en langue étrangère est adaptée à l'ouverture à l'international. Les deux parcours accordent 110 heures à la formation aux langues étrangères. Dans le parcours *Chimie-biologie à l'international*, les étudiants suivent en complément 160 heures d'enseignements disciplinaires en anglais, une initiation au japonais est possible et la L3 est obligatoirement réalisée à l'étranger. Le dispositif d'accompagnement à la mobilité est efficace et la formation offre une double diplomation avec l'université du Québec à Chicoutimi. Le nombre de mobilités entrantes augmente, passant de 8 à 18 entre 2020-2021 et 2022-2023.

Le processus d'amélioration continue interne est pertinent, mais le conseil de perfectionnement englobant l'ensemble de la mention ne se tient pas de façon régulière. Bien que le dossier d'autoévaluation ne fournisse pas les données d'enquête d'insertion effectuées par les services centraux, ni ne fasse état d'une évaluation des enseignements et de la formation par ces services, un travail important d'enquête a été réalisé par l'équipe pédagogique auprès d'une centaine d'anciens étudiants pour définir les points forts et les points faibles de la formation. Les résultats des enquêtes soulignent la grande qualité de la formation, que ce soit au niveau de l'accompagnement par l'équipe pédagogique ou de la pertinence du contenu de la formation pour une future insertion professionnelle. Le processus d'amélioration continue s'appuie également sur un conseil de perfectionnement annuel pour les apprentis, mais qui se réunit seulement tous les trois à quatre ans pour l'ensemble de la mention.

L'approche par compétences et l'innovation pédagogique sont peu mises en œuvre. Même si le lien a été fait entre les UE et les blocs de compétences référencés dans la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), l'approche par compétences n'est pas réellement mise en œuvre. De la même manière, de nouvelles approches pédagogiques sont très peu développées, si ce n'est quelques nouveaux outils pédagogiques axés sur l'acquisition de compétences, mis en place en L2 (TP et situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ)).

Conclusion

Points forts

- Une forte adéquation de la formation avec les besoins des secteurs d'activité grâce à une démarche professionnalisante de qualité ;
- Une forte attractivité ;
- De bons taux de réussite ;
- Un taux de poursuite d'études élevé et de bonne qualité ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Un processus d'amélioration continue propre à la mention et pertinent.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement de la mention trop irrégulièrement réuni ;
- Une mise en œuvre insuffisante de l'approche par compétences et des innovations pédagogiques.

Recommandations

- Réunir le conseil de perfectionnement chaque année en englobant tous les parcours.
- Finaliser la mise en œuvre complète de la démarche de l'approche par compétences.

LICENCE INFORMATIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Informatique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours unique, du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 502 heures étudiant. Elle compte 290 étudiants et 30 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Informatique* est bien intégrée à l'offre de formation de l'UPEC et s'inscrit dans la stratégie de l'université, notamment grâce à la possibilité de suivre une voie sélective en double licence en informatique et mathématiques. Elle bénéficie d'un solide adossement à la recherche et entretient des liens avec le monde socio-économique. L'attractivité est l'un de ses points forts, avec de nombreuses candidatures par rapport au nombre de places disponibles. Le taux de réussite est correct et des contrats pédagogiques sont mis en place pour les redoublants de première année (L1). En revanche, le suivi du devenir des étudiants n'est pas assuré, et le taux de réponse à l'évaluation des enseignements est faible. Par ailleurs, le conseil de perfectionnement se réunit de manière irrégulière. L'ouverture à l'international se limite à quelques propositions de stages, ce qui reste très restreint.

La possibilité de voie sélective en double licence en informatique et mathématiques est un atout de la formation. Elle offre l'opportunité aux étudiants de développer des compétences dans des métiers combinant ces deux disciplines, ce qui constitue un atout pour les étudiants. Ces profils peuvent intéresser particulièrement les secteurs de la banque, de l'assurance et, plus largement, de la science des données.

L'adossement à la recherche est solide. De nombreux enseignants-chercheurs interviennent dans la formation, favorisant ainsi les échanges avec les étudiants à propos de leurs sujets de recherche. De plus, un stage de huit semaines proposé au sixième semestre permet à certains étudiants de découvrir le milieu de la recherche. Une initiation à la recherche et à la synthèse bibliographiques est également dispensée.

L'attractivité constitue un point fort de la formation, qui reçoit un nombre important de candidatures au regard des places disponibles. La formation reçoit 2 500 dossiers de candidature pour 58 places en L1 (hors redoublants). Malgré cet afflux de candidatures, le taux de réussite en L1 reste moyen (50 %), et le taux d'abandon est significatif : il mériterait d'être analysé.

Les relations avec le monde socio-économique sont bien présentes au sein de la formation, avec un effort significatif pour renforcer les liens avec les entreprises. L'UFR organise chaque année un forum entreprises, permettant aux étudiants de mieux comprendre les besoins du marché. Le stage du sixième semestre peut également se dérouler en entreprise. La formation collabore régulièrement avec les entreprises pour adapter son contenu selon les besoins du marché, notamment en ce qui concerne les langages de programmation. Une unité d'enseignement dédiée à la culture professionnelle et une action autour de l'entrepreneuriat sont également proposées.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études n'est pas assuré, ce qui est regrettable. Bien que le responsable de formation ait mené une enquête, le nombre de réponses obtenues est trop limité pour permettre une analyse significative. Par ailleurs, l'évaluation des enseignements est réalisée par le responsable de formation, mais le taux de réponse reste faible (30 réponses pour 290 étudiants), ce qui mériterait d'être amélioré.

Le conseil de perfectionnement se réunit de manière irrégulière, ce qui l'empêche de jouer pleinement son rôle.

Lors de la dernière réunion, des représentants d'entreprises, d'anciens étudiants et des enseignants-chercheurs étaient présents, mais aucun étudiant en cours de cursus n'y a participé. Les discussions ont porté sur l'évolution de la formation (langages de programmation, forces et faiblesses de la formation) ainsi que sur l'introduction à l'intelligence artificielle.

L'ouverture à l'international reste très limitée, tant pour les mobilités entrantes que sortantes. La formation permet à ses étudiants d'effectuer leur stage du sixième semestre à l'étranger. Toutefois, en raison de la courte durée du stage (huit semaines), il est souvent difficile pour les étudiants de réaliser une mobilité à l'étranger, à cause des contraintes logistiques et des coûts élevés que cela implique. Quelques points positifs sont néanmoins à noter, comme l'enseignement de l'anglais et les deux journées organisées par le service des relations internationales de l'UFR Sciences et technologie.

Conclusion

Points forts

- Un solide adossement à la recherche ;
- Une formation polyvalente aux compétences recherchées dans des secteurs diversifiés comme la banque, l'assurance et la science des données ;
- Une attractivité élevée de la formation.

Points faibles

- Un suivi insuffisant de l'insertion professionnelle et une absence de données sur le devenir des diplômés ;
- Un taux de réussite moyen en L1 ;
- Un faible taux de réponse aux évaluations des enseignements ;
- Une tenue irrégulière du conseil de perfectionnement qui réduit l'efficacité des discussions et des ajustements nécessaires ;
- Une ouverture internationale restreinte.

Recommandations

- Mettre en place une relance de l'enquête menée par le responsable de formation.
- Suivre et analyser le taux de réussite en L1.
- Prévoir des temps dédiés à l'évaluation des enseignements, par exemple à la fin de chaque module d'enseignement.
- Organiser un conseil de perfectionnement au moins une fois par an, selon la composition indiquée dans les arrêtés.
- Proposer des semestres à l'étranger dans le cadre des accords de l'UPEC et d'Erasmus.

LICENCE MATHÉMATIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Mathématiques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un seul parcours, du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 551 heures étudiant. Elle compte 282 étudiants et 53 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Mathématiques* est en cohérence avec la stratégie de l'UPEC et s'inscrit pleinement dans l'offre de formation de l'établissement, notamment au regard des aspects pluridisciplinaires dans le cadre de la réforme de l'accès aux études de santé. Elle propose en outre deux voies sélectives en double licence : une en mathématiques et informatique et une autre en mathématiques et physique. La formation s'appuie fortement sur la recherche et propose des modalités pédagogiques structurées. Elle entretient des liens avec le monde socio-économique et bénéficie d'une attractivité solide, malgré un taux de réussite en première année (L1) faible. En revanche, la formation ne dispose pas de conseil de perfectionnement. Enfin, le suivi des étudiants après la licence et l'ouverture à l'international restent des points de difficulté.

La licence *Mathématiques* est pleinement en cohérence avec des axes et des objectifs de la stratégie de l'UPEC. Elle s'inscrit dans différents objectifs de l'université concernant la réussite étudiante (« Soutenir les réussites », « Adapter la pédagogie pour sécuriser les trajectoires de réussite ») et promeut la pluridisciplinarité, notamment dans le cadre de la réforme de l'accès aux études de santé.

Les deux doubles licences proposées constituent des éléments clés de la formation. Les voies sélectives en mathématiques et informatique d'une part et en mathématiques et physique d'autre part offrent aux étudiants la possibilité d'obtenir une double licence avec des passerelles renforcées dès la L1. De plus, elles s'intègrent naturellement aux licences connexes.

L'adossement à la recherche est un atout majeur de la licence *Mathématiques*. Les enseignements sont assurés par de nombreux enseignants-chercheurs et des chargés de recherche, le tout appuyé par la présence du Laboratoire d'analyse et de mathématiques appliquées (LAMA). Les étudiants effectuent un stage de formation à la recherche et à l'exploitation de la littérature scientifique en troisième année (L3).

Les modalités pédagogiques sont de qualité. Le tutorat et l'enseignement en travaux pratiques mis en place permettent de constituer des groupes avec un nombre d'étudiants réduit, favorisant l'apprentissage. Les étudiants ont la possibilité d'effectuer un stage optionnel, bien que peu ou aucun d'entre eux n'en profite selon les années. La mise en place de l'accès aux études de santé a permis de renforcer la pluridisciplinarité, un objectif stratégique de l'UPEC. Les étudiants sont également sensibilisés à la transition énergétique. De nombreux enseignements sont communs avec les autres mentions de licence de l'UFR. En outre, la formation entretient des liens avec le monde socio-économique par le biais d'un forum entreprises et de présentations par d'anciens étudiants de leur métier.

Le recrutement des étudiants en licence et en double licence constitue une force de la formation. Le nombre de dossiers de candidatures est important, avec un taux de pression très élevé (30 candidatures pour une place dans la formation).

Le taux de réussite en L1 est faible, avec seulement 30 % de réussite, mais il s'améliore de manière significative en deuxième année (L2) et en troisième année (L3). Le taux de participation à l'évaluation annuelle des enseignements reste très bas, alors que cette évaluation pourrait fournir des éléments utiles pour comprendre

le faible taux de réussite en L1. Par ailleurs, aucun suivi des étudiants après la licence n'est effectué, ni par la formation ni par l'université, alors qu'un tel suivi pourrait contribuer à l'amélioration continue de la formation. Ces éléments pourraient être analysés en conseil de perfectionnement, mais celui-ci ne s'est pas réuni depuis de nombreuses années.

L'ouverture à l'international est incomplète. Des journées « relations internationales » sont organisées par le service des relations internationales de l'UFR. De plus, les étudiants ont la possibilité d'apprendre plusieurs langues, en plus de l'anglais. Ce point constitue un des axes stratégiques de l'université, qui pourrait en faire un levier pour promouvoir les échanges et les semestres à l'étranger dans les pays avec lesquels l'UPEC souhaite développer des relations fortes.

Conclusion

Points forts

- Une formation qui s'inscrit dans la stratégie de l'UPEC ;
- Deux doubles licences sélectives en mathématiques et informatique et en mathématiques et physique ;
- Un adossement à la recherche très solide, avec de nombreux enseignants-chercheurs présents dans la formation ;
- Une excellente attractivité ;
- Un lien développé avec le monde socio-économique et encouragé par l'UFR.

Points faibles

- Un faible taux de réussite en L1 ;
- Une absence de conseil de perfectionnement depuis de nombreuses années ;
- Un manque de suivi des étudiants et de leurs poursuites d'études ;
- Une absence d'approche par compétences ;
- Une ouverture à l'international limitée.

Recommandations

- Analyser et comprendre le taux d'échec en L1 pour proposer les dispositifs de remédiation appropriés.
- Constituer et réunir un conseil de perfectionnement afin de conforter l'amélioration continue de la formation.
- S'assurer d'un taux de réponse correct à l'évaluation des enseignements, en prenant par exemple un temps dédié pour la compléter, et veiller à assurer le suivi du devenir des diplômés.
- Mettre en place les blocs de compétences au sein de la formation.
- Développer les échanges avec d'autres universités à l'international, conformément à la stratégie de l'université.

LICENCE PHYSIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Physique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours commun du même nom que la mention en première année (L1) et deux parcours à partir de la deuxième année (L2) : *Physique générale* et *Mécanique*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 599 heures étudiant. Elle compte 201 étudiants et environ 60 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Physique* est une formation généraliste dont l'objectif est de former des techniciens supérieurs dans les domaines rattachés aux sciences physiques et de permettre la poursuite d'études dans des masters nécessitant un très bon bagage scientifique, comme les masters *Mécanique*, *Sciences et génie des matériaux* et *Chimie*. L'adossement à la recherche est excellent. La licence bénéficie d'une forte attractivité. Des éléments de professionnalisation sont développés, mais aucun professionnel n'intervient dans la formation. Le suivi de l'insertion professionnelle et des poursuites d'études est défaillant. Les taux de réussite au cours des trois années sont faibles. L'approche par compétences n'est pas finalisée et l'ouverture à l'international est très limitée.

La formation est en adéquation avec les autres formations de l'UPEC. La licence *Physique* est construite en cohérence et en complémentarité, non seulement avec les autres formations de l'UFR Sciences et technologies, mais aussi avec de nombreuses formations des autres composantes de l'UPEC. Elle mutualise ses enseignements, principalement au premier semestre, au travers du portail *Mathématiques, Chimie, Physique, Sciences de l'ingénieur*. Le parcours *Physique générale* offre la possibilité d'une double diplomation en mathématiques et en physique, ce qui en fait son originalité et son attractivité. Son positionnement offre un bon continuum licence-master, de nombreuses possibilités de réorientations, et rend possibles de nombreuses passerelles entrantes et sortantes.

L'adossement à la recherche est excellent. La très grande majorité des intervenants sont enseignants-chercheurs. Ils appartiennent à des sections du Conseil national des universités (CNU) cohérentes avec le secteur de la physique. Ils sont principalement membres de trois laboratoires de l'UPEC : le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES), l'Institut de chimie et des matériaux Paris-Est (ICME) et le Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques (LISA). Même si aucune heure n'est spécifiquement dédiée à la formation à la recherche, les compétences propres à la recherche et à la documentation sont travaillées dans le cadre des stages. Ces derniers sont associés à une thématique de recherche et sont majoritairement réalisés en laboratoire (environ les deux tiers). Les stagiaires en laboratoire sont invités aux séminaires de recherche. Les cours théoriques intègrent les résultats récents des recherches. Les travaux pratiques (TP) et les travaux dirigés sont élaborés de façon à mettre en application une démarche scientifique.

La formation présente une forte attractivité. Le nombre de candidatures est élevé et stable d'une année sur l'autre, avec 600 vœux de candidature exprimés sur Parcoursup en moyenne chaque année. La formation n'a pas besoin de recourir à la phase complémentaire pour atteindre la capacité limite d'accueil de 78 places. Des candidats avec de très bons dossiers postulent tous les ans via la plateforme e-candidat pour une entrée en deuxième année (L2) ou en troisième année (L3.) Les néo-bacheliers représentent moins de la moitié des inscrits en première année (L1), sans que la provenance de l'autre moitié soit précisée.

Quelques éléments de professionnalisation sont développés dans la formation, mais on déplore une absence d'intervenant professionnel. La formation se caractérise par la mise en œuvre de nombreux TP. Des unités

d'enseignement (UE) de préparation à l'insertion, comme l'UE « Projet disciplinaire » ou l'UE « Culture professionnelle », abordent l'écriture d'un *curriculum vitae*, d'une lettre de motivation et l'entretien d'embauche. La durée du stage obligatoire s'élève à huit semaines. Un tiers des stages se déroule dans de grandes entreprises, ce qui n'est pas une grande proportion. 26 étudiants suivent des stages facultatifs, un nombre, *a contrario*, important. Cependant, aucun intervenant professionnel n'enseigne dans la formation, sans que ce constat donne lieu à une réflexion au sein de la formation. Bien que la présence de représentants du monde socio-économique au sein de l'équipe pédagogique soit une obligation, le dossier d'autoévaluation indique qu'il n'y a aucun professionnel intervenant dans la formation et qu'aucune heure d'enseignement n'est assurée par des professionnels.

La réussite étudiante est faible. La L1 est marquée par de nombreux abandons : la moitié des étudiants, soit 40 sur 80 inscrits, ne valide aucun crédit ECTS en 2020-2021 (36 sur 95 en 2021-2022 et 36 sur 105 en 2022-2023). Cette tendance est à la baisse mais en moyenne, le taux de réussite des étudiants qui valident l'ensemble des crédits ECTS en L1 est de 30 %, ce qui représente un taux de réussite très faible. Seule un peu moins de la moitié des étudiants redoublants se réinscrivent. Le taux de réussite augmente en L2 et en L3 : en L2, 26 étudiants sur 80 inscrits valident tous les crédits ECTS en 2020-2021 (25 sur 64 en 2021-2022 et 28 sur 59 en 2022-2023) ; en L3, 35 étudiants sur 55 inscrits valident tous les crédits ECTS en 2020-2021 (28 sur 39 en 2021-2022 et 25 sur 37 en 2022-2023), avec des effectifs réduits de moitié par rapport à ceux de L1. Ces résultats, qui restent faibles, nécessitent d'être analysés en vue de proposer des dispositifs de remédiation appropriés.

Le dossier d'autoévaluation ne fournit pas de données chiffrées concernant l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. Que ce soit en provenance des instances centrales de l'UPEC ou de l'équipe pédagogique, aucune information quantitative ou qualitative n'est disponible à propos d'une enquête d'insertion des étudiants.

Le processus d'évaluation interne est amorcé, mais il doit être renforcé. Le dossier d'autoévaluation fait état d'évaluations des enseignements auprès des étudiants, exploitées au niveau de l'UE ou de la formation, mais la procédure n'est pas explicitée. Aucune information quantitative n'est en outre fournie sur le nombre d'étudiants répondant aux questionnaires d'évaluation. Le conseil de perfectionnement existe et son compte rendu témoigne de sa préoccupation à l'égard des améliorations à apporter à la formation, mais il ne comporte pas de membres extérieurs hormis un représentant du rectorat. L'équipe pédagogique reconnaît que la présence de professionnels au conseil de perfectionnement est souhaitable, mais elle est considérée difficile à réaliser, sans plus de précisions. Les réunions de ce conseil sont irrégulières, c'est un point identifié par l'équipe et qui devra être amélioré lors de la prochaine offre de formation.

L'approche par compétences et l'innovation pédagogique sont insuffisamment mises en œuvre. L'adéquation des matières de la maquette pédagogique traditionnelle avec le référentiel des compétences a été établie, mais l'organisation de la formation en blocs de compétences et de connaissances n'est pas formalisée. Au sein de l'équipe pédagogique, les enseignants utilisent les plateformes de cours en ligne de type Moodle ou Espace de ressources en ligne (EPREL), ou des outils d'évaluation en temps réel comme Plickers, mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas l'ampleur de ces usages numériques.

Les mobilités sortantes et entrantes à l'international des étudiants sont quasi inexistantes. La formation n'a pas développé de partenariat international, ni de dispositifs de soutien spécifiques. Elle s'appuie sur le service des relations internationales pour accompagner les demandes de mobilité. Un seul étudiant a bénéficié d'une mobilité au cours des trois dernières années.

Conclusion

Points forts

- Une formation en adéquation avec les autres formations de l'UPEC ;
- Un très bon adossement à la recherche ;
- Une forte attractivité.

Points faibles

- Une faible réussite des étudiants dans les trois années d'études ;
- Une absence de données chiffrées sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études ;
- Une absence d'interventions de professionnels ;
- Un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants déficient ;
- Une approche par compétences non opérationnalisée ;
- Une mobilité à l'international quasi inexistante.

Recommandations

- Analyser les causes de la faible réussite des étudiants et mettre en place des dispositifs de remédiation adaptés le cas échéant.
- Veiller au suivi de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle.
- Intégrer des représentants du monde socio-économique dans l'équipe pédagogique et assurer leur participation à la formation.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants plus robuste.
- Développer l'approche par compétences et les innovations pédagogiques, notamment pour améliorer les taux de réussite des étudiants.
- Renforcer les dispositifs de soutien à l'international, par exemple en établissant des partenariats avec des établissements internationaux, en s'investissant dans l'alliance européenne Aurora, ou encore en favorisant la mobilité des enseignants.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une faible réussite des étudiants dans les trois années d'études ;
- Une absence de données chiffrées sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études ;
- Une absence d'interventions de professionnels ;
- Un processus d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants déficient.

LICENCE SCIENCES DE LA VIE ET DE LA TERRE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences de la vie et de la Terre* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant cinq parcours : *Biologie-environnement* ; *Biologie-santé* ; *Biologie-santé international* ; *Biologie-géologie enseignement* et un parcours du même nom que la mention correspondant à un portail de première année (L1) commun avec la licence *Chimie, sciences de la vie* incluant la licence accès santé (L.AS) et le dispositif « Oui si ». Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 522 heures étudiant. Elle compte 734 étudiants et 77 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation s'intègre parfaitement dans la politique de formation de l'établissement et de l'UFR Sciences et technologie. Des débouchés professionnels ont été définis spécifiquement pour chaque parcours. Le contenu est proposé en conséquence et amène à un fort taux de poursuite d'études en master, en lien avec la formation. En revanche, la formation présente des faiblesses dans la démarche professionnalisante, la mise en œuvre de l'approche par compétences, la pédagogie innovante et l'ouverture à l'international. De plus, un taux élevé de réorientation des étudiants est observé, ce qui suggère que les spécificités de la formation ne sont pas suffisamment explicites ou que les attentes des étudiants ne sont pas pleinement satisfaites. Malgré les faiblesses identifiées, un processus d'amélioration est en place et a permis de reconnaître les lacunes actuelles afin de proposer des pistes d'amélioration pour la prochaine offre de formation.

Le taux de poursuite d'études en master est très bon et les poursuites sont diversifiées, en cohérence avec la formation. Le taux de poursuite d'études n'est pas communiqué par l'établissement. Seul un sondage réalisé par la formation auprès des étudiants un an après leur diplomation de licence, rassemblant 55 réponses, indique que 92 % des diplômés intègrent un master en lien direct avec la formation, aussi bien à l'UPEC que hors de l'UPEC. Les spécialités des masters poursuivis sont diverses, même si la formation constate un manque d'intégration en éthologie, discipline peu étudiée en licence.

Le processus d'amélioration continue interne est pertinent et efficace. Le dossier d'autoévaluation mentionne une enquête réalisée pour évaluer la formation, mais il n'en décrit pas la méthodologie. Il en ressort que les étudiants sont satisfaits, voire très satisfaits de la formation en général, de son contenu, de la cohérence d'une année sur l'autre et des échanges avec les enseignants. 77 % des étudiants considèrent que le contenu de la formation est en accord avec leur projet professionnel. Le stage est aussi très apprécié, même si les étudiants rencontrent souvent des difficultés à le trouver. Toutefois, l'évaluation révèle des points d'amélioration à prendre en compte, notamment dans le cadre de la communication autour de la formation. L'équipe pédagogique envisage, avec l'aide des représentants étudiants, diverses pistes d'amélioration pour les années à venir. Le processus d'amélioration continue repose sur un conseil de perfectionnement, mais surtout sur des réunions pédagogiques régulières, l'organisation et le dynamisme de l'équipe pédagogique. Beaucoup d'améliorations de la formation ont déjà été pensées pour définir la prochaine offre de formation. Cependant, la tenue du conseil de perfectionnement est trop irrégulière, sans que soit précisé le rythme des réunions.

La licence bénéficie d'un bon adossement à la recherche, mais la formation à la recherche est quasi inexistante. La formation s'appuie sur un nombre important d'enseignants-chercheurs : 54, dont 39 appartenant au champ de la biologie, sur les 77 intervenants que compte la formation. Les enseignants-chercheurs évoluant dans le champ de la biologie sont rattachés à des laboratoires de recherche de l'UPEC, dans des sections du Conseil national des universités (CNU) cohérentes avec la mention. Ils assurent 1 000 heures d'enseignement au total. Les intervenants non permanents ont également une forte expérience en recherche. Les formations à la recherche ne sont cependant accessibles qu'aux étudiants effectuant leur stage dans une unité de recherche,

ce qui ne garantit pas une équité entre tous les étudiants. L'équipe pédagogique réfléchit à l'intégration de cette formation dans la prochaine offre de formation.

La formation présente une forte attractivité au niveau local et un taux de réussite raisonnable, mais elle souffre d'un fort taux de réorientation. La formation reçoit 3 500 candidatures pour une capacité d'accueil de 229 étudiants, ce qui témoigne d'une très forte attractivité. Les étudiants entrants sont principalement titulaires d'un baccalauréat général et proviennent de départements franciliens. Les effectifs sont renforcés par des admissions directes en deuxième année (L2) et en troisième année (L3) d'étudiants issus d'instituts universitaires de technologie (IUT), de classes préparatoires ou détenteurs d'un brevet de technicien supérieur (BTS). Malgré l'information fournie aux lycéens par le biais des journées portes ouvertes et du site internet de l'UFR, le taux de réorientation ou d'abandon est significatif dès le premier semestre. De même, 40 % des admis à redoubler ne se réinscrivent pas dans la formation. 53 % des étudiants de L1 valident tous les crédits ECTS, ce qui est raisonnable mais laisse encore des marges d'amélioration. Ce taux augmente en L2 et en L3, atteignant environ 70 %, ce qui indique une meilleure adaptation des étudiants au fil du cursus. Un programme de type « Oui si », qui propose une admission conditionnelle accompagnée de mesures de soutien, a été mis en place pour aider les étudiants à s'adapter. Toutefois, le nombre d'inscrits reste faible (10 par an), ce qui suggère qu'il pourrait être révisé ou intensifié.

La démarche professionnalisante est limitée. Elle repose principalement sur un stage de huit semaines effectué au troisième semestre. Des unités d'enseignement (UE) optionnelles professionnalisantes existent dans certains parcours, comme un stage d'observation en établissement pour le parcours *Biologie-géologie enseignement* et l'UE « Stage professionnalisant en sciences de l'environnement » pour les parcours *Biologie-environnement* et *Biologie-santé*. À l'exception de l'UE « Culture professionnelle et projet startup » dans ces deux derniers parcours, les formations à l'insertion professionnelle ne sont pas clairement intégrées dans la maquette. Toutefois, les étudiants ont la possibilité de participer à des ateliers et des forums organisés par le Bureau d'aide à l'insertion professionnelle. Seules 35 heures d'enseignement sont assurées par trois professionnels extérieurs, non rémunérés. Les liens avec le monde économique ont principalement lieu par le biais des stages et du conseil de perfectionnement.

L'approche par compétences et l'innovation pédagogique sont peu mises en œuvre. Bien que quelques initiatives aient été prises pour intégrer l'approche par compétences, celles-ci sont encore faibles et ne sont pas clairement identifiées dans le dossier d'autoévaluation. Cependant, l'équipe a commencé à se mobiliser pour construire la future offre de formation. Par ailleurs, les étudiants ont été systématiquement formés à l'utilisation du e-portfolio de l'UPEC Mahara. Des méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées, comme des séances en autonomie, de la pédagogie par projet ou la réalisation de protocoles ont été mises en place dans quelques UE, mais ces initiatives restent marginales.

La formation en langue étrangère est inégalement développée selon les parcours. Les parcours *Biologie-santé* et *Biologie-santé internationale* présentent des enseignements de langues étrangères chaque semestre, totalisant 110 heures au cours des trois années. Le parcours *Biologie-santé internationale* offre en complément 54 heures de cours disciplinaires en anglais et la possibilité pour les étudiants d'obtenir une double diplomation avec l'université du Québec, à Chicoutimi, ou l'université des Sciences appliquées de Bonn-Rhein-Sieg, en Allemagne, en suivant la L3 dans cette dernière. Le nombre de diplômés concernés n'est pas précisé dans le dossier d'autoévaluation. En revanche, les parcours *Biologie-environnement* et *Biologie-géologie enseignement* ne disposent que de 72 heures d'enseignement en anglais, ce qui limite leur ouverture à l'international. Si le parcours *Biologie-santé internationale* compte une dizaine de mobilités sortantes chaque année, les mobilités sortantes et entrantes sont quasi inexistantes pour les autres parcours.

Conclusion

Points forts

- Un excellent taux de poursuites d'études diversifiées ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une très bonne attractivité ;
- Un processus d'amélioration continue interne pertinent et efficace.

Points faibles

- Un taux de réorientation important ;
- Une démarche professionnalisante à consolider ;
- Une mise en œuvre de la démarche de l'approche par compétences et de l'innovation pédagogique limitée.

Recommandations

- Intensifier les efforts de communication pour mieux informer les futurs étudiants du contenu et des débouchés de la formation.
- Intégrer davantage d'éléments de professionnalisation dans la maquette.
- Formaliser les compétences à acquérir en s'appuyant sur le référentiel de la mention et organiser leur mise en œuvre dans les situations d'apprentissage.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : activité physique adaptée et santé (APAS)* est une formation comprenant deux parcours : *STAPS APAS + STAPS kinésithérapie/ergothérapie* et *STAPS accès santé*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation et sciences sociales (SESS) - STAPS et est co-accréditée avec l'université Gustave Eiffel (UGE). Elle contient 1 500 heures étudiant. Elle compte 562 étudiants et 57 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation de licence *STAPS : APAS* répond à une demande du territoire et s'inscrit de manière pertinente au sein de l'offre de formation de l'UPEC. La formation est professionnalisante, accueillant de nombreux intervenants extérieurs et organisant plusieurs stages en milieu professionnel. La formation est adossée à la recherche, mais les données fournies laissent penser que la participation des enseignants-chercheurs dans les enseignements est relativement faible et nécessite un complément d'informations. Un conseil de perfectionnement est en place, mais aucune donnée d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études n'est disponible. L'approche par compétences est utilisée, mais pourrait être encore davantage renforcée pour permettre une ouverture à la formation continue.

La formation est une filière pertinente dans l'offre de formation de l'UPEC. La licence *STAPS : APAS* répond aux enjeux stratégiques de l'UPEC dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation. Elle s'appuie sur deux années communes de licence (L1 et L2) apportant un socle disciplinaire transversal, puis sur une année de spécialisation (L3) visant l'acquisition de connaissances et de compétences scientifiques. Des passerelles sortantes pour les étudiants diplômés sont possibles vers les instituts de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie, après la L3. Cependant, les modalités d'accès à ces passerelles ne sont pas explicitées. Il en est de même pour les passerelles entrantes. Les étudiants peuvent s'orienter vers le master *STAPS : APAS* à la suite de la licence.

La formation prépare correctement les étudiants à intégrer le monde socio-économique. La licence *STAPS : APAS* est fortement liée à de nombreux acteurs de terrain et institutionnels lui permettant de développer de riches partenariats avec des structures et des associations du tissu socio-économique local. De nombreux professionnels (23) font partie de l'équipe pédagogique et interviennent pour 35 % des heures d'enseignement. Leur connaissance des milieux socio-professionnels aide les étudiants à la construction de leur projet personnel et professionnel. Pour cela, les étudiants bénéficient aussi de plusieurs stages répartis sur l'ensemble du cursus : en L1, un stage d'observation de 10 heures au sein d'un milieu professionnel choisi puis un stage de co-animation en club de 24 heures ; en L2, 40 heures d'intervention dans un milieu professionnel relatif à l'orientation choisie par l'étudiant ; en L3, un stage d'intervention de 280 à 308 heures. Aucun stagiaire de la formation continue n'est présent dans la formation et deux validations des acquis de l'expérience (VAE) ont été réalisées en trois ans. La formation n'est pas ouverte à l'alternance, un sondage des milieux socio-économiques pourrait déterminer la nécessité ou non de cette ouverture.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études est inexistant. Aucune information n'est disponible quant à l'insertion professionnelle des étudiants. Le travail de positionnement de la licence au sein du monde socio-économique doit pourtant s'appuyer sur l'analyse de cette insertion. De même, concernant la poursuite d'études, aucune information n'est donnée pour connaître l'insertion en master *STAPS : APAS*, ni

dans d'autres formations. Ces données permettraient de positionner la formation par rapport à des forces ou des manques identifiés en lien avec le conseil de perfectionnement.

L'attractivité de la formation connaît quelques faiblesses, mais elle est peu analysée. Le nombre de néo-bacheliers généraux est en diminution depuis trois ans, passant de 285 à 258, malgré un nombre d'étudiants plus important en L1. Le nombre d'étudiants inscrits en troisième année est en diminution, avec une baisse de plus de 47 % du nombre d'inscrits entre 2020-2021 et 2022-2023. Sa co-accréditation avec l'UGE permet à la formation d'accueillir, en 2022-2023, 74 étudiants en L3. Il est à noter que la proportion d'étudiantes au sein de la formation est faible (14 sur 40 à l'UPEC et 12 sur 34 à l'UGE).

La formation présente un taux de réussite en baisse pour la L1. Les taux de réussite de la L1 à la L3 sont très variables d'une année à l'autre. Plusieurs dispositifs d'accompagnement de la réussite étudiante existent, dont les « Oui si », mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas leurs modalités, leurs contenus, leurs objectifs ou l'impact de ces dispositifs sur la réussite étudiante, et aucun contrat pédagogique n'est mis en place. De plus, la baisse de réussite des néo-bacheliers de L1 ne trouve pas d'explication dans le dossier d'autoévaluation (250 étudiants ayant validé tous les crédits ECTS sur 337 néo-bacheliers inscrits en 2020-2021, soit 74 %, contre 224 sur 386 en 2022-2023, soit 58 %). La réussite en 2022-2023 en L3 (27 diplômés sur 37 inscrits) est peu élevée, mais elle n'est pas non plus analysée.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche limité. Plusieurs enseignements de licence abordent la méthodologie de la recherche, mais le nombre d'enseignants-chercheurs est faible : seulement sept sont impliqués dans la formation, n'assurant que 147 heures étudiant de la maquette sur les 1 500 des trois années du cycle. Dans la mesure où le dossier d'autoévaluation indique également que les professionnels n'assurent que 177 heures étudiant des enseignements, il est possible que ces données ne portent que sur une seule année d'études et non pas sur les trois années du cycle. Cette incertitude suscite un besoin d'informations complémentaires à ce sujet. Aucun rattachement à des laboratoires n'est présenté dans le dossier d'autoévaluation de la L1 à la L3, malgré des enseignements d'initiation à la recherche et une demande forte dans le cadre du mémoire de stage.

Le processus d'évaluation interne est présent, mais il nécessite une attention plus importante. Le dossier d'autoévaluation fait état de la mise en place de plusieurs modalités d'évaluation de la formation : le conseil de perfectionnement et l'évaluation des enseignements. Le compte rendu du conseil de perfectionnement fait état des problématiques et des forces de la formation, mais aucune analyse de son impact n'est réalisée. L'évaluation des enseignements (disponible dans le compte rendu du conseil de perfectionnement) présente une moyenne de « satisfaction » des étudiants vis-à-vis des enseignements, suite à un taux de réponse des étudiants de moins de 50 %. Cependant, l'équipe pédagogique doit être plus attentive à ce que cette évaluation ne devienne pas l'évaluation des enseignants. Des moyennes et des noms d'enseignants sont présentés, présentant davantage l'évaluation de l'enseignant que de l'enseignement et des méthodes pédagogiques.

L'approche par compétences est déployée dans la formation, mais elle manque de concrétisation dans l'évaluation. La formation présente son intérêt pour une approche par compétences, pour un alignement entre les pratiques de terrain et les pratiques pédagogiques, et pour la conception de situations en lien avec le référentiel de compétences. Cependant, il n'est fait référence à aucune modalité d'évaluation permettant d'apprécier le niveau de compétences des étudiants et de faire évoluer ces approches.

La formation est très faiblement ouverte à l'international. Malgré plusieurs dispositifs, la présence d'une personne-ressource et la possibilité de réaliser des terrains de stage à l'étranger, la formation ne compte qu'une seule mobilité sortante étudiante en 2021-2022, et aucune mobilité étudiante entrante. La formation offre des enseignements de la langue anglaise pour les trois années de licence (du semestre 1 au semestre 4, et de l'anglais scientifique en L3) et intègre son utilisation dans plusieurs enseignements de recherche, ainsi que pour le mémoire de stage par l'utilisation de publications scientifiques en anglais. La place des langues étrangères dans la formation est à consolider par une certification de niveau : la formation propose à ce sujet plusieurs axes de réflexion (certification du niveau de langue *Test of English for International Communication* (TOEIC) et conférences en anglais).

Conclusion

Points forts

- Une formation fortement ancrée dans le monde socio-professionnel ;
- Des stages réalisés chaque année et un nombre d'heures de stage conséquent en L3.

Points faibles

- Une part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs à clarifier ;
- Une attractivité qui connaît quelques faiblesses mais est peu analysée ;
- Une baisse de la réussite des étudiants ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences qui ne présente pas les évaluations ;
- Une absence de stagiaires de la formation continue ;
- Un manque d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Clarifier la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs, et si nécessaire la renforcer, pour conforter la qualité de l'adossement à la recherche.
- Renforcer l'analyse de l'attractivité pour être à même d'assurer la qualité du recrutement dans la formation.
- Veiller à la qualité de la réussite des étudiants, en analysant cette réussite pour proposer notamment des dispositifs de remédiation à la baisse de réussite en L1.
- Mettre en place un processus complet de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Opérationnaliser l'approche par compétences associée à un référentiel d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue.
- S'appuyer sur les moyens disponibles afin de dynamiser l'ouverture à l'international.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur l'adossement à la recherche, notamment la part des enseignements assurés par des enseignants-chercheurs ;
- Besoin d'informations complémentaires sur l'attractivité et la réussite ;
- Besoin d'informations complémentaires sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études.

LICENCE SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES : ENTRAÎNEMENT SPORTIF

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) : entraînement sportif* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comprenant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences de l'éducation, sciences sociales (SESS) - STAPS. Elle contient 1 360 heures étudiant. Elle compte 117 étudiants et 30 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La formation de licence *STAPS : entraînement sportif* s'inscrit de manière pertinente au sein de l'offre de formation de l'UPEC de par son environnement socio-professionnel, malgré une faible structuration de ses partenariats. L'adossement de la formation à la recherche est fort, en lien avec les enseignants-chercheurs. L'approche par compétences manque de concrétisation dans l'évaluation. Le processus d'évaluation interne de la formation ne peut s'appuyer ni sur le suivi du devenir des étudiants, ni sur des données issues de l'évaluation des enseignements par les étudiants. L'analyse de la réussite étudiante est peu développée. Enfin l'ouverture à l'international de la formation est faible.

La formation s'appuie fortement sur le monde socio-économique, mais elle doit structurer davantage ses partenariats. La pluralité des enseignants non titulaires (21) permet d'assurer une couverture thématique étendue (diététique du sport, préparation mentale, aspects juridiques, préparation physique, analyse de données, etc.) en lien avec l'environnement socio-économique de l'insertion professionnelle future des étudiants. La formation offre différents dispositifs d'accompagnement des étudiants (forum des métiers, rencontres de professionnels, accompagnement individuel des étudiants sportifs de haut niveau au projet socio-professionnel en lien avec l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)), ainsi que plusieurs stages répartis sur l'ensemble du cursus (en première année (L1), un stage d'observation de 10 heures au sein d'un milieu professionnel choisi puis un stage de co-animation en club de 24 heures ; en deuxième année (L2), 40 heures d'intervention dans un milieu professionnel relatif à l'orientation choisie par chaque étudiant ; en troisième année (L3), un stage d'intervention de 75 heures). La formation doit officialiser et développer les partenariats avec les structures d'accueil de stagiaires, mais aussi avec les ligues et les comités sportifs, ainsi que l'INSEP.

La formation bénéficie d'un fort adossement à la recherche. Neuf enseignants-chercheurs ainsi que des doctorants rattachés à trois unités de recherche interviennent au sein de la formation, couvrant des thématiques telles que la psychologie, la physiologie, la biomécanique et les sciences de l'éducation. La formation propose des micro-projets de recherche en lien avec le stage professionnel. Au total, 105 heures d'initiation à la recherche sont proposées, comprenant des séminaires, des enseignements à la méthodologie de la recherche et à l'éthique de la recherche (posture déontologique, posture morale et rôle du chercheur lors du recueil et du traitement des données).

Le processus d'évaluation interne existe partiellement. Un conseil de perfectionnement est réalisé chaque année : il répond aux critères de constitution, permet d'aborder les problématiques rencontrées par les étudiants ainsi que par les formateurs, et d'apporter des éléments de réponses pour y remédier. L'évaluation des enseignements a été mise en place pour l'année 2022-2023, mais seul un faible nombre d'étudiants (3 sur 39) ont répondu au questionnaire, ce qui ne permet pas d'en retirer une analyse représentative.

L'approche par compétences est déployée, mais elle n'apparaît pas concrètement dans l'évaluation des compétences. La licence dispose de divers espaces et salles spécifiques pouvant être mobilisés pour la formation, en lien avec les unités de recherche de rattachement et l'INSEP, mais elle ne prévoit aucune heure de travaux pratiques. La variété des approches pédagogiques et des intervenants est une force de la formation. Elle a formalisé l'approche par compétences en lien avec sa maquette, mais elle n'a pas intégré plus spécifiquement celles du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Les modalités d'évaluation des compétences ne sont pas présentées dans le dossier d'autoévaluation. Ce dernier fait bien référence à une « forte incitation » à réaliser des formations professionnelles en parallèle de la licence (certificats de qualification professionnelle (CQP), brevets fédéraux, diplômes de juge-arbitre, etc.), mais il ne précise pas comment les compétences acquises sont valorisées dans la formation.

Le suivi de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études est inexistant. Aucune information n'est disponible quant à l'insertion professionnelle des étudiants. Le travail de positionnement de la licence au sein du monde socio-économique doit notamment s'appuyer sur l'analyse de cette insertion. De même, la poursuite d'études ne comporte aucune information permettant de connaître l'insertion en master *STAPS : entraînement et optimisation de la performance sportive* ou dans d'autres formations. Ces données permettraient de positionner la formation par rapport à des forces ou des manques identifiés en lien avec le conseil de perfectionnement.

L'attractivité externe de la formation est faible. Depuis 2020, seuls deux stagiaires se sont inscrits en formation continue (2022-2023) et aucune validation des acquis de l'expérience (VAE) n'a été réalisée. L'enseignement de la L3, dispensé au sein même de l'INSEP, ainsi que l'intervention de cadres de fédérations nationales, sont pourtant présentés comme des forces dans le dossier d'autoévaluation. Une précision quant au nombre d'étudiants provenant d'une formation de L2 externe à la L2 *STAPS : entraînement sportif* de l'UPEC aurait pu être un indicateur de cette attractivité. Enfin, l'analyse du positionnement a été curieusement réalisée pour le master *STAPS : entraînement et optimisation de la performance sportive*, mais non pour la licence.

La réussite étudiante manque d'analyse. Il existe une forte déperdition d'étudiants entre la L2 et la L3, l'effectif passant pour l'année 2020-2021 de 82 étudiants en L2 à 40 étudiants en L3 en 2021-2022, puis en 2021-2022, de 78 étudiants en L2 à 39 étudiants en L3 en 2022-2023. Le taux de réussite en L3 chute : il passe de 90 % en 2020-2021 à 74 % en 2022-2023. Le dossier d'autoévaluation ne comporte pas d'analyse concernant cette déperdition d'étudiants et la chute du taux de réussite en L3, alors même que l'évaluation interne doit permettre de répondre aux problématiques de réussite étudiante. Cette dernière est en baisse lors des trois dernières années, malgré une stabilisation des effectifs (37 étudiants sur 41 ayant validé l'ensemble des crédits ECTS en 2020-2021, soit 90 % des étudiants ; 35 étudiants sur 40 en 2021-2022, soit 88 % ; 29 étudiants sur 39 en 2022-2023, soit 74 %).

L'ouverture à l'international est absente, malgré un développement des compétences linguistiques. Les fortes relations avec l'INSEP pourraient être davantage investies dans le cadre de l'ouverture de la formation à l'international. Malgré plusieurs dispositifs et la présence d'une personne-ressource, aucune mobilité étudiante entrante ou sortante et aucune mobilité enseignante n'ont été réalisées. La place des langues étrangères dans la formation n'est pas consolidée par une certification de niveau. La formation offre des enseignements de langue anglaise au cours des trois années de licence (notamment de l'anglais scientifique en L3) et intègre son utilisation dans plusieurs enseignements de recherche, pour un total de 90 heures. La formation propose plusieurs axes de réflexion (certification du niveau de langue, thématiques des enseignements de langue en relation directe avec les thématiques professionnelles de l'entraînement, supports en anglais, etc.).

Conclusion

Points forts

- Un fort adossement à la recherche ;
- Des stages présents chaque année et un nombre d'heures de stage en L3 conséquent ;
- Une formation fortement ancrée dans le monde socio-professionnel ;
- Des espaces et des intervenants permettant des approches pédagogiques variées.

Points faibles

- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études ;
- Une attractivité peu mesurée ;
- Une faible réussite des étudiants ;
- Une évaluation des enseignements incomplète ;
- Une opérationnalisation de l'approche par compétences qui n'est pas déclinée jusque dans l'évaluation des compétences ;
- Un faible nombre de stagiaires de la formation continue ;
- Un manque d'ouverture à l'international.

Recommandations

- Mettre en place un suivi et une analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études.
- Veiller à améliorer la mesure de l'attractivité.
- Veiller à analyser la réussite des étudiants pour proposer des dispositifs de remédiation aux déperditions d'étudiants et aux échecs en fin d'année.
- Veiller à renforcer l'évaluation des enseignements.
- Opérationnaliser l'approche par compétences et l'associer à un référentiel d'évaluation de ces compétences.
- Favoriser l'ouverture à la formation continue par la mise en place de l'approche par compétences.
- S'appuyer sur les moyens disponibles afin de dynamiser l'ouverture à l'international.

LICENCE SCIENCES POUR LA SANTÉ

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour la santé* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant deux parcours : *Sciences pour la santé* et *Santé et numérique*. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Santé. Elle compte 1 924 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *Sciences pour la santé* a été mise en place progressivement avec l'ouverture de la première année (L1) en 2020-2021, de la deuxième année (L2) en 2021-2022 et de la troisième année (L3) en 2022-2023. Elle permet un panel de poursuite d'études dans les domaines du médical (filiales de santé), du paramédical, et vers des masters puis des doctorats en lien avec la santé. Quelques étudiants suivent un double parcours (licence et école d'ingénieurs). Des passerelles sont possibles avec une entrée en L2 à partir d'un bachelor universitaire de technologie (BUT). En L3, trois spécialisations sont proposées : « Biotechnologie », « Bioinformatique » et « Santé publique ». La formation répond bien aux demandes de diversification des profils et d'universitarisation des formations paramédicales et l'adossé à la recherche est très bon. Du fait de l'ouverture récente de la formation, il sera important de veiller à suivre le devenir des diplômés et de mettre en place un processus d'évaluation interne.

La formation bénéficie d'un solide adossé à la recherche. 117 enseignants-chercheurs rattachés à des sections très variées du Conseil national des universités (CNU) assurent 3 781 heures d'enseignement, dont quelques unités d'enseignement (UE) en lien avec la recherche, comme le cours d'épistémologie et d'éthique de la recherche médicale. En revanche, aucun enseignement n'est dédié à la méthodologie du travail universitaire et de la recherche (sa mise en place est prévue à partir de la rentrée 2024). Un stage de huit semaines est réalisé en L3 dans une unité de recherche des UFR Sciences et technologie et Santé, les équipes d'accueil de l'Institut Mondor de recherche biomédicale (IMRB) et le laboratoire Croissance cellulaire, réparation et régénération tissulaire (CRRET). Ainsi, 302 étudiants de L3 ont pu travailler, en fonction de leur parcours, sur diverses thématiques (immunologie, oncologie, thérapie innovante). Le stage donne lieu à la réalisation d'un poster scientifique, dont l'évaluation compte pour la diplomation (valorisée à hauteur de 12 crédits ECTS). Une UE d'accompagnement au projet professionnel est dispensée au cours des trois années de licence. L'ouverture de la formation en apprentissage en L3 est envisagée, mais le dossier d'autoévaluation ne précise pas si cette réflexion est motivée par une volonté d'insertion professionnelle des diplômés de L3.

La formation est pertinente et cohérente dans son environnement académique. La licence *Sciences pour la santé* s'inscrit dans l'axe stratégique « Santé, société, environnement » de l'UPEC en proposant un choix de licence accès santé (L.AS) et non de parcours d'accès spécifique santé (PASS) afin de répondre aux besoins de formation de professionnels de santé, avec différents niveaux de qualification, pour exercer dans les domaines médicaux et paramédicaux. La licence est multisite, orchestrée et coordonnée politiquement, administrativement et pédagogiquement avec 16 L.AS de l'UPEC. Des partenariats locaux entre les différentes composantes ont été mis en place, de même que des partenariats conventionnés avec des établissements tels que l'École publique d'ingénieurs de la santé et du numérique (EPISEN, 12 étudiants inscrits en 2022-2023) et d'autres universités de la région parisienne.

L'attractivité de la formation est forte et la réussite est excellente, mais l'analyse de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle n'existe pas encore. Le taux de sélection pour les filières de santé est extrêmement haut : on dénombre cinq à huit fois plus d'étudiants que de places en filières de santé (capacité fixée par *numerus apertus*). Le taux de réussite en termes de validation d'année est très fort puisqu'il se situe entre 75 % et 85 % en L1, entre 81 % et 92 % en L2, et à 87 % en L3, et ce alors même que 75 % des étudiants néo-bacheliers

en moyenne au cours des trois années sont inscrits sous condition « Oui si » via Parcoursup. Les modalités d'accompagnement des étudiants inscrits en « Oui si » ne sont pas détaillées dans le dossier d'autoévaluation et l'impact de cet accompagnement n'est pas questionné au regard du taux de réussite des étudiants de L1. La typologie des étudiants entrants est en revanche bien analysée. Dans la mesure où la première promotion a été diplômée en 2023, le suivi de la poursuite d'études et de l'insertion professionnelle n'existe pas encore. Des enquêtes de suivi sont en cours.

Les méthodes pédagogiques restent classiques malgré la mise en place d'enseignements en distanciel. Des cours magistraux déployés à distance, sous forme de capsules pour permettre un enseignement multisite, sont complétés par des travaux dirigés (TD) et des travaux pratiques en présentiel, des questions d'autoévaluation, des TD interactifs sous forme de questions/réponses pour la préparation des examens, un tutorat pour les étudiants de L1 (examens blancs, lecture de fiches synthétiques) et un projet tutoré en L3 (spécifique aux parcours). Les trois années de licence sont construites sur le modèle d'UE disciplinaires et non de compétences. Le dossier d'autoévaluation précise que les compétences sont définies, mais seules des compétences transversales apparaissent dans les maquettes. Il est dommage que la mise en place progressive des trois années n'ait pas été l'occasion de s'emparer de cette dynamique de transformation pédagogique.

Le processus d'évaluation interne est encore peu développé. Seuls 331 étudiants, soit 17 % du total, ont répondu en 2022-2023 aux questionnaires d'évaluation de la formation. La mise en place progressive des trois années a permis des ajustements, des améliorations (modification d'UE ou des modalités de contrôle des connaissances) et des ouvertures d'options pour favoriser l'accès des diplômés de la licence aux masters de l'UPEC. Il n'y a pas pour l'instant de conseil de perfectionnement : sa création est prévue mais non encore effective. Les maquettes ont été présentées et discutées dans les conseils d'UFR et en commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), mais elles n'ont pas été analysées après un retour des étudiants ou des professionnels.

L'ouverture à l'international est très limitée. L'enseignement d'une langue étrangère (l'anglais) est déployé au cours des trois années de licence, mais il est centré autour de l'anglais médical et représente un faible volume d'enseignement (40 heures d'enseignement) et seulement 8 crédits ECTS sur 180. Les mobilités sont, de fait, rendues difficiles par les modalités de concours pour les accès aux filières de santé : seuls deux étudiants ont bénéficié d'une mobilité sortante pour leur stage de L3. L'internationalisation est clairement un axe non prioritaire de la licence *Sciences pour la santé*.

Conclusion

Points forts

- Un solide adossement à la recherche ;
- Une formation bien structurée et complète ;
- Un excellent taux de réussite.

Points faibles

- Une absence de conseil de perfectionnement et un processus d'évaluation interne peu développé ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Mettre en place un processus d'évaluation interne, en particulier des évaluations des enseignements, des analyses du devenir des diplômés, et l'organisation annuelle d'un conseil de perfectionnement.
- Mettre en place l'approche par compétences.

LICENCE SCIENCES POUR L'INGÉNIEUR

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence *Sciences pour l'ingénieur (SPI)* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours unique du même nom que la mention. Elle est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 1 602 heures étudiant. Elle compte 318 étudiants et 45 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La licence *SPI* s'inscrit pleinement dans l'axe de l'UPEC « Déployer une politique tout au long de la vie attractive et soutenir les réussites ». Elle comporte un groupe « Oui si » *Apprendre autrement* en première année (L1), un groupe de licence accès santé (L.AS) pour les trois années, ainsi qu'un groupe en alternance en contrats d'apprentissage en troisième année (L3). Cette licence est bien adossée à la recherche grâce à son équipe pédagogique constituée majoritairement d'enseignants-chercheurs. L'équipe pédagogique met progressivement en œuvre une approche par compétences. Cette licence pluridisciplinaire se positionne clairement comme une formation visant les poursuites d'études en 2^e cycle, sans toutefois négliger la professionnalisation des étudiants. Le devenir des diplômés n'est cependant ni suivi ni analysé. L'attractivité de la formation est bonne et des passerelles existent avec d'autres formations du 1^{er} cycle, sans être réellement formalisées. Le taux de réussite en L1 est faible en raison de nombreux abandons.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, qui pourrait être renforcé par un enseignement dédié à l'initiation à la recherche. L'équipe pédagogique est composée très majoritairement d'enseignants-chercheurs des différentes spécialités de cette licence pluridisciplinaire en sciences de l'ingénieur. Au moins 1 200 heures sur les 1 600 heures de formation sont réalisées par 30 enseignants-chercheurs en mécanique, électronique, automatique, informatique. De plus, des projets ou des stages sont réalisés dans des unités de recherche de l'UPEC. On peut cependant regretter l'absence d'un enseignement spécifique d'initiation à la recherche qui pourrait intégrer une sensibilisation à l'intégrité scientifique et à la déontologie pour des étudiants qui, à l'issue de leur formation, soit occuperont des postes d'assistants-ingénieurs et travailleront donc directement avec des ingénieurs et/ou des chercheurs, soit poursuivront leurs études, en particulier en master pour travailler dans des bureaux d'études, des centres de développement scientifique et d'innovations, ou des unités de recherche.

L'équipe pédagogique met progressivement en œuvre une démarche pédagogique par compétences et utilise des méthodes pédagogiques adaptées aux publics accueillis. Ces démarches sont accompagnées par le Centre d'ingénierie et de développement pédagogique. La maquette n'est pas déclinée en blocs de connaissances et de compétences, mais un tableau de correspondance entre les unités d'enseignement (UE) et les compétences de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) est fourni. Le stage et les deux projets tuteurés obligatoires au sixième semestre permettent aux étudiants de mettre en application les connaissances acquises et d'évaluer leurs compétences. On note aussi l'utilisation d'un e-portfolio par une partie des étudiants (50 étudiants), sans que soit précisé qui sont ces étudiants et pourquoi cette utilisation n'est pas généralisée à l'ensemble des étudiants. Dans le groupe *Apprendre autrement* (« Oui si »), les mathématiques, les sciences physiques et la chimie sont enseignées en utilisant un apprentissage par l'expérience.

Le conseil de perfectionnement joue son rôle d'évaluation et de préconisation. Il est composé d'étudiants, d'enseignants, de personnalités extérieures et est présidé par un intervenant professionnel. La composition précise de ce conseil ainsi que la fréquence des réunions ne sont pas indiquées dans le dossier d'autoévaluation. Une UE dédiée à l'écoresponsabilité de l'ingénieur (15 heures de cours, 12 heures de travaux

dirigés, valorisée à hauteur de 3 crédits ECTS) a été intégrée à la maquette en 2022 suite à la préconisation du conseil de perfectionnement, ce qui montre clairement l'utilité de ce conseil.

La licence SPI vise essentiellement des poursuites d'études en 2^e cycle, sans toutefois négliger la professionnalisation, mais aucune donnée n'est fournie concernant le devenir des diplômés. La licence SPI est pluridisciplinaire, avec un tronc commun important offrant aux étudiants un socle de connaissances autour des différentes disciplines des sciences de l'ingénieur. Une spécialisation progressive est en place avec des modules optionnels en L3 représentant 15 crédits ECTS, ainsi que les UE d'ouverture permettent aux étudiants de spécialiser leur parcours et de s'ouvrir à d'autres disciplines en vue d'une poursuite d'études en 2^e cycle. La professionnalisation n'est pas une priorité mais est cependant bien présente, grâce en particulier aux cinq intervenants professionnels qui interviennent dans la formation pour une centaine d'heures d'enseignement, aux huit semaines de stage obligatoire et aux deux projets tuteurés réalisés en L3. Cette professionnalisation est renforcée naturellement pour les apprentis par leur expérience acquise en entreprise. On peut regretter qu'aucune donnée relative au devenir des diplômés ne soit fournie (taux de poursuite d'études en 2^e cycle, formations de 2^e cycle accueillant les diplômés de la licence SPI, poursuite d'études dans d'autres établissements, insertion professionnelle immédiate, etc.).

La licence SPI jouit d'une bonne attractivité et des passerelles entrantes et sortantes existent avec les autres formations du 1^{er} cycle de l'UPEC, sans être cependant formalisées. On dénombre 2 000 vœux sur Parcoursup, pour une capacité d'accueil de 128 étudiants. La proportion d'étudiants internationaux est relativement importante (25 acceptés en L1 sur 200 demandes), ce qui témoigne d'une bonne attractivité de la formation à l'international. La formation est construite en articulation avec les autres formations du même cycle (bachelors universitaires de technologie (BUT), licences professionnelles, licence *Sciences pour la santé*) et des passerelles entrantes comme sortantes sont possibles à tous les niveaux. Il n'y a cependant pas d'information ni d'analyse concernant cette articulation avec d'autres formations.

Le taux de réussite en L1 est faible. Le taux de réussite en L1 est de l'ordre de 30 %. Ce taux est faible si on le compare aux taux de réussite de l'ensemble des L1 à l'UPEC et aux taux de réussite au niveau national (de l'ordre de 50 %). Il y a beaucoup d'abandons en L1 et plus de la moitié des étudiants autorisés à redoubler se réorientent. Les taux de réussite des étudiants du dispositif « Oui si » et de la L.AS, incluant la poursuite en deuxième année de diplôme de formation générale (DFG2), ne sont pas analysés. Rien n'est dit dans le dossier d'autoévaluation sur ce qui est mis en place pour améliorer la réussite en L1 et accompagner les étudiants dans leur réorientation.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une démarche initiée d'approche par compétences et des démarches pédagogiques adaptées ;
- Un objectif clair de poursuite d'études en 2^e cycle, sans négliger la professionnalisation, en particulier en proposant la formation en apprentissage en L3 ;
- Une forte attractivité de la formation.

Points faibles

- Un manque de suivi des diplômés, tant en poursuite d'études qu'en insertion professionnelle ;
- Un faible taux de réussite en L1 ;
- Des passerelles entrantes et sortantes qui ne sont ni formalisées ni accompagnées.

Recommandations

- Recenser et analyser les poursuites d'études et l'insertion professionnelle des diplômés.
- Renforcer la réussite, notamment en communiquant davantage sur les attendus de la formation, en intensifiant le suivi individuel des étudiants et en mettant en place du tutorat.
- Préconiser des compléments de formation pour les étudiants souhaitant intégrer la formation en cours de cycle ou intégrer une autre formation du 1^{er} cycle de l'UPEC pour favoriser la réussite.

LICENCE PROFESSIONNELLE TOPOGRAPHIE ET SYSTÈMES GÉOGRAPHIQUE CARTOGRAPHIE, D'INFORMATION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours unique : *Topographie, voirie et réseaux divers*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 540 heures étudiant. Elle compte 34 étudiants et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Cartographie, topographie et systèmes d'information géographique* est ouverte dans le cadre d'un partenariat entre l'UPEC et l'École spéciale des travaux publics Paris (ESTP). L'UPEC assure ainsi la partie administrative et l'ESTP assure les enseignements. Cette LP est bien implantée dans le milieu socio-économique francilien. Elle est ouverte uniquement en alternance et bénéficie d'un taux de réussite important. L'encadrement est assuré principalement par des enseignants non permanents au sein de l'ESTP, mettant en œuvre des pratiques pédagogiques diversifiées. La formation ne possède pas d'adossment à la recherche, n'est pas ouverte à l'international et n'analyse pas la qualité de l'insertion professionnelle. L'évolution de la formation, notamment l'intégration de l'approche par compétences, n'est pas abordée dans le cadre du conseil de perfectionnement. La cohérence de la formation dans son environnement académique est difficile à appréhender compte tenu du co-pilotage de la formation entre l'UPEC et l'ESTP.

La professionnalisation de la formation et les enseignements sont de bonne qualité. La formation est déployée uniquement en apprentissage, doublée par des enseignements pédagogiques encadrés principalement par des enseignants non permanents (70 % des intervenants). Les modalités pédagogiques sont diversifiées entre enseignement direct, projets tutorés et sorties sur le terrain. La formation tisse de nombreux liens avec le monde socio-économique.

La réussite des étudiants est une force de la formation. Celle-ci effectue un recrutement ciblé d'étudiants principalement titulaires de brevets de technicien supérieur (BTS) du domaine, ce qui permet d'assurer un haut niveau de satisfaction, tant des entreprises que du milieu académique. Le taux de réussite s'élève ainsi à plus de 90 % au cours des trois dernières années. La qualité de la formation est évaluée par des réunions du conseil de perfectionnement et par les analyses en commission et en jury d'attribution du diplôme. L'ensemble des étudiants qui candidatent à la formation sont recrutés sans processus particulier de sélection : ils sont principalement détenteurs d'un BTS en géométrie.

L'ouverture à l'international n'est que très peu développée compte tenu de la mise en œuvre de l'alternance au sein de la formation. Le dossier d'autoévaluation fait état d'une sensibilisation à l'international au travers des cours d'anglais. Entre deux et quatre étudiants internationaux sont recrutés au sein de la formation chaque année.

La formation ne bénéficie pas directement d'un adossment à la recherche. Des enseignements sont effectués par deux enseignants-chercheurs, à hauteur de 80 heures (soit 9 % du volume d'enseignements total), ce qui est faible. Il est regrettable qu'aucun enseignant-chercheur de l'UPEC n'intervienne dans la formation, car cela aurait permis de développer l'adossment à la recherche.

La formation ne procède pas à l'analyse de la qualité de l'insertion professionnelle. Ce suivi est pourtant nécessaire pour mettre en lien les taux de réussite donnés avec l'insertion des étudiants dans le milieu professionnel.

L'évolution de la formation n'est pas abordée, en particulier l'approche par compétences, dans le cadre du conseil de perfectionnement. Ce conseil est certes mentionné dans le dossier d'autoévaluation, mais aucune information concernant sa composition ou les thématiques abordées n'est fournie, ce qui limite la compréhension de l'impact du conseil de perfectionnement sur l'évolution de la formation.

La cohérence de la formation dans son environnement académique est difficile à appréhender. Le pilotage partagé entre l'UPEC (pour les aspects administratifs) et l'ESTP (pour la partie pédagogique), tel que présenté au sein du dossier d'autoévaluation, comporte des lacunes importantes qui interrogent quant au suivi effectif du fonctionnement de cette formation par l'UPEC.

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation ;
- Un taux de réussite élevé.

Points faibles

- Un manque d'adossment à la recherche ;
- Une absence de suivi de l'insertion professionnelle ;
- Un pilotage ambigu de la formation, dans laquelle les enseignements sont assurés en dehors de l'UPEC ;
- Une autoévaluation qui manque d'informations sur le positionnement de la formation, le devenir des diplômés et le conseil de perfectionnement.

Recommandations

- Renforcer l'adossment à la recherche, par exemple en faisant intervenir des enseignants-chercheurs de l'UPEC au sein de la formation.
- Effectuer le suivi du devenir des étudiants, nécessaire dans le cadre d'une LP.
- Clarifier le positionnement de la formation dans son environnement académique et l'implication effective de l'UPEC dans son pilotage.
- Compléter le processus d'autoévaluation, en clarifiant notamment la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations relatives au positionnement de la formation au sein de son environnement académique et à l'implication effective de l'UPEC dans son pilotage ;
- Manque d'informations concernant le suivi et l'analyse du parcours des étudiants, et plus particulièrement l'insertion professionnelle nécessaire dans le cadre d'une LP ;
- Besoin de compléments d'information concernant le conseil de perfectionnement : composition, fonctionnement, éléments discutés en réunion, contribution à la qualité du processus d'amélioration continue, etc.

LICENCE PROFESSIONNELLE CHIMIE ET PHYSIQUE DES MATÉRIAUX

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Chimie et physique des matériaux* de l'université Paris-Est Créteil est une formation comprenant un parcours unique intitulé *Traitement des métaux et alliages*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 9 étudiants et 21 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Chimie et physique des matériaux* est en cohérence avec le marché de l'emploi de la métallurgie et du traitement de matériaux, qui est en manque critique de techniciens et de cadres intermédiaires dans ce domaine. En accord avec l'un des axes stratégiques de l'UPEC, son ouverture exclusive à l'alternance renforce son caractère professionnalisant. La formation est faiblement adossée à la recherche. Le processus d'évaluation existe et est pris en compte dans l'évolution de la formation, mais il est encore à améliorer. L'insertion professionnelle est difficilement appréciable du fait d'un nombre réduit de répondants aux enquêtes d'insertion professionnelle. Toutefois, la concurrence avec un des parcours du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Chimie* diminue l'attractivité de la formation. Cette situation interroge sur le positionnement de cette LP dans son nouvel environnement académique, au sujet duquel un complément d'information est nécessaire. De plus, l'approche par compétences n'est pas déployée au sein de la formation.

La professionnalisation est solide. Avec 36 semaines en entreprise, affectées de 20 crédits ECTS, et avec un projet tutoré, affecté de 10 crédits ECTS, la formation en alternance met l'accent sur l'acquisition d'expériences professionnelles. La formation fait intervenir une part significative de professionnels du secteur, notamment 12 experts qui dispensent un total de 206 heures d'enseignement, soit un tiers du volume horaire total. Ces interventions se concentrent aussi bien sur les domaines spécifiques à la métallurgie que sur les compétences transversales. Cependant, malgré la mention d'enseignements de préparation à l'insertion professionnelle, ces aspects ne sont pas clairement identifiables dans le programme. En relayant les offres d'emploi reçues, l'équipe pédagogique joue un rôle actif en matière d'accompagnement des étudiants à l'insertion professionnelle.

La structuration de la LP offre une organisation claire et cohérente entre les objectifs de formation et les contenus pédagogiques, répondant directement aux besoins du secteur professionnel. L'objectif principal est de former des techniciens supérieurs spécialisés dans le domaine de la métallurgie, du traitement de surface et du traitement thermique des matériaux. Pour atteindre cet objectif, l'architecture de la formation est composée de cinq unités d'enseignement (UE), organisées autour de compétences correspondant aux exigences professionnelles du secteur. Une UE est dédiée à l'acquisition des compétences transversales, principalement axées sur le savoir-être et les langues. Deux autres UE sont centrées autour de l'acquisition des savoirs théoriques et pratiques, avec un tiers du temps consacré aux travaux pratiques (TP) dans les domaines de la métallurgie et de la corrosion des matériaux. En complément, les mises en situation professionnelle sont intégrées dans le cursus, notamment à travers un projet de 150 heures, ce qui renforce l'apprentissage par l'expérience et prépare les étudiants aux réalités du monde professionnel. L'accès aux équipements et aux instruments de l'Institut de Chimie et des matériaux Paris-Est (ICMPE), ainsi qu'aux lycées partenaires (Diderot et Condorcet), est un atout indéniable pour l'acquisition de compétences techniques avancées au travers de TP spécifiques au traitement des matériaux. Cependant, l'approche par compétences n'a pas été initiée.

L'insertion professionnelle est difficilement évaluable au regard du taux de réponse limité (50 %) des diplômés aux enquêtes d'insertion professionnelle réalisées par l'établissement et la formation. Parmi les diplômés qui

n'ont pas poursuivi leurs études après la LP, tous sont en emploi 30 mois après l'obtention de leur diplôme. De plus, leurs emplois correspondent aux débouchés prévus par la formation. Une proportion importante des diplômés (40 %) choisit de poursuivre ses études après la LP, bien que l'objectif initial de la formation, rappelé par l'équipe pédagogique, soit une insertion directe sur le marché du travail. Une enquête sur un plus large panel de diplômés serait appréciable pour pouvoir apprécier l'insertion professionnelle réelle de la formation.

L'adossement à la recherche est présent, mais peu développé. La formation s'appuie uniquement sur cinq enseignants-chercheurs, issus de l'ICMPE, qui effectuent un tiers des enseignements (169 heures). Leur spécialisation en métallurgie permet d'apporter une perspective scientifique pointue et de sensibiliser les étudiants aux problématiques de recherche actuelles dans ce domaine. L'initiation à la recherche, bien qu'abordée implicitement dans les enseignements, n'est pas structurée de manière claire dans la maquette de la formation, tout comme la recherche documentaire.

Le manque d'attractivité de la LP se traduit par des effectifs réduits. La LP souffre d'une baisse importante de son attractivité. En 2022-2023, seulement 29 candidats se sont présentés et 9 se sont effectivement inscrits, ce qui est bien en deçà de la capacité d'accueil de 24 places. Ce constat s'explique par la concurrence de la formation avec le parcours de troisième année *Matériaux et produits formulés* du BUT *Chimie*, qui attire davantage les étudiants. Deux autres considérations sont fournies dans le dossier d'autoévaluation : le tarissement du vivier des titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS), qui constituait historiquement une part importante des inscrits, et la faible popularité de la métallurgie. Face à ces difficultés, une réflexion est en cours au sein du département de chimie de l'IUT pour intégrer l'expertise développée au sein de cette LP au bénéfice du parcours *Matériaux et produits formulés* du BUT *Chimie*.

Le processus d'évaluation est peu explicité. Le dossier d'autoévaluation mentionne que le processus d'évaluation s'appuie sur un conseil de perfectionnement impliquant différents acteurs (responsables de la formation, vacataires professionnels, maîtres d'apprentissage et membres de l'équipe pédagogique). Il se tient une fois par an en fin d'année, mais aucun compte rendu faisant état de sa composition ou de son fonctionnement effectif n'est fourni. Des informations complémentaires sont nécessaires pour évaluer la pertinence du conseil de perfectionnement. La participation limitée des apprenants et le faible taux de participation au questionnaire d'évaluation des enseignements constituent des limites importantes pour obtenir des données plus pertinentes. Le dossier d'autoévaluation de la formation mentionne tout de même des pistes d'amélioration pour répondre aux faiblesses identifiées.

Le taux de réussite est difficilement appréciable. L'incohérence des données entre le taux de diplômés et le nombre d'étudiants ayant obtenu la totalité des crédits ECTS auxquels ils sont inscrits empêche d'en tirer une analyse fiable.

L'approche par compétences n'est pas amorcée. La maquette n'est pas traduite en blocs de compétences et témoigne d'une absence d'approche par compétences dans la formation en dehors des temps en entreprise et du projet tutoré mis en place.

Conclusion

Points forts

- Une formation bien structurée et équilibrée entre les objectifs de formation et les contenus pédagogiques ;
- Une professionnalisation solide.

Points faibles

- Un positionnement ambigu de la formation depuis la mise en place du BUT *Chimie* ;
- Un net manque d'attractivité ;
- Un processus d'amélioration continue dans lequel le rôle du conseil de perfectionnement est peu clair et la participation des étudiants au processus d'évaluation est faible ;

- Un taux de réussite difficilement appréciable ;
- Une absence d'approche par compétences.

Recommandations

- Clarifier le positionnement de la formation dans son environnement académique.
- Mener une réflexion approfondie sur les raisons du déficit d'attractivité de la formation et sur les évolutions à envisager pour y remédier.
- Veiller à assurer la qualité du processus d'amélioration continue, en matière de conseil de perfectionnement et de participation effective des étudiants aux enquêtes d'évaluation, notamment en améliorant les outils d'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Mettre en place des modules de renforcement dans les matières académiques ou des tutorats ciblés.
- Mettre en place l'approche par compétences.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la formation dans son environnement académique depuis la mise en place des BUT ;
- Besoin de compléments d'information relatifs au processus d'amélioration continue, notamment à la composition et au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ;
- Besoin de compléments d'information concernant la réussite étudiante.

LICENCE PROFESSIONNELLE DOMOTIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Domotique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours unique : *Domotique, immotique, bâtiment – Bâtiment communicant*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 24 enseignants et 25 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Domotique* existe depuis 2015. Elle est installée sur le territoire, en partenariat avec la collaboration forte d'entreprises et de groupements d'entreprises. Elle est uniquement proposée en alternance. Les entreprises sont en demande de cette LP. L'emploi est bien assuré en sortie de diplôme. La certification KNX est dispensée durant la formation. La pédagogie est adaptée, avec des approches par projets et des classes inversées, et profite pleinement de l'alternance. Deux unités de recherche apportent les compétences techniques. Les flux entrants sont suivis et, malgré une perte du vivier des titulaires de diplômes universitaires de technologie (DUT), la LP conserve son attractivité grâce à un vivier de titulaires de brevets de technicien supérieur (BTS). La formation est mise à jour régulièrement grâce aux enquêtes réalisées mais le conseil de perfectionnement est peu formalisé. Elle n'est pas ouverte à l'international.

La formation est professionnalisante et répond au bassin d'emploi. La LP est professionnalisante, réalisée intégralement en alternance à la demande des professionnels du secteur. Elle est intégrée au territoire. Elle s'appuie sur un vivier de recrutement fourni et a une employabilité forte. Elle forme des intégrateurs domotiques. Elle recrute des apprentis et, marginalement, des stagiaires de la formation continue. La maquette de la LP est définie à partir des besoins du bassin d'emploi et de nombreux professionnels intervenants (14 intervenants dispensent 44 % du temps d'enseignement face aux étudiants) sont des partenaires qui embauchent aussi des alternants dans leurs entreprises. L'emploi est assuré en sortie de diplôme (64 % des répondants à l'enquête d'insertion ont un accès direct à l'emploi) pour un taux d'insertion à 18 mois de 79 %. L'emploi est assuré sur le territoire francilien à près de 80 %. Pour autant, le dossier d'autoévaluation ne spécifie pas les modalités d'accompagnement à l'emploi des étudiants. La maquette pédagogique n'intègre pas d'enseignements de type projet personnel et professionnel (PPP).

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement, notamment en développant la professionnalisation et en prenant en compte les enjeux de développement durable. La pédagogie est mise en place par projet, voire inversée, permettant de placer les étudiants en situation professionnelle. Tous les enseignements de la LP sont réalisés sur site du fait de l'importance que revêt la manipulation de matériel. La modalité de formation, dispensée uniquement en alternance, renforce la professionnalisation. L'enseignement de l'impact énergétique, étudié au travers des métiers de la domotique, est un point central de la formation.

Les étudiants bénéficient d'une certification reconnue à l'échelle européenne, KNX Basic. Le protocole KNX est un protocole de communication et d'interopérabilité des équipements du bâtiment. Il est reconnu comme norme standard européenne depuis 2003. L'IUT est centre de certification KNX. La LP se positionne ainsi en adéquation avec les attentes du terrain.

La formation permet une très haute réussite des étudiants par le contrôle continu. Les évaluations de la LP sont effectuées intégralement en contrôle continu. Cela permet de suivre les étudiants tout au long de l'année universitaire et d'interagir en cas de nécessité. Un bilan à mi-parcours permet de mettre en évidence les situations d'étudiants en difficulté. Le processus de recrutement sélectif, la pédagogie par projet et l'alternance permettent un taux de réussite au diplôme de 100 %.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche grâce à deux unités de recherche rattachées à l'IUT.

Le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES) apporte des compétences sur la thermique du bâtiment et l'efficacité énergétique des matériaux, et le Laboratoire images, signaux et systèmes intelligents (LISSI) apporte des compétences sur les systèmes intelligents ambiants et robotiques pour l'assistance aux personnes dépendantes. Des chercheurs de plusieurs autres unités de recherche de l'UPEC interviennent dans cette LP. Les enseignants-chercheurs sont au nombre de huit, dispensant 25 % du temps d'enseignement face aux étudiants, ce qui leur permet de piloter les différentes unités d'enseignement. Une présentation facultative d'une durée de quatre heures des travaux de recherche est l'unique lien de la formation avec la recherche. L'alternance ne permet pas d'ouvrir des projets en lien avec les unités de recherche. Cependant, les projets tutorés débutent systématiquement par une étude bibliographique.

Le suivi des flux des candidatures permet de maîtriser l'attractivité de la formation et de s'adapter aux nouveaux publics.

Les flux sont diversifiés, provenant de différents BTS techniques. Le flux provenant de DUT a pris fin à l'ouverture du bachelor universitaire de technologie (BUT). Cependant, la LP maintient son attractivité avec un nombre de candidatures en augmentation (de 70 candidatures en 2020-2021 à 83 candidatures en 2022-2023) et un recrutement constant (24 étudiants). Le suivi du nombre d'étudiants en liste principale et en liste complémentaire permet une bonne connaissance du public.

Le conseil de perfectionnement manque de formalisation pour faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue.

Le dossier d'autoévaluation indique que « la réunion de rentrée apprentissage fait office de conseil de perfectionnement ». Il importe que la formation mette en place un véritable conseil de perfectionnement pour favoriser la qualité du processus d'amélioration continue.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés, mais cette analyse et l'enquête sur laquelle elle repose méritent d'être consolidées.

Une enquête est réalisée trois mois après la sortie du diplôme, permettant de juger rapidement du fort taux d'emploi après diplomation. 50 % des alternants reçoivent une proposition d'embauche avant leur diplomation. L'enquête d'insertion à 30 mois révèle un taux de réponse à consolider, ce qui invite à considérer les analyses avec précaution. D'après les résultats des répondants, il y a peu de poursuite d'études (approximativement 20 %).

Les contenus et les dispositifs de la formation sont peu adaptés à une ouverture à l'international.

La formation n'a pas de mobilité entrante ou sortante. Les étudiants bénéficient d'un enseignement de 30 heures d'anglais. Ce faible volume ne permet pas d'envisager des mobilités vers l'international. Une tentative de mise en place de la certification *Test of English for International Communication* (TOEIC) s'est révélée infructueuse.

Conclusion

Points forts

- Une formation organisée à 100 % en alternance ;
- Une pédagogie par projets et une pédagogie inversée ;
- Un centre de certification KNX permettant de répondre aux attentes du marché de l'emploi.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement peu formalisé ;
- Une maquette qui dispose de peu d'éléments d'accompagnement des étudiants à l'emploi ;
- Un faible volume d'enseignement d'anglais technique.

Recommandations

- Mettre en place un véritable conseil de perfectionnement, qui ne se limite pas à une réunion des enseignants, des professionnels et des alternants à l'occasion de la rentrée.
- Intégrer l'accompagnement des étudiants vers l'emploi dans la formation avec des enseignements de type projet personnel et professionnel reprenant les principes utilisés en BUT, dans la mesure où la rédaction de *curriculum vitae*, de lettres de motivation, et la recherche et l'analyse d'offres permettraient de développer l'intégration des étudiants dans le milieu professionnel.
- Renforcer le niveau d'anglais des étudiants, soit par des cours d'anglais technique, soit par des cours techniques réalisés à partir de supports en anglais, pour leur permettre de tisser des liens à l'international, notamment des relations avec des fournisseurs étrangers ou des clients.

LICENCE PROFESSIONNELLE MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : SYSTÈMES PLURITECHNIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant quatre parcours : *Maintenance nucléaire ; Conduite des installations nucléaires ; Techniques avancées en maintenance ; Gestion et maintenance des installations énergétiques dans le bâtiment*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient entre 274 et 622 heures étudiant en fonction des parcours. Elle compte 74 étudiants et 29 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* est pertinente par rapport au marché de l'emploi actuel et aux orientations stratégiques de l'université en répondant au besoin critique de techniciens et de cadres intermédiaires dans le domaine de la maintenance. La formation se professionnalise à travers l'alternance en entreprise. Les étudiants sont des alternants en contrat d'apprentissage (30 pour la promotion 2022-2023) ou de professionnalisation (19 pour la promotion 2022-2023) et des stagiaires de la formation continue (33 pour la promotion 2022-2023). Les quatre parcours de la LP sont reconnus sur tout le territoire, en particulier au niveau de la région Île-de-France. Les programmes pédagogiques s'articulent autour des compétences des fiches du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et répondent donc aux exigences des entreprises et des organismes. La LP est ouverte à l'international, notamment à travers le parcours *Techniques avancées en maintenance*. La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche. Le processus d'amélioration continue est assez faible. L'autoévaluation est pertinente et bien détaillée, mais le dossier d'autoévaluation manque d'informations sur l'attractivité et le vivier de recrutement.

La LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* joue un rôle clé dans la stratégie de professionnalisation de l'UPEC. La formation s'appuie sur un vaste réseau d'entreprises partenaires qui accueillent les étudiants en alternance. Ces collaborations permettent une immersion concrète dans le monde professionnel et favorisent l'acquisition de compétences pratiques directement applicables. Une part significative du programme est assurée par des intervenants issus du monde de l'entreprise. En effet, 19 professionnels de la maintenance (exerçant, entre autres, chez Safran Aircraft Engines, Altis Semiconductor, Siveco Group, Naval Group, Dalkia, ou Distrame) dispensent 1 325 heures de formation. Cette importante contribution garantit des enseignements en phase avec les réalités du terrain, une actualisation constante des contenus pédagogiques et un lien direct entre théorie et pratique professionnelle. La LP ne propose pas de formation certifiante pour ses étudiants.

La LP ne diversifie sa pédagogie qu'au travers de la pluridisciplinarité de l'équipe enseignante (professionnels du secteur de la maintenance, enseignants et enseignants-chercheurs). Les programmes des différents parcours mériteraient de se formaliser en blocs de connaissances et de compétences pour acquérir davantage de visibilité par rapport aux compétences des fiches RNCP, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

La LP *Maintenance et technologie : systèmes pluritechniques* s'efforce de s'ouvrir à l'international, notamment le parcours *Techniques avancées en maintenance*. Un voyage d'études est organisé annuellement pour permettre aux étudiants de découvrir le tissu industriel d'autres pays. Des conventions ont été signées avec l'Institut supérieur des études technologiques (ISET) de Sfax (en Tunisie), l'École supérieure d'informatique et de gestion (ESIG) de Lomé (au Togo), l'université d'Oujda (au Maroc), et l'Instituto tecnológico universitario (ITU) de Mendoza (en Argentine), mais la nature de ces conventions n'est pas indiquée dans le dossier

d'autoévaluation. Un financement de mobilité internationale de crédits a été obtenu avec l'ISSET de Sfax : il a permis de financer une mobilité étudiante et enseignante.

La LP dispose d'un bon adossement à la recherche. Six enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 300 heures étudiant. Une partie de ces enseignants sont membres du Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES), ce qui permet l'exploitation du matériel de recherche du laboratoire pour certains travaux pratiques. La recherche est abordée dans la formation au travers de la veille scientifique.

Concernant le processus d'amélioration continue, les quatre parcours ont chacun mis en place un conseil de perfectionnement, mais de façon hétérogène. Les comptes rendus figurant dans le dossier d'autoévaluation ne présentent pas complètement leur fonctionnement et ne font pas état de la contribution des présents. Ils comportent peu d'informations et de données chiffrées et laissent peu (voire pas, pour certains parcours) de traces écrites de la discussion autour des axes d'amélioration. Aucune évaluation des enseignements interne n'est mise en place, mais l'équipe prend en compte les critiques adressées par les étudiants et les professionnels.

L'insertion professionnelle et les poursuites d'études ne peuvent pas être évaluées. Elles sont présentées uniquement à partir des enquêtes réalisées par la direction des études et de la vie étudiante, plus précisément par le pôle Statistiques, évaluation et observatoire étudiant, mais le taux de réponse est trop faible pour les exploiter. La formation n'est donc pas en mesure d'analyser son insertion professionnelle.

L'attractivité du diplôme et la réussite étudiante peuvent difficilement être évaluées car les données manquent et ne font pas l'objet d'une autoévaluation dans le dossier. D'après les quelques données fournies, on peut calculer un taux de réussite de l'ordre de 85 % pour l'ensemble des parcours. On note une baisse de l'effectif : de 91 inscrits pour la promotion 2020-2021 à 94 inscrits en 2021-2022, et seulement 74 en 2022-2023. Cette baisse est notable pour le parcours *Techniques avancées en maintenance*, qui ne compte que 30 étudiants en 2022-2023 alors que 56 étaient inscrits en 2021-2022. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas d'éléments explicatifs à ce sujet.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une forte professionnalisation de la formation ;
- Une maquette qui répond aux exigences et aux besoins du secteur professionnel ;
- Une formation ouverte à l'international.

Points faibles

- Une absence de suivi du recrutement, de suivi de la réussite et d'évaluation interne des enseignements ;
- Un manque d'informations concernant la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement ;
- Un manque de visibilité de l'approche par compétences dans la maquette.

Recommandations

- Mettre en place un suivi et une analyse du recrutement et de la réussite.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ainsi qu'à la mise en place d'une évaluation des enseignements par les étudiants.
- Élaborer une maquette de formation structurée en blocs de connaissances et de compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE, ÉLECTRICITÉ, DÉVELOPPEMENT DURABLE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comporte un parcours unique du même nom que la mention. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 600 heures étudiant. Elle compte 10 étudiants et 16 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* répond directement à une pénurie critique de techniciens et de cadres intermédiaires dans ce secteur. Son unicité en Île-de-France et le soutien d'entreprises ainsi que de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) renforcent sa pertinence. Alignée sur l'objectif de professionnalisation de l'UPEC, cette formation, proposée en alternance et en formation continue, permet de favoriser une insertion rapide des diplômés dans le marché du travail. Le programme pédagogique répond aux exigences des entreprises et des organismes. La formation bénéficie d'un adossement à la recherche à travers la présence de cinq enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique. Des enquêtes concernant l'insertion professionnelle et les poursuites d'études des diplômés sont réalisées, mais elles ne garantissent pas toujours la représentativité de l'ensemble des promotions. La formation ne présente pas de lien avec l'international. Le processus d'amélioration continue est assez faible. L'autoévaluation met en évidence de façon consciente les points saillants de la formation, mais le dossier d'autoévaluation manque d'informations concernant l'attractivité, le vivier de recrutement, le positionnement par rapport au parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie* du bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle*, la réussite et le processus d'amélioration continue.

La LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable* joue un rôle clé dans la stratégie de professionnalisation de l'UPEC. Elle a été construite en collaboration avec les syndicats professionnels, les industriels du secteur et l'équipe pédagogique de la formation. Elle a obtenu le soutien de dix entreprises (AIR CF, AREAL Group, Climel, Eau du Sud parisien, Rexel, Schneider Electric, Sesame AI, Snef, Technet et Wago) et de l'UIMM. Proposée en formation initiale classique, en alternance et en formation continue, elle attire principalement des étudiants en contrat d'apprentissage, la promotion 2022-2023 étant entièrement composée d'apprentis. La formation s'appuie sur un solide réseau d'entreprises partenaires qui accueillent les alternants, ainsi que sur l'expertise de huit professionnels du secteur, qui dispensent 70 heures de cours. Cette structure garantit un enseignement étroitement aligné sur les besoins réels du domaine et renforce la dimension professionnalisante du programme.

La formation met en place des enseignements adaptés et diversifiés. L'équipe pédagogique de la formation est composée d'enseignants du secondaire et d'enseignants-chercheurs, ainsi que d'enseignants de lycées expérimentés dans l'encadrement d'étudiants de brevet de technicien supérieur (BTS). Cette mixité permet une adaptation des méthodes pédagogiques aux profils variés des étudiants, incluant des néo-bacheliers (généralistes et technologiques) et des titulaires de BTS (majoritairement issus de bacs professionnels). Certaines matières intègrent déjà des évaluations basées sur les compétences, mais la maquette n'est pas encore proposée en blocs de connaissances et de compétences. La formation peut difficilement s'ouvrir à l'international dans la mesure où elle se déroule en alternance. Un élément clé de la formation, en place depuis plus d'une décennie, est le projet tutoré d'un mois, proposé et supervisé par des partenaires professionnels. L'évaluation de ces projets met l'accent sur les compétences métiers, renforçant ainsi l'orientation professionnelle de la formation.

La LP Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable dispose d'un adossement à la recherche modeste. Cinq enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 130 heures étudiant. D'après le dossier d'autoévaluation, il est difficile de faire le lien avec leur thématique de recherche du fait que les recruteurs cherchent des profils très opérationnels dès l'obtention du diplôme. Les enseignants-chercheurs pourraient renforcer ce lien en utilisant, par exemple, les installations ou le matériel technique de pointe de leur laboratoire afin d'aborder les nouvelles technologies. L'approche de la recherche est abordée en début d'année universitaire à travers une formation à la recherche documentaire dispensée par le service commun de documentation de l'UPEC. Dans la suite de l'année, cette formation permet de travailler sur la recherche et son exploitation dans le cadre de certaines matières.

L'insertion professionnelle et les poursuites d'études ne sont pas suivies efficacement. Elles sont issues des enquêtes réalisées par la direction des études et de la vie étudiante, plus précisément par le pôle Statistiques, évaluation et observatoire étudiant. Les informations demandées concernant l'avenir des diplômés de la LP lors des enquêtes sont pertinentes, mais le taux de réponse de 50 % ne permet d'obtenir qu'une représentativité limitée. Au cours de la dernière année, les résultats ont été affinés grâce au suivi des réseaux professionnels des anciens, avec un taux de réponse de 100 %, bien que cette méthodologie soit assez empirique.

En ce qui concerne la réussite au diplôme, le dossier d'autoévaluation manque de données et d'évaluation. On peut noter, seulement à travers l'enquête sur l'insertion professionnelle et les poursuites d'études, que la réussite est élevée, avec seulement un non diplômé par an (sur 16 inscrits en 2019-2020).

Le processus d'amélioration continue de la formation inclut un conseil de perfectionnement, mais son efficacité est difficile à évaluer. Le compte rendu fourni manque de détails sur sa composition et les contributions des participants. Il présente peu de données quantitatives sur la réussite des étudiants et n'indique pas clairement les discussions sur les pistes d'amélioration potentielles.

L'attractivité du diplôme ne peut pas être évaluée car les données manquent dans le dossier d'autoévaluation. Le vivier de recrutement est constitué d'étudiants issus de BUT et de BTS grâce à un partenariat avec un lycée local, mais le dossier d'autoévaluation ne fournit aucune information ni donnée chiffrée concernant le recrutement. On ne connaît pas l'impact de l'ouverture du BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, et plus particulièrement de son parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie*, et le positionnement de la LP par rapport à celui-ci est à clarifier. On ne peut que constater une baisse du taux d'inscrits, de 18 en 2020-2021 à seulement 10 en 2022-2023, sans explication. Malgré cette baisse significative, l'ouverture d'un groupe supplémentaire est prévue en 2024.

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation de la formation, marquée par un réseau très dense d'entreprises partenaires ;
- Une maquette qui répond aux exigences et aux besoins du secteur professionnel.

Points faibles

- Un positionnement peu clair par rapport au BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, et plus particulièrement son parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie* ;
- Une absence d'évaluation de la réussite ;
- Une absence d'évaluation de l'attractivité ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Un manque d'informations sur la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement ;
- Une absence d'approche par compétences dans la formation.

Recommandations

- Clarifier le positionnement de la formation par rapport au parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie* du BUT *Génie électrique et informatique industrielle*.
- Mettre en place un suivi de la réussite des étudiants.
- Mettre en place un suivi du recrutement.
- Mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants en s'appuyant sur les outils de l'établissement.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.
- Élaborer une maquette de formation en blocs de connaissances et de compétences.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP par rapport au BUT *Génie électrique et informatique industrielle* ;
- Manque d'informations concernant la réussite des étudiants, l'attractivité de la formation et l'évaluation des enseignements par les étudiants ;
- Besoin de compléments d'information relatifs au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'ÉNERGIE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'électricité et de l'énergie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comporte un parcours unique : *Chargé d'affaires en contrôle électrique*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 600 heures étudiant. Elle compte 35 étudiants et 31 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'électricité et de l'énergie* est en cohérence avec le marché de l'emploi, en raison d'un manque critique de techniciens et de cadres intermédiaires, et d'une offre de formation restreinte dans le domaine du contrôle électrique, spécialité de cette LP. Un des axes stratégiques de l'UPEC étant la professionnalisation, la LP s'intègre bien dans cette dynamique : elle est ouverte uniquement en alternance, ce qui facilite l'intégration professionnelle rapide des étudiants dans le monde du travail. Le programme pédagogique répond aux exigences des entreprises et des organismes. La formation bénéficie d'un adossement assez faible à la recherche. Des enquêtes relatives à l'insertion professionnelle et aux poursuites d'études des diplômés sont menées, mais le taux de réponse n'en garantit pas la représentativité. La formation ne présente pas de lien avec l'international, elle ne s'y prête pas. Bien que l'autoévaluation mette en évidence de façon consciente les points saillants de la formation, le dossier d'autoévaluation est incomplet sur plusieurs points, notamment le positionnement par rapport au bachelor universitaire de technologie (BUT) *Génie électrique et informatique industrielle*, l'attractivité, le recrutement et le processus d'amélioration continue.

La LP *Métiers de l'électricité et de l'énergie* contribue fortement à la professionnalisation des formations de l'UPEC. La formation est ouverte uniquement en alternance : la majorité des étudiants sont en contrat d'apprentissage (un seul contrat de professionnalisation en trois ans) et quelques étudiants sont stagiaires de la formation continue. Le diplôme est également délivré après une validation des acquis de l'expérience (VAE) : 2 en 2021-2022 et 2 en 2022-2023. La LP bénéficie d'un réseau d'entreprises partenaires qui accueillent les alternants et les stagiaires, et de l'appui de professionnels qui assurent une grande partie du programme (50 %). Ce fonctionnement permet de garantir des enseignements au plus proche des besoins des acteurs du domaine et de professionnaliser les enseignements.

Les pratiques de l'équipe pédagogique permettent de répondre aux exigences du métier. La formation analyse les compétences des métiers en prenant en compte les évolutions prévisibles (par exemple, les nouvelles technologies). Certains cours sont réalisés en utilisant l'approche par compétences, mais la maquette pédagogique se décline néanmoins en une approche programme. Renforcer cette approche programme par une approche par compétences lui permettrait de gagner en visibilité. La formation peut difficilement s'ouvrir à l'international dans la mesure où elle s'organise autour de la réglementation du secteur de la construction française et où les diplômés insèrent directement dans le marché français.

La LP *Métiers de l'électricité et de l'énergie* dispose d'un adossement minimal à la recherche. Trois enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 150 heures étudiant, mais ils peuvent difficilement faire le lien avec leur thématique de recherche dans la mesure où les recruteurs cherchent des profils très opérationnels dès l'obtention du diplôme. Cependant, la familiarisation à la recherche bénéficie aux étudiants à travers la recherche documentaire, dispensée par le service commun de documentation, et la sensibilisation aux pratiques de plagiat.

La réussite au diplôme, l'insertion professionnelle et les poursuites d'études sont présentées à partir d'enquêtes pour lesquelles les taux de réponse sont moyens. Ces enquêtes sont réalisées par la direction des études et de la vie étudiante, plus précisément le pôle Statistiques, évaluation et observatoire étudiant. Elles sont pertinentes, mais le taux de réponse de 50 % mériterait d'être amélioré afin d'obtenir une représentativité plus importante. La réussite est élevée, avec seulement un non-diplômé par an (sur 31 inscrits en 2018-2019 et sur 40 en 2019-2020). Les données des années suivantes ne sont pas fournies. Les résultats soulignent malgré tout l'intérêt de la formation dans un contexte de pénurie de techniciens dans le monde professionnel à travers une très bonne insertion des diplômés dès 18 mois après l'obtention de leur diplôme.

Concernant le processus d'amélioration continue, la formation a mis en place un conseil de perfectionnement, mais l'évaluation de son fonctionnement est difficile. Le compte rendu figurant dans le dossier d'autoévaluation n'en donne pas la composition et ne fait pas état de la contribution des présents. Il comporte peu d'informations et de données chiffrées sur la réussite au diplôme et ne laisse pas de trace écrite de la discussion sur les axes d'amélioration. La formation ne procède pas à une réelle évaluation interne des enseignements et ne peut guère s'appuyer sur les résultats très parcellaires de l'enquête annuelle menée par la Direction de la formation professionnelle.

L'attractivité du diplôme ne peut pas être évaluée, car les données manquent dans le dossier d'autoévaluation. Le vivier de recrutement est constitué d'étudiants issus de bachelors universitaires de technologie (BUT) et titulaires de brevets de technicien supérieur (BTS), mais le dossier d'autoévaluation ne fournit aucune information ni donnée chiffrée relatives au recrutement. On ne sait pas dans quelle mesure le recrutement a été impacté par l'ouverture du BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, et plus particulièrement son parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie*, ni quel est le positionnement de la LP par rapport à celui-ci. On constate une baisse du nombre d'inscrits, de 48 en 2020-2021 à seulement 35 en 2022-2023, sans explication ni analyse. La formation souhaite mettre en place un outil permettant de suivre les indicateurs d'attractivité. Le manque de données est d'autant plus surprenant que lors de la précédente évaluation de la formation, les données ont été fournies en totalité.

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation de la formation ;
- Une maquette qui répond aux exigences et aux besoins du secteur professionnel ;
- Un taux élevé de réussite au diplôme.

Points faibles

- Un positionnement peu clair par rapport au BUT *Génie électrique et informatique industrielle*, et plus particulièrement son parcours *Électricité et maîtrise de l'énergie* ;
- Une absence d'évaluation de l'attractivité ;
- Une évaluation des enseignements très incomplète ;
- Un manque d'informations sur la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement ;
- Un manque de visibilité de l'approche par compétences dans la maquette.

Recommandations

- Clarifier le positionnement de la LP par rapport au BUT *Génie électrique et informatique industrielle*.
- Mettre en place un véritable suivi et une analyse de l'attractivité.

- Améliorer l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.
- Élaborer une maquette de formation structurée en blocs de connaissances et de compétences.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information sur le positionnement de la LP par rapport au BUT *Génie électrique et informatique industrielle* ;
- Manque d'informations sur l'attractivité ;
- Manque d'informations sur la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'ÉNERGÉTIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU GÉNIE CLIMATIQUE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comporte un seul parcours intitulé *Énergies renouvelables et efficacité énergétique des bâtiments durables*. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) de Créteil-Vitry et contient 600 heures étudiant. Elle compte 18 étudiants et 20 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique* répond à un besoin du marché de l'emploi, qui fait face à une pénurie de techniciens et de cadres intermédiaires. Cette formation s'aligne avec l'objectif stratégique de professionnalisation de l'UPEC. La formation est ouverte uniquement en alternance, modalité qui offre l'opportunité de mettre en pratique les connaissances acquises en cours, de développer des compétences professionnelles et de se constituer un réseau professionnel. Le programme pédagogique, qui suit les six domaines de la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), répond aux exigences des entreprises et des organismes. La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche et d'un excellent taux de réussite (100 %). Le processus de recrutement témoigne d'une bonne attractivité auprès du vivier de recrutement. La formation ne présente pas de lien avec l'international, elle ne s'y prête pas du fait de son ouverture uniquement en alternance. Le positionnement de la formation au niveau régional n'est pas présenté dans le dossier d'autoévaluation (cinq LP de même mention sont présentes en région parisienne). Des enquêtes concernant l'insertion professionnelle et les poursuites d'études des diplômés sont réalisées, mais le faible nombre de réponses ne permet pas d'en garantir la représentativité. L'évaluation des enseignements, et plus largement le processus de l'amélioration continue, manquent de pertinence. L'autoévaluation est cependant bien menée et détaillée : elle met en évidence de façon consciente les points saillants de la formation.

La LP *Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique* contribue fortement à la professionnalisation des formations de l'UPEC. Elle est ouverte uniquement en alternance : la totalité des étudiants est en contrat d'apprentissage. La LP bénéficie d'un réseau d'entreprises partenaires dans le cadre des contrats d'alternance et de professionnels qui assurent une grande partie du programme (10 professionnels assurent 240 heures sur les 450 heures de formation, hors projets tutorés). Ce fonctionnement permet de garantir des enseignements au plus proche des besoins des acteurs du domaine et permet de professionnaliser les enseignements.

La diversité pédagogique se justifie par la pluridisciplinarité des intervenants (enseignants-chercheurs autour de différentes thématiques, enseignants, professionnels du secteur, professeurs invités) et par l'organisation de modules de remise à niveau. Ces modules de remise à niveau sont organisés pour chaque ressource pédagogique et permettent d'accompagner les étudiants aux profils variés, notamment titulaires de brevets de technicien supérieur (BTS). La formation n'est pas encore déclinée en blocs de connaissances et de compétences. Elle peut difficilement s'ouvrir à l'international dans la mesure où elle est déployée en alternance, mais elle s'efforce d'organiser des séminaires animés par des chercheurs internationaux invités par le Centre d'études et de recherche en thermique, environnement et systèmes (CERTES).

La LP Métiers de l'énergie, de l'environnement et du génie climatique dispose d'un très bon adossement à la recherche. Neuf enseignants-chercheurs participent à la formation à hauteur de 249 heures étudiant. Une partie de ces enseignants est membre du CERTES. Cela permet aux étudiants de bénéficier des plateformes du laboratoire et d'être à la pointe des outils métiers. Les séminaires proposés par des chercheurs internationaux invités par le CERTES permettent d'alimenter la formation à la recherche, formalisée par un module de formation de neuf heures.

L'attractivité du diplôme est élevée, une centaine de candidatures étant reçue chaque année. Le vivier de recrutement est constitué d'étudiants principalement issus de BTS. Une quarantaine de dossiers sont retenus chaque année : les étudiants sont admis sous réserve de la signature d'un contrat d'alternance. L'effectif final de la promotion s'établit en moyenne à 20 étudiants, seulement la moitié des admis décrochant un contrat. Les raisons des difficultés à obtenir un contrat auraient été intéressantes à connaître pour en réaliser l'analyse.

L'insertion professionnelle et les poursuites d'études ne bénéficient pas d'un suivi efficace. En effet, des enquêtes sont réalisées par la direction des études et de la vie étudiante, plus précisément le pôle Statistiques, évaluation et observatoire étudiant, mais le taux de réponse est trop faible pour permettre une interprétation fiable. D'après les quelques données disponibles, l'insertion professionnelle directe à la sortie du diplôme est faible : pour la promotion 2021-2022, 7 répondants sur 9 (4 sur 9 en 2022-2023) sont en poursuite d'études (en master ou dans une école d'ingénieurs).

Concernant le processus d'amélioration continue, la formation a établi un conseil de perfectionnement dont l'évaluation est difficile. En effet, le compte rendu figurant dans le dossier d'autoévaluation ne restitue pas bien son fonctionnement et ne rend pas compte de la contribution effective des présents. Il comporte peu d'informations et de données chiffrées et ne mentionne pas d'éléments de discussion sur les axes d'amélioration. Les enquêtes d'évaluation des enseignements ne sont pas pertinentes : elles ne sont pas réalisées par l'équipe pédagogique de la formation et le taux de réponse est très faible.

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation de la formation avec une maquette qui répond aux exigences et aux besoins du secteur professionnel ;
- Un taux très élevé de réussite au diplôme ;
- Un très bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Un suivi de l'insertion professionnelle et des poursuites d'études peu efficace ;
- Une absence d'évaluation interne des enseignements ;
- Un manque d'informations sur la composition et le fonctionnement du conseil de perfectionnement ;
- Une maquette pédagogique non déclinée en blocs de connaissances et de compétences.

Recommandations

- Assurer un suivi efficace et une analyse de l'insertion professionnelle et des poursuites d'études.
- Mettre en place une évaluation des enseignements par les étudiants.
- Veiller au fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement.
- Élaborer une maquette de formation structurée en blocs de connaissances et de compétences.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE : ADMINISTRATION ET SÉCURITÉ DES SYSTÈMES ET DES RÉSEAUX

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant un parcours unique du même nom que la mention. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 550 heures étudiant. Elle compte 22 enseignants et 61 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers de l'informatique : administration et sécurité des systèmes et des réseaux* existe depuis 2007. Elle est bien implantée sur le territoire, en partenariat avec la collaboration forte d'intervenants professionnels. Elle est proposée en alternance (contrats d'apprentissage, stagiaires de la formation continue) et à distance depuis 2018 (notamment grâce à des cours du soir). Pour assurer l'enseignement à cette diversité de publics, des pratiques pédagogiques spécifiques ont été développées, leur permettant une ouverture à l'international. L'emploi est assuré en sortie de diplôme : le taux d'insertion à 12 mois atteint 100 %. Pour autant, le suivi des cohortes est insuffisamment consolidé pour comprendre notamment le faible taux de réussite. Les moyens humains sur lesquels s'appuie la formation sont faibles au regard des enjeux et du développement rapide des technologies dans ce secteur professionnel.

La formation est proposée à un public diversifié. Elle est proposée à des étudiants en alternance (en apprentissage et en contrats de professionnalisation), à des stagiaires de la formation continue, et elle est également proposée intégralement à distance. Les métiers ciblés sont identifiés : administrateur d'infrastructure ou de bases de données, consultant technique, responsable support, intégrateur/analyste d'exploitation ou assistance/support technique client. Tous sont des métiers de niveau cadre intermédiaire.

Des pratiques pédagogiques adaptées sont développées pour le public accueilli. L'usage des outils numériques fait partie intégrante de la formation, par sa spécialité, et par les modalités de formation à distance (depuis 2018). Cette LP propose une formation à de nombreuses certifications : respect du référentiel CyberEdu, formation et certification *Information Technology Infrastructure Library* (ITIL) pour la gestion de l'infrastructure, formations et certifications Cisco pour la gestion du réseau, académie *Amazon Web Services* (AWS) et Azure pour la gestion des technologies cloud. Les modalités de formation à distance sont maîtrisées : l'équipe pédagogique déploie des plateformes dédiées et propose des séances de cours à des horaires décalés. L'accompagnement des étudiants est assuré par des enseignants permanents et contractuels et un réseau d'anciens étudiants.

La formation maintient ses relations avec les entreprises par différents leviers. Elle est organisée en partenariat avec des entreprises depuis 2007, lui permettant d'obtenir des contrats d'apprentissage et de dispenser des enseignements techniques et pratiques. Plusieurs réunions sont réalisées chaque année avec les professionnels du secteur pour faire évoluer la formation. Le réseau des anciens est particulièrement actif. Un lien avec les 10 dernières promotions, le partage des *curriculum vitae*, la diffusion des offres d'emploi et la communication dans différents salons sont des actions mises en œuvre dans ce réseau. Par ailleurs, les anciens de la formation sont sollicités pour aider les étudiants dans le cadre de la formation à distance.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement, notamment au travers du renforcement des liens avec le monde socio-économique. La pédagogie est mise en œuvre par projet, permettant de placer les étudiants en situation professionnelle. Le nombre d'étudiants est passé de 49 à 61 en trois ans. Cette hausse est d'autant plus remarquable qu'elle concerne principalement les contrats d'apprentissage. La pluridisciplinarité n'est pas un objectif de cette formation. Cette LP a une orientation purement technique. L'enseignement de l'impact énergétique, étudié à travers la consommation énergétique des métiers des réseaux et des systèmes, est un point notable de la formation.

La formation est ouverte à l'international par le biais de la formation à distance. Un groupe d'étudiants de la formation à distance ne réside pas dans l'hexagone (15 %). Ce groupe est constitué d'étudiants étrangers ou habitant dans des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM). Des conventions existent avec la Guadeloupe, l'École supérieure d'informatique et de gestion (ESIG) de Lomé (au Togo) et l'*Instituto Tecnológico Universitario* (ITU) de Mendoza (en Argentine). Les étudiants présents sur site bénéficient d'un enseignement de 20 heures d'anglais, d'une préparation au *Test of English for International Communication* (TOEIC), ainsi que d'un voyage d'études à l'étranger leur permettant de découvrir les pratiques de leur discipline à l'international. Ce faible nombre d'heures d'anglais ainsi que les rythmes scolaires des différents groupes laissent penser que les étudiants ne se rencontrent pas. La baisse du nombre d'étudiants internationaux en 2021-2022 n'est pas justifiée dans le dossier d'autoévaluation, particulièrement au regard de la formation à distance.

Le suivi des cohortes est à consolider malgré les bons résultats d'insertion professionnelle. Du recrutement à l'insertion professionnelle, le suivi et l'analyse des cohortes sont faibles et n'offrent pas la possibilité d'améliorer la réussite des étudiants. À l'entrée de la formation, l'analyse des flux de candidatures et d'inscriptions est quasi inexistante. Des actions de communication sont mises en place durant les journées portes ouvertes, lors de salons et sur le site internet, sans en évaluer l'impact. La communication spécifique à la formation à distance et à l'international n'est pas abordée explicitement. Le suivi et l'analyse de la réussite des étudiants sont effectués au niveau de l'IUT via des enquêtes auprès des étudiants, les responsables de la formation n'ont pas accès aux données détaillées concernant leur mention. C'est un problème au regard du taux de réussite (de 62 % à 75 %). Ce taux de réussite assez faible n'est pas analysé dans le dossier d'autoévaluation, et le taux de réussite des étudiants à distance n'est pas évalué. Un objectif de réussite à 100 % est affiché par la formation, sans pour autant évoquer les pistes envisagées pour y parvenir. Les enquêtes d'insertion professionnelle sont réalisées trois et six mois après l'obtention du diplôme. Le taux d'insertion 12 mois après la diplomation s'élève à 100 %. Les taux de réponse sont faibles. Le dossier d'autoévaluation ne permet pas de connaître ces taux avec précision puisqu'il mentionne des nombres peu cohérents (par exemple, 224 répondants pour l'année 2020-2021 pour 49 étudiants en formation).

Les moyens humains sur lesquels s'appuie la formation ne lui permettent pas d'évoluer dans une démarche d'amélioration continue et d'enseignement de technologies innovantes. La formation est assurée par 22 enseignants, dont deux ou quatre enseignants-chercheurs, pour 550 heures d'enseignement. Le nombre d'enseignants-chercheurs est réduit, bien que le dossier d'autoévaluation ne permette pas de le connaître avec précision puisqu'il en mentionne quatre, puis, deux lignes plus loin, seulement deux. Seules 76 heures d'enseignement sont réalisées par les enseignants-chercheurs (soit moins de 13 % de la formation et moins de 17 % des enseignements en présentiel). Ce volume est trop faible pour assurer une maîtrise du contenu et des compétences développées ainsi qu'un adossement à la recherche. Cependant, l'équipe pédagogique porte ces réflexions durant deux réunions dédiées aux aspects pédagogiques par an, les conseils de perfectionnement et les commissions préparatoires aux jurys de semestre, en y incluant les enseignants titulaires et les vacataires.

La LP n'est pas organisée en blocs de compétences. Les matières techniques sont listées dans une unique unité d'enseignement (UE) de spécialité (315 heures) et les autres matières dans une UE « Enseignement fondamental » (105 heures). Il reste une UE « Projet tutoré » (130 heures) et une UE « Stage/alternance ». Les semaines consacrées à l'expérience professionnelle sont nombreuses, même si le dossier d'autoévaluation confond vraisemblablement le nombre de semaines avec celui des jours, en signalant 158.

Conclusion

Points forts

- Une formation proposée en alternance et à distance, permettant de cibler un public diversifié ;
- Des pratiques pédagogiques élaborées autour d'outils virtuels permettant l'enseignement sur site et à distance ;
- Un réseau professionnel dynamique incluant des entreprises partenaires et le réseau des anciens étudiants.

Points faibles

- Un faible taux d'encadrement par des enseignants-chercheurs qui pénalise la qualité de l'adossement à la recherche ;
- Un faible suivi des cohortes, ne permettant pas d'analyser finement les taux de réussite ;
- Une organisation de la maquette en une unique unité d'enseignement de spécialité de 315 heures, sans organisation par compétences.

Recommandations

- Renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
- Améliorer le suivi des parcours des étudiants, de leur recrutement à leur intégration professionnelle, en analysant l'impact des actions de recrutement, les enquêtes auprès des étudiants, les enquêtes après diplomation, et en consolidant les données.
- Diviser l'unité d'enseignement de spécialité en plusieurs unités d'enseignement, en proposant deux à trois blocs de compétences de spécialité ou regroupements pédagogiques.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : BÂTIMENT ET CONSTRUCTION

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : bâtiment et construction* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant deux parcours : *Chargé d'affaires en bâtiment* et *Travaux en immobilier*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 613 heures étudiant. Elle compte 40 étudiants et 16 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers du BTP : bâtiment et construction* répond bien aux besoins en cadres intermédiaires techniques du secteur du bâtiment et de la construction. Elle accueille des étudiants en contrat d'apprentissage et un nombre conséquent de stagiaires de la formation continue, dont certains en contrat de professionnalisation. Elle bénéficie d'une bonne attractivité et d'une implication importante des intervenants professionnels. Cependant, la réussite des étudiants au cours des trois années d'analyse est inégale, sans que l'on puisse en comprendre la raison. L'adossement à la recherche est trop faible pour une formation universitaire. La réflexion autour de l'approche par compétences n'a pas été amorcée et le conseil de perfectionnement n'a pas été mis en place. Le peu de données issues d'enquêtes d'insertion et de satisfaction des étudiants n'a pas permis d'affiner les analyses d'autoévaluation en vue d'une amélioration continue de la formation, et certains choix ne sont pas suffisamment argumentés, comme la non-ouverture du parcours *Travaux en immobiliers* en 2021-2022 et 2022-2023. La plupart des points faibles énumérés dans le présent rapport étaient déjà signalés lors des deux précédentes évaluations.

La formation est très attractive. La capacité d'accueil est atteinte pour les trois années d'analyse. On note une forte augmentation des effectifs en 2021-2022 : la formation a accueilli 107 apprenants, dont 55 stagiaires de la formation continue et 38 étudiants internationaux, sans qu'aucune explication soit fournie.

L'intervention importante de professionnels et l'ouverture à l'alternance apportent à la formation une dimension très professionnalisante. L'ouverture à l'alternance est favorable à de nombreux échanges avec les acteurs socio-économiques du secteur. Les interventions des professionnels du secteur du bâtiment représentent un tiers du volume d'enseignement de la maquette, la plupart dans le cœur de métier. Ils représentent 11 des 16 intervenants que compte la formation, soit 69 % de l'effectif. Le nombre de semaines en entreprise pour les alternants est conséquent : il s'élève à 30 semaines, facilitant ainsi l'insertion professionnelle.

Faisant écho aux enjeux du secteur, la formation aborde des préoccupations environnementales. Cela se traduit par la participation des étudiants à la Fresque du climat et l'encouragement à traiter les problématiques environnementales dans le cadre du projet et de leurs missions en entreprise. Deux enseignements sont en prise directe avec ces préoccupations : les cours de construction bois et de thermique.

La réussite des étudiants est inégale suivant les années, sans analyse de sa variation. Hormis pour l'année 2021-2022, la réussite des étudiants est élevée (38 diplômés sur 41 étudiants inscrits en 2020-2021 et 38 diplômés sur 40 étudiants inscrits en 2022-2023). On note cependant une réussite beaucoup plus faible en 2021-2022 (74 diplômés sur 107 inscrits), sans explication.

L'adossement à la recherche est très faible. Le dossier d'autoévaluation considère que « la question est sans objet » du fait de finalité professionnelle de la formation, ce qui est regrettable dans la mesure où une licence, même professionnelle, reste un diplôme universitaire. Aucun enseignement ni initiative de sensibilisation à la

recherche ne sont présentés dans la maquette. Le taux de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements est très faible : 2 sur 16, soit environ 13 %. Le volume d'heures étudiant effectué par les enseignants-chercheurs ne s'élève qu'à 70 heures sur les 613 heures de la maquette, soit 13 % du volume d'enseignements, ce qui est également très faible.

Le peu de données concernant l'insertion professionnelle et leur ancienneté rendent impossible son analyse fine. La formation dispose d'enquêtes concernant uniquement deux années de promotion : 2019 et 2020. Celle de la promotion 2019, avec un taux de répondants de 42 %, n'aboutit qu'à l'analyse des taux globaux de poursuite d'études et d'emploi. Celle de la promotion 2020, avec 28 répondants pour 34 diplômés, ne donne pas lieu à davantage de données que le pourcentage d'étudiants optant pour une poursuite d'études et le nombre de diplômés au chômage. Elle permet de constater une augmentation significative de salaire d'une année à l'autre. Pour pouvoir analyser finement l'insertion, des enquêtes plus récentes et plus nombreuses sont nécessaires.

La poursuite d'études est trop élevée. Au cours des deux années d'enquête, la poursuite d'études est supérieure à 50 % (68 % et 76 %), ce qui, pour une LP, est trop élevé et contraire aux objectifs de professionnalisation et d'insertion professionnelle immédiate à l'issue de la formation.

Les quelques dispositifs permettant l'amélioration continue ne sont pas déployés correctement pour être efficaces. Au cours des trois années d'analyse, une seule enquête d'évaluation des enseignements et de la formation a été réalisée, en 2022-2023. Seuls quatre étudiants y ont répondu, ce qui est trop faible pour en tirer des résultats probants. La prise en charge et la méthodologie du dispositif d'enquête de satisfaction ne sont pas explicitées. Le conseil de perfectionnement n'a pas été mis en œuvre. Les seules instances de réflexion qui s'en rapprochent sont les réunions pédagogiques, en préparation des jurys, mais elles ne peuvent pas pour autant s'y substituer.

La réflexion autour de l'approche par compétences n'est pas engagée et les pratiques pédagogiques restent classiques. La mise en correspondance des matières de la maquette pédagogique avec les blocs de connaissances et de compétences définis par la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) n'a pas été initiée. La formation accorde une place importante aux projets, mais elle conserve un fonctionnement assez classique.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité ;
- Une formation très professionnalisante ;
- Une bonne intégration des préoccupations environnementales dans la formation.

Points faibles

- Une réussite des étudiants inégale selon les années ;
- Un très faible adossement à la recherche ;
- Un taux de poursuite d'études beaucoup trop élevé et des données d'insertion professionnelle insuffisantes ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- Une évaluation inefficace de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une absence d'approche par compétences ;
- Un manque de mise en œuvre de pédagogie innovante.

Recommandations

- Analyser les motifs de variation de la réussite afin de mettre en œuvre des dispositifs de remédiation adaptés.
- Renforcer la part d'enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique et sensibiliser davantage à la recherche.
- Analyser la forte poursuite d'études et les raisons de la renonciation des étudiants à une insertion professionnelle immédiate.
- Mettre en œuvre un conseil de perfectionnement.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus soutenu.
- Mettre en place l'approche par compétences.
- Encourager les innovations pédagogiques.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un très faible adossement à la recherche ;
- Un taux de poursuite d'études trop élevé et des données d'insertion professionnelle insuffisantes ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- Une évaluation inefficace de la formation et des enseignements par les étudiants.

LICENCE PROFESSIONNELLE MÉTIERS DU BTP : TRAVAUX PUBLICS

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Métiers du BTP : travaux publics* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant deux parcours : *Conducteur de travaux publics* et *Conducteur de travaux souterrains*. Elle est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 610 heures étudiant. Elle compte 30 étudiants et 15 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Métiers du BTP : travaux publics* répond bien aux besoins en cadres intermédiaires techniques du secteur des travaux publics. Elle accueille des étudiants en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Elle bénéficie d'une bonne attractivité et de forts atouts de professionnalisation. *A contrario*, l'implication des enseignants-chercheurs est trop faible. Alors que la réussite des étudiants est très élevée pour deux des trois promotions analysées, une chute est constatée en 2021-2022, sans explication. Il est regrettable que l'approche par compétences ne soit pas mise en place et que le conseil de perfectionnement ne soit pas mis en œuvre. Le dossier d'autoévaluation manque de plusieurs données d'analyse et certains choix ne sont pas suffisamment argumentés, comme la non-ouverture du parcours *Conducteur de travaux souterrains* en 2022-2023.

La formation est très attractive. La capacité d'accueil est atteinte pour les trois années d'analyse. Les étudiants sont composés d'une proportion élevée de stagiaires de la formation continue (59 %, 51 % et 67 % respectivement pour les trois années), en contrat de professionnalisation ou en reprise d'études, ce qui est une caractéristique différente de la plupart des LP de l'UPEC.

La formation a une forte dimension professionnalisante, car elle est exclusivement ouverte à l'alternance et fait intervenir un nombre de professionnels important. L'ouverture exclusive à l'alternance est favorable à de nombreux échanges avec le monde socio-économique du secteur des travaux publics. Les interventions des professionnels de ce secteur représentent un tiers du volume d'enseignements de la maquette, la plupart dans le cœur de métier. Ils représentent 7 des 15 intervenants que compte la formation (47 % de l'effectif). Le nombre de semaines en entreprise est conséquent (30 semaines), facilitant ainsi l'insertion professionnelle des alternants.

La réussite des étudiants est très inégale en fonction des années. La réussite des étudiants est excellente en 2020-2021 (28 des 29 étudiants ont obtenu leur diplôme) et en 2022-2023 (tous les étudiants ont obtenu leur diplôme). Cependant, cette réussite a chuté de façon très importante en 2021-2022 : seulement 13 étudiants sur les 39 inscrits ont obtenu leur diplôme, sans qu'aucune explication soit apportée.

La formation ne bénéficie que d'un très faible adossement à la recherche. Il n'y a pas de volonté de sensibiliser les étudiants à la recherche. Aucun enseignement ni initiative de sensibilisation à la recherche ne sont présentés dans la maquette. Le taux de participation des enseignants-chercheurs aux enseignements est très faible : 2 sur 15, soit 13 %. Le volume d'heures étudiant effectué par les enseignants-chercheurs est de 80 heures sur les 610 heures de la maquette, soit 13 %, ce qui est très faible.

Les données relatives à l'insertion professionnelle sont lacunaires, rendant impossible son analyse fine, et la seule donnée fiable porte sur la poursuite d'études, trop élevée. Une seule enquête d'insertion professionnelle est fournie pour les diplômés 2020, et le volume de données est sujet à caution car le nombre de répondants n'est pas totalement connu : sur une trentaine d'étudiants, 13 sont des répondants nationaux, et le nombre de répondants internationaux n'est pas dévoilé car il est sujet à secret statistique. Cela entraîne peu de résultats

concernant la situation professionnelle des répondants. La seule donnée exploitable est la poursuite d'études, qui est supérieure à 50 % (environ 67 %), ce qui est trop élevé pour une LP.

Les dispositifs d'amélioration continue sont peu développés et peu efficaces. Le nombre d'étudiants répondant aux enquêtes d'évaluation des enseignements et de la formation est très faible : deux répondants en 2022-2023, pas d'informations concernant les autres années. Le processus d'enquête, sa méthodologie et sa prise en charge ne sont pas précisés. Des réunions pédagogiques de la formation se tiennent régulièrement. La qualité et le nombre des participants ne sont pas clairement indiqués. Les thèmes de l'évaluation des enseignements et de la formation par les étudiants ainsi que l'insertion professionnelle ne sont pas discutés sur la base de données factuelles. L'absence d'un conseil de perfectionnement efficient ne permet pas à la formation de bénéficier d'un processus d'amélioration continue.

L'approche par compétences n'est pas mise en place et aucune démarche n'est entreprise pour diversifier les pratiques pédagogiques. La maquette de la formation n'est pas découpée en blocs de connaissances et de compétences et ne fait pas référence à la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Les étudiants n'ont pas de portfolio, ni de certification Pix. La formation adopte un fonctionnement assez classique (cours magistraux, travaux dirigés, travaux pratiques) avec l'utilisation de salles physiques classiques, même si elle accorde une place importante aux projets.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité ;
- Une formation très professionnalisante.

Points faibles

- Une réussite des étudiants très inégale selon les années ;
- Un trop faible adossement à la recherche ;
- Un trop fort taux de poursuite d'études et des données d'insertion professionnelle lacunaires ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- Une évaluation inefficace de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une absence d'approche par compétences ;
- Un manque de mise en œuvre de pédagogie innovante.

Recommandations

- Analyser les motifs de variation de la réussite afin de mettre en œuvre les dispositifs de remédiation adaptés.
- Renforcer la part d'enseignants-chercheurs au sein de l'équipe pédagogique.
- Consolider les dispositifs d'amélioration continue pour pouvoir interroger la satisfaction des étudiants, apprécier la qualité de l'insertion professionnelle et limiter la poursuite d'études.

- Mettre en œuvre un conseil de perfectionnement.
- Mettre en place un processus d'évaluation de la formation et des enseignements plus soutenu.
- Développer l'approche par compétences et les innovations pédagogiques.
- Encourager les innovations pédagogiques.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Un trop faible adossement à la recherche ;
- Un taux de poursuite d'études trop élevé et des données d'insertion professionnelle lacunaires ;
- Une absence de conseil de perfectionnement ;
- Une évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants inefficace.

LICENCE PROFESSIONNELLE QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ, SANTÉ, ENVIRONNEMENT

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) comprend deux parcours : *Management des risques technologiques et professionnels* et *Coordonnateur sécurité et protection de la santé*, parcours non ouvert. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau et contient 460 heures étudiant. Elle compte 22 étudiants et 13 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement* a ouvert à la rentrée 2021-2022. Accessible uniquement en alternance, elle s'inscrit dans l'axe stratégique « Santé, société, environnement » de l'UPEC et répond à une recherche croissante des entreprises, dans le cadre de leur politique de prévention des risques, de professionnels œuvrant dans une démarche intégrée qualité, sécurité, environnement. La professionnalisation est bien développée au sein de la formation et le taux de réussite est excellent, mais l'insertion professionnelle des diplômés reste limitée. Le suivi individualisé des étudiants est mis en place. Le processus de l'amélioration continue est néanmoins peu développé. L'autoévaluation met bien en évidence un certain nombre de points caractéristiques de la formation. Cela étant, le dossier d'autoévaluation fourni est incomplet concernant plusieurs critères, ce qui rend plus complexe l'évaluation globale de la formation.

La professionnalisation est fortement mise en place. Le programme de la formation a été co-construit par l'équipe pédagogique et les intervenants extérieurs en prenant comme base le référentiel de compétences (la fiche du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) correspondante) et tient compte des retours des structures d'accueil des apprenants. Les huit vacataires qui participent à la formation sont des professionnels dont les interventions au sein de la formation sont directement en lien avec leurs activités. Leur implication est très importante puisqu'ils représentent 62 % des intervenants et dispensent 82 % du volume horaire de la formation. *A contrario*, les enseignants-chercheurs sont sous-représentés dans l'équipe pédagogique. La formation n'est ouverte qu'en alternance, avec en moyenne 32 semaines en entreprise, ce qui contribue à renforcer la professionnalisation. L'ensemble des unités d'enseignement (UE) concernant le projet tutoré et l'alternance correspond à 20 crédits ECTS dans la maquette. Le dossier d'autoévaluation ne précise pas où sont situées les entreprises qui accueillent les alternants (échelle locale ou nationale), mais l'ouverture de la LP en formation continue (prévue pour la rentrée 2024) est présentée comme un souhait de se tourner vers des entreprises locales, ce qui pourrait constituer en retour un vivier pertinent de partenariats pour la formation.

La réussite des étudiants est excellente, avec 100 % de réussite pour les deux années, mais l'insertion professionnelle est limitée. Un tiers seulement des diplômés de l'année 2021-2022 sont en emploi 18 mois après l'obtention de leur diplôme et les deux autres tiers ont continué leurs études. Le dossier d'autoévaluation ne précise pas dans quelles formations se font ces poursuites d'études et il n'analyse pas pourquoi plus de 50 % des diplômés ne sont pas en emploi ou en recherche d'emploi. Du fait de la vocation des LP à conduire à une insertion professionnelle immédiate post diplôme, cette poursuite d'études massive est à regretter. Il faudra porter une attention particulière à ce point avec les promotions suivantes pour déterminer si cette tendance se confirme.

La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques innovantes et bien adaptées aux compétences visées, bien que l'approche par compétences ne soit pas réellement mise en place. Les modalités pédagogiques sont variées (pédagogie par projets, mises en situations professionnelles, jeux de rôle, classes

inversées, visites d'entreprise) et utilisent des salles d'innovation pédagogique (salles projets avec des tables individuelles mobiles, espaces de coworking avec écran pour le travail de groupe). Une partie de l'enseignement peut être dispensé à distance dans le cadre du suivi des projets tutorés ou si les intervenants extérieurs sont trop éloignés géographiquement de l'IUT. Le département Génie biologique dispose de deux robots de téléprésence qui peuvent être utilisés par des étudiants empêchés et présentant un aménagement d'études avec incapacité de se rendre physiquement en cours. Bien que la formation se base sur les compétences listées dans la fiche correspondante du RNCP, la maquette est construite par UE disciplinaires et non par compétences. Un tableau croisé du contenu de la formation et des compétences visées existe, mais il n'est pas exploité.

L'attractivité de la formation n'est pas mesurée. Aucune donnée n'est fournie et aucune analyse n'est réalisée à propos des modalités de recrutement, de l'origine de formation et de l'origine scolaire des étudiants. Seule la communication (via des salons, des forums et des journées portes ouvertes) est mentionnée.

Le processus d'évaluation interne est insuffisamment déployé. Les étudiants sont suivis individuellement, ce qui permet d'anticiper les difficultés, et un représentant étudiant de la promotion facilite les échanges entre les étudiants et l'équipe pédagogique. Cependant, seuls 8 étudiants sur 22 ont répondu aux questionnaires d'évaluation en 2022-2023. Le conseil de perfectionnement n'est pas spécifique à la LP : il est organisé à l'échelle du centre de formation d'apprentis (CFA) Apprentissage et formation pour les industries (AFI) 24, qui concerne 6 établissements et 72 formations. Les données restent générales et il n'y a pas de présentation ni d'analyse par formation, ce qui entrave le processus d'amélioration continue de la formation.

L'adossement à la recherche est encore limité, malgré une diversification des approches. L'équipe pédagogique comprend trois enseignants-chercheurs (un maître de conférences et deux professeurs des universités) rattachés aux sections du Conseil national des universités (CNU) 16 (Psychologie, psychologie clinique, psychologie sociale), 35 (Structure et évolution de la Terre et des autres planètes) et 64 (Biologie cellulaire), auxquels s'ajoutent deux professeurs agrégés du secondaire. Ces enseignants-chercheurs assurent 50 heures sur les 460 heures composant la maquette, soit 11 % du total. Le dossier d'autoévaluation ne précise pas s'ils sont membres d'une unité de recherche et, le cas échéant, laquelle. Une initiation aux méthodes de recherche bibliographique via l'utilisation des bases de données est réalisée par une documentaliste de la bibliothèque de l'université et est suivie d'une mise en œuvre dans les projets tutorés et dans l'UE « Étude d'impact sur l'environnement ». Chaque année, les étudiants assistent à un colloque de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), où les dernières avancées de recherche sont présentées en termes de prévention et de sensibilisation aux risques. Cependant, les modalités de participation ne sont pas indiquées (volume horaire, implication des étudiants dans la préparation de l'événement, attentes de l'équipe pédagogique).

L'ouverture à l'international est très faible. La formation n'est pas ouverte à des échanges internationaux, que ce soit sortants ou entrants. Cependant, deux et six étudiants internationaux sont inscrits dans la formation, respectivement en 2021-2022 et en 2022-2023. La maquette contient au deuxième semestre une UE de 22 heures d'anglais professionnel (valorisée à hauteur de 1,5 crédit ECTS).

Conclusion

Points forts

- Une implication importante des professionnels ;
- Un fort taux de réussite.

Points faibles

- Une insertion professionnelle faible après l'obtention du diplôme ;
- Des incertitudes concernant l'attractivité de la formation ;

- Une formation à et par la recherche limitée ;
- Une absence de conseil de perfectionnement propre à la formation et une évaluation très partielle des enseignements qui nuisent à la qualité du processus d'amélioration continue.

Recommandations

- Mettre en place des activités permettant de préparer à l'insertion professionnelle telles que des ateliers *curriculum vitae*, des ateliers autour des métiers visés, des simulations d'entretiens d'embauche, etc.
- Porter un regard analytique sur l'attractivité de la formation et les recrutements.
- Renforcer la part de formation à et par la recherche dans les enseignements.
- Renforcer la démarche d'amélioration continue en améliorant tant l'analyse de l'origine scolaire des étudiants que le suivi et l'analyse du devenir des diplômés, et en mettant en place un conseil de perfectionnement effectif.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations relatives au devenir des diplômés, aussi bien concernant la poursuite d'études que l'insertion professionnelle ;
- Manque d'informations concernant l'attractivité de la formation ;
- Besoin de compléments d'information concernant le bassin de recrutement pour l'alternance et le potentiel d'employabilité des diplômés à la suite de leur formation.

LICENCE PROFESSIONNELLE SYSTÈMES AUTOMATISÉS, RÉSEAUX ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Établissement

Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

La licence professionnelle (LP) *Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) est une formation comportant deux parcours : un parcours du même nom que la mention et un parcours *Robotique, vision industrielle et automatisme (ROVIA)* ouvert en 2021-2022. La formation est portée par l'institut universitaire de technologie (IUT) Sénart-Fontainebleau, et contient 600 heures étudiant dans le premier parcours et 620 dans le second. Elle compte 31 étudiants et 24 enseignants en 2022-2023.

Analyse globale

La LP *Systèmes automatisés, réseaux et informatique industrielle* existe depuis 2007. 26 à 33 étudiants sont recrutés par année, ce nombre ayant augmenté suite à l'ouverture du parcours ROVIA. Cette formation est dispensée principalement en alternance pour un public local et des entreprises régionales. Les compétences développées sont ainsi orientées vers des aspects techniques et préparent à des débouchés bien identifiés. Les responsables de la formation réalisent un suivi des cohortes efficace et montrent une maîtrise de la formation. Cependant, la maquette mérite d'être mise à jour pour aligner les deux parcours autour de plusieurs blocs de compétences et clarifier le positionnement de la formation, notamment en s'appuyant sur des enquêtes d'évaluation des enseignements davantage investies par les étudiants.

La formation est dédiée à des compétences techniques à l'aide de l'alternance. Elle est proposée principalement en alternance et prioritairement en apprentissage. Plus de 80 % des étudiants sont en alternance. Ils réalisent 38 semaines de travail en entreprise. La formation accueille quelques stagiaires de la formation continue. Les étudiants en formation initiale classique sont admis lorsque l'alternance n'est pas envisageable (c'est le cas par exemple des étudiants internationaux). La validation des acquis de l'expérience (VAE) est marginale. Le domaine de l'automatisme nécessitant beaucoup de manipulation de matériel, les enseignements sont dispensés uniquement sur site et beaucoup sous forme de travaux pratiques, à l'exception de quelques cours non techniques lorsqu'il n'y a pas d'autres possibilités. Huit intervenants issus du domaine de l'automatisme interviennent pour 62 heures d'enseignement. Ce nombre est faible, mais justifié au regard de la pénurie et de la sur-sollicitation des professionnels. La pluridisciplinarité n'est pas un objectif de la formation, mais les cours de communication, d'anglais et de gestion de projet sont mis en valeur dans les enseignements techniques. Le dossier d'autoévaluation formule le souhait d'améliorer la relation entre les différents enseignements.

Les débouchés à l'issue de la LP sont clairement identifiés. Les partenaires industriels sont nombreux et fiables, permettant une bonne intégration professionnelle des alternants. Les débouchés sont clairement identifiés (technicien étude/développement robots, systèmes robotisés/automatisés, technicien intégrateur en robotique, technicien de maintenance des systèmes automatisés et robotisés, référent d'intégration de robotique dans des petites et moyennes entreprises (PME) ou très petites entreprises (TPE)). Deux à trois réunions sont organisées chaque année avec les partenaires pour discuter des besoins. Des visites d'entreprise, des soutenances de projet et des projets tutorés en lien avec ces entreprises informent les étudiants des différents métiers qu'ils préparent, leur offrant une bonne visibilité de leur intégration professionnelle.

La formation assume une dynamique locale. L'analyse de la provenance des candidatures montre un bassin de recrutement d'étudiants centré sur l'Île-de-France. Quelques étudiants proviennent des départements limitrophes. Cette dynamique est appuyée par des collaborations avec des lycées. D'une part, le lycée La Mare Carrée de Moissy-Cramayel apporte des enseignants et partage une plateforme technologique. D'autre part,

une nouvelle collaboration avec le lycée Pierre de Coubertin de Meaux permet l'utilisation d'une plateforme robotique accompagnant l'ouverture du parcours ROVIA. Cette dynamique offre une bonne visibilité auprès des étudiants et permet de mutualiser les ressources. Une troisième collaboration, avec la LP *Maîtrise de l'énergie, électricité, développement durable*, parcours *Gestion rationnelle de l'énergie électrique* permet, quant à elle, de réunir les conseils de perfectionnement et les réunions de rentrée, et ainsi de mutualiser le pilotage et les réflexions pédagogiques et organisationnelles.

Le suivi des cohortes est efficace et utile. Du suivi des admissions jusqu'au taux d'insertion professionnelle, les données des cohortes sont analysées pour améliorer la formation. La sélection est réalisée à partir d'un dossier et d'un entretien pour retenir 21 à 26 inscrits dans le premier parcours et 10 dans le second, sur un total de 130 à 150 dossiers reçus. Ce nombre important de dossiers est assuré par des communications lors de salons dédiés, à l'occasion des journées portes ouvertes, sur le site internet et auprès des lycées partenaires. Un courrier électronique est envoyé aux chefs de travaux des établissements proposant des brevets de technicien supérieur (BTS) cibles (connus et analysés par l'équipe), sans que l'on en connaisse l'impact. Le taux de réussite au diplôme est élevé. 60 % à 85 % des diplômés intègrent un emploi en fin de formation, dans des postes en adéquation avec la formation. Peu d'étudiants poursuivent leurs études (deux à trois par an). Malgré cette maîtrise de l'analyse du taux d'insertion professionnelle, la partie dédiée du dossier d'autoévaluation n'est pas complétée.

La formation bénéficie d'un bon encadrement. 24 enseignants participent à la formation, dont 4 enseignants-chercheurs (EC) du Laboratoire images, signaux et systèmes intelligents (LISSI) et 3 enseignants permanents. Ces EC sont responsables des enseignements de veille technologique et de recherche documentaire, ainsi que du module spécifique « Programmation avancée », permettant d'intégrer des concepts technologiques récents tels que l'intelligence artificielle, en lien avec les thématiques du LISSI. 171 heures d'enseignement sont réalisées par les EC, et le responsable de la formation est également un EC. Cela témoigne d'une bonne implication et d'une maîtrise du diplôme. Le dossier d'autoévaluation stipule un déficit en nombre de permanents qui est manifestement compensé par l'implication de chacun, car seules 62 heures d'enseignement sont allouées à des vacataires. Le pilotage de la maquette est réalisé avec une grande autonomie, tout en respectant les contraintes du diplôme (passage des maquettes et des modalités de contrôle des connaissances et des compétences en Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), maîtrise de la soutenabilité financière).

La formation n'est pas ouverte à l'international. Cette LP a vocation à former des professionnels sur le territoire local et en alternance. L'accueil d'étudiants internationaux n'est pas recherché. La mobilité sortante n'est pas non plus développée. 36 heures d'enseignement d'anglais technique sont dédiées à assurer la communication avec les futurs clients et fournisseurs, et à la lecture de documents techniques.

La maquette de la formation doit évoluer en mettant en avant les points communs des deux parcours et en réduisant le volume horaire. La mise en place des bachelors universitaires de technologie (BUT), le tarissement du flux entrant de titulaires de diplômes universitaires de technologie (DUT) ainsi que l'ouverture du parcours ROVIA ont transformé la LP, qui a dû changer d'orientation. Ces transformations sont portées par des réflexions durant les réunions, les conseils de perfectionnement et les commissions préparatoires aux jurys de semestre, incluant les enseignants titulaires et les vacataires. Bien que les enseignements soient maîtrisés, plusieurs éléments du dossier d'autoévaluation doivent alerter les responsables de la formation : le lien entre les deux parcours n'est pas visible dans les maquettes (on ne sait pas s'il y a des enseignements communs, ni quelles sont les compétences communes) ; les deux maquettes sont présentées avec 600 à 610 heures d'enseignement, alors que la moyenne des formations en apprentissage s'établit plutôt autour de 450 heures. Le taux de répondants aux évaluations des enseignements est faible et ne permet pas d'avoir un effet de levier sur l'amélioration des maquettes. Plus généralement, le processus de l'amélioration continue est à clarifier, en matière d'évaluation des enseignements comme en matière de fonctionnement du conseil de perfectionnement (le dossier d'autoévaluation laisse penser qu'il existe au niveau de chaque parcours plutôt qu'à celui de la mention).

Conclusion

Points forts

- Des débouchés clairement identifiés dans des secteurs en pénurie de compétences ;
- Un pilotage de la formation partagé et maîtrisé ;
- Une formation proposée en alternance à un public étudiant local et des entreprises du territoire.

Points faibles

- Un positionnement ambigu de la formation dans son environnement académique depuis la mise en place des BUT ;
- Un nombre limité de répondants aux enquêtes sur l'évaluation des enseignements, qui ne permet pas d'amélioration continue, et une incertitude sur le fonctionnement effectif du conseil de perfectionnement ;
- Une faible cohérence interne de la formation ;
- Une maquette très dense en volume horaire.

Recommandations

- Positionner la formation dans son environnement académique, surtout par rapport aux BUT.
- Engager un processus d'amélioration continue en commençant par la collecte des évaluations des enseignements et en clarifiant le rôle du conseil de perfectionnement.
- Mettre à jour la maquette de manière à représenter les deux parcours.
- Rapprocher le volume d'heures d'enseignement de la moyenne d'une LP en alternance.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin d'informations complémentaires sur le positionnement de cette LP dans son environnement académique (lien entre les parcours, lien avec les BUT) ;
- Manque de précisions sur le processus d'amélioration continue (mise en place d'un conseil de perfectionnement propre à la mention et mise en œuvre d'une évaluation effective des enseignements par les étudiants).

Observations de l'établissement

PRÉSIDENTENCE

JLDR/AT/TT n°30

Téléphone :
01 45 17 10 11

Courriel :
cab.presidente@u-pec.fr

A l'attention de

Madame Lynne Franjé
Directrice du département d'évaluation
des formations

**Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche
et de l'Enseignement Supérieur**
19 rue Poissonnière
75002 Paris

Créteil, le 26 juin 2025

Madame la Directrice,

Je tiens à vous remercier au nom de l'Université Paris-Est Créteil pour le travail réalisé par les experts du haut conseil et le rapport d'évaluation du bilan de notre 1er cycle.

Ce rapport note bien les atouts de l'UPEC : diversité et pluridisciplinarité de l'offre de formation, forte professionnalisation, relations partenariales significatives, développement de l'apprentissage, adossement à la recherche des licences et BUT et sensibilisation des étudiants aux enjeux du développement durable.

Il note également des axes d'amélioration que nous avons déjà identifiés et conforte ce que nous avons prévu d'intégrer dans le cadrage de notre prochaine offre de formation, notamment en termes de pilotage et de dispositifs d'amélioration continue.

Certains points appellent une réponse globale :

- **Enquêtes d'évaluation** : chaque année, l'université réalise deux enquêtes. La première porte sur l'insertion professionnelle (BUT3, LP et M2), avec un taux de réponse de plus de 60 %, très satisfaisant. Depuis 2023, nous avons repris l'enquête « Évaluation des formations », à destination des 35 000 étudiants inscrits dans un diplôme national, quelle que soit l'année d'étude. Le taux de réponse est ici de 15% en 2025, ce qui n'est pas satisfaisant. Une nouvelle approche sera mise en place en 2026 afin de l'accroître de façon significative ;
- **Maintien d'un nombre significatif de licences professionnelles** : le maintien d'un nombre significatif de licences professionnelles, à côté de l'offre de BUT, s'explique par deux raisons. Dans certains cas, ces licences professionnelles ne disposent pas d'équivalent en BUT 3. Dans d'autres cas, ces LP ont été développées de longue date en partenariat avec d'autres établissements d'enseignement et répondent là aussi à une demande avérée des acteurs socio-économiques. Dans cette situation, il nous a semblé préférable de maintenir ces partenariats au titre de la LP plutôt que d'un BUT3 ;
- **Adossement à la recherche des licences professionnelles** : si nous avons parfaitement conscience de la faiblesse, dans certains cas, de l'adossement à la recherche de certaines licences professionnelles, nous avons fait le choix de les maintenir compte tenu de la demande sociale forte à laquelle elles répondent (80 % sont en emploi dans les 6 mois, dont 77 % en CDI) ;

- **Conseils de perfectionnement et démarche d'amélioration continue** : ces derniers seront systématisés en 2026, à minima par mention, et cadrés dans leur composition en conformité avec la réglementation. Y seront représentées les différentes parties-prenantes de la formation : enseignants, étudiants, alumni et acteurs socio-économiques. De façon plus générale, le cadrage de la prochaine offre de formation prévoit la mise en place d'un certain nombre de dispositifs d'amélioration continue, mais également de pilotage de notre offre, y compris en termes de soutenabilité ;
- **Devenir des diplômés du 1er cycle** : chaque année, l'UPEC réalise une enquête relative à l'insertion professionnelle de ses diplômés de BUT et licences professionnelles. Cette enquête sera désormais complétée d'une étude réalisée par l'Observatoire des réussites étudiantes sur le devenir de nos diplômés de 1er cycle grâce à la mise à disposition par le MESR de la base de données SISE dans le cadre d'une convention. Les poursuites d'études pourront ainsi être mesurées, y compris lorsqu'elles se font en dehors de notre université ;
- **Déclinaison en compétences** : à la rentrée 2026, toutes les maquettes de nos formations devront, à minima, s'articuler avec les blocs de compétences tels que définis dans les fiches RNCP de chaque mention. Pour les équipes pédagogiques qui le souhaitent, un accompagnement à la mise en œuvre de l'APC par le Centre d'Ingénierie et de Développement Pédagogique sera proposé.

Enfin, après lecture de la partie internationale de l'évaluation des formations de 1er cycle universitaire de l'UPEC, nous souhaiterions apporter quelques précisions. Des remarques et des conclusions générales ont été formulées en se basant sur les dossiers d'autoévaluation des différentes formations. Cependant, plusieurs de ces observations sont en totale contradiction avec la politique internationale de l'UPEC. Contrairement à ce qui est indiqué, la stratégie internationale de l'UPEC constitue une partie essentielle de la politique de notre université. Même si le fonctionnement décentralisé de l'UPEC laisse une grande latitude aux responsables des formations, le central encourage et accompagne fortement l'internationalisation des formations par différentes actions : développement des formations 100% en anglais (5 licences) ou avec une partie des cours en anglais, création de doubles diplômes (9 au niveau L) en Europe et dans le reste du monde. Parallèlement à l'Alliance AURORA, l'UPEC mène une stratégie ciblée de développement dans des pays stratégiques et avec des partenaires privilégiés. Les actions menées concernent à la fois l'enseignement et la recherche.

Cette stratégie parfaitement définie a un impact important, par exemple, sur la mobilité étudiante. L'UPEC fait partie des 10 universités françaises recevant la plus grande somme pour financer les mobilités ERASMUS+. C'est même suivant les années la première ou la deuxième université en Ile-de-France. Ce financement est donc directement relié au nombre de mobilités sortantes encadrées pour des séjours d'études ou des stages. Enfin, il convient de préciser que 100 % des candidats à l'aide à la mobilité reçoivent un financement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Luc Dubois-Randé

Président de l'Université Paris-Est Créteil

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

